

---

---

# ANNÉE 2016

---

---



## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

---

---

### MARS

---

---



**Délibérations**  
**Séance du 21 mars 2016**  
**SOMMAIRE**

<b>N°</b>	<b>OBJET</b>	<b>Page</b>
59	Rapport sur la situation en matière de développement durable de la Ville d'Ajaccio pour l'exercice 2015.	<b>1</b>
60	Reprise anticipée des résultats cumulés de l'exercice 2015 à intégrer au BP 2016	<b>11</b>
61	Vote des taux d'imposition pour l'année 2016	<b>15</b>
62	Adoption du Budget Primitif 2016 - Ville	<b>18</b>
63	Adoption du Budget Primitif 2016 - Budget annexe du Stationnement	<b>63</b>
64	Adoption du Budget Primitif 2016 - Budget de la régie des parkings	<b>69</b>
65	Adoption du Budget Primitif 2016 - Budget annexe ANRU	<b>77</b>
66	Autorisation donnée au Maire de verser une avance financière à la Société 2Art Naval dans le cadre de la commission des travaux exutoires	<b>87</b>
67	Mise à disposition payante de personnel de la Ville auprès du syndicat mixte de gestion et de valorisation du Grand site des Iles Sanguinaires et de la pointe de la Parata	<b>91</b>
68	Création d'un poste permanent pour le recrutement d'un agent non titulaire en cas d'absence de cadre d'emplois de fonctionnaire C	<b>93</b>
69	Transformation d'emploi budgétaire à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal à temps complet	<b>96</b>
70	Transformation d'emploi budgétaire à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal à temps complet	<b>99</b>
71	Transformation d'emplois budgétaires à temps non complet afin de permettre la modification du temps de travail d'agents	<b>102</b>
72	Transformation d'emploi budgétaire à temps non complet afin de permettre la modification du temps de travail d'un agent	<b>105</b>
73	Avenant n°1 au marché 14/016 relatif à la restauration des façades de l'église Saint Erasme Autorisation de signer et exécuter l'avenant	<b>108</b>
74	Convention de mission de conseil en architecture	<b>112</b>
75	Travaux d'intérêt général (TIG) pour les majeurs	<b>114</b>
76	Travaux d'intérêt général pour les mineurs	<b>117</b>
77	Modalités de répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération. Passation d'une convention relative aux Modalités de répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération.	<b>120</b>
78	Mise en œuvre du débroussaillage réglementaire	<b>123</b>
79	Convention de servitudes au profit de la société Electricité de France sur la parcelle section BN n° 92, lieu dit BIANCARELLO, canalisations souterraines 90 000 volts.	<b>126</b>

<b>N°</b>	<b>OBJET</b>	<b>Page</b>
80	Convention de servitudes au profit de la société Electricité de France Chemin de Saint Antoine, lieu dit LORETTO, canalisations souterraines 90 000 volts.	<b>129</b>
81	Classement de voies et réseaux dans le domaine public communal : Avenue des crêtes.	<b>132</b>
82	Avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée de la CAPA à la ville d'Ajaccio pour la reconstruction du jardin des Sanguinaires	<b>135</b>
83	Arrêt de la Révision accélérée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme	<b>138</b>
84	Arrêt de la Révision accélérée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme	<b>143</b>
85	Prêt d'œuvres du Palais Fesch –musée des Beaux-Arts	<b>149</b>
86	Acquisition d'œuvres par Palais Fesch –musée des Beaux-Arts	<b>152</b>
87	Prêt d'œuvres du Palais Fesch –musée des Beaux-Arts Dons et dépôt d'œuvres en faveur du Palais Fesch –musée des Beaux-Arts	<b>157</b>
88	Adhésion de la Ville d'Ajaccio à différents organismes	<b>161</b>
89	Mise en place d'un partenariat entre la Ville d'Ajaccio et la Société Protectrice des Animaux (SPA).	<b>164</b>
90	Renouvellement des Projets 2016-2019 des Centres Sociaux des Cannes et des Salines	<b>167</b>
91	Avenant à la convention « Contrat prestation de service accueil jeune enfant » entre la Ville et la Mutualité Sociale Agricole (MSA)	<b>170</b>
92	Approbation de l'agenda d'accessibilité programmée	<b>173</b>
93	La Fête de la Langue Corse	<b>176</b>

# Décisions Municipales

## Mars 2016

### SOMMAIRE

N°	OBJET	Page
16	Fixation de la quantité et du prix de vente d'objets et d'ouvrages pour la boutique du Palais Fesch Musée des Beaux-Arts et du nombre d'ouvrages pour les échanges inter Musées.	184
17	Régie parking diamant Approvisionnement automates	187
18	Autorisation donnée au maire de signer une convention de partenariat, dans le cadre de la participation au livre Corsica Yacht Services 2016.	188
19	Portant autorisation d'occupation du domaine public pour les besoins d'un tournage d'une émission hebdomadaire de NTV japonaise intitulée « Futtou Word 10 » qui va réaliser un reportage touristique en Corse	189
22	Régie parking diamant Signature convention Banque Postale pour dépôt des fonds et approvisionnement en fonds. Signature convention LOOMIS pour transport des fonds entre le parking et la Banque Postale.	191
23	Portant prise bail au profit de la SARL « Beau Rivage » pour l'occupation d'un terrain communal composé de deux parcelles cadastrées section CL n°18 et section CL n°19, sur lequel se trouve une construction à usage de restaurant, situé route des Sanguinaires lieu dit Sept Chapelles	192
24	Décision de classement sans suite d'une procédure de marche public pour des motifs d'intérêt général Maitrise d'œuvre pour l'aménagement du bouclage routier chemin d'Erbajolo - chemin d'Alzo di Leva	194
25	Portant souscription d'un prêt de 5 000 000 € auprès de la Caisse d'Epargne	195
26	Autorisation donnée au maire de signer une convention de partenariat, dans le cadre d'un sponsoring avec le SQUASH CLUB DE MEZZAVIA saison 2016	197
27	Fixation de la quantité et du prix de vente d'ouvrages pour la boutique du Palais Fesch Musée des Beaux-Arts et du nombre d'ouvrages pour les échanges inter Musées.	198
28	Contrat entre la ville d'Ajaccio et la Caisse d'Epargne	200

# Arrêtés Municipaux

## MARS 2016

### SOMMAIRE

N°	OBJET	PAGE
498	Portant fermeture provisoire et évacuation de l'appartement 1er étage gauche sis 9 rue notre dame, 20000 Ajaccio (propriété de MME. Catherine Bozzi épouse Marquis) cadastré section BY n° 210 à Ajaccio	205
499	Portant stationnement interdit temporaire, à compter du lundi 7 mars, 7h00 et ce jusqu'au mardi 08 mars 2016, 18h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Miss Campbell au droit du palais Cynros.	207
500	Portant stationnement interdit, portant restriction temporaire de circulation, imitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, le 07 mars 2016 et ce de 07h30 à 12h30 inclus, dans l'artère ci-après : Avenue Bévérini Vico, à hauteur de l'enseigne commerciale SPAR.	208
505	Portant délégation de signature à M. Jean-Claude Ottaviani, directeur de la régie des parkings de la ville d'Ajaccio.	209
506	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant déviation temporaire de circulation, le jeudi 03 mars 2016, de 7h00 à 18h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Forcioli Conti, portion comprise entre le boulevard Danièle Casanova et la rue des bûcherons.	210
507	Portant stationnement interdit temporaire, à compter du vendredi 11 mars 20h00 et ce jusqu'au samedi 12 mars 21h00 inclus, dans la zone ci-après : parkings des torpilleurs .	211
508	Portant stationnement interdit temporaire, le jeudi 03 mars, 08h00 à 18h00 inclus, dans l'artère ci-après : Boulevard Danielle Casanova, portion comprise entre le n°12, côté gauche sens circulation .	212
518	Portant stationnement interdit temporaire, portant circulation interdite temporaire, portant déviation temporaire, le mardi 03 mars 2016, de 21h00 à 23h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Lorenzo Vero, portion comprise entre la rue major Lambroschini et le cours Napoléon.	213
519	Portant abrogation de l'arrêté 2016-061 et création de la recette de régie des parkings.	214
520	Portant abrogation de l'arrêté 2016-062 et nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires pour la régie recette des parkings.	216
521	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de fleurs sur le domaine public. Vente de fleurs et plantes a l'occasion de la fête des grands -mères. Rond point GIFI avenue Maréchal Lyautey Ajaccio .	218
524	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public. Campagne de prévention pour la lutte contre le sida.	220
525	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 09 juin au 11 juin 2016, place d'Austerlitz. Congrès national de la fédération française du bâtiment.	222

N°	OBJET	PAGE
526	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 29 février au 05 mars et du 07 mars au 11 mars 2016. Campagne de sensibilisation relative aux nouvelles modalités de collecte des déchets. Place de l'église San Ruchellu.	224
527	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public le samedi 19 mars 2016. Journée mondiale de l'eau. Portion du trottoir (côté Fesch) face au 33 rue Cardinal Fesch.	226
528	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de fleurs sur le domaine public pour l'exercice d'une activité commerciale ambulante. Vente de pizzas et de sandwiches, avenue Maréchal Juin 20000 Ajaccio.	228
529	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente des rameaux sur le domaine public. Vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux. Entrée de l'ancien carrefour rue François Pietri à Ajaccio.	230
530	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente des rameaux sur le domaine public. Vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux. Rond point de GIFI la rocade Ajaccio.	232
531	Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, n°02A00415A0118, SASU Grandval'hair institut	234
532	Rapportant les mesures provisoires et d'urgence dans l'intérêt de la salubrité et santé publique relatives a l'interdiction de baignade et de pêche : De la plage du trottet jusqu'à celle de Barbicaghja.	236
560	Portant restriction temporaire de circulation, limitation de vitesse dans la zone de travaux à 30km/h, à compter du 29 mars 2016 et ce jusqu'au 01 avril 2016 inclus, ci-après boulevard Stéphanopoli de Comnene, à hauteur du chemin des crêtes, à hauteur de l'entrée principale du cimetière marins.	237
561	Portant restriction temporaire de circulation, limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, institution d'une circulation par alternat, à compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus, ci-après Boulevard Henri Maillot, à hauteur des résidences jardin de l'empereur.	239
562	Portant stationnement interdit temporaire, le dimanche 03 avril 2016 de 06h00 à 18h00 inclus, dans la zone ci-après parking Pascal Rossini.	241
563	Portant stationnement interdit temporaire, portant circulation interdite temporaire, portant circulation stoppée, portant déviation temporaire, portant emplacement réservé. A compter du 16 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus. Procession de la Miséricorde.	242
564	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de fleurs sur le domaine public. Vente de fleurs à l'occasion de la fête de la Miséricorde. Place Foch Ajaccio.	244
565	Attribution de la subvention d'aide à la pierre immeuble 77 cours Napoléon. Ravalement de façades et de reprise de la toiture.	246
566	Portant institution d'emplacement réservés pour conteneurs de collecte des déchets ménagers, dans l'artère ci après : Chemin des baraques	247



N°	OBJET	PAGE
567	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public du samedi 02 au dimanche 03 avril 2016. 27ème édition du marathon d'Ajaccio. Place Miot.	248
568	Portant restriction temporaire de circulation, limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, institution d'une circulation par alternat, à compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016, de 08h00 à 17h00 inclus, dans l'artère ci-après : Avenue Napoléon III, à hauteur de la résidence "LE BEAUCE", côté droit ,sens descendant.	250
569	Portant restriction temporaire de circulation, limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, institution d'une circulation par alternat, à compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus, dans l' artère ci- après : Avenue Colonel Colonna d'Ornano, à hauteur de l'intersection rue conventionnel François Salicetti.	251
570	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant déviation temporaire de circulation, le lundi 14 mars 2016, de 07h00 à 18h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Forcioli Conti : Portion comprise entre le boulevard Daniel Casanova et la rue des bûcherons.	252
571	Portant stationnement interdit temporaire, le jeudi 17 mars 2016, de 09h00 à 11h00 inclus, dans l'artère ci-après : Boulevard Docteur Barthelemy Ramaroni, portion comprise entre le passage protégé et l'entrée des garage, côté droit sens montant.	253
572	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant déviation temporaire de circulation, le jeudi 17 mars 2016, de 09h00 à 16h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Michel Bozzi, portion comprise entre la rue docteur et préfet Cauro et la rue Sainte Lucie.	254
573	Portant restriction temporaire de circulation, limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, à compter du 15 mars 2016, de 07h30 à 17h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Sergent Casalonga, à hauteur de l' établissement bancaire "Société générale" côté droit sens montant.	255
574	Portant stationnement interdit temporaire, à compter du 09 mars 2016 et ce jusqu'au 09avril 2016 inclus, dans l'artère ci-après : Avenue Bévérini Vico, portion comprise entre l'impasse Michel Bozzi et le cours Napoléon, côté droit sens descendant.	256
579	Portant autorisation d'une enseigne "Colantonio Marine Service"	257
580	Portant péril imminent sur la parcelle cadastrée BI n°86 sise chemin d'Alzo di Leva à Ajaccio.	258
581	Portant prorogation de l'arrêté municipal n°15-24116 en date 28 octobre 2016. Portant autorisation temporaire de stationnement, portant restriction temporaire de circulation, limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, à compter du 10 mars 2016 et ce jusqu'au 15 juin 2016 inclus, à l'exception du 15 mars 2016 et ce jusqu'au 17 mars 2016, de 07h30 à 17h00 inclus, ci-après : Rue Sergent Casalonga, à hauteur de l'entrée du public de la préfecture de la Corse du sud.	260
582	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de fleurs sur le domaine public. Vente fleurs et plantes à l'occasion de la fête des grands mères. Arrêt de bus du parc Berthault Ajaccio.	262

N°	OBJET	PAGE
583	Portant stationnement interdit temporaire, à compter du vendredi 11 mars 2016, et ce jusqu'au 13 mars 2016 inclus dans la zone ci-après : Parking place Miot, portion comprise a l'arrière du centre administratif "Grosseti" soit 60 emplacements.	264
585	Modification de l'arrêté 09/376 en date du 26 mars 2009- M. Carzedda Léonardo est autorisé à exercer la profession de chauffeur de taxi pour une durée indéterminée au lieu et en place de Mme Castellani Béatrice Licence N° 6 depuis le 1er avril 2010	265
588	Déclaration de remplacement d'un panneau publicitaire de 12 m <sup>2</sup> double face par un panneau publicitaire déroulant de 8 m <sup>2</sup> situé route de Mezzavia (sur la propriété Albertini) pour la SARL Corse publitour publicité (12 bis cours Grandval à Ajaccio).	266
589	Attribution de la prime d'ascenseur immeuble 10 rue général Fiorella.	267
590	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de rameau sur le domaine public. Vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux. Du 16 au 19 mars 2016 de 08h00 à 20h00. Église st Roch cours Napoléon Ajaccio.	268
591	Portant prorogation de l'arrêté municipal 16-280 en date du 17 février 2016, portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant circulation temporaire de circulation, à compter du 10 mars 2016 et ce jusqu'au 01 mai 2016 inclus, les samedi de 06h00 à 13h30 inclus, les dimanches de 6h00 à 13h30 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Jean Bessiere, entre l'entrée du parking square César Campinchi et le quai de la République.	270
592	Portant circulation interdite du sens de la circulation, portant circulation stoppée, le lundi 14 mars 2016 à 22h00, cours Prince Imperial portion entre l'avenue Maréchal Juin et le cours docteur Noël Franchini. Boulevard Georges Pompidou entre le cours Noël Franchini et l'Avenue Mont Thabor. Cours Prince Imperial à hauteur des carrefours Maréchal Juin et cours Docteur Noël Franchini. Boulevard Georges Pompidou à hauteur du carrefour Mont Thabor.	271
593	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale. SARL le point u. 59 rue Fesch . Terrasse bâchée.	273
600	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale. Le London café, 8 Cours Grandval 20000 Ajaccio. Terrasse bâchée .	275
601	Portant création d'une sous régie à la régie de recettes des parkings n°2016-520, dénommées "fonctionnement courant parking Diamant".	277
602	Portant nomination des mandataires suppléants au titre de la sous régie "fonctionnement courant parking Diamant"	278
603	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la vente de fleurs sur le domaine public "société fleur et vanille". Rond point GIFl, avenue maréchal Lyautey, du 30 avril au 1er mai 2016, de 08h00 à 20h00.	280

N°	OBJET	PAGE
604	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la vente de bonbons sur le domaine public, bas de la place Foch quai Napoléon, du 17 mars au 18 mars 2016, de 16h00 à 23h00, vente de crêpes à l'occasion de la fête de la miséricorde.	282
605	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de rameaux sur le domaine public. Vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux. Du 17 au 19 mars 2016 de 08h00 à 20h00. A côté de la station Paoletti la rocade Ajaccio.	284
606	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour la vente de rameaux - du 16 au 19 mars 2016 - marché Abbattucci	286
607	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de pralines et nougats sur le domaine public. Vente de crêpes à l'occasion de la fête de la Miséricorde , bas de la place Foch du quai Napoléon. 17 mars 2016 au 18 mars 2016 16h00 à 23h00.	288
608	Portant autorisation d'ouverture de débit temporaire de boissons, à l'occasion de la manifestation : Rencontre sportive GFCA/SAINT ETIENNE.	290
609	Portant autorisation d'ouverture de débit temporaire de boissons, à l'occasion de la manifestation : Rencontre sportive GFCA/LOSC	292
610	Portant autorisation d'ouverture de débit temporaire de boissons, à l'occasion de la manifestation : Rencontre sportive GFCA/SCB	294
614	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite , portant déviation temporaire de circulation, le jeudi 31 mars 2016, de 09h00 à 11h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Major Lambroschini entre la rue Lorenzo Véro et la rue Michel Ottavi.	296
615	Portant restriction temporaire de circulation, limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, institution d'une circulation par alternat, à compter du 18 mars 2016, ci-après : Boulevard Abbé Récco, à hauteur du projet immobilier "jardin des palmiers", avenue Achille Peretti, à hauteur des jardins communaux.	297
616	Portant stationnement interdit temporaire, le dimanche 20 mars 2016, à partir de 13h00 et ce jusqu'à 18h00 inclus, dans la zone ci-après : Parking Pascal Rossini	299
617	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant déviation temporaire de circulation, le mercredi 30 mars 2016, de 09h00 à 12h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Lorenzo Vero, portion comprise entre la rue Major Lambroschini et le cours Napoléon.	300
618	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de rameaux sur le domaine public, du 17 mars au 19 mars 2016 horaires : 08h00 à 20h00. Rond point de logirem la rocade Ajaccio.	301
619	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de rameaux sur le domaine public. Devant le monoprix cours Napoléon. Du 17 mars au 20 mars 2016 : De 08h00 à 20h00. Vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux.	303
620	Portant autorisation d'occupation du domaine public pour la vente de rameaux sur le domaine public. Rond point d'Alzo di Leva la rocade Ajaccio. Du 16 au 19 mars de 08h00 à 20h00 .Vente rameaux à l'occasion de la fête des rameaux.	305

N°	OBJET	PAGE
621	Portant autorisation d'occupation du domaine public pour la vente de rameaux sur le domaine public. Place Foch Ajaccio. Du 18 mars au 19 mars 2016 horaires : 08h00 à 20h00. Vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux.	307
622	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de rameaux sur le domaine public. Rond point de Leclerc la rocade Ajaccio. Du 17 mars au 19 mars 2016 horaires : 08 heure à 20 heures. Vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux.	309
623	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour la vente de rameaux sur le domaine public, sur le trottoir face à l'église St Pierre St Paul cours Prince impérial Ajaccio, du 19 mars au 20 mars de 08h00 à 20h00, vente de rameaux à l'occasion de la fête des rameaux.	311
628	Portant restriction temporaire de circulation , limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h, à compter du 04 avril 2016 et ce jusqu'au 30 avril 2016 inclus dans l'artère ci après : Chemin du bois des anglais à hauteur de la parcelle cadastrée section CE n°396.	313
629	Portant stationnement interdit temporaire , à compter du mardi 29 mars et ce jusqu'au 30mars 2016 inclus ,dans l'artère ci-après : Rue Paul Colonna d'Istria, portion comprise sur 20m linéaires de part et d'autre de l'accès à l'hôtel Castel Vecchio côté gauche	314
630	Portant interdiction de circulation , portant déviation , le lundi 21 mars 2016, de 08h00 à 10h00 inclus, dans l'artère ci après : Rue des Trois Marie entre le cours Napoléon et la rue Cardinal Fesch.	315
631	Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées. Agence MATMUT	316
632	Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées, autorisation de construire, aménager ou modifier un E.R.P, n°02A00416A0002, SAS ET MP créateurs	318
633	Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la sécurité-incendie et de l'accessibilité des personnes handicapées . SARL SOLEIL DIAMANT.	320
634	Portant autorisation d'ouverture de débit temporaire de boissons. Association LINE UP. A l'occasion de la manifestation : ON THE BEACH	322
635	Portant ouverture au public de "KIABI" sis route du Stiletto, 20090 Ajaccio	324
636	Portant modification de l'arrêté municipal 2000-1501 Portant nomination d'un régisseur de recettes et d' un régisseur suppléant pour la perception des droits afférents à l'utilisation et au fonctionnement du centre municipal de danse .	325
637	Portant modification de l'arrêté municipal n°2011/2273 portant nomination d'un régisseur de recette et de ses régisseurs suppléants pour la régie de l'espace Diamant concernant la billetterie spectacle, abonnements spectacles et carte Ajaccio culture.	327
639bis	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale. 26 rue Fesch 20000 Ajaccio. Installation d'une terrasse surface autorisée 13 m²	329



N°	OBJET	PAGE
<b>640bis</b>	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale. Le London café, 8 cours Grandval 20000 Ajaccio, terrasse air libre , surface autorisée 7m <sup>2</sup> .	<b>331</b>
<b>640ter</b>	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale, TUTTO GELATO/CAPOGIRO, installation d'une terrasse , surface maximale autorisée 9m <sup>2</sup>	<b>333</b>
<b>641</b>	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public le mercredi 23 mars 2016, Place De Gaulle, le 23/03/2016, de 08h00 à 18h00, salon de l'automobile.	<b>335</b>
<b>645</b>	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale, SARL LE R6 LE SKIPPER, 11 cours Jean Nicoli 20090 Ajaccio, installation autorisée terrasse bâchée, surface maximale autorisée 23m <sup>2</sup> .	<b>337</b>
<b>646</b>	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public le samedi 02 avril 2016, kiosque Place De Gaulle, le 02/04/2016 de 15h00 à 19h00, manifestation de lutte contre le sida.	<b>339</b>
<b>647</b>	Abrogation de l'arrêté municipal 16-643 en date du 23 mars 2016, portant stationnement interdit, portant circulation interdite, le 25 mars 2016, chemin de croix (fêtes de pâques)	<b>341</b>
<b>649</b>	Portant ouverture au public de "maison de quartier des Cannes à énergie positive" sis quartier des Padules, 20090 Ajaccio	<b>342</b>
<b>650</b>	Portant péril imminent sur la parcelle cadastrée BI n°207 sise chemin d'Alzo di Leva à Ajaccio.	<b>343</b>
<b>653</b>	Portant péril imminent sur la parcelle cadastrée BZ n°49 sise 5, rue du Maréchal Ornano à Ajaccio.	<b>345</b>
<b>654</b>	Portant autorisation d'une enseigne "Lacoste" pour la SARL Nicolaï et fils, 4 cours Napoléon à Ajaccio.	<b>347</b>
<b>655</b>	Modifiant l'arrêté municipal n°15-2437 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre d'une activité commerciale, SARL TELU GELATERIA avenue du 1er Consul 20000 Ajaccio. Installation d'une terrasse simple, surface maximale 33m <sup>2</sup>	<b>348</b>
<b>656</b>	Portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant déviation temporaire de circulation, le mercredi 06 avril 2016, de 09h00 à 13h00 inclus, dans l'artère ci-après : Rue Capitaine Livrelli, entre la rue Sergent Casalonga et l'impasse sur 15m linéaire au droit du n°02	<b>350</b>
<b>657</b>	Portant prorogation de l'arrêté municipal n°15-2783 en date du 28 décembre 2015, portant stationnement interdit, portant circulation interdite, portant déviation temporaire, à compter du 16 mars jusqu'au 06 avril 2016, de 07h30 à 15h30 inclus, dans les artères ci-après, rue Sainte Claire, rue Forcioli Conti, rue roi de Rome.	<b>352</b>
<b>658</b>	Portant modification de l'arrêté municipal n°09-01428 en date du 21 octobre 2009, portant déplacement d'un stationnement autorisé de véhicules à deux roues, portant déplacement d'une aire de livraison arrêt minutes, Cours Napoléon côté impair, à hauteur des n°15 et 17 .	<b>353</b>
<b>659</b>	Portant stationnement interdit temporaire, le dimanche 03 avril 2016 de 06h00 à 15h00 inclus, boulevard Pascal Rossini, des 2 côtés, entre la statut Marcaggi et le boulevard Madame Mère.	<b>355</b>



N°	OBJET	PAGE
660	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public le mercredi 10 aout 2016, 10/08/2016, Place de Gaulle de 17h00 à 00h00, concert "the G"	356
662	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale. 1 bd Lantivy, résidence Diamant 20000 Ajaccio. Installation autorisée , terrasse bâchée zone 1, surface maximale autorisée 32m².	358
663	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale, CASA VINCI, 2 cours Grandval 20000 Ajaccio, installation autorisée terrasse zone 2, surface maximale 7m².	360
664	Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale BAR TABAC LE GLACIER, 83 cours Napoléon 20000 Ajaccio, installation autorisée terrasse zone 2, surface maximale 21m².	362
665	Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public pour l'exercice d'une activité commerciale ambulante. PIZZA CHEZ STE, parking place Miot 20000 Ajaccio, fabrication vente de pizzas.	364
669	Portant délégation de signature à Monsieur Jean-Joseph Folacci, directeur général des services techniques.	366
670	Portant délégation de signature à Jean -Joseph Folacci, directeur général des services techniques.	368
671	Portant fermeture provisoire et évacuation d'un appartement situé au 4ième étage d'un immeuble sis 14 rue Roi de Rome à Ajaccio occupé par son propriétaire Monsieur Agostini	369

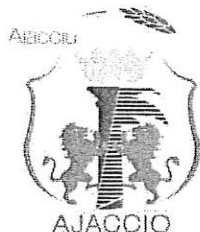


**Séance du 21 mars 2016**

---

# Délibérations Municipales

---



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/59

**Rapport sur la situation en matière de développement durable de la Ville d'Ajaccio pour l'exercice 2015.**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

## Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

L'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement prescrit aux collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants d'élaborer un rapport sur leur situation en matière de développement durable. Ce rapport doit être présenté par l'autorité territoriale à l'assemblée délibérante préalablement aux débats sur le projet de budget.

Une prise de conscience: « *Nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants* ».

Une formule d'un ancien Président de la République lors du sommet de la Terre de Johannesburg : « *La maison brûle et nous regardons ailleurs* ».

Une définition partagée : « *Répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs* ».

Un enjeu qui apparaît chaque jour plus évident au fur et à mesure que l'homme accroît sa formidable capacité à transformer son environnement : deux siècles ont été nécessaires pour construire la cathédrale Notre Dame de Paris ; le viaduc de Millau a été érigé à plus de 200 mètres de haut en moins de 3 ans.

### Des objectifs stratégiques sont définis, notamment au niveau national :

- Rythme de réduction des émissions des gaz à effet de serre avec des points de rendez-vous réguliers : 2020 puis 2050. La réduction de la consommation énergétique du bâti existant est notamment fixée à 38% d'ici 2020. La réduction des émissions dues au transport est également planifiée. La création des marchés des quotas carbone et certificats d'économie d'énergie répond par exemple à cette logique,
- Biodiversité et milieux naturels : sont définis des objectifs en termes d'aires naturelles protégées, de continuité écologique, de réduction de la consommation de produits phytosanitaires, de qualité des milieux aquatiques ou encore de recours à des matériaux de construction renouvelables et gérés durablement,
- Prévention des risques: les objectifs se déclinent en taux de particules fines dans l'air, d'exposition au bruit et de gestion des risques naturels et technologiques,
- Cohésion urbaine et solidarité : la Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine fixe différents objectifs, en particulier : lutte contre les inégalités ; lutte contre les fractures économiques, sociales, numériques et territoriales ; égalité d'accès aux droits ; garantie de sécurité publique ; valorisation de l'histoire et patrimoine des quartiers,
- Economie, dont sociale et solidaire : la Loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire organise et vise à assurer la promotion de cette activité. Ses opérateurs présentent notamment une gouvernance spécifique, une gestion caractéristique des bénéfiques et l'obligation de constitution de réserves impartageables et ne pouvant être redistribuées. Le Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire assure en particulier la diffusion des bonnes pratiques dans les domaines de la gouvernance, concertation dans l'élaboration de la stratégie d'entreprise, territorialisation de l'activité économique et des emplois, politique salariale et exemplarité sociale, et mise en œuvre des principes d'égalité d'accès à l'emploi. Les régions ont la responsabilité de définir la stratégie dans ce domaine.

Le bénéfice de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » est de plein droit pour différents acteurs dont les entreprises d'insertion, les ateliers et chantier d'insertion, les régies de quartier ou encore les établissements et services accompagnant et accueillant des enfants et adultes handicapés.

C'est au niveau local que ces orientations et objectifs stratégiques trouvent une déclinaison opérationnelle. Le présent rapport présente cet état des lieux au titre de l'année 2015 et à l'échelle du territoire communal.

## **I. TRANSITION ENERGETIQUE ET USAGE RAISONNE DES RESSOURCES**

### **I.1. PROGRAMME RENOVATION ENERGETIQUE COPROPRIETES**

L'histoire urbaine des grands copropriétés d'Ajaccio (typiquement 1950-1975) laissait à penser une fragilité particulière des habitants à la problématique des coûts de l'énergie : construits avant les premières réglementations thermiques du milieu des années soixante-dix, ces ensembles immobiliers présentent également des appartements aux surfaces en forte croissance par rapport à la vieille ville avec de larges ouvrants aux quatre points cardinaux.

Cette présomption a été confirmée par les résultats en 2014 d'un porte à porte de diagnostic des pratiques, coûts et équipements énergétiques. Un échantillon de plus de 200 logements a été étudié, fixant la classe énergétique moyenne à E, avec une classe GES moyenne fixée à D. Une sensibilisation aux bonnes pratiques apparaît également nécessaire.

Parallèlement, différentes politiques publiques se rejoignent pour dresser un objectif face à un tel constat : Paquet Climat Energie validé en 2008, loi de 2005 « Programme fixant les Orientations de la Politique Energétique », lois dites « Grenelle 1 » (août 2009) et « Grenelle 2 » (juillet 2010) fixant un objectifs de réduction de 38% des consommations énergétiques dans le bâtiment d'ici 2020 ou encore Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie prévoyant quant à lui une diminution de 16% à la même échéance. Plus récemment, la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové impose aux ensembles immobiliers la constitution « d'un fond travaux » visant à financer les travaux structurants de rénovation, et prévoit, sous conditions, l'obligation d'un audit énergétique.

Cet audit mené par la ville comprend notamment la modélisation du bâtiment au moyen d'un logiciel de simulation thermique ainsi que de bouquets de travaux permettant de confirmer l'atteinte des objectifs fixés supra : une diminution des consommation de 20 à 38% apparaît ainsi accessible.

L'avenant n°6 du Programme de Rénovation Urbaine validé par les partenaires et le conseil municipal de novembre 2015 prévoit la mise en commun des moyens des partenaires pour élaborer un programme de rénovation - notamment énergétique – des copropriétés des Cannes et Salines (environ 800 logements) selon la méthodologie suivante :

- Consolidation d'un groupe technique de conception et suivi de la démarche : ville d'AJACCIO, CG2A, CTC, CAPA, Etat (ANRU et Anah), EDF, ADEME, EIE, CdC et chambre consulaires.
- Equipe pluridisciplinaire associant assistances sociale, juridique et technique,
- Ingénierie financière selon une toute première estimation de gisement d'actions et de travaux évalués à environ 3 M€ : solvabilisation des ménages (en capital et trésorerie),
- Définition d'un programme d'actions notamment énergétique associant sensibilisation (thermographie à domicile, mesure in situ) et communication (multimédia, visites maison de quartier à énergie positive et rénovations énergétiques de bailleurs sociaux) ; complément du plan



annuel de formation « syndic bénévole » ; prêts de petits matériels de tutoring ; portage d'études amont énergétiques et soutien aux investissements d'efficacité énergétique, selon un objectif permettant une réduction des consommations des ensembles immobiliers en cohérence avec les documents programmatiques détaillés supra.

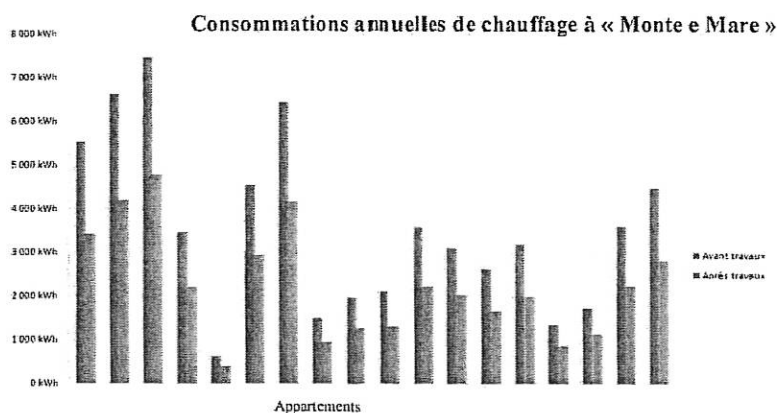
## I.2. PROGRAMME SOBRIETE ENERGETIQUE DES LOGEMENTS SOCIAUX

Le premier programme d'économie d'énergie « bailleurs sociaux » est aujourd'hui réceptionné et permet de dresser le bilan suivant :

- l'OPH2A a réhabilité l'ensemble des logements locatifs sociaux conventionnés à Saint Paul (isolation toit et dans une seconde étape eau chaude solaire),
- ERILIA a également répondu à ses engagements locaux en terme de rénovation énergétique à Monte e Mare : 91 logements ont bénéficié de la mise en place de double vitrage, chaudière basse température.

Une simulation thermodynamique a d'abord été réalisée afin d'établir une prévision de gain énergétique. Après travaux, des mesures ont été réalisées dans un double objectif : permettre une analyse qualitative des outils de modélisation de consommation énergétique de bâtiment et connaître in fine le gain en termes d'efficacité énergétique.

A Monte et Mare, le suivi d'une vingtaine de logements témoins met en évidence une consommation d'énergie finale liée au chauffage en baisse de plus de 30%, soit à l'échelle des 91 logements une consommation évoluant de 323 000 kWh à 205 000 kWh.



La consommation moyenne liée au chauffage est ainsi ramenée à 33 kWh/m<sup>2</sup>/an.

Le gain est logiquement moins marqué à Saint Paul : les logements du dernier étage ont néanmoins bénéficié de la nouvelle isolation puisque leur consommation a baissé d'environ 20%.

L'installation postérieure à ces mesures du réseau d'eau chaude solaire vient encore minorer les consommations.

Ces rénovations énergétiques à moyenne échelle ont posé par la suite la question de leur maintenance pluriannuelle : après une première période d'attente, la pérennité des équipements est aujourd'hui assurée grâce à la structuration des donneurs d'ordre et des professionnels concernant ces thématiques.

### **I.3. BATIMENT A ENERGIE POSITIVE**

Le renforcement de la réglementation thermique est continu depuis le premier choc pétrolier. Au-delà du respect des normes d'isolation thermique (Réglementation Thermique 2012 en l'espèce), la ville a fait le choix d'engager différentes opérations allant au-delà des présentes obligations.

Un double objectif est poursuivi : d'une part, explorer de nouvelles solutions techniques économiquement innovante et d'autre part, anticiper de futures évolutions réglementaires qui pourraient potentiellement impacter l'ensemble du patrimoine municipal. En l'occurrence, il est prévu que la Réglementation Thermique 2020 impose des bâtiments au bilan énergétique équilibré : le bâtiment devra produire autant d'énergie qu'il n'en consomme.

Cette démarche a conduit à entreprendre le projet de construction de la maison de quartier des Cannes. Initialement « énergie 0 », les dernières évaluations prévoient un bâtiment produisant plus d'énergie qu'il n'en consomme.

L'appropriation par le grand public de la thématique énergétique est également favorisée via deux afficheurs grands format présentant en temps réel aux usagers les consommations et productions.

La mise en service du bâtiment est prévue le mois prochain.

### **I.4. PLAN DE RENOUVELLEMENT DE L'ECLAIRAGE PUBLIC**

La ville d'Ajaccio s'est engagée dans l'élaboration d'un plan de renouvellement de l'éclairage public dont les objectifs sont de réduire les consommations en énergie, de réduire les coûts de maintenance et de clarifier la situation des réseaux publics en domaine privé.

Différentes actions ont d'ores et déjà été engagées :

- remettre à plat les contrats de fourniture en électricité et les renégocier
- intégrer le diagnostic de l'éclairage public dans un SIG afin de mieux connaître les différents outils et d'optimiser leur fonctionnement
- assurer un suivi régulier des consommations afin de pouvoir intervenir rapidement
- mener des opérations de relamping avec des lampes LED et voir les gains en éclairage et les baisses de consommation

D'autres actions vont être engagées dès 2016

- établir un schéma directeur de rénovation de l'éclairage public, une programmation pluri annuelle d'investissement dans le domaine de l'éclairage public intégrant l'éclairage différencié selon les besoins et les secteurs et les solutions techniques éco performantes
- mettre au coeur des opérations d'aménagement des nouveaux systèmes d'éclairage et valoriser les travaux et équipements réalisés avec des certificats d'économie d'énergie.

## **II. RESILIENCE**

### **II.1. PLAN COMMUNAL DE SAUVEGARDE ET OBSERVATOIRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

La Corse devrait connaître une hausse de ses températures moyennes annuelles comprise entre 1,2 et 1,4°C à l'horizon 2030 par rapport aux données de référence de la période 1971-2000 et une hausse comprise entre 2 et 2,2°C à l'horizon 2050. De par son climat méditerranéen et ses caractéristiques géomorphologiques, la Corse est notamment soumise aux crues torrentielles, très brusques et potentiellement dévastatrices ainsi qu'aux incendies de forêt.

La Ville d'Ajaccio s'est engagée, dans le cadre de son Plan Communal de Sauvegarde (PCS), à mettre en place des dispositifs de prévention et d'actions en cas de catastrophes naturelles. Il définit préalablement un plan d'organisation au niveau des services communaux. Il permet d'informer les habitants de la commune des risques encourus et de promouvoir une culture de sécurité civile partagée par le plus grand nombre.

Il met en évidence les risques présents et futurs liés aux phénomènes météorologiques : pluie, inondation, orages, vent violent, vagues, submersion, neige ou encore canicule.

La convention associant la ville et Météo-France prévoit également la production d'un rapport climat annuel dressant notamment la liste des événements naturels majeurs :

- recensement des épisodes aigus ou contracycliques en termes de température, précipitations ou vent, et actualisation des calculs de probabilités de dépassement de seuil (risque submersion, inondation, tempête et canicule),
- sécheresse des sols et du couvert végétal permettant le suivi de l'aléa feu de forêt,
- inventaire flashfoudre recensant les événements foudre à l'échelle du territoire communal.

## **II.2. LUTTE CONTRE LES RISQUES NATURELS**

La canicule de 2003, les inondations de mai 2008, les dégâts occasionnés place Miot par la tempête de 2009 et ceux de février 2014 à la Confina, tous ces événements viennent nous rappeler l'imprévisibilité des éléments et la nécessité de se préparer à l'éventualité d'un risque majeur.

Plus largement, le territoire d'Ajaccio est confronté à différents risques naturels :

- le risque feu de forêt dont les mesures de prévention notamment en terme de débroussaillage obligatoire sont précisées par arrêté préfectoral,
- le risque mouvement de terrain et ravinement étudié dans le cadre du « plan de prévention des risques mouvement de terrain et ravinement » prescrit en 2011,
- les études relatives au risque inondation par submersion marine sont, quant à elles, en cours de programmation par l'Etat,

- le risque inondation étudié dans le cadre des « Plans de Prévention du Risque Inondation » approuvés à l'échelle des bassins versants du Prunelli, de la Gravona et San Remedio, Arbitrone, Cannes et Salines.

Le programme est d'ores et déjà largement avancé puisque les bassins de rétention paysagers d'alzo di leva Est puis du Finosello ainsi que les exutoires des Cannes-Salines ont été réalisés, pour un montant de 12 M€.

Ce programme d'envergure devrait connaître un avancement notable dès mi-2016 avec le démarrage des travaux de requalification, dont le réseau hydraulique, d'une dizaine de voiries aux Cannes et Salines pour un montant total dépassant 15 M€. Une seconde tranche de travaux est d'ores et déjà prévues dès 2017 pour finaliser cette mise à niveau selon un niveau de commande publique atteignant cette fois 23 M€.

Concernant les inondations, le Programme d'Actions de Prévention des Inondations d'Ajaccio prévoit une intervention multidisciplinaire : amélioration de la connaissance et de la conscience du risque ; surveillance, prévision des crues et inondations ; alerte et gestion de crise ; prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ; actions de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ; gestion des ouvrages de protection hydraulique.

### **II.3. GESTION DES RISQUES INDUSTRIEL ET TECHNOLOGIQUE**

Ce risque correspond à un événement accidentel dans une installation localisée et fixe, qui met en jeu des produits ou des procédés industriels dangereux et qui entraîne des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens, et l'environnement.

Trois sites sont répertoriés à enjeux à l'échelle du territoire :

- Le dépôt pétrolier de Corse (DPLC), (AS- «Seuil Bas») situé à Ajaccio dans la zone industrielle du Vazzio stocke du SP95, du GO, du fioul domestique, du Jet, pour une capacité totale de 18 000 m<sup>3</sup>,
- Le centre emplisseur ELF /Antargaz du Ricanto (AS « Seuil Haut ») situé à Ajaccio stocke 1 000 tonnes de butane et propane,
- La station GDF de Loretto (AS-«Seuil Haut») située à Ajaccio stocke 3 130 tonnes de butane.

Ce dernier site apparaît comme très handicapant pour le développement de la capitale régionale. Sur la base de cette analyse, la municipalité a initié et conduit les négociations visant à diminuer le risque correspondant.

Le processus est finalisé avec la signature en décembre 2014 d'une convention multi-partite GDF Suez, Conseil Départemental de Corse du Sud, Collectivité Territoriale de Corse et Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien prévoyant le déplacement et la limitation du risque à la source du stockage de butane.

Les mesures supplémentaires correspondantes représentent un investissement exceptionnel de plus de 58 M€.

La politique de prévention reste affirmée avec la signature attendue courant 2015 du plan de prévention des risques correspondant (enquête publique prévue du 29/03/16 au 2/05/16 avec approbation du PPRT prévue en juin 2016).

### **II.4. UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE GLOBALE AU SERVICE DE L'AMELIORATION DU CADRE DE VIE**

En 2015, la ville d'Ajaccio a inscrit dans son projet d'organisation une direction de l'environnement et des aménagements paysagers au cœur d'une Direction Générale Adjointe de la proximité.

Cette organisation traduit la volonté de mettre le développement durable au centre des préoccupations et des interventions sur le cadre de vie :

- Des démarches de labellisation : Zéro phyto en 2017, pavillon bleu, villes et villages fleuris, Charte PELAGOS,... qui ont pour objectif d'inscrire au cœur des politiques publiques une dimension de développement durable et de sauvegarde des milieux. La direction de

l'environnement travaille dès 2016 sur la préparation des services opérationnels à ces nouvelles manières de faire.

- Une approche environnementale de gestion et d'aménagement des plages qui sera mise en œuvre à compter de 2016
- Une réflexion sur l'arbre en ville ne 2016, l'objectif étant de renforcer la place de l'espace vert et de l'arbre dans la ville
- L'aménagement ou le réaménagement de jardins : la station d'épuration des sanguinaires (CAPA – Ville), les MILELLI, le CASONE, le SCUDO..., le traitement de surface artificialisés comme les parkings : MEZZAVIA en cours et le parking des quais (printemps 2016). L'augmentation de surfaces végétalisées participe à la réduction du bilan carbone, à la biodiversité des milieux et à la cohésion sociale en fournissant un meilleur niveau d'aménités.
- La mise en place du tri des déchets : un réaménagement du quai de transfert de la ville avec optimisation du tri de l'ensemble des services opérationnels (fin 2015), la mise en place du tri lors de manifestations festives comme le marché de Noël, la mise en place du tri dans les cimetières dès janvier 2016, le tri du papier dans tous les services de la ville dès le mois de mars 2016, le tri dans les écoles avant la rentrée de septembre 2016
  - Le souci permanent de réduire les déplacements : mutualisation des véhicules, sectorisation des interventions avec positionnement des machines dans les secteurs (moins de km parcourus)
  - Acquisition de véhicules ou de matériels électriques : aspi gloutons pour la propreté urbaine et une voiture électrique pour les déplacements en ville.
  - Une action concertée des différents services afin de limiter les interventions : propreté urbaine et hygiène et santé, hygiène et santé et aménagements paysagers (traitement contre les nuisibles, fauconnier...).

### **III. RESPONSABILITE SOCIALE ET VILLE INCLUSIVE**

#### **III.1. EGALITE D'ACCES AUX RESSOURCES ET AUX DROITS**

La recherche de l'égalité d'accès aux ressources et aux droits est mise en œuvre, d'une part, par la réactivation du rôle des Maisons des Services Publics (MSP), et, d'autre part, par la mise en place d'un nouveau contrat de ville.

La dynamisation de l'action des structures municipales implantées dans les quartiers (MSP, Centres Sociaux) a pour objectif de rapprocher l'administration municipale des usagers, notamment des habitants des quartiers populaires, afin de délivrer une offre de proximité et de qualité à l'attention de tous les publics. De l'information transversale de 1<sup>er</sup> niveau à l'accompagnement de l'utilisateur sur des démarches spécifiques, les MSP articulent présence humaine et outils numériques.

Le Contrat de Ville du Pays Ajaccien élaboré pour la période 2014/2020, succède au Contrat Urbain de Cohésion Sociale d'Ajaccio. Il est conçu comme une politique de réparation qui doit aussi servir à anticiper et à éviter les futurs dysfonctionnements urbains.



Dans ce cadre, des actions sont portées par la ville d'Ajaccio au sein des deux quartiers prioritaires que sont les Jardins de l'Empereur et les Salines, mais également dans tous les quartiers dits « de veille active ».

La dynamisation du rôle des MSP, comme la mise en œuvre du contrat de ville, ont pour objectif de placer le citoyen au cœur de l'action municipale.

### **III.2. MIXITE SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA DIVISION SPATIALE**

La ségrégation spatiale des populations, notamment sur la base de l'accès au marché du logement, constitue une tendance spontanée du développement urbain.

Ce mécanisme a conduit dans un premier temps à la dualité centre historique / faubourg. Le temps a, depuis, redonné une continuité relative à cet ensemble.

La forte croissance d'après guerre a reconduit à plus grande échelle cette tendance : la réalisation de vastes ensembles immobiliers a donné accès, à grande échelle, à la modernité et au confort ; ces réalisations ont aussi conduit à concentrer les classes les plus populaires sur certains quartiers spécifiques.

L'accélération du Programme de Rénovation Urbaine engagée par la municipalité est de nature à transformer la qualité urbaine de ces quartiers et donc leur attractivité : requalification qualitative des espaces et aménagement intégré des espaces ouverts à l'urbanisation sont sécurisés et programmés pour la période 2015-2019.

La prévention de ces discriminations constitue l'aboutissement de la politique de mixité sociale : la délibération du conseil municipal du 23 mars dernier prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme prévoit la prise en compte de ce principe dans le cadre des projets et plans de développement de la ville.

### **III.3. PLAN LOCAL D'INSERTION PAR L'ECONOMIE (PLIE)**

La CAPA a pris en charge la compétence « action économique » à partir de l'année 2015.

#### **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

De prendre acte de la présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable de la Ville d'Ajaccio pour l'exercice 2015 conformément au décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et à sa circulaire d'application en date du 3 août 2011.

#### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

##### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de M. Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

### PREND ACTE

De la présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable de la Ville d'Ajaccio pour l'exercice 2015 conformément au décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et à sa circulaire d'application en date du 3 août 2011.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_59-DE

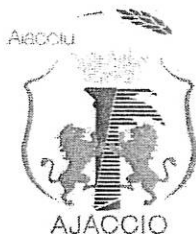
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoint au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/60

Reprise anticipée des résultats cumulés de l'exercice 2015  
à intégrer au BP 2016

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Les principes de la reprise et l'affectation anticipées des résultats « article L 2311-5 » du Code Général des Collectivités Territoriales permet de reporter au budget de manière anticipée, sans attendre le vote du compte administratif, les résultats de l'exercice antérieur.

Les résultats peuvent être estimés à l'issue de la journée complémentaire, avant l'adoption du compte administratif. Toutefois, cette reprise anticipée doit s'appuyer sur la procédure réglementaire suivante :

- ♦ Les différents éléments faisant l'objet de l'affectation des résultats en procédure normale (restes à réaliser, solde négatif des résultats de l'exercice antérieur, besoin de financement de la section d'investissement) doivent être repris en procédure de reprise anticipée des résultats.
- ♦ Les résultats doivent être repris dans leur totalité, la reprise partielle des résultats étant proscrite même en reprise anticipée des résultats.
- ♦ La procédure de reprise anticipée des résultats se distingue de la procédure normale en ce que l'affectation en réserve en R 1068 reste une prévision jusqu'à la production de la délibération d'affectation des résultats définitive intervenant après le vote du compte administratif.
- ♦ Le titre de recette sur le compte 1068 n'est produit qu'à l'issue de la délibération d'affectation des résultats.

L'estimation des résultats de la gestion de l'exercice 2015 est basée sur la situation du compte administratif provisoire. Ces résultats prévisionnels sont validés par le Trésorier Payeur.

La reprise anticipée doit obligatoirement s'effectuer en une seule fois et en totalité. La reprise partielle n'étant plus admise.

Lors du vote du compte administratif, les résultats seront définitivement arrêtés et, le cas échéant, des ajustements d'affectation seront obligatoirement effectués. Le résultat sur lequel porte en l'occurrence la décision d'affectation est le résultat cumulé de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015. L'instruction précise que le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

↳ A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (nature 1068),

↳ Pour le solde, et selon la décision de l'assemblée délibérante, en excédent de fonctionnement reporté (report à nouveau créditeur sur la nature codifiée 002) ou en une dotation complémentaire en section d'investissement (nature 1068).

Le résultat du compte administratif provisoire 2015 du budget principal de la ville d'Ajaccio se présente ainsi qu'il suit :

❖ **En investissement :**

Total des titres émis :	40 937 057.74
Total des mandats :	32 521 397.24
Déficit reporté de l'exercice 2014 :	- 6 332 377.30
Intégration résultat du compte de gestion 2013 budgets du parking	- 31 283.89
<b>Résultat cumulé pour 2015 de la section d'investissement :</b>	<b>+ 2 051 999.31</b>

Rar recettes d'investissement :	3 872 640.72
Rar dépenses d'investissement :	- 3 514 030.19
<b>Soldes des reports de la section :</b>	<b>+ 358 610.53</b>

**Résultat cumulé net d'investissement 2015: + 2 410 609.84**

❖ **En fonctionnement :**

Total des titres émis :	99 524 264.04
Total des produits rattachés :	854 221.00
Total des recettes de l'exercice :	100 379 485.04
Total des mandats :	92 884 941.85
Total des mandats de rattachements :	4 865 667.90
Total des dépenses de l'exercice :	97 750 609.75
Résultat de l'exercice 2015 :	+ 2 628 875.29
Intégration résultat du compte de gestion 2013 budgets du parking	+ 69 836.66
Excédent reporté de l'exercice 2014 :	+ 600 000.00

**Résultat cumulé net de fonctionnement 2015 : + 3 298 711.95**

Si le compte administratif fait apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, l'assemblée délibérante devra procéder à leur régularisation et à la reprise du résultat dans la plus proche décision budgétaire suivant le vote du compte administratif et, en tout état de cause, avant la fin de l'exercice 2016.

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

↳ D'approuver et d'arrêter les résultats tels qu'ils ont été dressés par Monsieur le Député Maire et attesté par Monsieur le Trésorier Payeur,

↳ D'autoriser la reprise anticipée des résultats,

D'affecter de manière anticipée l'excédent cumulé de la section de fonctionnement d'un montant de **3 298 711.95 €** et de l'inscrire dans sa totalité en excédent de fonctionnement reporté (nature 002) au budget primitif 2016,

D'affecter de manière anticipée l'excédent de la section d'investissement d'un montant de **2 051 999.31 €** et de l'inscrire dans sa totalité en excédent d'investissement reporté (nature 001) au budget primitif 2016,

↳ L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le cadre du budget primitif 2016, ainsi que le détail des restes à réaliser de la section d'investissement à hauteur de **3 514 030.19 €** en dépenses et **3 872 640.72 €** en recettes.

La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif 2015.



**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué  
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

**APPROUVE ET ARRETE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Les résultats tels qu'ils ont été dressés par Monsieur le Député-maire et attesté par Monsieur le Trésorier Payeur,

**AUTORISE**

La reprise anticipée des résultats,

**DECIDE**

D'affecter de manière anticipée l'excédent cumulé de la section de fonctionnement d'un montant de **3 298 711.95 €** et de l'inscrire dans sa totalité en excédent de fonctionnement reporté (nature 002) au budget primitif 2016,

D'affecter de manière anticipée l'excédent de la section d'investissement d'un montant de **2 051 999.31 €** et de l'inscrire dans sa totalité en excédent d'investissement reporté (nature 001) au budget primitif 2016,

**DIT**

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le cadre du budget primitif 2016, ainsi que le détail des restes à réaliser de la section d'investissement à hauteur de **3 514 030.19 €** en dépenses et **3 872 640.72 €** en recettes.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.  
(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_60-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, Mme ZUCCARELLI, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/61

**Vote des taux d'imposition pour l'année 2016**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Conformément au code général des impôts et notamment les articles 1379, 1407 et suivants et 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et des taux d'imposition à appliquer, le Conseil Municipal vote chaque année les taux des impôts locaux, à savoir :

- la taxe d'habitation,
- la taxe foncière sur les propriétés bâties,
- la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Ces taux s'appliquent sur la base d'imposition de chaque contribuable Ajaccien. Cette base est déterminée par les Services Fiscaux de l'État, en fonction du bien immobilier, et connaît chaque année, une revalorisation forfaitaire nationale obligatoire fixée par la Loi de Finances.

Pour 2016, la revalorisation nationale des bases a été fixée à 1.00 %.

Malgré les contraintes fortes pesant sur le budget municipal, exposées au cours du débat d'orientations budgétaires ainsi que dans le rapport budgétaire qui vous est remis lors du présent Conseil, il est proposé au Conseil Municipal d'appliquer les mêmes taux d'imposition communaux qu'en 2015.

Je vous invite donc, Mesdames et Messieurs, à voter les taux d'imposition 2016 suivants :

- ↳ **Taxe d'habitation : 22.72 %**
- ↳ **Taxe foncière sur les propriétés bâties : 18.40 %**
- ↳ **Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 46.24 %**

A ce jour nous n'avons pas en notre possession l'Etat 1259 notifié par les services préfectoraux. Compte tenu du maintien des taux d'imposition, de la valorisation des bases et de la mise en application des délibérations votées en septembre 2015 sur l'abattement de la TH (délibération 2015-307) et la taxation des résidences secondaires (délibération 2015-308) le produit fiscal attendu pour l'année 2016 est estimé à 32 411 000 €. (Article budgétaire 73111 du projet de budget primitif).

#### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

##### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Monsieur Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Budget Primitif de l'exercice 2016 voté le 21 Mars 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

**ADOpte**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Les taux d'imposition pour l'exercice 2016 tels que précisés ci-après :

Taxe d'habitation :	22,72 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties :	18,40 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties :	46,24 %

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



**Laurent MARCANGELI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_61-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme GIACOMETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	39
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/62

**Adoption du Budget Primitif 2016 - Ville**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53



## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Jamais contribution des collectivités au redressement des finances publiques n'aura été aussi conséquente. Elle se traduit concrètement par une nouvelle baisse drastique de leurs recettes pour l'exercice à venir et les oblige plus que jamais à réinterroger simultanément leurs politiques publiques, leurs priorités, leurs organisations et leurs modes de gestion.

Face à cet environnement budgétaire désormais durablement contraint, la ville d'Ajaccio malgré des fondamentaux financiers fragilisés, réaffirme pour sa part, à travers son budget primitif, les axes de sa stratégie financière ainsi que sa politique d'investissement définie pour 2016-2020 :

- stabilisation des taux,
- pas de dérapage concernant le niveau de l'endettement,
- maintien d'un niveau d'investissement dynamique et approprié au développement de son territoire avec la mise en place d'un plan pluriannuel d'investissement,
- ajustement fort du budget de fonctionnement.

Dans cette perspective, le budget de l'exercice 2016 présenté par l'exécutif communal traduit pour la 2<sup>e</sup> année consécutive à la fois une forte volonté de garantir et de développer un service public de qualité qui sache répondre aux attentes prioritaires de notre population exprimées lors de nos différentes réunions de quartiers, mais également une détermination à conduire et accentuer nos efforts de gestion sans précédent entamés dès 2014 pour préserver notre capacité à agir.

Ce budget doit conjointement conduire à la maîtrise des dépenses de la Ville et à dégager des ressources nouvelles, afin de faire converger dans le temps les évolutions à la hausse des recettes et à la baisse des dépenses de la section de fonctionnement.

Les actions d'ores et déjà déployées en 2015, associées à celles qui impacteront 2016, ont ainsi pour effet premier d'essayer de neutraliser budgétairement « l'effet ciseaux », produit par la baisse conjoncturelle mais durable et importante des dotations de l'Etat et l'augmentation structurelle des dépenses, qui, sans ces actions, entraînait sur le rythme de gestion des années passées (scénario au fil de l'eau en décembre 2013 et mars 2014 selon les audits de 2013 et 2014) la cessation de paiement dès 2015/2016.

### **A. Les grands équilibres budgétaires**

Le projet de budget primitif 2016 de la ville d'Ajaccio est construit dans le respect des orientations budgétaires débattues en conseil municipal du 22 Février 2016. Il s'équilibre, toutes sections confondues, en recettes et en dépenses à un montant global de **119 130 368.35 Euros**.

- Section fonctionnement :	93 963 415.95 €
- Section investissement :	25 166 952.40 €

Suite à la décision d'inclure dès le vote la reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent, le budget primitif 2016 intègre, toutes sections confondues, les éléments suivants :

Le résultat reporté d'investissement de l'exercice 2014 : - 6 332 377.30 €  
 Le résultat d'investissement de l'exercice 2015 : + 8 415 660.50 €  
 Soit le résultat constaté d'investissement pour l'exercice 2015 : + 2 083 283.20 €  
 L'intégration du résultat du compte de gestion 2013 du parking : - 31 283.89 €

☞ Soit le résultat cumulé d'investissement pour l'exercice 2015 : + 2 051 999.31 €

Soit le résultat constaté de fonctionnement de l'exercice 2015 : + 3 228 875.29 €  
 L'intégration du résultat du compte de gestion 2013 du parking : + 69 836.66 €

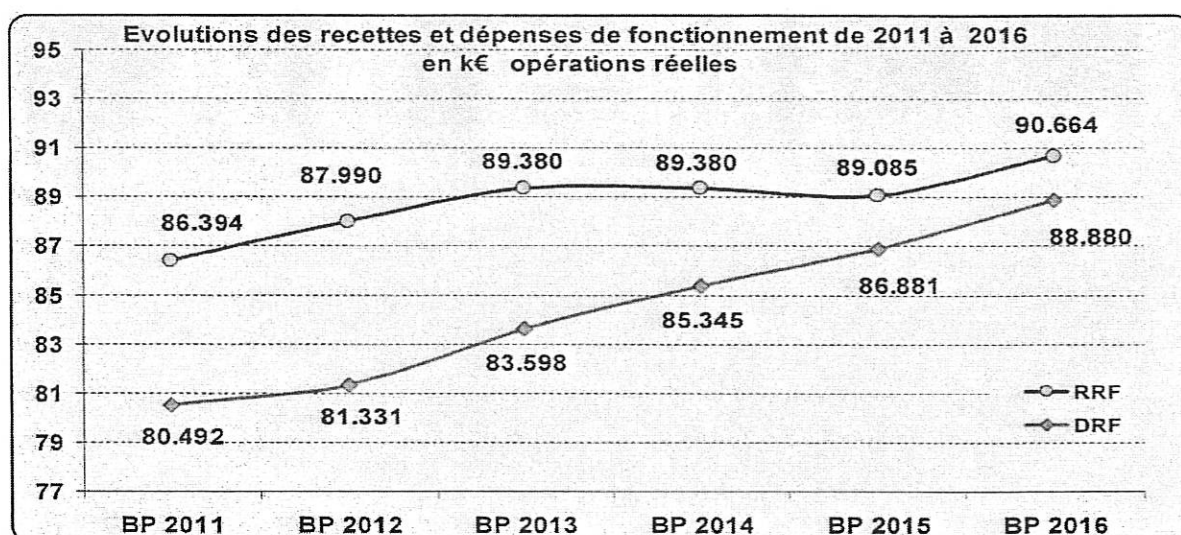
☞ Soit le résultat cumulé de fonctionnement pour l'exercice 2015 : + 3 298 711.95 €

Total des restes à réaliser en dépenses d'investissement : 3 514 030.19 €  
 Total des restes à réaliser en recettes d'investissement: 3 872 640.72 €

RECETTES			
	Fonctionnement	Investissement	Totaux
Opérations réelles	90 664 704.00	18 032 002.14	108 696 706.14
Opérations d'ordre	00.00	5 082 950.95	5 082 950.95
Résultat reporté	3 298 711.95	2 051 999.31	5 350 711.26
Totaux	93 963 415.95	25 166 952.40	119 130 368.35

DEPENSES			
	Fonctionnement	Investissement	Totaux
Opérations réelles	88 880 465.00	25 166 952.40	114 047 417.40
Opérations d'ordre	5 082 950.95	0.00	5 082 950.95
Résultat reporté	0.00	0.00	00.00
Totaux	93 963 415.95	25 166 952.40	119 130 368.35

## B. La section de fonctionnement

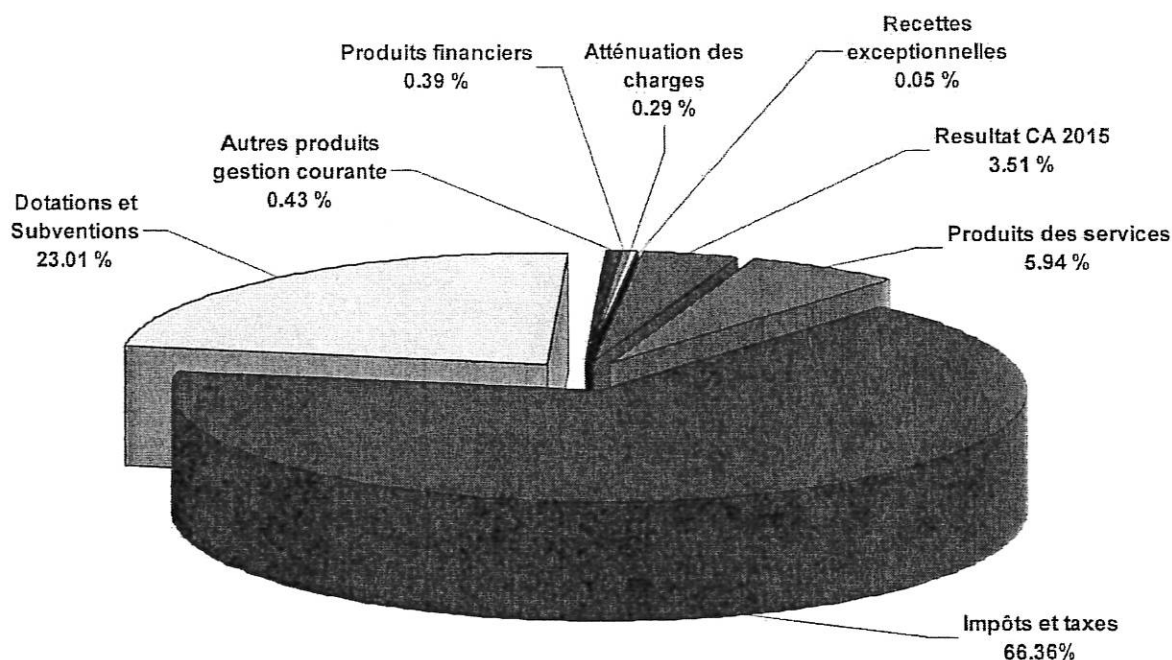


### 1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement s'établissent pour 2016 à 93 963 415.95 euros contre 89 684 681.00 euros au Budget Primitif 2015. Hors comptabilisation de la reprise anticipée du résultat du Compte Administratif 2015, les recettes prévisionnelles inscrites progressent de 1 580 K€ soit une hausse constatée de 1.77 %.

La structure des recettes de fonctionnement est la suivante :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		BP 2015	BP 2016	% de variation	Part de la section
CHAP 70	Produits des services	5 338 760.00	5 586 000.00	4.63 %	5.94 %
CHAP 73	Impôts et taxes	60 771 398.00	62 356 380.00	2.61 %	66.36 %
CHAP 74	Dotations, Subventions	21 776 723.00	21 625 304.00	- 0.70 %	23.01 %
CHAP 75	Autres produits gestion	495 000.00	402 000.00	-18.79 %	0.43 %
CHAP 013	Atténuation des charges	287 000.00	276 600.00	-3.62 %	0.29 %
CHAP 76	Produits financiers	315 800.00	368 420.00	16.66 %	0.39 %
CHAP 77	Recettes exceptionnelles	100 000.00	50 000.00	-50.00 %	0.05 %
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>89 084 681.00</b>	<b>90 664 704.00</b>	<b>1.77 %</b>	<b>96.49 %</b>
CHAP 002	Reprise anticipée du résultat du CA 2015	600 0000.00	3 298 711.95	-	3.51 %
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>89 684 681.00</b>	<b>93 963 415.95</b>	<b>4.77 %</b>	<b>100.00</b>



STRUCTURE DETAILLÉE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

## 1.1 Les recettes de fonctionnement par nature

### ➤ Chapitre 70 : Produits des services et du domaine

Inscriptions budgétaires	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Montants en €	5 472 900	5 338 760	5 586 000
Variations en %	+ 3.40 %	-2.45 %	+ 4.63 %

Prévus à hauteur de 5 338 K€ au BP 2015, les **produits des services et du domaine** s'établissent en 2016 à 5 586 K€ en progression de 4.63 %. Il s'agit des recettes liées à l'exploitation et aux prestations de service assurées par la collectivité auprès des usagers; elles représentent 5.94 % des recettes réelles de fonctionnement.

Les principales recettes à la hausse sont :

- Les recettes issues de la gestion des cimetières notamment le produits des concessions,
- Une fréquentation plus importante enregistrée dans les structures municipales petite enfance et restauration scolaire,
- Une meilleure facturation par le service des halles et marchés de l'utilisation du domaine public et de droits de voiries.

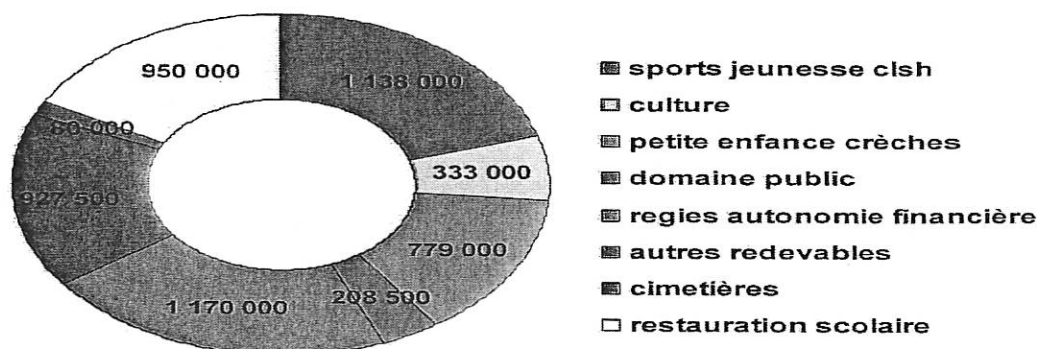
Les principales recettes en stagnation sont :

- Les redevances à caractère sportives : piscines et terrains de sports,
- Les recettes liées aux animations culturelles et aux droits d'entrées des musées,
- Les remboursements de frais par la Capa.

Pour être complet, un certain nombre de mesures dites comptables viennent également modifier ce poste de recettes :

- Une modification de nature comptable à la demande de la trésorerie concernant les redevances d'occupation du domaine public communal comptabilisées auparavant au chapitre 75,
- Les recettes liées à la refacturation du budget annexe dit de stationnement seront supprimées au sein de ce chapitre, les dépenses afférentes étant inscrites directement sur le budget annexe,
- Par contre sont intégrées les refacturations de personnel à la régie des parkings pris en charge à partir de mi-mars et au syndicat mixte du Grand site des Iles Sanguinaires.

Détail recettes chapitre 70 en €



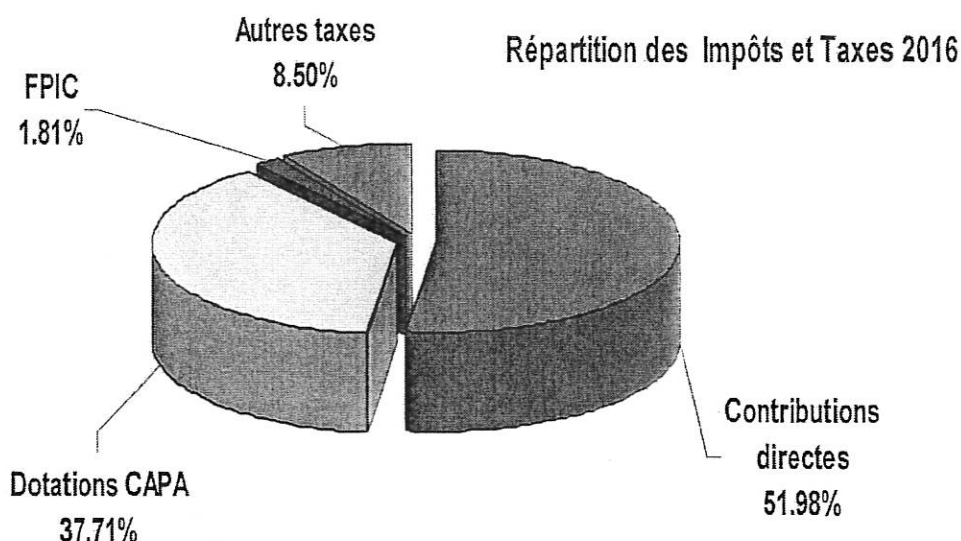
### ➤ Chapitre 73 : Impôts et taxes

Inscriptions budgétaires	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Montants en €	58 783 791	60 771 398	62 356 380
Variations en %	+ 1.39 %	+ 3.38 %	+ 2.61 %

Composé principalement des contributions directes, des versements provenant de la communauté d'agglomération du pays ajaccien et des allocations compensatrices versées par l'Etat, le produit global de fiscalité directe consolidée représente près 66.36 % des recettes réelles de fonctionnement de la ville d'Ajaccio. Comparées aux inscriptions budgétaires de l'année 2015, elles sont en progression de 1 585 K€ soit 2.61 %.

Au sein de ce chapitre, il convient de distinguer le produit des contributions directes, les dotations versées par la communauté d'agglomération du Pays Ajaccien, le fonds de péréquation horizontale FPIC et les autres taxes.





#### ❖ Les contributions directes

**Les contributions directes** représentent près de 52 % des impôts et taxes. La municipalité a décidé, comme prévu lors du débat d'orientation budgétaire, de reconduire sans augmentation l'ensemble des taux de taxe d'habitation et de taxe foncière sur le foncier bâti et non bâti.

Ces estimations de produits sont fondées sur les hypothèses suivantes :

- Actualisation des valeurs locatives décidée par l'Etat en Loi de Finances 2016 soit 1 %,
- Une croissance physique des bases taxables de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties,
- Une stagnation de la base de taxe foncière sur les propriétés non bâties,
- L'instauration de la majoration de cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

L'exercice 2016 verra donc l'application des délibérations votées en septembre 2015 sur l'abattement de la TH (délibération 2015-307) et la taxation des résidences secondaires (délibération 2015-308). Sur nos premières bases de calcul, et avec l'application des nouvelles délibérations le produit fiscal global pour 2016 est estimé à 32,41 M€ contre 31.52 M€ perçus en 2015 (pour un montant budgété de 31.22 M€ (budget primitif + décisions modificatives)).

Afin de nous aider à fixer le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale et à voter les taux d'imposition, l'état de notification des bases prévisionnelles de fiscalité directe locale de la ville d'Ajaccio, ainsi que sa notice explicative, seront prochainement mis en ligne sur le portail de la gestion publique. Les bases prévisionnelles de taxe d'habitation figurant sur cet état sont habituellement calculées à partir des données de l'année précédente, et actualisées en fonction du coefficient de revalorisation des valeurs locatives.

Toutefois les évolutions législatives prévues à l'article 75 de la loi de finances pour 2016 rendent cet exercice complexe pour 2016. En 2015, les contribuables célibataires, divorcés, séparés ou veufs vivant seuls et ayant supporté seuls la charge d'un enfant pendant au moins cinq ans ont perdu le bénéfice de la majoration d'une demi-part supplémentaire de quotient familial dont ils bénéficiaient depuis 2009. Cette décision gouvernementale a conduit à diminuer le nombre de parts servant à déterminer si une personne âgée peut bénéficier d'une exonération de sa taxe d'habitation (à partir de 60 ans) ou de sa taxe foncière (à partir de 75 ans), alors même que son revenu réellement perçu n'est pas modifié à la hausse.

Dans le cadre de l'article 75 de la loi de finances pour 2016, le gouvernement est donc revenu sur ce dispositif :

- les personnes à revenu modeste, dont la situation réelle n'a pas changé, et qui ont déjà bénéficié d'une prolongation de leur exonération en 2014, bénéficient du maintien pérenne de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties prévue à l'article 1391 du code général des impôts et de l'exonération de taxe d'habitation prévue au I de l'article 1414 du code général des impôts ;
- pour les autres contribuables dont la situation a évolué et qui perdent le bénéfice des exonérations, les exonérations d'impôts locaux sont prolongées en 2015 et 2016, puis réduites progressivement les deux années suivantes afin d'éviter les effets de seuil.

Les contribuables pour lesquels le bénéfice de l'exonération est maintenu font actuellement l'objet d'une régularisation de leurs impositions 2015 par voie de dégrèvement.

Les dégrèvements de taxe d'habitation en cours modifient les données de référence 2015 utilisées pour le calcul des bases exonérées et des bases d'imposition prévisionnelles. Les montants effectifs de ces dégrèvements seront connus trop tardivement pour être intégrés dans les systèmes d'information permettant le calcul des bases prévisionnelles de taxe d'habitation.

Il en résulte que les bases qui seront exonérées en 2016 au titre des personnes à revenu modeste n'ont pas pu être déterminées avec la précision habituelle.

Les bases de taxe d'habitation qui nous seront notifiées seront donc surestimées dans une plus ou moins grande mesure, en fonction des dégrèvements effectués sur le territoire ajaccien. À titre indicatif, au plan national, cette surestimation représente moins de 2 % du produit de taxe d'habitation.

Chaque collectivité sera néanmoins variablement concernée (à la hausse ou à la baisse) à raison de la population de son territoire. Les bases définitives de taxe d'habitation nous seront communiquées fin novembre 2016.

Il est également important de rappeler que la Ville a lancé un diagnostic des bases fiscales afin de tendre vers plus de justice fiscale sur son territoire ; sa restitution est prévue au mois de juillet 2016 et cette équité établie peut être source de recettes supplémentaires pour la ville.

#### ❖ Les dotations versées par la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien

L'attribution de compensation a pour fonction de neutraliser financièrement les transferts d'impôts ainsi que les transferts de charges entre la ville et la CAPA. Son montant peut varier du fait de la prise en compte de nouveaux transferts de charges ou depuis la réforme de la taxe professionnelle, par délibérations concordantes prises par la communauté d'agglomération et ses communes-membres, en cas de diminution des bases imposables réduisant le produit global disponible. Aucune modification n'étant prévue en 2016, l'enveloppe de la dotation de compensation versée est identique à l'année 2015 soit 19 664 711 €.

La Dotation de Solidarité Communautaire établie selon des critères liés à la population, au potentiel fiscal et aux charges des communes, communautaire constitue un versement obligatoire des communautés d'agglomération sous le régime de fiscalité professionnelle unique vers leurs communes membres. L'estimation de 3.850 millions d'euros pour 2016 reconduit le produit perçu en 2015 (3.849 millions d'euros).

#### ❖ La péréquation horizontale FPIC

Dans le cadre du dispositif de péréquation horizontale mis en place par la loi de finances 2011, la Commune devrait être de nouveau bénéficiaire du FPIC. En toute première approche, sur la base des modalités adoptées en 2014 par la Communauté du Pays Ajaccien d'une part et compte tenu de l'évolution globale du fonds retenue dans le cadre de la loi de finances 2016 suite aux créations des métropoles de Paris et de Marseille d'autre part, les paramètres de calcul sont fortement bouleversés. En toute première approche, il est possible de retenir une croissance conforme à celle de l'enveloppe nationale (de 780 à

1000 M€), soit + 28,2% tant pour l'attribution que pour le prélèvement (cf. chap. 014 en dépenses de fonctionnement). Ainsi l'attribution du fonds au bénéfice de la ville a été estimée à 1 128 669 €.

#### ❖ Les autres taxes indirectes

Les différentes taxes composant la fiscalité locale indirecte sont instituées soit par la collectivité elle-même soit par un texte législatif ; elles sont autant d'indicateurs de la prospérité économique locale. Directement impactées par l'activité économique, ces ressources ont été estimées selon le principe de prudence à partir des réalisations des années précédentes. Les montants inscrits totalisent 5 302 000 € en 2016, soit 8.50 % des impôts et taxes.

Les principales taxes indirectes sont détaillées ci après :

- **La taxe additionnelle aux droits de mutation** ; Cette taxe, dont tous les paramètres (taux, conditions d'exonérations) sont fixés par l'Etat, est assise sur les mutations à titre onéreux. Elle est directement dépendante de l'activité du marché immobilier ce qui conduit à une estimation de recettes pour 2016 prudente inférieure aux encaissements constatés au compte administratif 2015. En prenant en compte la dépense estimée au titre des restitutions dues aux rectifications du calcul de l'imposition et la compensation pour exonérations, la recette nette attendue est de 1 600 000.00 €
- **La taxe sur la consommation finale d'électricité** ; La recette prévue au BP 2016 correspond donc au reversement de la taxe, net des frais de déclaration et de versement prélevés au profit des fournisseurs. La recette prévisionnelle reste identique à celles inscrite au budget primitif 2015 soit 1 310 K€.
- **Le prélèvement sur les produits des jeux** ; Cette recette correspond à un prélèvement sur le produit des jeux réalisé par le casino municipal d'Ajaccio égal à 900 000 € et à un versement de 37 000 € effectué par les services de l'Etat au titre d'un prélèvement sur les produits des jeux en ligne
- **La taxe locale sur la publicité extérieure** ; La recette prévisionnelle reste identique à celles inscrite au budget primitif 2015 soit 545 000 €.
- **Les droits de place** ; Ce poste correspond aux recettes liées au service des Halles et marchés. Il est réajusté par rapport aux encaissements constatés au CA 2015 augmenté de l'évolution anticipée pour 2016. Le montant prévisionnel calculé est de 600 K€.
- **La taxe de séjour** ; Concernant la taxe de séjour, suite à la délibération du 25 janvier 2016 portant sur la modification du régime de perception de la Taxe de Séjour le produit estimé minimal est de 310 K€. Ce montant sera revu dans le courant de l'exercice en fonction des réalisations. Le produit attendu taxe de séjour est en nette progression. Il convient en outre de préciser que ce produit est intégralement reversé à l'Office du Tourisme pour ses actions de promotion en faveur de la Ville.

Le tableau suivant retrace les principaux produits issus de la fiscalité indirecte et leur évolution 2015/2016.

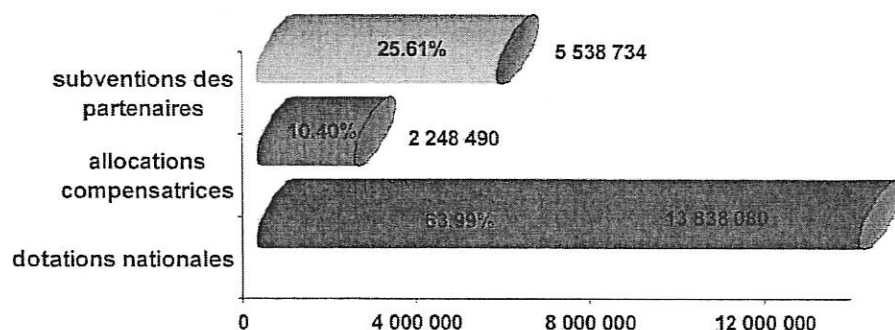
INTITULE DES TAXES INDIRECTES	BP 2015	Réalisations CA 2015	BP 2016
DROIT DE PLACE	800 000.00	540 645.00	600 000.00
TAXE SUR L'ELECTRICITE	1 310 000.00	1 288 978.00	1 310 000.00
TAXES DE SEJOUR	180 000.00	263 073.00	310 000.00
PRODUITS DES JEUX	887 000.00	935 027.00	937 000.00
TAXES SUR LA PUBLICITE LOCALE	545 000.00	556 691.00	545 000.00
TAXE ADDITION. AUX DROITS DE MUTATIONS	1 500 000.00	2 010 289.00	1 600 000.00
AUTRES DROITS ET TAXES DIVERSES	53 000.00	62 650.00	0.00
<b>TOTAUX</b>	<b>5 275 000.00</b>	<b>5 657 353.00</b>	<b>5 302 000.00</b>

#### ➤ Chapitre 74 : Dotations, subventions et participations

Inscriptions budgétaires	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Montants en €	23 348 362	21 776 723	21 625 304
Variations en %	-3.52 %	- 6.73 %	- 0.70 %

La ville d'Ajaccio est confrontée à la décrue des concours financiers de L'Etat. Cette année la baisse estimée des dotations et participations devrait atteindre près de 1.871 M€. Deuxième poste budgétaire des recettes de fonctionnement, Il s'élève à 21 625 304 €. Certaines dotations et attributions de subventions ne seront connues qu'après le vote du budget. Ainsi les hypothèses les plus prudentes ont donc été retenues.

Détail du chapitre 74 dotations participations et subventions



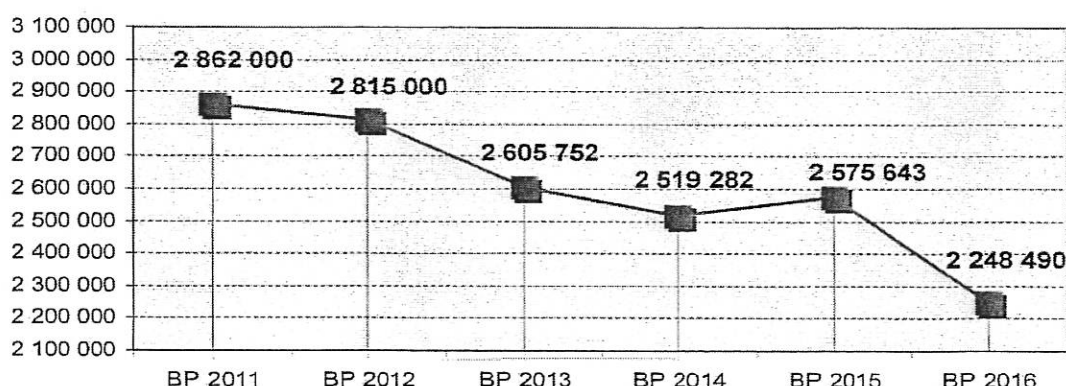
#### ❖ Les compensations fiscales

A l'origine, ces allocations ont pour objectif de compenser les pertes de recettes supportées par les communes du fait des mesures d'allègement décidées par l'Etat :

- Les allègements de cotisations de taxe d'habitation et de taxe foncière accordées aux contribuables de condition modeste,
- Les abattements sur valeur locative accordés pour certains locaux situés en zone urbaine sensible ou les exonérations accordées aux logements sociaux (taxes foncières).

Depuis 2009, elles sont intégrées dans l'enveloppe normée du contrat de stabilité et les allocations compensatrices de taxes foncières font fonction de variable d'ajustement : après leur calcul fondé sur le montant des allègements à compenser à la ville et le projet de loi de finances 2016, elles devraient subir une réfaction estimée à 12.70 % pour 2016.

### Evolutions des Compensations Fiscales



Pour 2016, 2.248 M€ sont prévus au titre des compensations fiscales soit une perte envisagée de 12.70 % par rapport au CA 2015.

Compensations fiscales	Notifiées 2014	Notifiées 2015	Prévisions 2016
Compensation dotation spécifique sur TP	297 712	196 690	157 350
Compensation de la taxe d'habitation	2 074 971	2 265 022	2 000 000
Compensation de la taxe foncière	146 599	113 931	91 140
<b>Total des Compensations Fiscales</b>	<b>2 519 282</b>	<b>2 575 643</b>	<b>2 248 490</b>
Evolution en €	- 86 470	+ 56 361	- 327 153
Evolution en %	-3.32 %	+ 2.23 %	- 12.70 %

#### ❖ Les concours financiers de l'Etat

Les relations financières de l'Etat avec les collectivités locales présentées dans le projet de loi de finances pour 2016 traduisent la volonté du Gouvernement de continuer à faire participer les collectivités à l'effort de redressement des comptes publics.

En 2014, faisant écho au pacte de confiance et de responsabilité établi entre l'Etat et les collectivités territoriales, la loi de finances prévoyait une baisse de 1,5 Md€ des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales répartie à hauteur de 840 M€ pour le bloc communal, 476 M€ pour les départements et 184 M€ pour les régions.

En 2015, dans le cadre du programme de stabilité qui intégrait un plan d'économies de 50 Mds€ réparti sur les années 2015 à 2017, au sein duquel les collectivités locales participent à hauteur de 11 Mds€, la loi de finances prévoyait une baisse de 3,67 Mds€ des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales.

Le projet de loi de finances pour 2016 poursuit le plan d'économies en maintenant une contribution des collectivités locales au redressement des comptes publics à hauteur de 3,67 Mds€ en 2016. Comme en 2015, le projet de loi de finances prévoit que la diminution de 3,67 Mds€ des concours financiers de l'Etat est répartie entre les niveaux de collectivités à proportion de leurs recettes totales, soit 2 071 M€ pour les communes et intercommunalités, 1 148 M€ pour les départements et 451 M€ pour les régions. Entre communes, la diminution s'applique également au prorata des recettes réelles de fonctionnement. La baisse s'impute pour chaque commune, en premier lieu, sur le montant de la dotation forfaitaire puis en deuxième lieu, sur les compensations d'exonérations fiscales.



La **Dotation Globale de Fonctionnement** 2016 simulée pour la Ville d'Ajaccio représente la somme de 13 043 580 € en retrait de 10.55 % par rapport à celle perçue en 2015. C'est principalement sur la dotation forfaitaire que se porte la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques.

Dotations de l'Etat	Notifications 2013	Notifications 2014	Notifications 2015	Prévisions 2016**
Dotation Forfaitaire	14 188 749	13 664 544	11 894 517	10 357 000
Dotation Solidarité Urbaine	1 216 580	1 216 580	1 216 580	1 216 580
Dot. Nat. de Péréquation	1 260 420	1 435 113	1 470 326	1 470 000
Total DGF	16 665 749	16 316 237	14 581 423	13 043 580
Evolution en €	+ 33 014	- 349 512	- 1 734 814	- 1 537 843

Soit un manque à gagner sur trois années de 6.057 millions d'euros.

Depuis 2013, les collectivités locales sont mises à contribution de l'effort visant à réduire le déficit public, notamment via l'importante diminution des concours financiers versés par l'Etat. A ce titre, la Ville d'Ajaccio a déjà vu sa dotation générale de fonctionnement diminuer de 2.1 millions depuis 2014. Cette baisse est encore appelée à s'accroître en 2016 pour atteindre - 1.537 M€.

Cette baisse historique sera prolongée en 2017 pour le même montant conduisant à une diminution de 5.16 millions au terme de l'année 2017.

Le deuxième concours de l'Etat est la **Dotation de Solidarité Urbaine** ; le montant attendu par la Ville devrait être identique à celui perçu ces dernières années soit 1 216 580 €.

Le troisième concours de l'Etat est la **Dotation Nationale de Péréquation** ; La DNP dépend de deux critères principaux : le potentiel financier et l'effort fiscal. Il est ainsi possible d'anticiper une recette attendue identique à celle perçue en 2015 soit un montant attendu de 1.470 M€.

Ce budget 2016 entérine donc la diminution de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) de 10.50 % soit environ 1.5 millions d'euros et une stagnation des autres dotations.

Dotations de l'Etat	Notifications 2013	Notifications 2014	Notifications 2015	Prévisions 2016**
DGF	16 665 749	16 316 237	14 581 523	13 043 580
Dotation de Décentralisation	771 984	759 984	769 984	765 000
Autres Dotations	30 000	29 770	30 013	29 500
Total Dotations de l'Etat	17 467 733	17 105 991	15 381 520	13 838 080
Evolution en €	+ 29 906 €	- 361 742 €	- 1 724 471 €	- 1 543 440 €
En %	+ 0.18 %	- 2.07 %	- 10.08 %	- 10.04 %

\*\* Ces dotations feront l'objet de réajustements ultérieurs en décision modificative car leur montant définitif n'a pas encore notifié par les services de l'Etat.

Entre les dotations et les compensations fiscales la Ville d'Ajaccio verra en 2016 ses recettes amputées de près de 1.871 millions d'euros soit 2.06 % des recettes de fonctionnement.

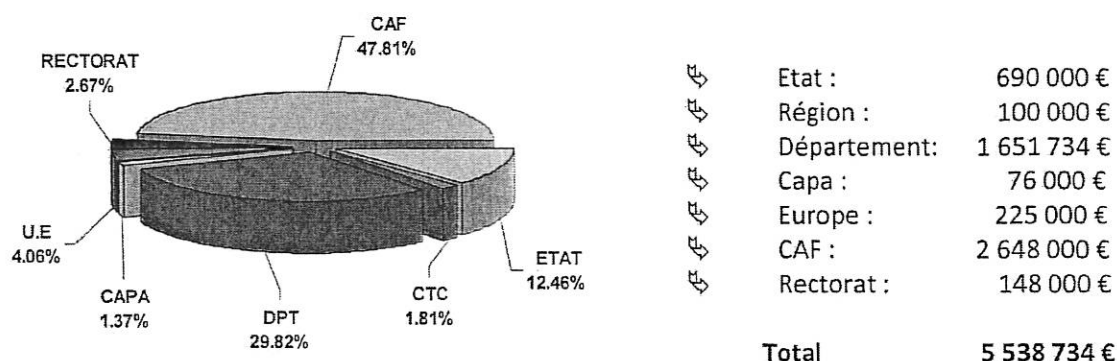
## ❖ Les subventions et les participations de fonctionnement

Pour 2016, les subventions et participations de fonctionnement à recevoir sont estimées à 5.538 millions d'euros. Ne sont inscrites au sein de ce chapitre, comme l'an passé, que les subventions et participations dites « certaines » ; C'est-à-dire celles dont le principe est notifié soit par un arrêté d'attribution, soit une convention signée. Celles non actées au moment du vote du budget primitif feront l'objet d'inscriptions nouvelles dès réception des justificatifs.

L'élément remarquable et principal de la structure de la section de fonctionnement du budget 2016 est à spécifier. Il s'agit de l'aide exceptionnelle du conseil départemental destinée à alléger les charges financières de la commune.

Montants alloués	Année 2015	Année 2016	Année 2017
Allègement Intérêts	1 507 338.08	1 561 734.25	1 433 684.67

La répartition par organismes financeurs est la suivante:



C'est également au sein de cet item, qu'est imputée la prise en charge d'une partie des charges salariales des emplois d'avenir. Ce poste est en forte progression, le montant total des subventions attendues est de 690 K€, traduisant le choix de la collectivité d'accentuer son recours à ce dispositif. En effet pour l'année 2016, il est prévu l'embauche de nouveaux emplois d'avenir, pour le secteur de la petite enfance, de la police municipale mais aussi dans le secteur de la propreté urbaine.

Il convient de noter également les participations de la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur de 2.648 millions d'euros dans le secteur de la petite enfance et le fonctionnement des maisons de quartiers.

Pour terminer ce chapitre une prévision de 148 000 € au titre du fond d'amorçage de la réforme des rythmes scolaires pour la période scolaire 2015/2016 est intégrée au sein de ce chapitre.

## ➤ Chapitre 76 : Produits financiers

Les emprunts toxiques représentent toujours une grosse épine dans le pied des collectivités. Dans le projet de loi de finances 2014, le Gouvernement a proposé une réponse avec la création d'un fonds de soutien aux collectivités territoriales qui ont contracté des produits structurés.

L'Assemblée nationale vient de voter un amendement au projet de loi de Nouvelle organisation du territoire de la République destinée à relever le plafond à 75 % des aides publiques aux collectivités ayant contracté

des emprunts toxiques, selon les situations. Le Comité national d'orientation stratégique chargé d'établir la doctrine d'attribution des aides déterminera à quel plafonnement seront éligibles les collectivités. Parmi les critères, on peut citer le montant d'emprunts toxiques dans le total de l'encours de dette ou le degré de toxicité de l'encours, ou bien le montant de la dette rapportée à la population et la capacité de désendettement.

Notre demande pour bénéficier du fonds à été déposée en Préfecture courant décembre 2014. Le montant de l'aide à chaque collectivité tiendra compte de multiples critères tels que « le montant de la dette rapporté à sa population, sa capacité de désendettement mesurée par le rapport entre l'encours de la dette et l'épargne brute, son potentiel financier rapporté à sa population.

Le service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque nous a notifié le 03 Novembre dernier sa décision d'attribution d'aide pour le remboursement anticipé des contrats indexés sur l'EUR/CHF.

Les montants des aides allouées, selon les contrats et selon les modalités de prise en charge, sont les suivants :

- **938 667.60 €** sur le contrat MPH2748883 1<sup>er</sup> refinancement  
Pour un taux de prise en charge de 36.27%
- **4 018 212.96 €** sur le contrat MPH2748883 2<sup>ème</sup> refinancement  
Pour un taux de prise en charge : 36.27%
- **3 392.56 €** sur le contrat MON 260928  
Pour un taux de prise en charge de 11.50%

⇒ Soit un total d'aide de **4 960 273.12 €**

Les versements de ces aides seront échelonnés sur 14 ans soit un versement annuel de 354 000 € environ.  
Rappel : Cette aide vient en diminution de la pénalité de sortie qui se monte à 17 504 00.00 €

#### ➤ **Les Autres chapitres budgétaires : chapitre 75, chapitre 77 chapitre 013**

Au sein de ces différents chapitres les inscriptions budgétaires pour l'année 2016 n'appellent pas d'observations particulières par rapports à celles inscrites en 2015.

Le **chapitre 75 « autres produits de gestion courante »** sont prévues les recettes concernant principalement les revenus des immeubles et les redevances versées par les concessionnaires. Pour 2016 l'ensemble de ces produits représente un montant de 402 000 € en diminution suite à une modification de nature comptable à la demande du trésorier municipal (cf chap.70).

Le **chapitre 013 « atténuation des charges »** recouvre pour l'essentiel des remboursements de frais de personnel et de maladie du personnel communal et la comptabilisation du stock final de la boutique du Musée Fesch. Pour 2015 le montant des inscriptions budgétaires est de 276 600 €.

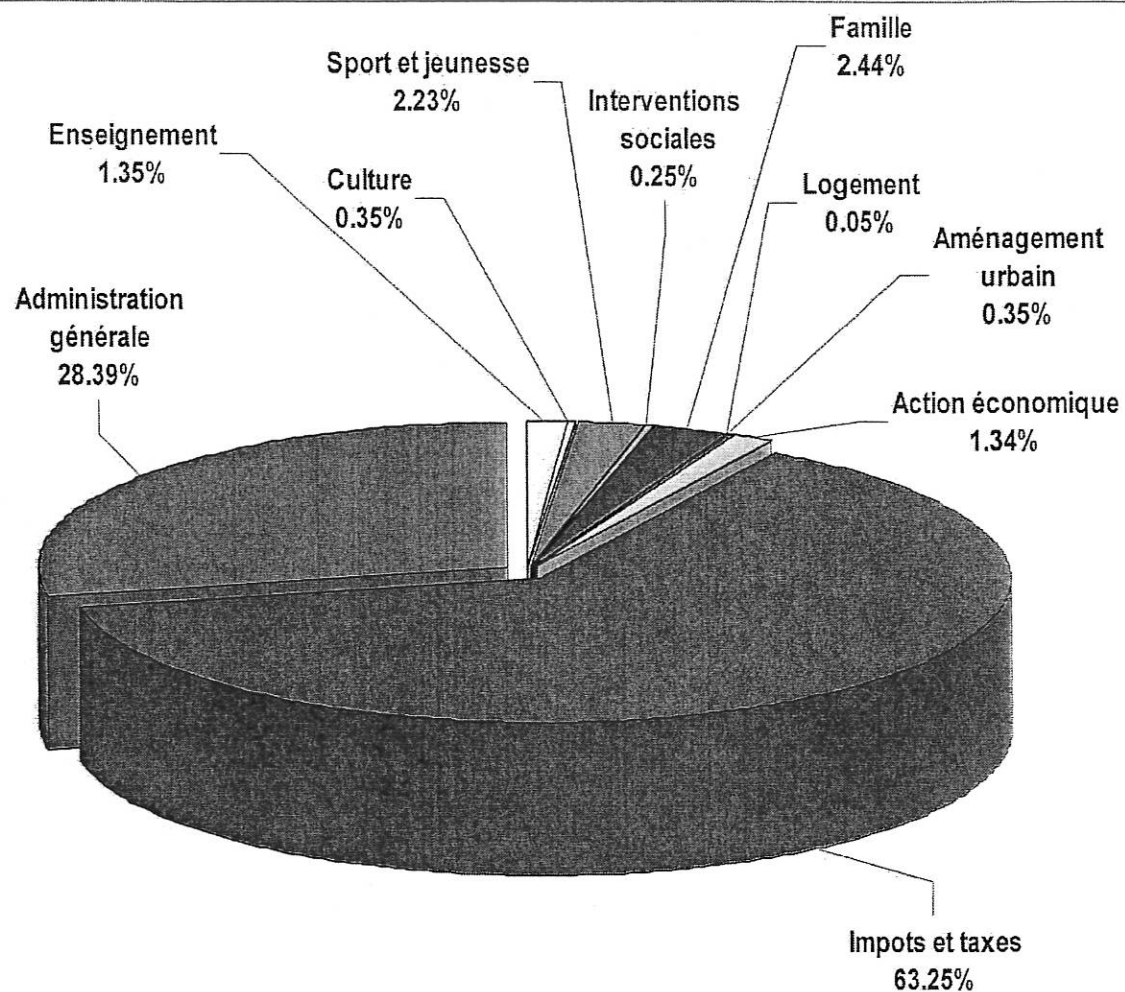
A l'intérieur du **chapitre 77 « produits exceptionnels »** sont enregistrés les remboursements d'assurances ainsi que diverses recettes non classées dans les autres chapitres budgétaires. Ils sont comptabilisés à hauteur de 50 000 €.

## ➤ Chapitre 002 : Résultat reporté et anticipé

Afin d'assurer l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement nous avons décidé d'intégrer par anticipation le résultat de l'exercice 2015 dès le vote du Budget Primitif 2016. Ainsi 3 298 711.95 € sont affectés au compte 002 résultat de fonctionnement reporté.

### 1.2 Les recettes de fonctionnement par fonctions

Fonctions	Libellés	Montants en €
01	Opérations non ventilables	59 429 204.95
0	Administration générale	26 673 711.00
2	Enseignement et formation	1 268 000.00
3	Culture	333 000.00
4	Sport et Jeunesse	2 093 000.00
5	Interventions sociales et santé	233 000.00
6	Famille	2 289 000.00
7	Logement	51 000.00
8	Aménagements urbains	333 500.00
9	Action économique	1 260 000.00
Total des recettes de fonctionnement		93 963 415.95



DETAIL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTIONS 2016

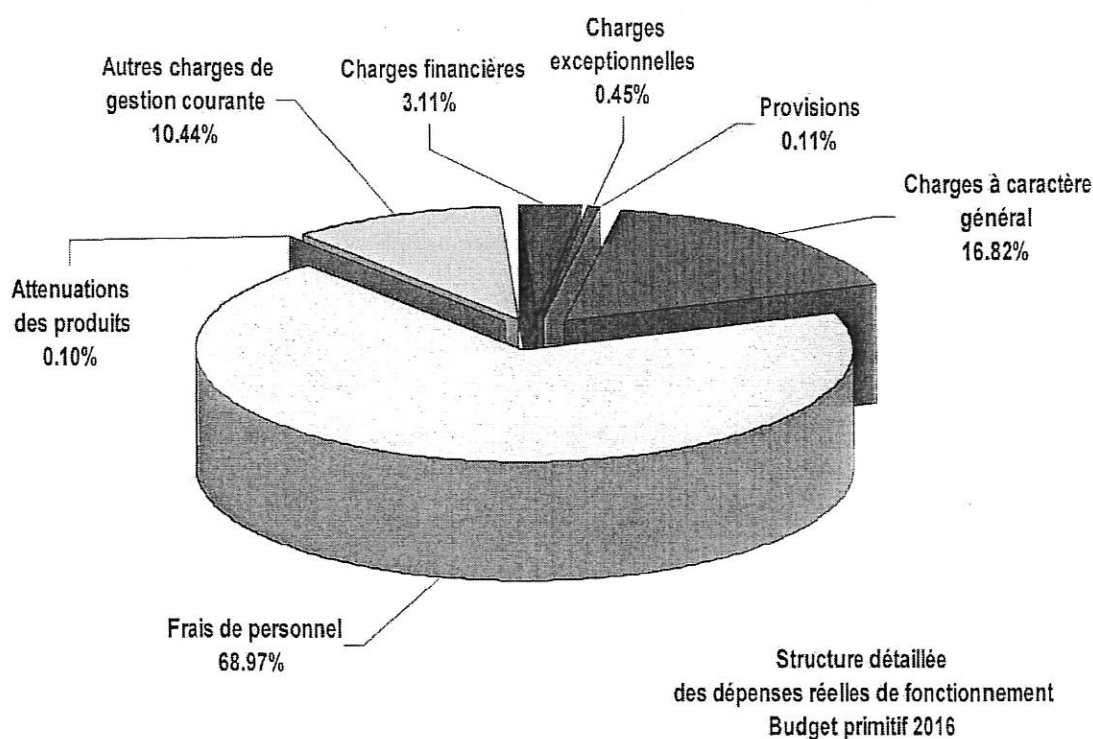


## 2. Les dépenses de fonctionnement

En 2016, tous chapitres cumulés, les charges de fonctionnement s'élèvent à 93 963 415.95 €. Elles sont réparties en dépenses réelles totalisant 88 880 465.00 € et en dépenses d'ordre pour 5 082 950.95 €.

La structure des dépenses se présente comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		BP 2015	BP 2016	% de variation	Part de la section
CHAP 011	Charges à caractère général	14 658 330.00	14 945 290.00	1.96 %	15.91 %
CHAP 012	Charges de personnel	58 400 000.00	61 300 000.00	4.97 %	65.24 %
CHAP 014	Atténuations des produits	45 000.00	90 000.00	100.00 %	0.10 %
CHAP 65	Autres charges de gestion courante	8 590 130.00	9 276 020.00	7.98 %	9.87 %
CHAP 66	Charges financières	4 623 370.000	2 768 155.00	- 40.13 %	2.95 %
CHAP 67	Charges exceptionnelles	465 000.00	401 000.00	- 13.76 %	0.43 %
CHAP 68	Dotations aux provisions	100 000.00	100 000.00	0.00 %	0.11 %
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>86 881 830.00</b>	<b>88 880 465.00</b>	<b>2.03 %</b>	<b>94.59 %</b>
CHAP 042	Opérations d'ordre	2 802 851.00	5 082 950.95	81.35 %	5.41 %
<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>89 684 681.00</b>	<b>93 963 415.95</b>	<b>4.77 %</b>	<b>100.00 %</b>



## 2.1 Les dépenses de fonctionnement par nature

### ➤ Chapitre 011 : Charges à caractère général

Inscriptions budgétaires	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Montants	16 365 635	14 658 330	14 945 290
Variations en %	+ 6.58 %	- 10.43 %	+ 1.96 %

Les charges à caractère général s'élèvent au budget 2016 à un montant de 14 945 290 €, soit une progression de 286 960 € par rapport à 2015. Elles représentent près de 17 % des dépenses réelles de la section.

Il est nécessaire de rappeler que depuis le second semestre 2015, une cellule Achats est opérationnelle au sein de la direction de la commande publique. Cette cellule nous permet une meilleure centralisation des besoins, un regroupement de commande entre les services afin d'optimiser les coûts afférents et sécuriser les procédures. Dès le début de l'exercice 2016 toutes les dépenses et recettes de fonctionnement font également l'objet d'un contrôle de gestion qui est une aide à la décision permettant aux DGA et chefs de services d'avoir une vue d'ensemble des dépenses et des recettes par service.

La construction du budget se base selon les critères suivants :

- Une maîtrise encore plus grande des dépenses de fonctionnement en veillant particulièrement à l'opportunité des demandes d'inscriptions budgétaires, il faut absolument distinguer les dépenses obligatoires (issues de la loi et/ou des contrats) des autres dépenses.
- Chaque nouvelle action que les services souhaiteront voir inscrite devra être planifiée et chiffrée tout en expliquant l'intérêt communal et l'objectif recherché.

Ainsi sont intégrés les dépenses concernant des opérations nécessaires afin d'apporter un meilleur service à la population (service propreté urbaine, sécurité), des dépenses nouvelles concernant le Carnaval

d'Ajaccio ainsi que l'ensemble du budget alloué aux animations de fin d'année (patinoire, chalets, animations culturelles et animations sportives comme le city trail).

Une fois retraitée des dépenses précitées cette évolution est ramenée à 0 % entre 2015 et 2016 Cette quasi-stagnation recèle des évolutions contrastées, à la hausse (liées à l'extension de l'offre de service public ou à des éléments exogènes) ou à la baisse, résultant notamment de la mise en œuvre du plan d'économies. En effet les charges à caractère général évoluent en fonction de l'évolution des prix des matières premières et des fournitures. Les arbitrages budgétaires ont conduit à stabiliser les crédits alloués en charges générales de fonctionnement par rapport aux crédits alloués en 2015. Cette stabilisation s'explique par :

- Une diminution anticipée du cout des fluides suite à la mise en place d'un nouveau service de gestion dynamique du patrimoine dont la première mission a été de lutter contre le gaspillage (plus de 70 contrats d'eau résiliés et une dizaine pour l'électricité fin 2015).
- Un objectif global de diminution de certaines charges courantes au sein des différents services malgré une évolution naturelle des dépenses liées à l'inflation.

Les crédits consommés au sein de ce chapitre et classés par politiques sont détaillés ci après :

○ **Fonction 0 - Administration générale : 7 146 500 Euros**

Sont retracées toutes les dépenses concernant les consommables (carburant et combustibles, électricité, eau, téléphone) les impôts et taxes, les loyers, les assurances, les locations de véhicules, les frais actes et contentieux, les contrats de maintenance et de prestations au sein des bâtiments communaux.

○ **Fonction 1 - Sécurité et salubrité publique : 287 900 Euros**

Cette fonction centralise les mouvements concernant la sécurité, la police municipale, l'entretien des bornes incendie mais également la salubrité de la commune et des plages ainsi que les dépenses du service hygiène et santé.

○ **Fonction 2 - Enseignement : 2 049 400 Euros**

Cette rubrique réunit toutes les activités de l'enseignement, écoles maternelles et écoles primaires, ainsi que les activités annexes, restauration scolaire et transports scolaires, rythmes scolaires et classes de découvertes.

○ **Fonction 3 - Culture : 1 297 200 Euros**

Elle rallie toutes les formes d'expression artistique, animation culturelles spectacles musicaux et de théâtre, les dépenses d'enseignement culturel musique municipale et centre municipal de danses mais également les dépenses de conservation et de diffusion de patrimoine bibliothèque et médiathèques, les musées Fesch et napoléonien.

○ **Fonction 4 - Sport et jeunesse : 1 119 700 Euros**

Cette fonction rassemble les dépenses nécessaires à la pratique, la gestion et l'entretien de l'ensemble des installations sportives (piscines, gymnases et stades) et au développement d'activités pour les jeunes au sein de l'école municipale des sports, les centres de loisirs.

○ **Fonction 5 - Social et santé : 538 650 Euros**

Toutes les interventions en faveur du secteur social sont réunies au sein de la fonction. Cette rubrique comprend les dépenses pour les animations au sein des maisons de quartiers St Jean, des Salines et des Cannes, le fonctionnement des maisons de services publiques.

○ **Fonction 6 - Famille : 385 240 Euros.**

Sont retracées l'ensemble des dépenses concernant les services fournis en faveur des crèches, jardins d'enfants, haltes garderies et les relais assistantes maternelles.

○ **Fonction 7 - Logement : 81 000 Euros.**

Sont prévues les dépenses concernant les opérations d'OPHA et la programmation hameaux et villages en lien avec la CAPA.

○ **Fonction 8 - Aménagement urbain : 1 179 300 Euros.**

Sont classées au sein de cette fonction toutes les actions touchant les services urbains (propreté, nettoyage, réseaux d'eaux pluviales), les aménagements de proximité (voirie, trottoirs, éclairage public et les feux tricolores), les dépenses d'urbanisme ainsi que les dépenses concernant les services de l'environnement et des espaces verts.

○ **Fonction 9 Action économique : 628 800 Euros.**

Les interventions économiques regroupent les gestions des marchés et des foires ainsi que les dépenses liées à l'organisation du carnaval.

➤ **Chapitre 012 : Charges de personnel**

Inscriptions budgétaires	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Montants	55 580 000	58 400 000	61 300 000
Variations en %	+ 3.87 %	+ 5.07 %	+ 4.97 %

Les crédits 2016 prévus au titre de la masse salariale au sein du chapitre 012 **charges de personnel** s'élèvent à 61.3 M€. Ils enregistrent une augmentation de 4.97 % par rapport au BP 2015 (58.40 M€). Avec pratiquement 69 % des dépenses réelles de fonctionnement, c'est le premier poste de dépense de fonctionnement de la commune.

	CA 2012	CA 2013	« CA 2014 Projeté sur la base de mars 2014 »	CA 2014	CA 2015	BP 2016 consolidé
Coût Ville du personnel (Chapitre 012 - Chapitres 013,70,74) Montant exprimés en K€	52 059	53 707	55 080	55 158	57 360	59 100
Evolution / n-1 en %	-	3,17%	2,56%	2,70%	3,99%	3,03%
Evolution / n-1 mensuelle en %	-	0,26%	0,21%	0,23%	0,33%	0,25%

Ce tableau montre de manière plus explicite l'augmentation de la masse salariale à la charge de la ville depuis 2012 (soit Dépenses auxquelles sont soustraites les recettes de l'Etat sur les contrats aidés). En effet, cette augmentation depuis septembre 2014 s'explique pour partie par une augmentation des compétences de la ville (TAPS/ouverture de la crèche de Mezzavia) contrairement aux années antérieures.

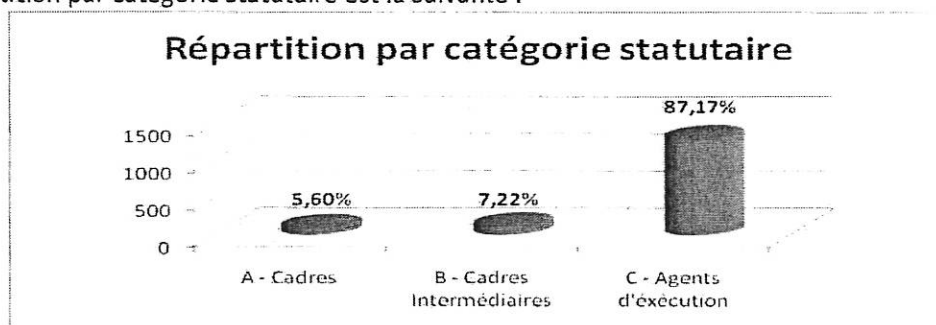
Malgré la forte progression constatée en inscription budgétaire, la municipalité entend continuer à mettre en œuvre les engagements pris dès 2015 dans le nouveau cadre de gestion :

- Fin du remplacement systématique des départs en retraite,
- Fin du remplacement systématique des agents en longue indisponibilité ou des postes vacants sans évaluation préalable des besoins du service,
- Priorisation au recrutement interne et au recrutement d'agents titulaires de la fonction publique territoriale,
- Maîtrise progressive du nombre d'agents contractuels,
- Internalisation de certaines fonctions afin de réaliser des économies de gestion,

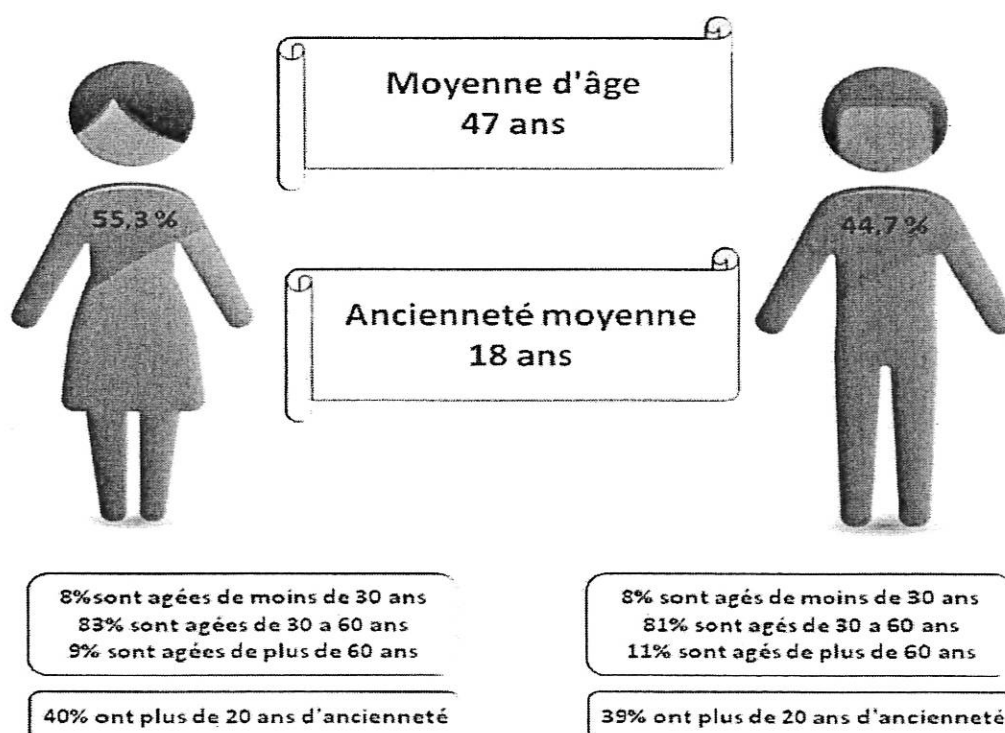
Malgré ce nouveau cadre de gestion, la prospective budgétaire chiffrée à 61,30 M€ pour l'année 2016 prévoit une augmentation de 2,65% par rapport aux consommations de crédits du CA 2015 qui s'explique par :

- L'embauche des catégories A effectuées courant 2015 (directeurs du port, des achats publics, du commerce et de l'artisanat, de la police, ...) conformément aux recommandations de l'audit organisationnel.

La répartition par catégorie statutaire est la suivante :



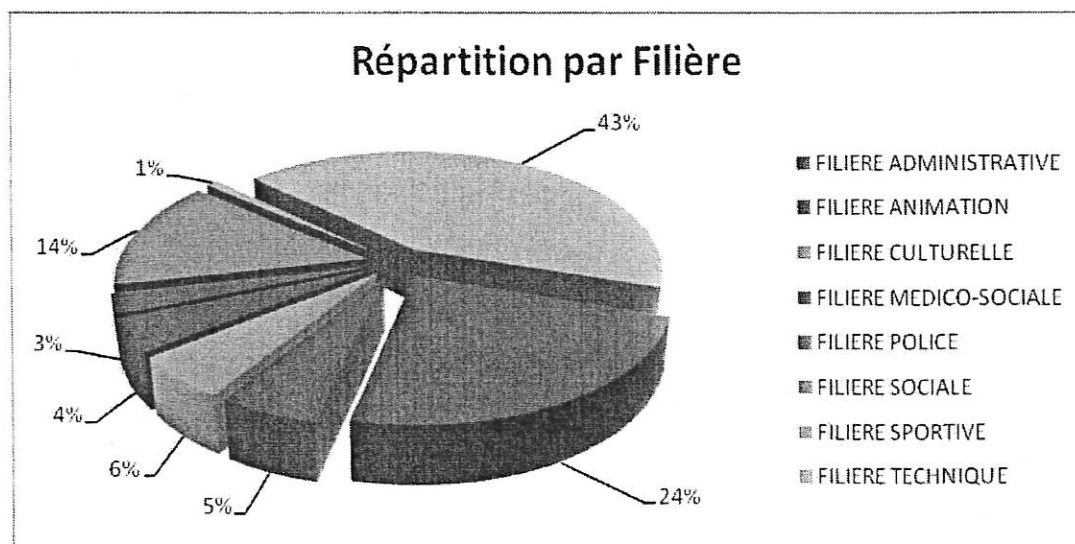
- Les évolutions et avancements de grade 2015 et 2016 (Glissement Vieillesse Technicité),





- La montée en charge prévue sur les services prioritaires définis par l'exécutif communal (le service propreté et nettoyage, la police municipale) sur la base du cadre fixé lors du conseil municipal du 25 Janvier (contrats d'apprentissage, contrats d'avenir, contrats d'accompagnement dans l'emploi) et du débat d'orientation budgétaire du 22 février 2016. Nous aurons recours, dans la mesure du possible aux emplois aidés lors du recrutement d'agents contractuels. Ce dispositif permettra à la collectivité de bénéficier d'un cofinancement de ces contrats qui permettra une économie substantielle pour la commune.
- La prise en charge du personnel de la régie du Parking Diamant à partir de mi-mars.

Pour compléter cette présentation, le tableau ci-dessous ventile uniquement les dépenses de personnel du BP 2016 dans son nouveau périmètre par filière.



➤ **Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante**

Inscriptions budgétaires	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Montants	8 670 300	8 590 130	9 276 020
Variations en %	+ 1.19 %	- 0.92 %	+ 7.98 %

Pour 2016 les prévisions budgétaires du chapitre 65 « **autres charges de gestion courantes** » s'établissent à 9 076 020 €. Les crédits inscrits sont en progression de 685 090 euros en évolution de + 7.98 % par rapport au budget primitif 2015.

La réduction des recettes résultant en grande partie de la baisse des dotations de l'Etat oblige la majorité des collectivités locales à revoir cette enveloppe financière. Malgré la conjoncture économique actuelle, les contraintes budgétaires imposées et les exigences d'économies, la Ville continuera d'apporter son soutien sans faille aux différents partenaires qui animent la vie locale en rationalisant les participations par des partenariats concertés en collaboration avec les autres financeurs et en réaffirmant l'exigence de l'intérêt communal. Cela devrait permettre de répondre aux exigences d'économies imposées par la réalité budgétaire. Ce travail de concertation entamé lors du 1er semestre 2015 pour formaliser par conventions les contrats d'objectifs avec les associations au regard des orientations définies par la municipalité nous a amené à établir et à mettre en place un règlement des associations. Toutes les demandes de subvention sont cadrées et font l'objet d'un examen minutieux afin d'optimiser les aides de la commune au bénéfice des actions locales et des projets les plus appropriés.

Les éléments composants ce chapitre sont retracés dans le tableau suivant:

Nature	Libelles	BP 2015	BP 2016	Différence
6531 à 6535	Indemnités et formation des élus	554 400	580 000	+ 25 600
6541	Créances irrécouvrables	51 000	84 000	+ 33 000
6553	Contingents incendie	3 701 200	3 697 000	-4 200
6554	Syndicat mixte de la Parata	0	200 000	+ 200 000
657361	Caisse des écoles	200 000	200 000	0
657362	CCAS	750 000	750 000	0
657363	Subvention budget annexe ANRU	0	175 000	+ 175 000
657364	Subvention Halles des sports	212 000	212 000	0
65737	Office du tourisme	770 000	810 000	+ 40 000
65738	Ecole nationale de musique	638 430	624 000	-14 430
65738	Gare routière	28 500	29 400	+ 900
6574	Ecoles privés	605 000	600 000	-5 000
6574	Associations	1 079 600	1 314 620	+ 235 020
<b>Total chapitre 65</b>		<b>8 590 130</b>	<b>9 276 020</b>	<b>685 890</b>

Au sein de ce chapitre nous pouvons distinguer cinq types de dépenses :

- Les versements des indemnités et frais de missions des élus : le montant prévu pour 2016 est en progression (+25 600 €) car le budget 2015 tenait compte des indemnités versées aux membres de la délégation spéciale pendant les deux premiers mois de l'année.
- Une provision sur les créances irrécouvrables sur exercices antérieurs pour 84 K€.
- Outre les subventions versées aux personnes de droit public et de droit privé, la Ville, via le chapitre 65 « Autres charges de gestion courante », verse sa contribution nécessaire à l'équilibre de la section de fonctionnement de son budget annexe à caractère administratif ANRU. Pour 2016 le montant est prévu à hauteur de 175 000 €.

- Les participations obligatoires versées (Ecole nationale de musique, SDIS) et les contributions aux partenaires publics (Caisse des écoles, Centre Communal d'Actions Sociales, Office municipal du tourisme et fonctionnement de la Halle de sports) font l'objet d'une attention et d'un suivi particulier depuis l'an passé. Certaines participations sont en baisse d'autres sont stabilisées par rapport aux inscriptions budgétaires 2015.
- Cette année ce chapitre intègre la participation de la ville au syndicat mixte des Îles sanguinaires et de la pointe de la Parata.
- Les subventions de fonctionnement aux personnes de droits privés et au tissu associatif. La ville d'Ajaccio se devra, dans les années à venir, maîtriser sa participation au tissu associatif local par le conventionnement afin de donner plus de lisibilité aux associations éligibles. Par ailleurs, un travail est mené afin de rationaliser et de donner une plus grande transparence aux soutiens financier, matériel et humain qu'apporte la collectivité aux associations.

## ➤ Chapitre 66 : Charges financières

Inscriptions budgétaires	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Montants	4 110 000	4 623 370	2 768 155
Variations en %	-23,95 %	+ 12.48 %	- 40.13 %

Le chapitre 66 **charges dites financières** comptabilise la totalité des intérêts payés au titre des emprunts, de la gestion de la trésorerie, et des charges liées à la gestion active de la dette. Elle représente un peu plus de 3 % des dépenses réelles de la section.

Les crédits alloués au paiement des intérêts de la dette seront en très forte diminution en 2016. Cette baisse est due pour l'essentiel au refinancement de l'emprunt toxique sur l'EUR/CHF effectué en 2015. L'inscription concernant les charges financières avoisinera les 2,6 M€ (pour rappel en 2015 il était prévu au sein de ce chapitre un montant de 4,45 M€ avant renégociation avec la SFIL).

Le détail est le suivant :

- 150 000 € sont prévus pour les opérations de tirage sur nos lignes de trésorerie.
- Les intérêts de la dette et les intérêts courus non échus pour 2 605 055 €.
- Les autres charges financières pour 13 100 €.

## ➤ Les Autres chapitres budgétaires : chapitre 67, chapitre 68 et chapitre 014

Au sein de ces différents chapitres les inscriptions budgétaires pour l'année 2016 n'appellent pas d'observations particulières par rapports à celles inscrites en 2015.

**Le chapitre 67 « charges exceptionnelles »** totalise pour 2016 le montant de 401 000 €. Il est constitué principalement des inscriptions budgétaires suivantes :

- les annulations de titres sur exercices antérieurs à hauteur de 125 000 €,
- la subvention au titre de la coopération Laos Vietnam pour 215 000 €,
- diverses charges sur opérations de gestion pour 45 000 €,
- diverses bourses et divers prix pour 16 000 €.

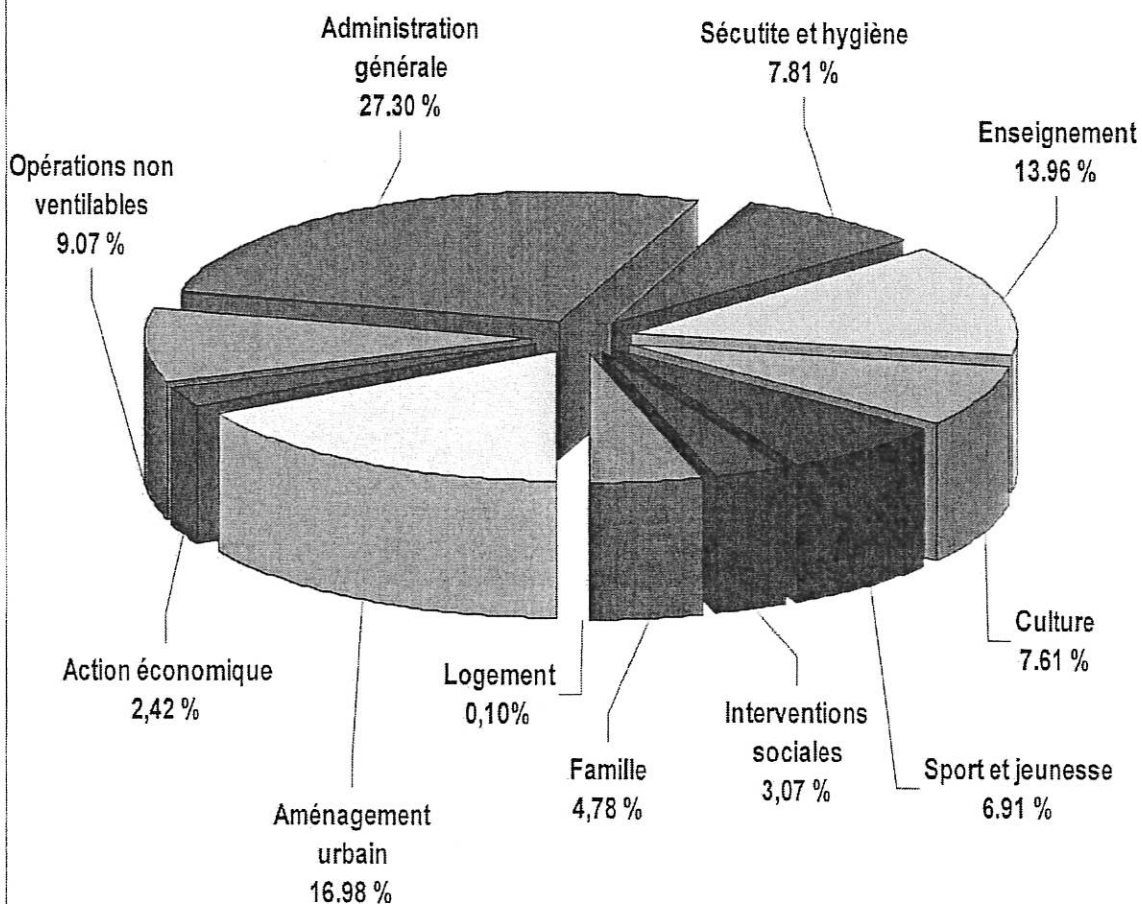
Au sein du **chapitre 68 « Provisions pour risques et charges »** une enveloppe de 100 K€ est consacrée au titre de provisions éventuelles à constituer.

**Le chapitre 014 « atténuations des produits »** totalise pour 2016 le montant de 90 000 €. Ces atténuations de produits concernent des reversements de fiscalité sur la taxe d'habitation et un prélèvement estimé sur le FPIC (voir chapitre 73).

## 2.2 Les dépenses de fonctionnement par fonction

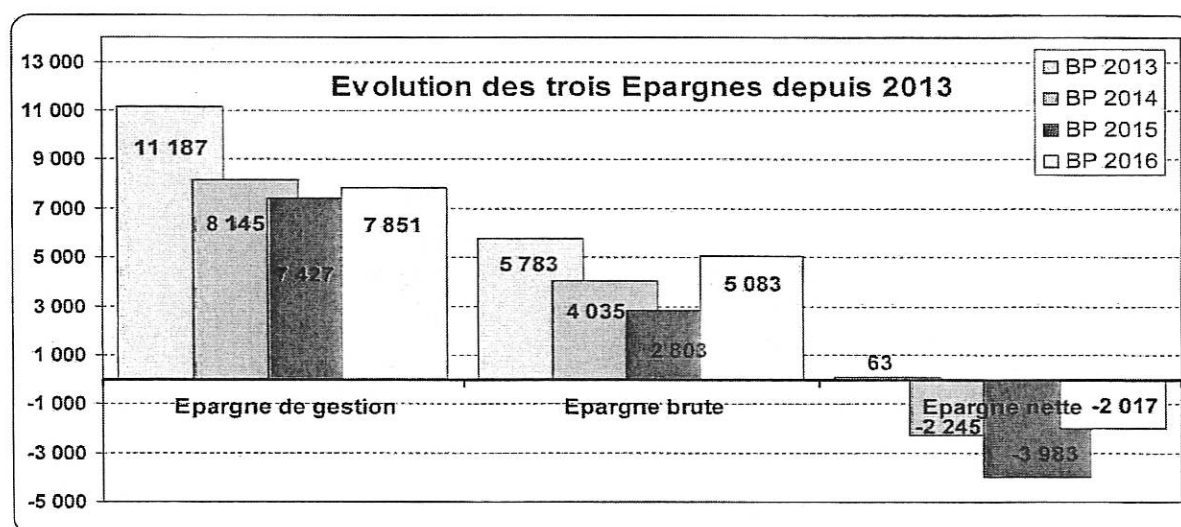
Fonctions	Libellés	Montants en €
01	Opérations non ventilables	8 523 705.95
0	Administration générale	25 652 200.00
1	Sécurité et salubrité publiques	7 343 300.00
2	Enseignement et formation	13 118 500.00
3	Culture	7 146 520.00
4	Sport et Jeunesse	6 489 020.00
5	Interventions sociales et santé	2 880 990.00
6	Famille	4 488 240.00
7	Logement	86 800.00
8	Aménagements urbains	15 957 260.00
9	Action économique	2 276 880.00
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>93 963 415.95</b>

Détail des dépenses de fonctionnement par fonction 2016



## C. Les soldes intermédiaires de gestion

Intitulés	BP 2013	BP 2014	BP 2015	BP 2016
Recettes réelles de fonctionnement	89 381	89 380	89 685	93 963
Dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers	78 194	81 235	82 258	86 112
<b>Epargne de gestion</b>	<b>11 187</b>	<b>8 145</b>	<b>7 427</b>	<b>7 851</b>
Frais financiers	5 404	4 110	4 624	2 768
<b>Epargne brute</b>	<b>5 783</b>	<b>4 035</b>	<b>2 803</b>	<b>5 083</b>
Remboursement capital de la dette	5 720	6 280	6 786	7 100
<b>Epargne nette</b>	<b>63</b>	<b>- 2 245</b>	<b>- 3 983</b>	<b>- 2 017</b>



Pour réaliser l'analyse financière de la commune, nous devons nous baser sur des ratios :

Ces derniers sont soit des ratios de niveau (c'est-à-dire une donnée financière rapportée à la population), soit des ratios de structure (c'est-à-dire une donnée financière rapportée à une autre) qui demeurent les plus pertinents. Voici 5 ratios de structure qui permettent d'estimer l'évolution de la santé financière de la commune sur plusieurs exercices.

### Le taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) :

Ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir). Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant. Ce ratio doit être apprécié en tendance et par rapport à d'autres collectivités similaires.

➤ Pour la ville le ratio est de :  $5\,083 / 93\,963 = 5.40 \%$



L'expérience démontre qu'un seuil critique se situe autour de 7 %. En dessous de ce niveau, l'épargne brute s'avère généralement insuffisante et expose la collectivité locale à un risque de déséquilibre budgétaire à court terme.

#### **La capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) :**

Ce ratio est un indicateur de solvabilité. La collectivité est-elle en capacité de rembourser sa dette ? Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles. Ce ratio doit être comparé à la durée moyenne de vie des emprunts. Ainsi, si le ratio de désendettement est de 15 ans, alors que la durée moyenne de vie des emprunts est de 13 ans, ceci signifie que la collectivité a les moyens pour rembourser sa dette en 15 ans, mais que celle-ci devra être remboursée en 13 ans. Dans cet exemple, la collectivité doit donc améliorer son épargne brute afin d'atteindre un ratio au moins identique à la durée de vie moyenne de la dette. Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans il est dangereux. Il s'exprime en nombre d'années : moins de 8 ans : zone verte ; entre 8 et 11 ans : zone médiane ; entre 11 et 15 ans : zone orange le ratio est acceptable ; plus de 15 ans : zone rouge la situation devient dangereuse.

➤ Pour la ville le ratio est de :  $78\,230 / 5\,083 = 15,3$  ans

Dépassant ainsi le seuil critique communément admis il faudra donc suivre dans les années à venir son évolution pour savoir s'il reste ou non dans la zone dangereuse.

#### **La marge d'autofinancement courant (MAC) :**

Ce ratio se calcule en effectuant le rapport entre les charges de fonctionnement augmentées du remboursement en capital de la dette (compte 16) et les produits de fonctionnement. Le seuil d'alerte se déclenche si ce ratio est supérieur à 100.

➤ Pour la ville le ratio est de :  $(88\,880 + 7\,100) / 93\,963 = 102,14$

#### **La rigidité des charges structurelles :**

Ce ratio se calcule en effectuant le rapport entre les frais de personnel (chapitre 012) augmentés de l'annuité de la dette (compte 16 pour le capital et compte 66 pour les intérêts) et les produits de fonctionnement. Le seuil d'alerte se déclenche si ce ratio est supérieur à 2 pour les communes de moins de 2000 habitants et s'il est supérieur à 1,8 pour les communes dont la population est comprise entre 2000 et 5000 habitants.

➤ Pour la ville le ratio est de :  $(61\,300 + 9\,868) / 93\,963 = 1,75$

#### **Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal :**

Il se calcule en effectuant le rapport entre le produit des impôts locaux et le produit des bases communales affectés des taux moyens nationaux. Il traduit la pression fiscale que la commune exerce sur la population communale par rapport à la moyenne nationale, et par conséquent les marges de manœuvre fiscales de la commune.

➤ Pour la ville le ratio calculé sur la base de la fiche DGF 2015 est de : 86.21%

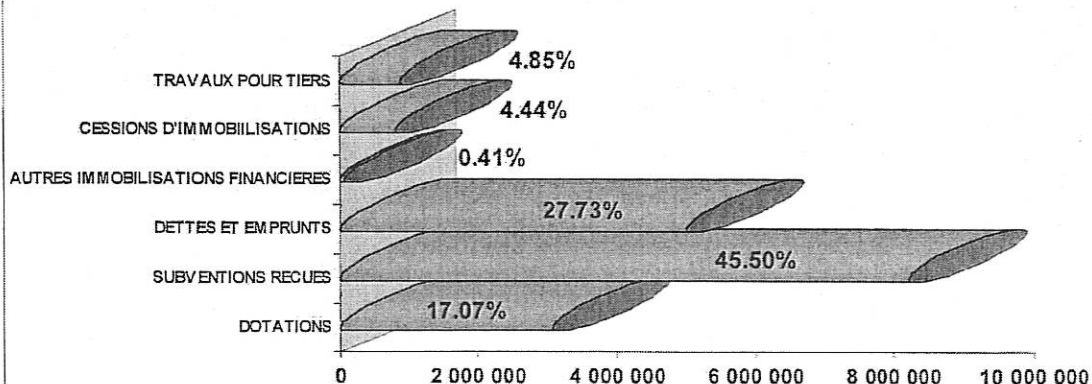
## D. La section d'investissement

Après intégrations du résultat reporté du compte administratif 2015 et la comptabilisation des restes à réaliser, la section d'investissement totalise 25 166 952.40 euros. Elle représente 21.13 % du budget total. Nous abordons cette construction budgétaire en investissement, conscients des contraintes qui nous sont imposées, mais déterminés à satisfaire les engagements de notre programme qui guident toute l'action de l'équipe municipale.

### 1. Les ressources d'investissement

RECETTES D'INVESTISSEMENT		BP 2015 opérations nouvelles et reports	Part de la section	BP 2016 opérations nouvelles et reports	Part de la section
CHAP 10	Dotations et fonds propres	5 456 313.59	20.13%	3 078 000.00	12.23%
CHAP 13	Subventions d'investissement à recevoir	11 240 569.82	41.47%	8 205 322.79	32.60%
CHAP 16	Emprunts et dettes	6 164 322.00	22.74%	5 000 000.00	19.87%
CHAP 27	Autres immobilisations financières	16 400.00	0.06%	73 850.00	0.29%
CHAP 45	Opérations pour compte de tiers	252 285.71	0.93%	874 829.35	3.48%
CHAP 024	Produits des cessions immobilières	1 175 000.00	4.33%	800 000.00	3.18%
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>24 304 891.12</b>	<b>89.66%</b>	<b>18 032 002.14</b>	<b>71.65%</b>
CHAP 040	Opérations d'ordre	2 802 851.00	10.34%	5 082 950.95	20.20%
CHAP 001	Résultat d'investissement reporté CA 2015	0.00	-	2 051 999.31	8.15%
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>27 107 742.12</b>	<b>100.00</b>	<b>25 166 952.40</b>	<b>100.00</b>

Détail des recettes réelles d'investissement BP 2016



Les recettes réelles d'investissement, constituées essentiellement de ressources propres, de subventions, de cessions et de l'emprunt, s'élèvent à un montant 18 032 002.14 € réparties de la façon suivante:

### ➤ Chapitre 10 : Fonds et réserves

Ce chapitre totalise 3 078 000 € en 2016 et comprend :

- Le Fonds de Compensation de la TVA. (Article budgétaire 10222).  
Le Fonds de Compensation de la TVA est le reversement d'une partie de la TVA payée pour des opérations d'investissement. Son taux a été modifié dans les dispositions de la loi de finances 2015 et est passé de 15.761 % à 16.404 % pour les dépenses réalisées à partir du 01 janvier 2015. Le montant attendu pour 2016 est de 1.478 M€. Il est calculé sur la base des réalisations des investissements de l'exercice budgétaire 2015.
- La Taxe d'aménagement. (Article budgétaire 10226).  
Concernant la taxe d'aménagement, nous prévoyons pour l'année 2016 un montant prévisionnel d'encaissement de 1.6 millions d'euros ; Comme indiqué lors du débat d'orientation budgétaire cette inscription budgétaire est largement supérieure à celle de 2015. (Prévisions BP 2015 : 0.3 millions d'euros pour un montant perçu au CA de 1.02 M€). Un travail d'optimisation du recouvrement a été programmé et mise en place depuis 2015, en accord avec la DGFIP et en collaboration avec la DDTM.

### ➤ Chapitre 13 : Subventions d'équipements

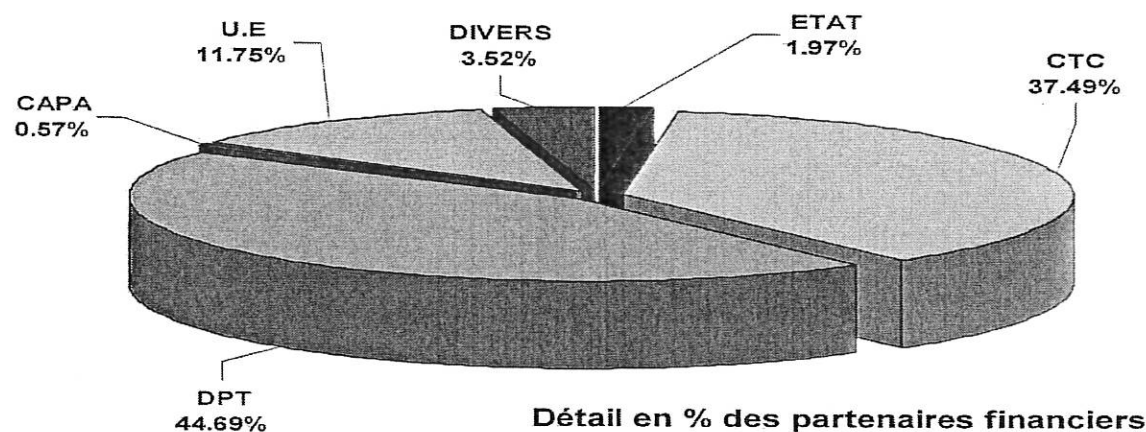
Les subventions d'investissement inscrites en propositions nouvelles dans le cadre du Budget Primitif 2016 sont liées aux programmes d'investissement retenus ainsi que la poursuite des AP/CP. Le montant total des subventions attendues en 2016 s'élève à 8 205 332.79 €.

La répartition de ces subventions d'investissements entre nos différents partenaires financiers est la suivante :

Partenaires financiers	ETAT	CTC	DPT	CAPA	Union Européenne	Divers	TOTAL
Subventions sur AP/CP	33 000.00	331.900.00	291 300.00	0.00	0.00	0.00	656 200.00
Subventions d'équipements	0.00	1 170 664.00	0.00	0.00	0.00	142 000.00	1 312 664.00
Subventions allègements emprunts	0.00	0.00	1 968 647.42	0.00	0.00	0.00	1 968 647.42
<b>Total des propositions BP 2016</b>	<b>33 000.00</b>	<b>1 502 564.00</b>	<b>2 259 947.42</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>142 000.00</b>	<b>3 937 511.42</b>
Subventions reportées CA 2015	112 713.86	1 274 007.79	1 049 373.31	42 467.57	870 423.70	118 825.14	3 467 811.37
<b>Total inscriptions 2016</b>	<b>145 713.86</b>	<b>2 776 571.79</b>	<b>3 309 320.73</b>	<b>42 467.57</b>	<b>870 423.70</b>	<b>260 825.14</b>	<b>7 405 322.79</b>

Un élément remarquable au sein de la structure du chapitre 13 du budget 2016 est à noter. Il s'agit de l'aide exceptionnelle du conseil départemental destinée à réduire et alléger les charges financières de la commune.

Montants alloués	Année 2015	Année 2016	Année 2017
Allègement de Capital	2 015 182.32	1 968 647.42	2 019 908.91



Pour compléter ce chapitre, 800 000 € sont inscrits au titre du reversement par l'Etat du produit des amendes de police dressées sur l'ensemble du territoire. Il s'agit d'une inscription prévisionnelle ; le montant à percevoir 2016, notifié à la commune par les services préfectoraux, ne nous est pas parvenu au moment de l'élaboration du budget.

## ➤ Chapitre 16 : Dettes et emprunts

Les ressources propres de la Commune ne permettant pas de financer l'intégralité des investissements, la ville aura recours à des ressources extérieures. Le volume d'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement et au financement des opérations de travaux et d'équipements est fixé pour l'année 2016 à 5 millions d'euros. Compte tenu de l'amortissement prévisionnel de la dette, le budget affiche ainsi une prévision de désendettement de près de 2.100 M€.

Evolution du CRD	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2016
Encours au 01/01	65 797 670	66 207 689	69 385 858	70 789 909	78 230 171
Remboursement du capital	5 089 981	5 721 831	6 275 949	6 895 438	7 095 000
Produits des emprunts	5 500 000	7 120 000	6 000 000	6 100 000	5 000 000
Refinancements	-	1 780 000	1 680 000	8 235 700	-
Encours au 31/12	66 207 689	69 385 858	70 789 909	78 230 171	76 135 171
Évolution global en euros	+ 410 019	+ 3 178 169	+ 1 404 051	+ 7 440 262	- 2 095 000
Évolution global en euros hors refinancement	+ 410 019	+ 1 398 169	- 275 949	-795 438	- 2 095 000

## ➤ Chapitre 27 : Autres immobilisations financières

Ce chapitre enregistre le remboursement par la communauté d'agglomération du solde du capital restant dû des emprunts globalisés à hauteur de 73 850 €.

## ➤ Chapitre 024 : Cessions des immobilisations

La prévision budgétaire 2016 en matière de **cessions immobilières** s'élève à 800 000 €. Cette inscription concerne la cession de la poste de Mezzavia et du complément de la vente de l'ancienne caserne des pompiers.

En application avec l'instruction budgétaire et comptable M14, les recettes de cessions d'immobilisations sont prévues en recettes d'investissement au compte 024 à la différence du compte administratif où les réalisations comptables apparaissent en section de fonctionnement au compte 775.

## ➤ Chapitre 001 : Résultat reporté et anticipé

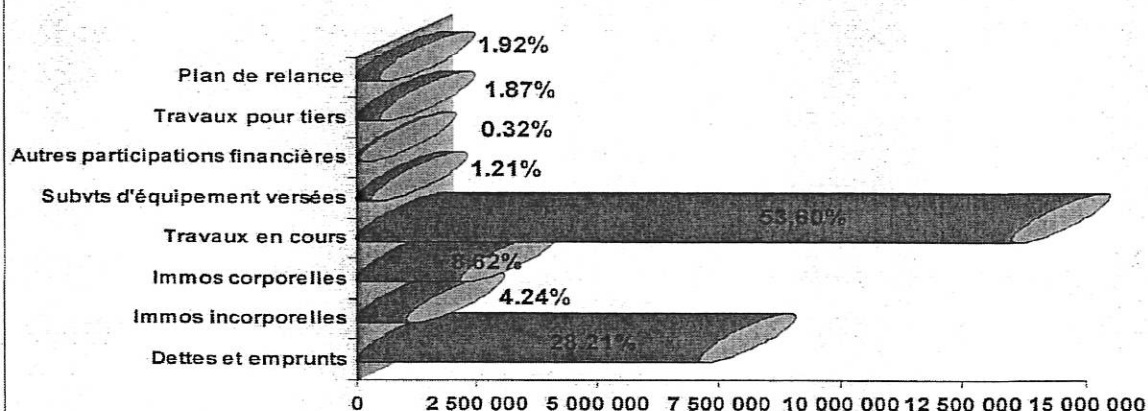
Afin d'assurer l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement nous avons décidé d'intégrer par anticipation le résultat de l'exercice 2015 dès le vote du Budget Primitif 2016. Ainsi 2 051 999.31 € sont affectés au compte 001 **résultat d'investissement reporté**.

## 2. Les emplois d'investissement

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		BP 2015 opérations nouvelles et reports	Part de la section	BP 2016 opérations nouvelles et reports	Part de la section
CHAP 103	Plan de relance FCTVA	0.00	-	484 307.50	1.92%
CHAP 16	Dettes et emprunts	6 786 000.00	25.03%	7 100 000.00	28.21%
CHAP 20	Immobilisations incorporelles	1 105 634.84	4.08%	1 067 105.47	4.24%
CHAP 21	Immobilisations corporelles	1 201 376.26	4.43%	2 170 549.28	8.62%
CHAP 23	Travaux en cours	10 850 573.54	40.03%	13 489 990.15	53.60%
CHAP 204	Subventions d'équipement versées	364 600.00	1.35%	305 000.00	1.21%
CHAP 26	Participations et créances	260 000.00	0.96%	65 000.00	0.26%
CHAP 27	Autres immobilisations financières	0.00	-	15 000.00	0.06%
CHAP 45	Travaux pour tiers	207 180.18	0.76%	470 000.00	1.87%
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>		<b>20 775 364.82</b>	<b>76.64%</b>	<b>25 166 952.40</b>	<b>100.00</b>
CHAP 001	Résultat d'investissement reporté	6 332 377.30	23.36%	0.00	-
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>27 107 742.12</b>	<b>100.00</b>	<b>25 166 952.40</b>	<b>100.00</b>



### Détail des dépenses réelles d'investissement BP 2016



### ➤ Chapitre 103 : Plan de relance, Remboursement avance FCTVA

En 2015, afin de soutenir l'investissement local, la Caisse des Dépôts et Consignations a mis en place un dispositif de préfinancement à taux zéro des attributions prévisionnelles du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) qui sont versées aux collectivités et à leurs établissements publics sur la base de leurs dépenses d'investissement. Calculé à partir des dépenses réelles d'investissement inscrites en 2015 aux comptes du budget primitif et décisions modificatives, ce dispositif a permis à la ville de solliciter un préfinancement à taux zéro de 968 615 €, au titre de son attribution prévisionnelle de FCTVA 2016. Remboursable sur 2 années, la Ville procédera au remboursement de la première moitié de cette avance en décembre 2016, soit 484 307.50 €.

### ➤ Chapitre 16 : Dettes et emprunts

Pour 2016 le montant du capital des emprunts à rembourser est de 7.100 millions d'euros

### ➤ Chapitre 26 : Participations financières

Dans le cadre de la création de la Société Publique Locale, il est proposé au chapitre 26, la participation de la ville au capital de la SPL « Ametarra » pour un montant de 65 000 €. Dans le cadre de l'exercice 2015 a été ouverte une autorisation de programme à concurrence de 520 000 euros. (260 K€ ont été mandatés sur l'exercice 2015, le solde libérable sur les exercices budgétaires suivants jusqu'en 2019).

Opération		Création SPL « AMETARRA »		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2015	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	520 000.00	260 000.00	65 000.00	195 000.00

## ➤ Chapitre 27 : Autres créances

Est comptabilisé le remboursement d'une avance faite par le Centre National Cinématographique suite à l'achat d'un projecteur de films pour l'Espace Diamant. Son montant pour 2016 est évalué à 15 000 €.

## ➤ Chapitres 20/21/23 : Dépenses d'équipement

Comme indiqué lors du débat d'orientations budgétaires, nous avons décidé la mise en place d'un Plan Pluriannuel d'Investissement s'appuyant d'une part sur les demandes récurrentes des citoyens enregistrées par ALLO MAIRIE, d'autre part sur un diagnostic technique précis des services sur les orientations politiques fixées dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie dans les 15 quartiers de la ville, à savoir :

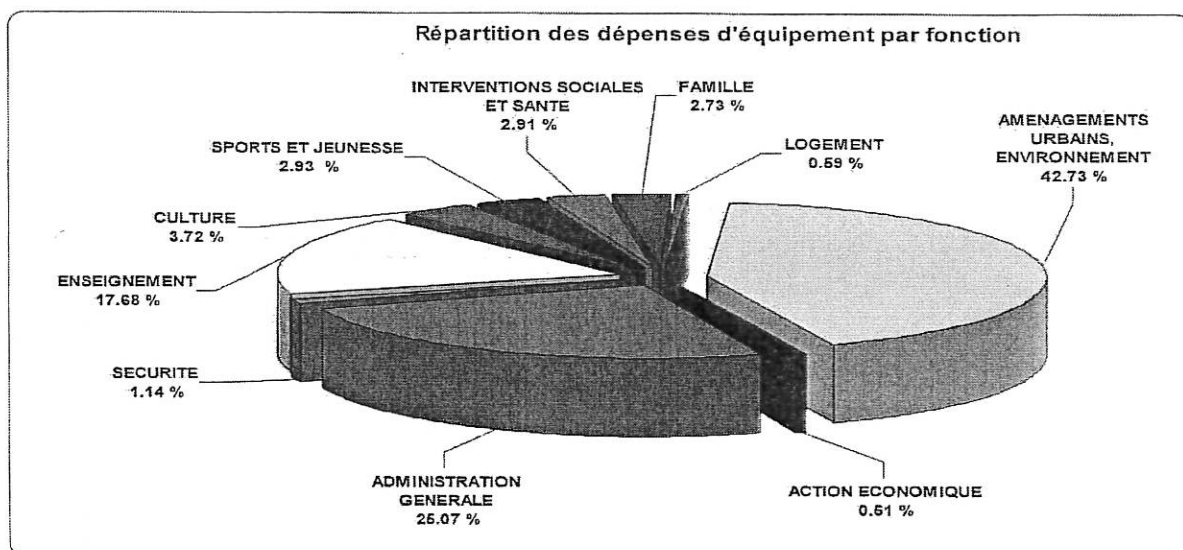
- La propreté des espaces publics
- L'accessibilité de la ville
- L'amélioration de la mobilité avec la fluidité du plan de circulation, la sécurité des circulations (aménagement de voiries, éclairage) et l'amélioration du confort des piétons
- L'aménagement des parcs et jardins de la ville
- L'entretien et la modernisation du patrimoine
- La modernisation des équipements sportifs de plein air
- L'extension et la rénovation des cimetières
- Les équipements spécifiques de vidéo surveillance et de contrôle d'accès
- Les grands travaux de voirie urbaine

Ce PPI s'appuie sur de nouvelles logiques de fonctionnement en régie avec la nécessité de création de nouveaux outils de production ; il prend en compte les nouvelles réglementations qui vont s'imposer à la ville d'Ajaccio qui auront des conséquences relativement importantes sur les coûts de fonctionnement, sur les modalités d'intervention, mais aussi l'ensemble des nouveaux aménagements liés à l'ANRU qui vont créer de nouveaux espaces publics dont l'entretien génèrera de nouveaux coûts de fonctionnement. Cette dimension d'entretien doit impérativement être prise en compte dans la conception de ces espaces publics que ce soit pour la propreté urbaine, pour l'entretien des voies et réseaux ainsi que pour l'entretien des espaces paysagers.

L'exécutif municipal a donc dû faire un choix très contraint sur sa programmation des investissements de 2016 à 2020. La capacité financière de la ville ne pouvant pas assumer l'ensemble des besoins recensés, il nous a fallu adapter le volume des investissements tout en tenant compte de la faiblesse de l'autofinancement mais en réduisant de manière significative le stock de dette.

Les dépenses d'équipement totalisent en propositions nouvelles 13.518 millions d'euros et 3.514 millions d'euros en reports soit un total cumulé de 17 032 644.90 €.

Équipements	Chap. 20	Chap. 204	Chap. 21	Chap. 23	TOTAL
Opérations sur AP/CP	80 000.00	0.00	0.00	3 458 421.71	3 538 421.71
Autres Opérations d'équipement	710 000.00	305 000.00	1 951 560.00	7 013 633.00	9 980 193.00
Total des dépenses nouvelles d'équipement	790 000.00	305 000.00	1 951 560.00	10 472 054.71	13 518 614.71
Dépenses d'équipement reportées CA 2015	277 105.47	0.00	218 989.28	3 017 935.44	3 514 030.19
Total des crédits d'équipement ouverts 2016	1 067 105.47	305 000.00	2 170 549.28	13 489 990.15	17 032 644.90



#### ↳ Les autorisations de programme et crédits de paiements

Les crédits nécessaires à la poursuite des autorisations de programmes sont inscrits au budget primitif 2016. La situation de chaque autorisation de programme en cours de réalisation vous est présentée ci après. Le montant des CP d'AP de l'année (budget primitif + reports) se montent à 3 918 548.08 €.

Opération		Démolition ancien collège du Finosello		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	5 940 000.00	5 290 851.20	10 000.00	0,00

Opération		Réseau Eaux Pluviales Centre ville		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	3 570 100.00	3 320 710.20	249 389.78	0.00

Opération		Opération Vazzio		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	8 228 000.00	0.00	80 000,00	8 148 000.00

Opération		Démolition Ecoles		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	3 679 946.00	1 469 717.81	2 208 421.71	0.00

Opération		Construction Halle des Sports du Stiletto		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	13 371 089.35	13 300 837.00	70 245.41	0.00

Opération		Extension Aile de l'OMT		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	614 650,00	518 981.98	50 491.18	0.00

Opération		Opération Beverini-Vico		
Montant AP		Phasage		
Révisions 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
0.00	3 949 000.00	0.00	150 000.00	3 799 000.00

<b>Total CP 2016</b>	<b>2 818 548.08</b>
----------------------	---------------------

Pour 2016, de nouvelles autorisations de programmes sont créés. La situation de ces autorisations de programme (ouverture de crédits et phasage) vous est présentée ci après.

Opération		Extension cimetière Saint Antoine allée T		
Montant AP		Phasage		
Ouverture 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
1 584 722.00	1 584 722.00	0.00	795 000.00	789 722.00

Opération		Réseaux eaux pluviales quartier Albert 1er		
Montant AP		Phasage		
Ouverture 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
530 124.00	530 124.00	0.00	205 000,00	325 124.00

Opération		Aménagement Eglise saint Roch		
Montant AP		Phasage		
Ouverture 2016	Montant TTC	Crédits de paiement réalisés antérieurs	CP 2016	Budgets suivants
1 171 450.00	1 171 450.00	0.00	100 000,00	1 071 450.00

<b>Total CP 2016</b>	<b>1 100 000.00</b>
----------------------	---------------------



## ↳ Inscriptions budgétaires d'équipement hors AP/CP

Parallèlement à la poursuite du programme des AP/CP, la ville consacre chaque année des crédits pour l'entretien du patrimoine existant. Pour 2016 le calibrage de ces dépenses récurrentes est volontairement resserré dans un contexte de contrainte budgétaire forte. Ainsi près de 10 millions d'euros sont affectés aux différentes études de faisabilités, aux acquisitions de matériels et aux travaux et aménagements divers.

Les dépenses par chapitres et natures budgétaires concernent :

### Chapitre 20 : Immobilisations Incorporelles

<b>Art 202 ELABORATION REVISION URBANISME</b>	
Etudes élaboration PLU tranche 2016	150 000.00
<b>Art 2031 ETUDES</b>	
Etude de voirie Liaison Stiletto	100 000.00
Etude de voirie traversée de Mezzavia	50 000.00
Etudes restauration de statues	5 000.00
Etudes patrimoine 3 rue des Glacis	30 000.00
Etudes antiquarium espace Alban	25 000.00
Etudes Musée Salon Napoléonien	50 000.00
Etudes levés Topographiques	40 000.00
Etudes reconnaissances des sols	40 000.00
Etudes Réseaux eaux pluviales	20 000.00
Etudes BR Alzo di leva III	50 000.00
Etudes missions géotechniques	50 000.00
<b>Art 2051 CONCESSIONS ET DROITS</b>	
Logiciels informatiques	100 000.00
<b>Total chapitre 20</b>	<b>710 000.00</b>

### Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées

<b>Art 20422 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT</b>	
Subventions Ascenseurs	20 000.00
Subventions Aide au Bâti ancien	80 000.00
Subvention aménagement stade GFCA foot	200 000.00
Subvention Equipement matériel GFCA Volley	5 000.00
<b>Total chapitre 204</b>	<b>305 000.00</b>



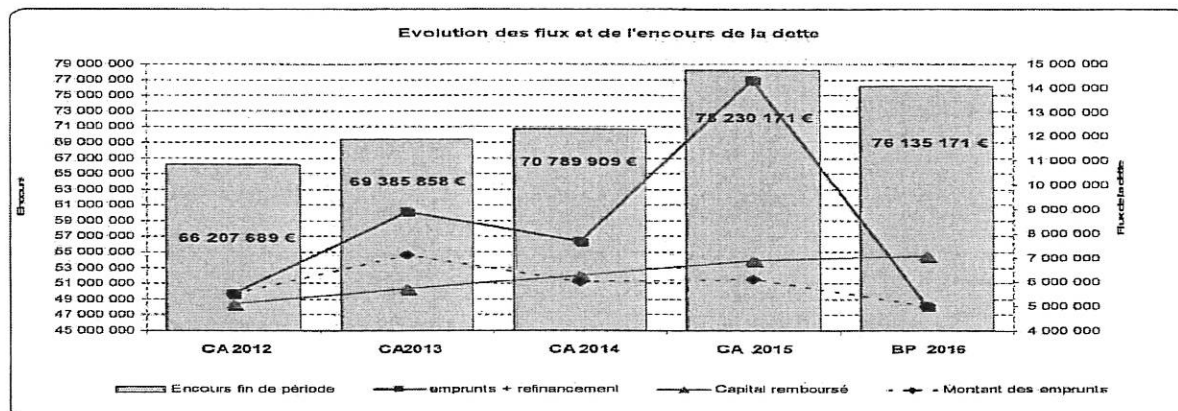
<b>Art 2118 TERRAINS</b>	
Acquisitions foncières voirie	400 000.00
<b>Art 21568 MATERIEL ET OUTILLAGE INCENDIE</b>	
Matériel incendie - Extincteurs	25 000.00
<b>Art 21578 MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE</b>	
Matériel et mobilier urbain	10 000.00
Matériel de signalisation Police municipale	14 100.00
<b>Art 2158 MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES</b>	
Matériel maison de quartiers des Cannes	5 500.00
Matériel maison de quartier de l'Empereur	38 400.00
Matériel Centre technique municipal	10 820.00
Matériel pour les plages	62 000.00
Matériel divers police municipale	5 000.00
Matériel divers services	4 940.00
Matériel service élections et festivités	50 000.00
Matériel restaurants scolaires	36 000.00
Matériel pour les crèches	20 000.00
Matériel service nettoyage	409 000.00
Matériel service espaces verts	39 400.00
Matériel voirie et éclairage public	40 400.00
Matériel pour la halle aux poissons	35 000.00
Matériel technique Espace Diamant	68 000.00
Matériel outillage service des sports	50 000.00
<b>Art 2161 ŒUVRES ET OBJETS D'ART</b>	
Acquisitions Œuvres d'art Musée Fesch	143 000.00
<b>Art 21758 MATERIELS SPECIFIQUES</b>	
Acquisition matériel pour espaces verts	20 000.00
<b>Art 2182 MATERIEL DE TRANSPORT</b>	
Achat de véhicules	154 700.00
Acquisitions de bateaux pour sécurité des plages	17 000.00
<b>Art 2183 MATERIEL INFORMATIQUE</b>	
Matériel vidéo surveillance	25 000.00
Matériel Informatique	150 000.00
<b>Art 2184 MOBILIER</b>	
Mobilier et Matériel de bureau	55 000.00
Matériel écoles	50 000.00
<b>Art 2188 AUTRES IMMOBILISATIONS</b>	
Matériel sites bilingues écoles	13 300.00
<b>Total chapitre 21</b>	<b>1 951 560.00</b>

## Chapitre 23 : Travaux en cours

<b>Art 2313</b>	
Travaux mise en sécurité bâtiments communaux	425 000.00
Travaux bâtiments communaux	88 000.00
Travaux hôtel de ville	123 673.00
Travaux divers de sécurité et conformité écoles	266 653.00
Travaux restaurants scolaires	120 000.00
Travaux bibliothèque, Musée Fesch, espace Diamant	110 000.00
Travaux chapelles sainte Lucie et Saint Joseph	36 507.00
Travaux bâtiments sportifs	111 500.00
Travaux salle multimédia jardin Empereur	53 000.00
Travaux Maison de quartier Empereur	185 000.00
Travaux crèches et bâtiments petite enfance	222 000.00
Travaux démolition ancien bâtiment FR3	350 000.00
<b>Art 2315</b>	
Révisions de prix sur marchés enrobés	360 000.00
Programme 2016 enrobés	980 000.00
Programme 2016 trottoirs	696 700.00
Programme 2016 éclairage public	269 500.00
Travaux aménagement pépinière municipale	100 000.00
Aménagement aires de jeux	39 400.00
Travaux programme espaces verts	330 700.00
Raccordements poteaux incendie	50 000.00
Raccordements SRU	50 000.00
Travaux extension fibre optique	450 000.00
Travaux conformité fibre optique et vidéo	550 000.00
Travaux de vidéo et contrôle accès	86 000.00
Gestion et aménagement des plages	50 000.00
Travaux murs de soutènements	200 000.00
Travaux de voirie 1 <sup>er</sup> bataillon de choc	50 000.00
Travaux d'urgence effondrements chaussées	150 000.00
Éclairage aire de jeux et squares	150 000.00
Travaux Chaufferies	360 000.00
<b>Total chapitre 23</b>	<b>7 013 633.00</b>

### 3. La gestion de la dette

Nous avons, au 01 Janvier 2016, 32 emprunts en cours répartis entre 7 établissements bancaires. L'encours total est de 78 230 170.32 € en progression de 10.51 % par rapport au 01 Janvier 2015.

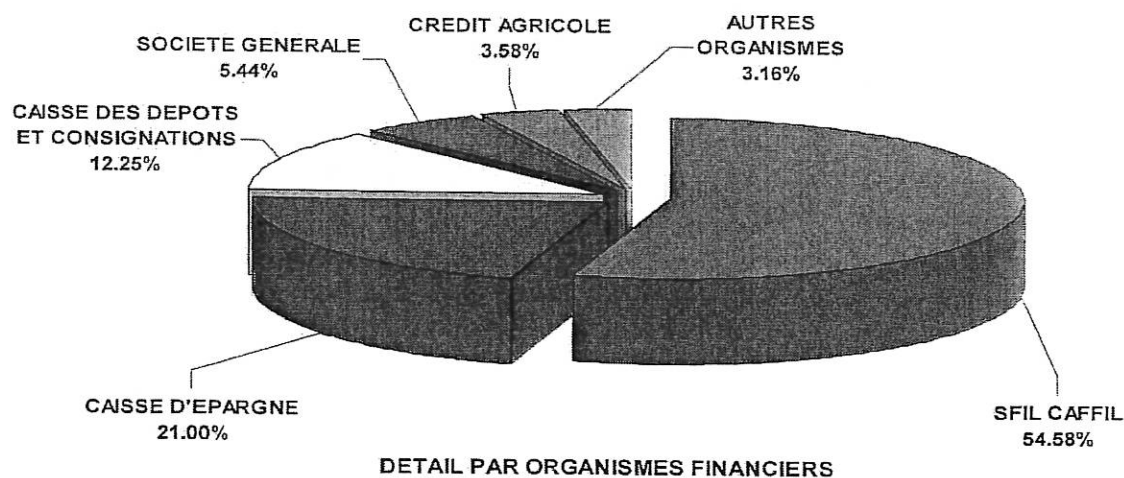


La synthèse de la dette est la suivante :

Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
78 230 170.32 €	3.56 %	11 ans et 04 mois	06 ans

La Société de Financement Local reste le partenaire financier privilégié de la Ville suivi des institutionnels Caisse d'Epargne et Caisse des Dépôts et Consignations.

Organismes Prêteurs	Montants empruntés	Capital restant dû au 01/01/2016	Nombre d'emprunts
Crédit Foncier	253 285.66	73 177.90	1
Dexia CL	3 000 000.00	2 400 000.00	1
Crédit Agricole	6 000 000.00	2 800 000.00	1
Société générale	9 600 000.00	4 252 600.34	3
Caisse des dépôts	14 729 220.00	9 579 772.57	8
Caisse Epargne	21 557 673.73	16 425 110.32	7
Sfil-Caffil	49 550 201.82	42 699 509.19	11
<b>TOTAL</b>	<b>104 690 381.21</b>	<b>78 230 170.32</b>	<b>32</b>



L'analyse par type de taux fait ressortir pour l'ensemble des emprunts, à rembourser en 2016, un taux moyen simulé de 3.56 %.

Taux moyen	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2015	BP 2016
taux d'intérêt moyen de la dette pour la période	5.67%	6.11%	3.56%	5.96%	3.56%

Type de taux	Encours	% d'exposition	Taux moyen	Classification
Fixe	64 010 147.07 €	81.82 %	3.88 %	A-1
Variable	4 893 692.82 €	6.26 %	1.63 %	A-1
Livret A	6 214 239.18 €	7.94 %	1.41 %	A-1
Barrière	3 112 091.25 €	3.98 %	4.17 %	B-1
Barrière avec multiplicateur	0 €	0.00 %	-	4-E
Change	0 €	0.00 %	-	6-F
Ensemble des risques	78 230 170.32 €	100.00 %	3.56 %	

Pour 2016, le montant prévisionnel des flux de la dette est de 9 849 613.97 € soit 8.27 % du budget total et sa répartition est la suivante

Montant du capital à rembourser : 7 095 904.00 € Montant des intérêts à payer : 2 753 709.97 €

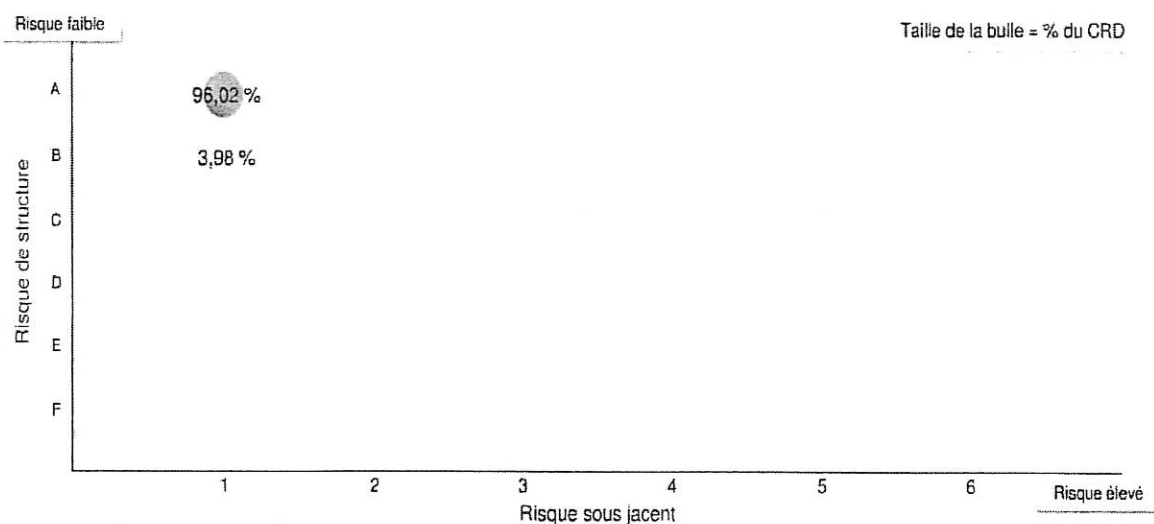
Etablissement prêteur	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
		Intérêts	Capital
CAISSE D'EPARGNE	2 165 430.07	502 009.06	1 663 421.01
CAISSE DES DEPOTS	1 211 528.89	239 490.92	972 037.97
CREDIT AGRICOLE	510 040.00	400 000.00	110 040.00
CREDIT FONCIER DE FRANCE	20 207.32	17 207.02	3 000.30
DEXIA CL	292 953.33	92 953.33	200 000.00
SFIL CAFFIL	4 843 066.28	1 663 214.31	3 179 851.97
SOCIETE GENERALE	806 388.08	143 002.05	663 386.03
<b>TOTAL</b>	<b>9 849 613.97</b>	<b>2 753 709.97</b>	<b>7 095 904.00</b>

## ➤ La charte de la dette

La charte de bonne conduite vise à régir les rapports mutuels entre les collectivités locales et les établissements bancaires. Celle-ci formule un certain nombre d'engagements réciproques devant notamment permettre une meilleure maîtrise des risques. Dans ce cadre, a été définie une matrice des risques afin de permettre une classification des produits bancaires proposés.

Cette classification retient deux dimensions à savoir le risque associé à l'indice allant de 1 à 6 et le risque lié à la structure classé de A à E.

Structures	1	2	3	4	5	6
Indice sous jacents	Indices en euros	Indices inflations françaises ou zone euro	Ecart Indices zone euros	Indices hors zones euros	Ecart Indices hors zone euros	Autres indices
(A) taux fixe simple	75 118 079 € 96.02 %					
(B) barrière simple	3 112 091 € 3.98 %					
(C) option d'échange						
(D) multiplicateur jusqu'à 3						
(E) multiplicateur jusqu'à 5						
(F) autres types de structures						





## E. Les travaux pour le compte de tiers et opérations sous mandats

Ce chapitre enregistre les dépenses et les recettes suivantes :

▫ Au compte 4541 les travaux exécutés d'office pour le compte de tiers défallants. Les sommes ainsi avancées sont recouvrées par le biais du compte 4542 en recettes d'investissement. Au titre de l'exercice 2016, une inscription de 200 000 € est prévue.

▫ Aux comptes 4581 (en dépenses) et 4582 (en recettes) sont retracées les écritures concernant les opérations sous mandats exécutés par la collectivité. Pour 2016 sont prévus à hauteur de 270 K€ les travaux d'aménagement paysager de la station d'épuration de la route de sanguinaires pour le compte de la Capa.

## F. Les opérations d'ordre

Le tableau suivant retrace les écritures d'ordre entre les sections du budget primitif 2016.

Dépenses de fonctionnement			Prévisions budgétaires	Recettes d'investissement		
Chap.	Art	Intitulés	Montants	Chap.	Art	Intitulés
023	023	Virement vers la section d'investissement	1 586 524.61	021	021	Virement de la section de fonctionnement
042	6811	Dotations aux amortissements des Immobilisations	2 413 387.34	040	28...	Amortissements des immobilisations
	6862	Dotations aux amortissements des charges financières	1 083 039.00		4817	Amortissements des charges financières
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement			5 082 950.95	Total des recettes d'ordre d'investissement		

## G. Les ratios communaux

### Synthèse des Ratios communaux obligatoires

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

			BP 2016 Ville Ajaccio	Moyenne nationale de la strate *
Ratio 1	Mesure du service rendu réelles de fonctionnement/population	Dépenses	1 326 €	1 403 €
Ratio 2	Poids de la fiscalité impositions directes/population	Produits des	484 €	646 €
Ratio 3	Taille financière réelles de fonctionnement/population	Recettes	1 353 €	1 624 €
Ratio 4	Effort et niveau d'équipement d'équipement brut/population	Dépenses	202 €	389 €
Ratio 5	Niveau d'endettement Encours de la dette/population	**	1 093 €	1 493 €
Ratio 6	Dotation globale de fonctionnement	DGF/population	195 €	309 €
Ratio 7	Poids du personnel personnel/dépenses réelles de fonctionnement	Dépenses de	68.97 %	56.90 %
Ratio 8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal impositions directe/potentiel fiscal	Produit des	86.21 %	NC
Ratio 9	Mesure de l'épargne nette réelles de fonctionnement et amortissement du capital de la dette/recettes réelles de fonctionnement	Dépenses	105.86 %	95.60 %
Ratio 10	Taux d'investissement d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	Dépenses	14.91 %	23.90 %
Ratio 11	Poids de la dette Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	**	80.81 %	91.90 %

\*Source : les collectivités locales en chiffres 2015

Site internet : [www.collectivites-locales.gouv.fr/](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/) chapitre 4 « les ratios financiers obligatoires du secteur communal » point 7 les principaux ratios financiers des communes par strate de population.

\*\* Suite à la mise en place du fonds de soutien, la méthode de calcul des ratios d'endettement n° 5 et 11 a été réajustée pour les collectivités ayant capitalisés une partie ou la totalité de l'indemnité de refinancement. Pour le calcul des deux ratios les collectivités pourront déduire de l'encours global de la dette le solde de l'aide du fonds de soutien à percevoir.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Monsieur SBRAGGIA, Adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire du 22 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

**ADOpte**

**Par 37 voix pour**

**Et 6 voix contre (M.Luciani, M.Ciabrini, Mme Grimaldi d'Esdra, M. Bastelica, M. Leonetti, Mme Giacometti)**

**Le budget primitif 2016, tel que précisé ci-après :**

**Dépenses de la section d'investissement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
16	Dettes et emprunts	7 100 000.00	37	6	
20	Immobilisations incorporelles	790 000.00	37	6	
204	Subv. d'équipement versées	305 000.00	37	6	
21	Immobilisations corporelles	1 951 560.00	37	6	
23	Immobilisations en cours	10 472 054.71	37	6	
26	Participations et créances rattachées	65 000.00	37	6	
27	Autres immobilisations financières	15 000.00	37	6	
4541	Travaux pour tiers (d'office)	200 000.00	37	6	
4581	Travaux sous mandats	270 000.00	37	6	
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>21 652 922.21</b>	<b>37</b>	<b>6</b>	

**Recettes de la section d'investissement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
001	Solde d'exécution reporté	2 051 999.31	37	6	
10	Dotations fonds et réserves (hors 1068)	3 078 000.00	37	6	
13	Subv. d'investissement reçues	4 737 511.42	37	6	
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000 000.00	37	6	
27	Autres immobilisations financières	73 850.00	37	6	
4542	Travaux pour tiers (d'office)	200 000.00	37	6	
4582	Travaux sous mandats	270 000.00	37	6	
024	Produits de cessions	800 000.00	37	6	
021	Virement de la section fonctionnement	1 586 524.61	37	6	
040	Opérations de transferts d'ordre	3 496 426.34	37	6	
<b>Total des recettes d'investissement</b>		<b>21 294 311.67</b>	<b>37</b>	<b>6</b>	

**Dépenses de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
011	Charges à caractère général	14 945 290.00	37	6	
012	Charges de personnel et assimilés	61 300 000.00	37	6	
014	Atténuations des produits	90 000.00	37	6	
65	Autres charges de gestion courante	9 276 020.00	37	6	
66	Charges financières	2 768 155.00	37	6	
67	Charges exceptionnelles	401 000.00	37	6	
68	Dotations aux amortis et provisions	100 000.00	37	6	
023	Virement vers la section investissement	1 586 524.61	37	6	
042	Opérations de transferts d'ordre	3 496 426.34	37	6	
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>93 963 415.95</b>	<b>37</b>	<b>6</b>	

**Recettes de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
70	Produits des services et du domaine	5 586 000.00	37	6	
73	Impôts et taxes diverses	62 356 380.00	37	6	
74	Dotations, subventions et participations	21 625 304.00	37	6	
75	Autres produits de gestion courante	402 000.00	37	6	
013	Atténuation des charges	276 600.00	37	6	
76	Produits financiers	368 420.00	37	6	
77	Produits exceptionnels	50 000.00	37	6	
002	Reprise anticipée du résultat CA 2015	3 298 711.95	37	6	
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>		<b>93 963 415.95</b>	<b>37</b>	<b>6</b>	

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Ville et d'un affichage en mairie.

Fait et délibéré à Ajaccio, les jour, mois et an que dessus  
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_62-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



Laurent MARCANGELI



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme GIACOMETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	39
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/63

**Adoption du Budget Primitif 2016 - Budget annexe du stationnement**



**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Comme il vous a été précisé lors du débat d'orientations budgétaires, le service des horodateurs et le Parking « Des quais » étaient tous 2 intégrés au sein du budget annexe du stationnement jusqu'au 31 Décembre 2015.

Du fait de la reprise en régie du parking Diamant, à compter du 12 mars 2016, des remarques de la Chambre régionales de comptes, et de la mise en service des barrières automatiques sur l'espace Campinchi, parc fermé des quais, depuis le mois de juillet 2015.

La ville a dû délibérer (cf délib n° 2015/397) pour que la gestion des parkings se fasse, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016, sous la forme d'une régie avec autonomie financière. Pour des raisons de mode de comptabilité différente, il a donc été décidé d'avoir deux budgets distincts :

- La conservation du budget annexe Stationnement tel quel pour les horodateurs et le stationnement dit de surface (comptabilité M14).
- La création d'un Budget Parkings dédié à la régie avec autonomie financière pour les parkings « Diamant » et « Des quais » (comptabilité M4).

Le projet de budget primitif du budget annexe du stationnement pour l'exercice 2016 s'élève à la somme de **1 430 000 €** se décomposant comme suit :

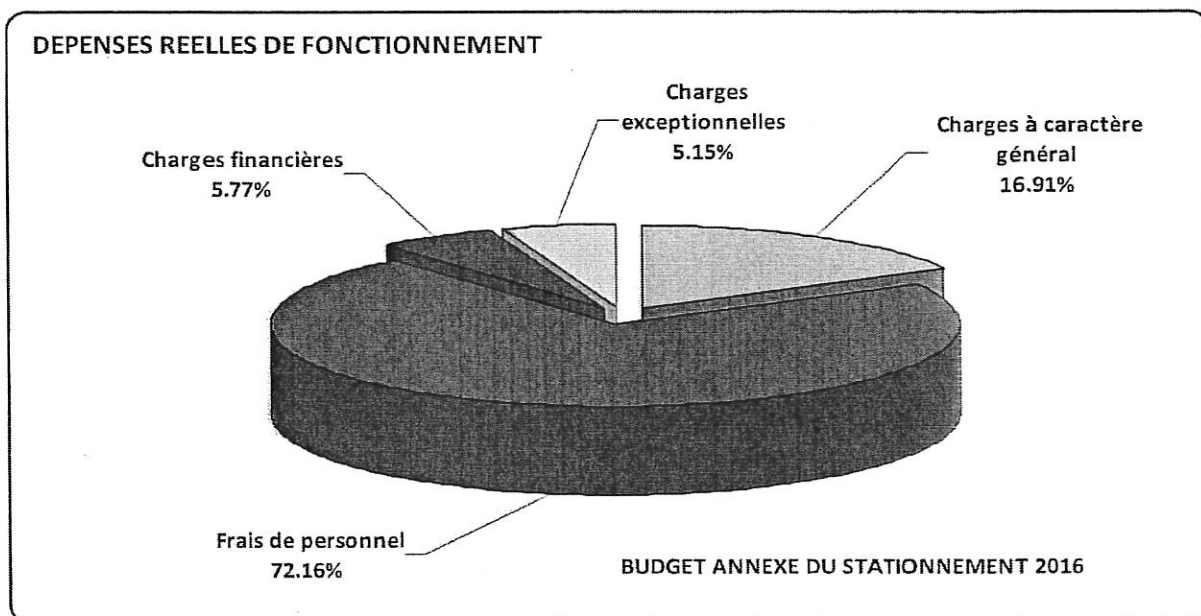
- Section fonctionnement **1 200 000.00 €**
- Section investissement **230 000.00 €**

**A. Répartition par chapitres en section fonctionnement**

Section Fonctionnement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap. 011	Charges à caractère général	164 000.00	Chap. 70	Ventes et Prestations de services	20 000.00
Chap. 012	Frais de personnel	700 000.00	Chap. 73	Impôts et taxes	1 180 000.00
Chap. 66	Charges financières	56 000.00			
Chap. 67	Charges exceptionnelles	50 000.00			
Total Dépenses réelles		970 000.00	Total Recettes réelles		1 200 000.00
Chap. 023	Virement à la section investissement	217 380.00			
Chap. 042	Opérations d'ordre entre sections	12 620.00			
Total Dépenses		1 200 000.00	Total Recettes		1 200 000.00

## 1. Dépenses de fonctionnement

Les principales dépenses réelles de fonctionnement concernent les achats et charges externes, les frais de personnel, les intérêts des emprunts contractés, les dotations aux amortissements du matériel et le virement vers la section d'investissement



## 2. Recettes de fonctionnement

Le financement de la section est assuré dans sa totalité par les abonnements des usagers et les recettes des horodateurs.

### B. Répartition en section d'investissement

Section d'investissement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap. 16	Dette en capital	83 000.00			
Chap. 21	Immobilisations corporelles	147 000.00			
<b>Total Dépenses réelles</b>		<b>230 000.00</b>	<b>Total Recettes réelles</b>		
			Chap. 021	Virement provenant du fonctionnement	217 380.00
			Chap. 040	Opérations d'ordre entre sections	12 620.00
<b>Total Dépenses</b>		<b>230 000.00</b>	<b>Total Recettes</b>		<b>230 000.00</b>

### 1. Dépenses d'investissement


Les dépenses d'investissement concernent :

- Au chapitre 16 :  
Le remboursement du capital des emprunts pour un montant de 83 000 €.
- Au sein du chapitre 21 :  
Des acquisitions de matériels techniques pour 132 000 € et des acquisitions de matériel de transport pour les agents de surveillance de la voie publique pour 15 000 €.

### 2. Recettes d'investissement

Les différentes recettes d'investissement nécessaire à l'équilibre de la section se répartissent entre les amortissements du matériel et outillage et l'autofinancement dégagé de la section de fonctionnement.

### C. L'endettement est le suivant

Prêteur	Montant emprunté	Capital restant dû au 01/01/2016	% du CRD	Nombre d'emprunts
 Caisse Epargne	1 500 000.00 €	1 273 659.55 €	100 %	1
	1 500 000.00 €	1 273 659.55 €	100 %	1

La synthèse de la dette du budget du stationnement est la suivante :

Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
1 273 659.55 €	4.43 %	11 ans 10 mois	6 ans 6 mois

Pour 2016, le montant du flux de la dette est de 137 410.80 € se répartissant de la façon suivante :

- Montant du capital à rembourser : 82 343.05 €
- Montant des intérêts à payer : 55 067.75 €

L'intégralité de l'emprunt souscrit sur ce budget annexe est classé 1A, soit la classification la moins exposée aux risques.

Prêteur	Année de réalisation	Montant initial	Durée résiduelle	Taux	Capital restant dû	CBC
Caisse d'Epargne	2012	1 500 000.00 €	12 A	Taux fixe à 4.43 %	1 273 659.55 €	1A
		1 500 000.00 €			1 273 659.55 €	

Tels sont les principaux éléments du budget primitif 2016 du budget annexe du stationnement que je vous demande de bien vouloir approuver.

## LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de Monsieur SBRAGGIA, Adjoint délégué  
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire du 22 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

### ADOpte

Par 37 voix pour

Et 6 voix contre (M.Luciani, M.Ciabrin, Mme Grimaldi d'Esdra, M. Bastelica, M. Leonetti, Mme Giacometti)

Le Budget Primitif du budget annexe du stationnement, exercice 2016, qui se présente ainsi que suit :

#### Dépenses de la section d'investissement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
16	Dettes et emprunts	83 000.00	37	6	
21	Immobilisations corporelles	147 000.00	37	6	
Total des dépenses d'investissement		230 000.00	37	6	

#### Recettes de la section d'investissement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
040	Amortissements des Immobilisations	12 620.00	37	6	
023	Virement vers la section investissement	217 380.00	37	6	
Total des recettes d'investissement		230 000.00	37	6	

### Dépenses de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
011	Charges à caractère général	164 000.00	37	6	
012	Charges de personnel et assimilés	700 000.00	37	6	
66	Charges financières	56 000.00	37	6	
67	Charges exceptionnelles	50 000.00	37	6	
042	Dotations aux amortissements	12 620.00	37	6	
023	Virement vers la section investissement	217 380.00	37	6	
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>1 200 000.00</b>	<b>37</b>	<b>6</b>	

### Recettes de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
70	Produits des services et du domaine	20 000.00	37	6	
73	Impôts et taxes diverses	1 180 000.00	37	6	
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>		<b>1 200 000.00</b>	<b>37</b>	<b>6</b>	

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Ville et d'un affichage en mairie.

Fait et délibéré à Ajaccio, les jour, mois et an que dessus  
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_63-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation







EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme GIACOMETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	39
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/64

**Adoption du Budget Primitif 2016 – Budget de la régie des parkings**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de budget primitif de la régie avec autonomie financière de la régie des Parkings 2016.

Il est nécessaire, en préambule, de rappeler que suite à la décision de résiliation de la délégation de service public des parkings de la ville d'Ajaccio, le parking du Diamant est revenu en régie à la ville le 12 mars 2016.

La ville a par ailleurs créé en juillet 2015 un parc fermé de stationnement dit parking des quais sur le square Campinchi.

La gestion de parcs fermés de stationnement constitue un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), dont les conditions de fonctionnement sont similaires à celles des entreprises privées.

Un service public à caractère industriel et commercial se finance par l'utilisateur au travers d'une redevance. L'individualisation de la gestion d'un SPIC a pour objectif de dégager le coût réel du service qui doit être financé par l'utilisateur.

Dès lors, pour l'exploitation directe du parking du Diamant, et du parking des quais square Campinchi, la commune a dû constituer une régie municipale dotée d'un budget spécial annexé au budget de la commune.

Pour des raisons de souplesse de gestion, la régie dotée de la seule autonomie financière a été choisie en vue de l'exploitation des parcs de stationnement du Diamant et des Quais.

Ce projet de budget primitif qui vous est présenté évoluera spécifiquement dans le courant de l'exercice en fonction du résultat des négociations de sortie de contrat avec la société QPARK.

Les réajustements comptables se feront dans le cadre de l'élaboration du Budget supplémentaire voir d'une décision modificative.

Le budget s'élève à la somme de **2 179 000 €** et se décompose comme suit :

- **Section fonctionnement : 1 750 000.00 €**
- **Section investissement : 429 000.00 €**

## A. Répartition par chapitres en section fonctionnement

Les prévisions budgétaires de la section de fonctionnement ont été établies au vue des rapports financiers 2014 et 2015 fournis par la société QPark.

Section Fonctionnement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap. 011	Charges à caractère Général	220 000.00	Chap. 70	Prestations de services	1 650 000.00
Chap. 012	Charges de personnel	440 000.00	Chap. 75	Autres produits de gestion courante	100 000.00
Chap. 66	Charges financières	661 000.00			
Total Dépenses réelles		1 321 000.00	Total Recettes réelles		
Chap. 023	Virement vers la section invest.	429 000.00	Chap. 042	Opérations d'ordre	
Total Dépenses		1 750 000.00	Total Recettes		1 750 000.00

### 1. Dépenses de fonctionnement

Les principales dépenses réelles de fonctionnement concernent :

- **Au chapitre 011** : ce chapitre retrace les charges liées à la maintenance et à l'entretien du matériel et des bâtiments, les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone ainsi que les diverses taxes et cotisations pour un montant global de 220 000.00 €.
- **Au chapitre 012** : les charges de personnel totalisent 440 000.00 € pour l'année 2016. Les salaires seront pris en charge par le budget principal Ville et seront refacturés à la régie.
- **Au chapitre 66** : ce chapitre enregistre le paiement des intérêts des emprunts déjà contracté pour un montant prévisionnel de 465 595 € et le calcul des icne de l'année en cours pour 195 405€.

Les dépenses relatives au parking du Diamant ont été évaluées sur 9 mois et demi.

## 2. Recettes de fonctionnement :

Le financement de la section est assuré par :

- **Au chapitre 70** : Sont comptabilisées au sein de ce chapitre les redevances des usagers des parkings à hauteur de 1 090 000.00 € et les recettes liées aux contrats d'abonnement pour 560 000.00 €.
- **Au chapitre 75** : Ce chapitre, totalisant 100 000.00 €, concerne la redevance de la concession d'utilisation du Parking Diamant par la société Qpark pour la période allant jusqu'au 12 mars 2016.

Au même titre que les dépenses, les recettes de fonctionnement du parking Diamant ont été évaluées sur 9 mois et demi.

### B. Répartition en section d'investissement

Section Investissement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap. 16	Emprunts et dettes	359 000.00			
Chap. 21	Installations et acquisitions de matériel	20 000.00			
Chap. 23	Travaux de bâtiment et matériels techniques	50 000.00			
Total Dépenses réelles		429 000.00	Total Recettes réelles		0.00
Chap. 040	Opérations d'ordre	0.00	Chap. 023	Virement de la section de fonction.	429 000.00
Total Dépenses		429 000.00	Total Recettes		429 000.00

#### 1. Dépenses d'investissement

Les principales dépenses d'investissement sont :



- Le chapitre 16 concerne le remboursement du capital des emprunts pour 359 000.00 €.
- Les chapitres 21 et 23 totalisent 70 000 € ; Ces montants sont dédiés à l'acquisition de divers équipements et à des travaux pour l'aménagement des bâtiments et l'amélioration des installations techniques.

## 2. Recettes d'investissement

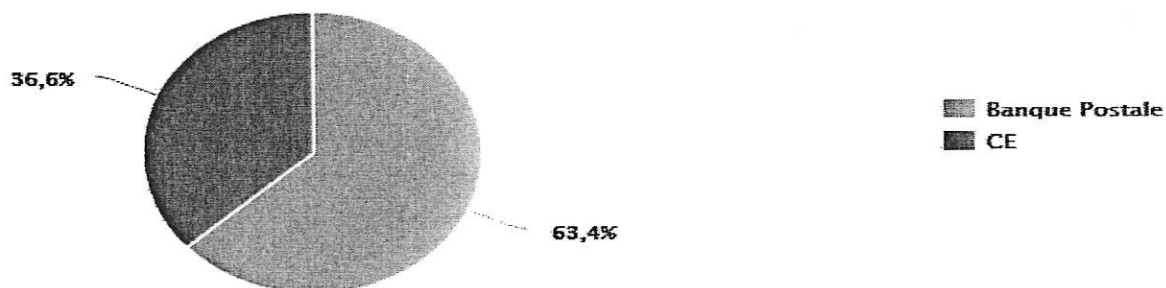
Le virement provenant de la section de fonctionnement est la ressource exclusive nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement.

### C. L'endettement est le suivant

Ces emprunts pris en charge par le budget de la régie sont ceux qui ont été précédemment contractés dans le cadre du budget annexe du Stationnement pour le paiement de la subvention d'équipement versée à Q-Park dans le cadre de la construction du Parking Campinchi.

Prêteur	Montants empruntés	Capital restant dû au 01/01/2016	% du CRD	Nombre d'emprunts
 Caisse Epargne	4 000 000.00 €	3 744 169.96 €	36 60 %	1
 La Banque Postale	6 695 000.00 €	6 482 704.40 €	63.40 %	1
	10 695 000.00 €	10 226 874.36 €	100 %	2

Dettes par prêteur



La synthèse de la dette du budget du stationnement est la suivante :

Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
10 226 874 .36 €	4.60 %	18 ans 2 mois	10 ans 08 mois

Pour 2015, le montant du flux de la dette est de 824 250 € se répartissant de la façon suivante :

Montant du capital à rembourser : 358 950.00 €    Montant des intérêts à payer : 465 300.00 €

Se rajoute aux flux le montant des lcn de l'année : 195 405.00

L'intégralité des emprunts souscrits sur ce budget annexe sont classés 1A, soit la classification la moins exposée aux risques.



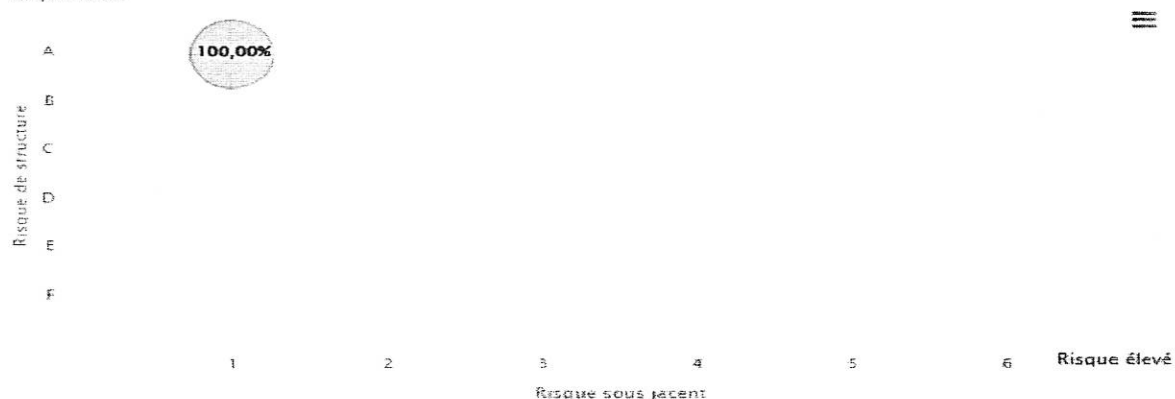
Prêteur	Année de réalisation	Montant initial	Durée résiduelle	Taux	Risque de taux	Capital restant dû	CBC
Caisse d'Epargne	2013	4 000 000.00 €	19.72	4.61 %	Fixe	3 744 169.96 €	1A
La Banque Postale	2014	6 695 000.00 €	19.72	4.55 %	Fixe	6 482 704.40 €	1A
		10 695 000.00 €				10 226 874.36 €	

Et notre dette selon la charte de bonne conduite sera sans risque.

#### Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD



Tels sont les principaux éléments du budget primitif 2016 de la régie des Parkings que je vous demande de bien vouloir approuver.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Monsieur SBRAGGIA, Adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire du 22 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

**ADOPTÉ**

Par 37 voix pour

Et 6 voix contre (M.Luciani, M.Ciabrini, Mme Grimaldi d'Esdra, M. Bastelica, M. Leonetti, Mme Giacometti)

Le Budget Primitif du budget de la régie des parkings, exercice 2016, qui se présente ainsi que suit :

**Dépenses de la section d'investissement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
<b>16</b>	<b>Dettes et emprunts</b>	<b>359 000.00</b>	37	6	
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>20 000.00</b>	37	6	
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>50 000.00</b>	37	6	
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>429 000.00</b>	37	6	

**Recettes de la section d'investissement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
<b>021</b>	<b>Virement de la section fonctionnement</b>	<b>429 000.00</b>	37	6	
<b>Total des recettes d'investissement</b>		<b>429 000.00</b>	37	6	

**Dépenses de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>220 000.00</b>	37	6	
<b>012</b>	<b>Charges de personnel et assimilés</b>	<b>440 000.00</b>	37	6	
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>661 000.00</b>	37	6	
<b>023</b>	<b>Virement vers la section investissement</b>	<b>429 000.00</b>	37	6	
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>1 750 000.00</b>	37	6	

# Recettes de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
70	Produits des services et du domaine	1 650 000.00	37	6	
75	Autres produits de gestion courante	100 000.00	37	6	
Total des recettes de fonctionnement		1 750 000.00	37	6	

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Ville et d'un affichage en mairie.

Fait et délibéré à Ajaccio, les jour, mois et an que dessus  
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_64-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/65

**Adoption du Budget Primitif 2016 – Budget annexe ANRU**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet de budget primitif du budget annexe de l'Anru pour l'exercice 2016. Ce projet de budget primitif s'élève à la somme de **12 123 648.27 €** se décomposant comme suit :

- Section fonctionnement **175 000.00 €**
- Section investissement **11 948 648.27 €**

**A. La répartition par chapitres en section fonctionnement est la suivante**

Section Fonctionnement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap. 011	Charges à caractère général	23 300.00	Chap. 77	Subvention équilibre	175 000.00
Chap. 66	Charges financières	89 290.00			
Total Dépenses réelles		112 590.00	Total Recettes réelles		175 000.00
Chap. 023	Virement vers invest.	62 410.00	Chap. 042	Opérations d'ordre	0.00
Total Dépenses		175 000.00	Total Recettes		175 000.00

**1. Dépenses de fonctionnement**

Les principales dépenses réelles de fonctionnement concernent :

Au chapitre 011 les charges à caractère général pour un montant total de 23 300 € :

- 10 000 € pour le financement d'études,
- 5 300 € pour diverses prestations de services,
- 8 000 € sont provisionnés pour le paiement de commissions bancaires et frais de gestion sur tirage de nouveaux emprunts au cours de l'année.

Au chapitre 66 le paiement des intérêts des emprunts et crédits relais pour un montant prévisionnel de 89 290.00 €.

Au chapitre 023 est comptabilisé le prélèvement vers la section d'investissement permettant de couvrir le remboursement du capital des emprunts pour 62 410 €.

**2. Recettes de fonctionnement**

Le financement de la section est assuré par une subvention d'équilibre du budget principal de la ville pour 175 000 €. Cette subvention est comptabilisée au chapitre 77 produits exceptionnels.



## B. La répartition en section d'investissement est la suivante

Section Investissement					
Dépenses			Recettes		
Intitulés		Montants	Intitulés		Montants
Chap.16	Emprunts et dettes	4 062 410.00	Chap. 10	Dotations et fonds propres	1 471 000.00
Chap. 20	Frais études	49 785.27	Chap. 13	Subventions et Participations	4 955 238.27
Chap. 21	Installations et acquisitions de matériel	370 000.00	Chap. 16	Emprunts et dettes	5 460 000.00
Chap. 23	Travaux de bâtiment et matériels techniques	7 466 453.00			
<b>Total Dépenses réelles</b>		<b>11 948 648.27</b>	<b>Total Recettes réelles</b>		<b>11 886 238.27</b>
Chap. 040	Opérations d'ordre	0.00	Chap. 021	Virement de la section fonct.	62 410.00
<b>Total Dépenses</b>		<b>11 948 648.27</b>	<b>Total Recettes</b>		<b>11 948 648.27</b>

### 1. Dépenses d'investissement

Au chapitre 16 dettes et emprunts 62 410 € sont inscrits au titre du remboursement du capital des emprunts.

Les dépenses d'investissement en CP concernent les chapitres 21 et 23 « Immobilisations corporelles et en cours ». Sont donc inscrits au budget primitif 2016 la poursuite des crédits de paiements ouverts pour les opérations suivantes :

Opération 15ANRU04		ANRU – Aménagement place BINDA 8.05			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-44 465.00	1 768 651.00	0.00	294 775.00	736 938.00	736 938.00

Opération 15ANRU09		ANRU – Parc paysager 8.16			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-24 881.00	2 560 751.00	0.00	1 024 300.00	1 280 376.00	256 075.00

Opération 15ANRU10		ANRU – Aménagement place des Salines 8.18			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-29 934.00	3 292 802.00	0.00	548 800.00	1 372 001.00	1 372 001.00

Opération 15ANRU17		ANRU – Aménagement place de Lattre de Tassigny 8.06			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
45 000.00	4 461 342.00	0.00	160 000.00	711 890.00	3 589 452.00

Opération 15ANRU18		ANRU – Aménagement place des cannes -Versini 8.07			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-18 057.00	1 986 344.00	0.00	50 000.00	281 057.00	1 655 287.00

Opération 15ANRU20		ANRU – Aménagement Passerelle des Cannes 8.29			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-6 091.00	670 051.00	0.00	81 000.00	187 020.00	402 031.00

Opération 15ANRU21		ANRU – Acqt. et démolition bâtiment Kyrnolia 8.38			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-460 000.00	469 500.00	0.00	50 000.00	419 500.00	0.00

Opération 15ANRU22		ANRU – Marché des Cannes 9.05			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-10 000.00	330 000.00	0.00	35 000.00	229 000.00	66 000.00

Opération 15ANRU12		ANRU – Trois exutoires Cannes Salines 8.24			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
	6 097 126.32	5 868 651.61	0.00	0.00	228 474.71

Opération 15ANRU13		ANRU – Bassin de rétention du Finosello 8.25			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-271 910.42	1 102 323.58	654 588.24	302 324.00	0.00	145 411.34

Opération 15ANRU14		ANRU – Bassin de rétention Alzo di Leval 8.41			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-47 011.00	5 171 286.00	43 497.58	370 000.00	811 881.00	3 945 907.42

Opération 15ANRU15		ANRU – Reconstruction GS Salines 9.03			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
0.00	6 681 079.10	34 516.60	2 658 625.00	3 323 282.00	664 655.50

Opération 15ANRU16		ANRU – Maison de quartier des Cannes 9.04			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
0.00	2 772 770.72	2 381 184.87	0.00	0.00	391 585.85

Opération 15ANRU01		ANRU – Rue Nicolas PERALDI 8.01			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-29 550.00	3 250 531.00	0.00	541 755.00	1 354 388.00	1 354 388.00

Opération 15ANRU02		ANRU – Avenue des Primevères 8.02			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
0.00	3 336 664.00	0.00	0.00	556 110.00	2 780 554.00

Opération 15ANRU03		ANRU – Rue Achille PERETTI 8.04			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
0.00	1 358 610.00	0.00	226 435.00	566 087.00	566 088.00

Opération 15ANRU05		ANRU – Rue De MORO GIAFFERI 8.08			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
1.10	2 503 435.00	0.00	417 239.00	1 043 098.00	1 043 098.00

Opération 15ANRU06		ANRU – Aménagement rue des Cannes 8.09			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
- 320 308.14	4 909 950.27	29 826.27	80 000.00	300 000.00	4 500 124.00

Opération 15ANRU07		ANRU – Rue François PIETRI 8.11			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
192 309.00	3 222 221.00	0.00	537 037.00	1 342 592.00	1 342 592.00

Opération 15ANRU08		ANRU – Rue transversale Sud 8.12			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
70 000.31	2 661 977.00	0.00	443 663.00	1 109 157.00	1 109 157.00

Opération 15ANRU11		ANRU – Rue transversale Nord 8.23			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
- 258 117.00	1 168 798.00	0.00	0.00	194 800.00	973 998.00

Opération 15ANRU19		ANRU – Chemin des écoliers 8.15			
Montant AP		Phasage			
Modifications 2016	Montant TTC	CP réalisés	CP 2016	Budget 2017	Budgets suivants
-21 663.00	611 194.00	0.00	0.00	270 597.00	340 597.00

Total CP 2016	7 820 953.00
---------------	--------------

Pour compléter la section deux inscriptions budgétaires hors AP sont également prévues :

Intitulés	Montants
Chapitre 20 art 2011 Etudes Cannes-Salines	49 785.27
Chapitre 23 art 2315 Travaux hors AP	15 500.00
<b>Total hors AP</b>	<b>65 285.27</b>



## 2. Recettes d'investissement



Le financement de ces crédits de paiements sera assuré par :

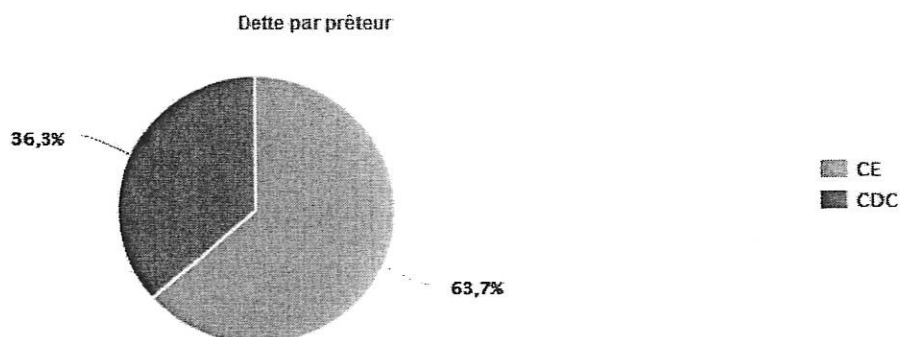
- Le virement provenant de la section de fonctionnement pour 62 410.00 €
- Le FCTVA de l'année N-1 estimé à 1 471 000 € comptabilisé au sein du chapitre 10.
- Les subventions de nos partenaires dans le cadre des conventions ANRU et PAPI pour un montant de 4 955 238.27 €. Il s'agit des avances et subventions sur les nouvelles opérations, et le financement des reliquats d'opérations en cours.

Article	Partenaires	Montants	Article	Partenaires	Montants
1321	ETAT PEI	2 157 333.12	1322	CTC	590 650.25
1323	CG2A	542 443.00	1327	U.E	115 323.40
1328	ANRU	1 420 762.50	1328	PAPI	128 726.00
Total des subventions attendues pour 2016 :			4 955 238.27 €		

- La part communale sera assurée par un prêt CDC dont le montant est prévu pour 2016 à hauteur de 1 460 000 €. Cette inscription budgétaire a pu être faite car le programme de rénovation urbaine vient d'être bouclé financièrement dans sa totalité, courant Janvier 2016, avec la caisse des dépôts et consignation.
- En outre par délibération n° 2016 / 5 du 25 janvier 2016 le conseil municipal a autorisé un emprunt relais de 4 M€ auprès du crédit mutuel pour le préfinancement des subventions attendues au titre des opérations d'investissement. Le montant en capital de cet emprunt figurera en dépense et en recette de la section investissement.

## C. L'endettement est le suivant

Prêteur	Montant emprunté	Capital restant dû au 01/01/2016	Nombre d'emprunts
 Caisse Epargne	2 500 000.00	2 500 000.00	1
 Caisse des Dépôts	1 422 000.00	1 422 000.00	1
<b>totaux</b>	<b>3 922 000.00</b>	<b>3 922 000.00</b>	<b>2</b>





Détail des emprunts du budget annexe de l'Anru :

Prêteur	Montant initial	Année de réalisation	Durée résiduelle	Capital restant dû	Type de taux	CBC
Caisse d'Epargne	2 500 000.00 €	2015	3 ans	2 500 000.00 €	Fixe 1.60 %	A-1
Caisse des dépôts	1 422 000.00 €	2015	20 ans	1 422 000.00 €	Livret A + 0.6%	A-1
<b>TOTAUX</b>	<b>3 922 000.00 €</b>			<b>3 922 000.00 €</b>		

La synthèse de la dette du budget annexe Anru est la suivante :

Capital restant dû	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
3 922 000 €	1.52 %	8 ans et 11 mois	5 ans 8 mois

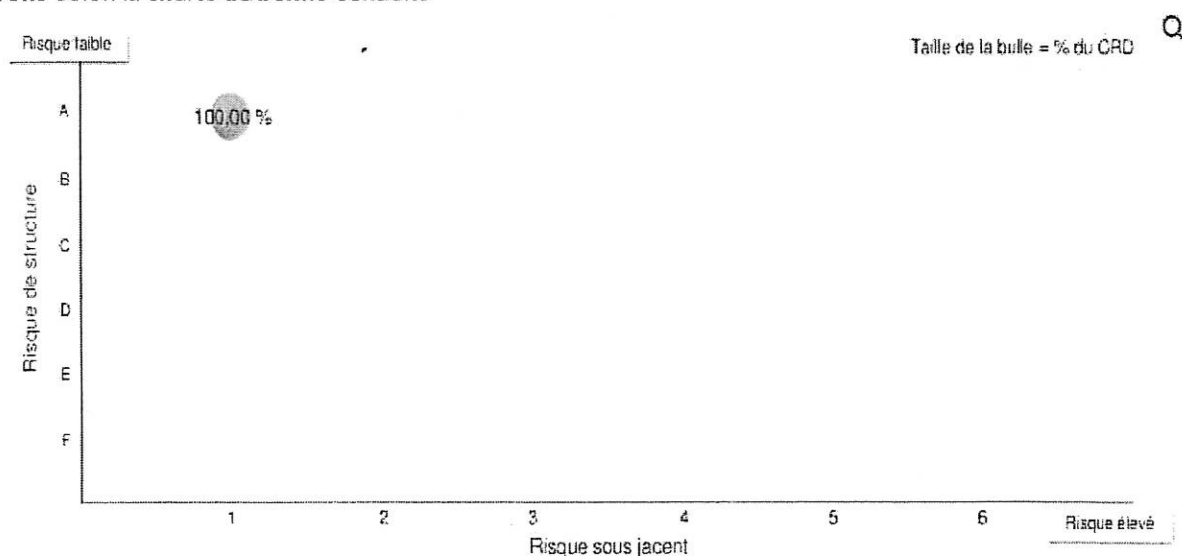
Pour 2016, le montant du flux de la dette est de 151 650 .00 € se répartissant de la façon suivante :

- Montant du capital à rembourser : 62 410.00 €
- Montant des intérêts sur le prêt CDC : 22 950.00 €
- Les intérêts liés aux prêts relais (calculés sur une année pleine) 66 290.00 €

Nous essayerons, en fonction des encaissements de subventions attendues, de solder dès que possible durant l'année 2016 le prêt relais de 2.5 M€ contracté auprès de la caisse d'épargne afin de limiter le montants des intérêts dus.

La dette selon la charte de bonne conduite est sans risque.

#### Dette selon la charte de bonne conduite



Tels sont les principaux éléments du budget primitif 2016 du budget annexe de l'Anru que je vous demande de bien vouloir approuver.

# LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de Monsieur SBRAGGIA, Adjoint délégué

Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire du 22 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

## ADOpte

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Le Budget Primitif du budget annexe ANRU, exercice 2016, qui se présente ainsi que suit :

### Dépenses de la section d'investissement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
16	Dettes et emprunts	4 062 410.00	42		
20	Etudes immobilisations	49 785.27	42		
21	Immobilisations corporelles	370 000.00	42		
23	Travaux en cours	7 466 453.00	42		
Total des dépenses d'investissement		11 948 648.27	42		

### Recettes de la section d'investissement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
10	Dotations et fonds propres	1 471 000.00	42		
13	Subventions et participations reçues	4 955 238.27	42		
16	Dettes et emprunts	5 460 000.00	42		
021	Virement de la section fonctionnement	62 410.00	42		
Total des recettes d'investissement		11 948 648.27	42		

### Dépenses de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
011	Charges à caractère général	23 300.00	42		
66	Charges financières	89 290.00	42		
023	Virement vers la section investissement	62 410.00	42		
Total des dépenses de fonctionnement		175 000.00	42		

# **Recettes de la section de fonctionnement (propositions nouvelles)**

Chapitre	Intitulés	Montants	Votes des membres du conseil municipal		
			Pour	Contre	Abstention
77	Subvention exceptionnelle d'Equilibre	175 000.00	42		
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>		<b>175 000.00</b>	<b>42</b>		

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Ville et d'un affichage en mairie.

Fait et délibéré à Ajaccio, les jour, mois et an que dessus  
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE


**Laurent MARCANGELI**  


Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

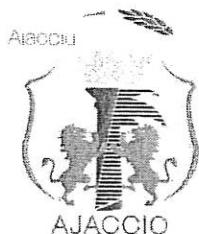
02A-212000046-20160321-2016\_65-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016  
Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/66

**Autorisation donnée au Maire de verser une avance financière à la Société 2Art Naval dans le cadre de la commission des travaux exutoires**

## Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Les travaux publics peuvent être source de nombreuses perturbations et occasionner des préjudices aux entreprises riveraines en dépit des précautions prises dans la conduite des chantiers correspondants.

Ces préjudices peuvent être indemnisés dans les conditions et le respect des principes de la jurisprudence administrative qui président à la réparation, des dommages de travaux publics. Les entreprises riveraines « victimes » de ce type de dommages peuvent ainsi intenter une action contentieuse devant le Tribunal Administratif en vue d'obtenir une indemnité.

Toutefois, grâce à une procédure amiable, une indemnisation peut leur être accordée, après expertise économique et financière de la perte financière, puis examen par une commission ad hoc. La Ville d'Ajaccio a engagé d'importants travaux pour le réaménagement des exutoires pluviaux des quartiers des Cannes et des Salines qui ont permis d'améliorer le cadre de vie des Ajacciens, notamment en rendant certaines zones, actuellement inondables, parfaitement protégées des atteintes climatiques et en gérant les eaux issues du ruissellement urbain.

Consciente de la sauvegarde des entreprises pendant la durée des travaux et des possibles nuisances occasionnées par la construction de ces ouvrages, la Commune a décidé de mettre en place une Commission d'indemnisation amiable chargée d'évaluer le préjudice subi par les commerçants des quartiers des Cannes et des Salines

Par délibération n°2015/208 du lundi 06 juillet 2015 la Commune d'Ajaccio a créé ladite Commission d'indemnisation et a autorisé M. le Maire à organiser les modalités pratiques de son fonctionnement.

La Société 2Art Naval a déposé son dossier de demande d'indemnisation au secrétariat de ladite commission le 15 janvier 2016. La Société 2Art Naval estime son préjudice économique à 88 461.11 € (pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2014 au 31 août 2015 : 88 461.11 €).

La Société 2Art Naval fait partie du périmètre défini par la commission d'indemnisation et a été impactée directement par les travaux pendant la période de construction des exutoires.

En effet, l'accès à la mise à l'eau publique et de la zone artisanale du port Charles Ornano a été rendu impossible ou difficile du 1<sup>er</sup> septembre 2014, date de mise en place du chantier.

Le seul accès possible étant la zone publique de carénage du port de plaisance « Charles Ornano » confiée à la SARL 2 Art Naval par convention d'objectif en date du 1<sup>er</sup> Août 2013 relative à la location et la gestion de la zone publique de carénage du port de plaisance.

Face à cette situation, la Commune d'Ajaccio a souhaité maintenir l'accès à la zone de mise à l'eau publique et de la zone artisanale du port Charles Ornano pour permettre également le bon déroulement de l'activité économique des professionnels du nautisme et autres commerçants de la zone et a décidé de confier cette mission de service public à la SARL 2 Art Naval.

Or, l'activité de la Société 2Art Naval a été modifiée sensiblement pour assurer cette mission de service public confiée par la Ville d'Ajaccio pour assurer l'accès sept jours sur sept et 24 heures sur 24 de la mise à l'eau publique.

La société 2Art Naval a informé les services de la Ville et du port de plaisance de l'existence d'un préjudice économique résultant de l'activité créée pour assurer l'accès sécurisé à la zone de mise à l'eau publique et de la zone artisanale du port Charles Ornano.

C'est dans ce contexte que la commission d'indemnisation est chargée d'étudier le dossier de demande d'indemnisation de la société 2Art Naval pour analyse du préjudice financier subi.

Compte tenu des difficultés financières subies par la société 2 art naval, la Commune d'Ajaccio propose de verser à la société 2 Art Naval une avance de 44 231 euros (soit 50% de la demande) dès à présent permettant de couvrir une partie du préjudice éventuel pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2014 et le 31 août 2015 qui fera l'objet d'une expertise lors de la Commission d'indemnisation amiable prévue en avril 2016.



Cette avance sera versée compte tenu de la transmission au secrétariat de la Commission des documents comptables afférents couvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2014 au 31 août 2015, étant entendu que cette avance pourra être remboursée en partie ou en totalité à la Commune d'Ajaccio si la Commission d'indemnisation « travaux exutoires » prévue en avril 2016 constate un préjudice inférieur.

La présente délibération a pour objet de permettre le versement d'une avance pour couvrir le règlement éventuel de l'indemnité due à la société 2 Art Naval par la Ville d'Ajaccio au titre du préjudice subi par les travaux des exutoires pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2014 et le 31 août 2015.

Pour conclure, il est demandé au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur le principe du versement de cette avance, et d'autoriser le Maire à verser l'avance de 44 231 euros € à la société 2 Art naval.

Il est précisé que les sommes nécessaires sont inscrites au Budget de l'exercice 2016 au Chapitre 011 Article 6227 du budget principal, en section fonctionnement.

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville d'Ajaccio reconnaît avoir causé un préjudice anormal et spécial consécutif aux travaux des exutoires pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2014 et le 31 août 2015;
- Que les parties souhaitent un règlement amiable par la signature du protocole d'accord transactionnel après avis de la commission d'indemnisation « travaux exutoires »;
- Que la Ville d'Ajaccio décide de verser une avance de 44 231 euros € dès à présent pour couvrir une partie du préjudice éventuel pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2014 et le 31 août 2015 qui fera l'objet d'une expertise lors de la Commission d'indemnisation amiable prévue en avril 2016.
- Cette avance de 44 231 euros sera versée compte tenu de la transmission au secrétariat de la Commission des documents comptables afférents couvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2014 et le 31 août 2015, étant entendu que cette avance pourra être remboursée en partie ou en totalité à la Commune d'Ajaccio si la Commission d'indemnisation « travaux exutoires » constate un préjudice inférieur.
- Que les sommes nécessaires sont inscrites au Budget de l'exercice 2016 au Chapitre 011 Article 6227 du budget principal, en section fonctionnement ;

**IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL :**

D'adopter le principe du versement d'une avance de 44 231 euros à la société 2 Art Naval.

D'autoriser Monsieur le maire à verser une avance de 44 231 euros à la société 2 Art Naval.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Où l'exposé de Monsieur Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué  
et après en avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu les articles 2044 et 2052 du Code Civil.

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016,

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville d'Ajaccio reconnaît avoir causé un préjudice anormal et spécial consécutif aux travaux des exutoires pendant la période du 1er septembre 2014 et le 31 août 2015;
- Que les parties souhaitent un règlement amiable par la signature du protocole d'accord transactionnel après avis de la commission d'indemnisation « travaux exutoires »;
- Que la Ville d'Ajaccio décide de verser une avance de 44 231 euros € dès à présent pour couvrir une partie du préjudice éventuel pour la période comprise entre le 1er septembre 2014 et le 31 août 2015 qui fera l'objet d'une expertise lors de la Commission d'indemnisation amiable prévue en avril 2016.
- Cette avance de 44 231 euros sera versée compte tenu de la transmission au secrétariat de la Commission des documents comptables afférents couvrant la période du 1er septembre 2014 et le 31 août 2015, étant entendu que cette avance pourra être remboursée en partie ou en totalité à la Commune d'Ajaccio si la Commission d'indemnisation « travaux exutoires » constate un préjudice inférieur.
- Que les sommes nécessaires sont inscrites au Budget de l'exercice 2016 au Chapitre 011 Article 6227 du budget principal, en section fonctionnement ;

**ADOpte**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Le principe du versement d'une avance de 44 231 euros à la société 2 Art Naval.

**AUTORISE Monsieur le Maire**

A verser une avance de 44 231 euros à la société 2 Art Naval.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_66-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/67

**Mise à disposition payante de personnel de la Ville auprès du syndicat mixte de gestion et de valorisation du Grand site des Iles Sanguinaires et de la pointe de la Parata**

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

En application des articles L/5721-1 et suivants du code général des Collectivités Territoriales, il a été créé un syndicat mixte de gestion et de valorisation du Grand site des Iles Sanguinaires et de la pointe de la Parata à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016. Dans le cadre de cette convention, il a été acté que la Ville d'Ajaccio et le Conseil Départemental de Corse du Sud verseraient une subvention annuelle au syndicat mixte qui s'accompagnera de la mise à disposition de 4 agents. Le syndicat mixte de gestion et de valorisation du Grand site des Iles Sanguinaires et de la pointe de la Parata rembourse à la Ville d'Ajaccio la rémunération du fonctionnaire mis à disposition ainsi que les cotisations et contributions y afférentes

**IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'approuver le principe de la mise à disposition payante de 4 agents de la Ville auprès du syndicat mixte de gestion et de valorisation du Grand site des Iles Sanguinaires et de la pointe de la Parata.  
D'autoriser Monsieur le Député-maire ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi 84.53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Ajaccio n° 2014/253 du 29 septembre 2014 se prononçant pour la création d'un syndicat mixte pour la gestion du grand site « Iles Sanguinaires- pointe de la Parata » ;

Vu la délibération du conseil municipal d'Ajaccio n° 2015/409 du 26 novembre 2015 autorisant l'adhésion de la ville d'Ajaccio au syndicat mixte pour la gestion du grand site « Iles Sanguinaires- pointe de la Parata » et approuvant les statuts ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 16-0126 du 11 février 2016 portant création d'un syndicat mixte ouvert dénommé « syndicat mixte du grand site des Iles Sanguinaires et de la pointe de la Parata » et approuvant les modalités de fonctionnement dudit syndicat ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016,

**AUTORISE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

La mise à disposition payante de 4 agents municipaux à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 décembre 2016.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

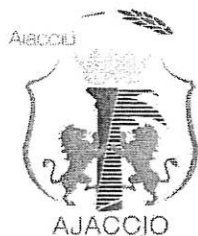
Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT

**Etaient absents :**

M. CAU, Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/68

**Création d'un poste permanent pour le recrutement d'un agent non titulaire en cas d'absence de cadre d'emplois de fonctionnaire C.**



**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Aux termes de la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services. De même, la modification du tableau des effectifs afin de permettre les avancements de grade relève de la compétence de l'assemblée délibérante.

Dans le cadre de la création du syndicat mixte de gestion et de valorisation du Grand site des Iles Sanguinaires et de la pointe de la Parata, il apparaît nécessaire de procéder à la création d'un emploi permanent d'adjoint territorial du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe, d'agent en charge de l'accueil des visiteurs et des groupes à temps complet pour l'exercice des fonctions suivantes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 :

- Surveiller les parkings et les sentiers de promenade ;
- Participer à la procédure d'encaissement de la redevance de stationnement des cars sous l'autorité du régisseur du site ;
- Acheminement du public depuis les parkings vers l'isthme de la Parata au moyen du véhicule éclectique dédié ;
- Accompagner les individuels et les groupes qui souhaitent visiter le Grand site sous un mode organisé.

Cet emploi pourrait être pourvu par un agent non titulaire de droit public relevant de la catégorie C de la filière culturelle.

L'agent devra justifier d'un diplôme dans le domaine de l'aromathérapie et dans la culture méditerranéenne.

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser la création d'un emploi permanent d'adjoint territorial du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe, d'agent en charge de l'accueil des visiteurs à temps complet pour l'exercice des fonctions suivantes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 :

- Surveiller les parkings et les sentiers de promenade ;
- Participer à la procédure d'encaissement de la redevance de stationnement des cars sous l'autorité du régisseur du site ;
- Acheminement du public depuis les parkings vers l'isthme de la Parata au moyen du véhicule éclectique dédié ;
- Accompagner les individuels et les groupes qui souhaitent visiter le Grand site sous un mode organisé.

Cet emploi pourrait être pourvu par un agent non titulaire de droit public relevant de la catégorie C de la filière culturelle.

L'agent devra justifier d'un diplôme dans le domaine de l'aromathérapie et dans la culture méditerranéenne.

L'agent sera recruté comme d'adjoint territorial du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe au 2<sup>ème</sup> échelon à l'indice brut 341. La rémunération comprendra également du versement de primes liées à la filière de recrutement.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Ouï l'exposé de Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué  
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-3 1°) ;  
Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;  
Considérant la diffusion d'une offre d'emploi après du centre de Gestion en date du 17 octobre 2014 et la déclaration de vacance portant le n° V02A14100179002 ;  
Considérant que dès lors que les appels à candidatures en vu du recrutement d'un fonctionnaire se sont trouvés infructueux, les besoins de service justifiant le recours d'un agent non titulaire de catégorie C ;

DECIDE

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

La création d'un emploi permanent d'adjoint territorial du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe, d'agent en charge de l'accueil des visiteurs à temps complet pour l'exercice des fonctions suivantes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016 :

- Surveiller les parkings et les sentiers de promenade ;
- Participer à la procédure d'encaissement de la redevance de stationnement des cars sous l'autorité du régisseur du site ;
- Acheminement du public depuis les parkings vers l'isthme de la Parata au moyen du véhicule éclectique dédié ;
- Accompagner les individuels et les groupes qui souhaitent visiter le Grand site sous un mode organisé.

Cet emploi pourra être pourvu par un agent non titulaire relevant de la catégorie C de la filière d'adjoint territorial du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe.

L'agent sera recruté comme d'adjoint territorial du patrimoine 2<sup>ème</sup> classe au 2<sup>ème</sup> échelon à l'indice brut 341. La rémunération comprendra également du versement de primes liées à la filière de recrutement.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.

(Suivent les signatures)

02A-212000046-20160321-2016\_68-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE

Laurent MARCANGELI



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/69

**Transformation d'emploi budgétaire à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal à temps complet.**

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal, il est nécessaire de procéder à la modification d'un emploi à temps complet suivant :

**CATEGORIE C : 1 poste**

Considérant qu'il y a lieu de modifier 1 emploi budgétaire à temps complet et 1 emploi à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal à temps complet.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012,

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

**D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs d'un emploi budgétaire à temps complet en un emploi à temps complet comme suit

**CATEGORIE C : 1 poste**

Transformation de	en
1 poste d'Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> Classe	1 poste de Rédacteur

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué  
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu, la loi 84.53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu, le procès verbal d'admission du concours externe de rédacteur du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région Ile-de-France du 8 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016,

Considérant qu'il y a lieu de transformer 1 emploi budgétaire à temps complet en 1 emploi à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012,

Considérant qu'il revient au conseil municipal d'autoriser la transformation et la création d'emplois budgétaires,

**AUTORISE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

La transformation de **1** emploi budgétaire à temps complet en **1** emploi à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent selon le détail suivant :

**CATEGORIE C : 1 poste**

Transformation de	en
1 poste d'Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> Classe	1 poste de Rédacteur

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

Laurent MARCANGEL  
  


Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_69-DE

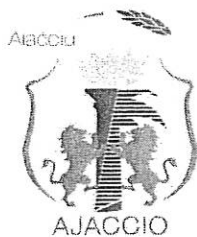
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/70

**Transformation d'emploi budgétaire à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal à temps complet**



**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal, il est nécessaire de procéder à la modification d'un emploi à temps complet suivant :

**CATEGORIE C : 1 poste**

Considérant qu'il y a lieu de modifier 1 emploi budgétaire à temps complet et 1 emploi à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent communal à temps complet.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012,

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser la modification du tableau des effectifs d'un emploi budgétaire à temps complet en un emploi à temps complet comme suit :

**CATEGORIE C : 1 poste**

Transformation de	en
1 poste d'Adjoint Animation 1 <sup>ère</sup> Classe	1 poste d'Animateur territorial

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi 84.53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le procès verbal d'admission du concours externe d'animateur territorial du centre départemental de gestion de la Corse du sud du 3 décembre 2011 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de transformer 1 emploi budgétaire à temps complet en 1 emploi à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012,

Considérant qu'il revient au conseil municipal d'autoriser la transformation et la création d'emplois budgétaires,

**AUTORISE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

La transformation de 1 emploi budgétaire à temps complet en 1 emploi à temps complet afin de permettre la nomination comme stagiaire d'un agent selon le détail suivant :

**CATEGORIE C : 1 poste**

Transformation de	en
1 poste d'Adjoint Animation 1 <sup>ère</sup> Classe	1 poste d'Animateur territorial

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



**Laurent MARCANGELI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_70-DE

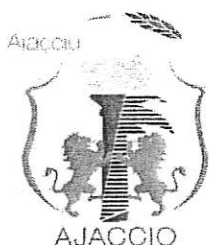
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/71

**Transformation d'emplois budgétaires à temps non complet afin de permettre la modification du temps de travail d'agents.**

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Considérant les nécessités de service et après avoir consulté les agents concernés et d'un commun accord, la collectivité souhaite que des modifications soient apportées dans leur temps de travail.

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il y a lieu de modifier 5 emplois budgétaires à temps non complet et 5 emplois à temps complet afin de permettre le changement de temps de travail d'agents.
- que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser la modification du tableau d'emplois budgétaires à temps non complet en emploi à temps complet comme suit :

**CATEGORIE C : 5 postes**

Transformation de	en
2 postes d'Agent social 2 <sup>ème</sup> Classe à 80%	2 postes d'Agent social 2 <sup>ème</sup> Classe à 100%
3 postes d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 80%	3 postes d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 100%

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi 84.53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016,

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il y a lieu de transformer 5 emplois budgétaires à temps non complet en 5 emplois à temps complet afin de permettre les changements de temps de travail d'agents.
- que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012,
- qu'il revient au conseil municipal d'autoriser la transformation et la création d'emplois budgétaires,

**AUTORISE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

La transformation de 5 emplois budgétaires à temps non complet en 5 emplois à temps complet afin de permettre les changements de temps de travail d'agents:

**CATEGORIE C : 5 poste**

Transformation de	en
2 postes d'Agent social 2 <sup>ème</sup> Classe à 80%	2 postes d'Agent social 2 <sup>ème</sup> Classe à 100%
3 postes d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 80%	3 postes d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 100%

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



**Laurent MARCANGELI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160329-2016\_71-DE

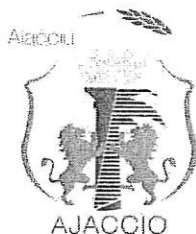
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/72

**Transformation d'emploi budgétaire à temps non complet afin de permettre la modification du temps de travail d'un agent.**



Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Considérant :

- les nécessités de service et après avoir consulté l'agent concerné et d'un commun accord, la collectivité souhaite que des modifications soient apportées dans son temps de travail.
- qu'il y a lieu de modifier 1 emploi budgétaire à temps non complet et 1 emploi à temps non complet afin de permettre le changement de temps de travail d'un agent.
- que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012.

#### **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser la modification du tableau d'emploi budgétaire à temps non complet en emploi à temps non complet comme suit :

#### **CATEGORIE C : 1 poste**

Transformation de	en
1 poste d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 50%	1 poste d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 80%

#### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Ouï l'exposé de Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué  
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi 84.53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

#### **CONSIDÉRANT :**

- qu'il y a lieu de transformer 1 emploi budgétaire à temps non complet en 1 emploi à temps non complet afin de permettre les changements de temps de travail d'un agent.
- que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, pour l'exercice 2016, chapitre 012.
- qu'il revient au conseil municipal d'autoriser la transformation et la création d'emplois budgétaires.

**AUTORISE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

La transformation de 1 emploi budgétaire à temps non complet en 1 emploi à temps non complet afin de permettre le changement de temps de travail d'un agent:

**CATEGORIE C : 1 poste**

Transformation de	en
1 poste d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 50%	1 poste d'Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> Classe à 80%

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_72-DE

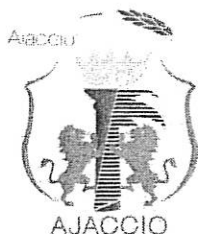
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/73

**Avenant n°1 au marché 14/016 relatif à la restauration des façades de l'église Saint Erasme -  
Autorisation de signer et exécuter l'avenant**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

## Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Par décision municipale n° 2014/41 en date du 11 mars 2014, le représentant du pouvoir adjudicateur a été autorisé à signer et exécuter le marché relatif à la restauration des façades de l'église Saint Erasme avec le candidat SARL Firroloni pour un montant de 195 120,32 € HT.

Le présent avenant est motivé comme suit :

A l'occasion des rendez-vous de chantier organisés sur cette opération, des travaux complémentaires se sont révélés nécessaires, concernant d'une part la mise en oeuvre de quantités supérieures à celle prévues initialement au marché, d'autre part la réalisation de travaux non prévus initialement.

En détail et selon la nomenclature des postes figurant sur le marché initial et le devis récapitulatif de l'entreprise joint en annexe, ces travaux concernent :

### 1) Façade principale

- Afin de garantir la pérennité des ouvrages, il a été décidé de mettre en oeuvre des protections en plomb supplémentaires sur les arases de murs, notamment au droit de la base de l'ancien clocheton.

D'autre part, les quantités à mettre en oeuvre sur la façade principale se sont révélées supérieures à celles calculées sur la base des relevés fournis. La mise en place de l'échafaudage sur la façade principale a permis aux maîtres d'oeuvre de réaliser des relevés complémentaires et de valider la plus-value proposée par l'entreprise. Il est nécessaire de réaliser ces travaux en même temps que l'ensemble des ouvrages en plomb.

> Plus-value par rapport au marché initial : 1840,60 €, augmentation de la quantité à mettre en oeuvre (poste 2.8 - couvertines en plomb)

- Pour des raisons esthétiques, le projet initial ne prévoyait pas la mise en place de pics anti-pigeons sur les corniches de la façade principale. Selon le souhait de la maîtrise d'ouvrage, il a été décidé de mettre en place des pics anti-pigeons.

> Plus-value par rapport au marché initial : 807,60 €

### 2) Clocher

- Un examen rapproché de la dalle maçonnerie du dernier étage du clocher a révélé que la structure n'était pas en état de supporter l'installation du beffroi prévu comme nouveau support des cloches, auparavant mal disposés sous le dôme du clocher. Il a donc été décidé de mettre en oeuvre une dalle en béton qui a dû être réalisée sans délai car conditionnant les travaux de menuiserie et de dépose/repose des cloches.

> Plus-value par rapport au marché initial :

+ 6266,01 € pour Réalisation de dalle en poutre métallique type HEB 160 poids total en charge 3.96 Tonnes, comprenant dalle béton (ajouté au poste 3.1 - échelle et planchers en bois)

- L'état de dégradation des enduits intérieurs du clocher n'a pu être constaté qu'après le montage d'un échafaudage au niveau des parois du dernier niveau. Ces enduits sont très dégradés et

pulvérulents en totalité, nécessitant une intervention plus importante que prévue. Les quantités d'enduits prévues au marché s'en retrouvent augmentées, de même que les échafaudages dans la mesure où des planchers de travail supplémentaires ont dû être mis en oeuvre pour la réalisation de ces travaux.

> Plus-values par rapport au marché initial :

+ 3 496,35 € pour Réalisation d'un platelage bois pour échafaudage dans le clocher partie Beffroi intérieur comprenant montage et démontage, afin de réaliser les enduits. (ajouté au poste 3.1 - échelle et planchers en bois).

+ 1004, 40 € : Réalisation d'un enduit à la chaux sur arrondis et voûtes, finition taloché dans le clocher partie Beffroi intérieur (ajouté au poste 3.3 - raccords d'enduits dégradés).

+ 680,10 € : Réalisation d'un badigeon coloré dans le clocher (ajouté au poste 3.4 - Suppression des peintures actuelles et réfection du badigeon coloré)

- La découverte à l'intérieur du clocher d'une ancienne ouverture bouchée par une simple maçonnerie de brique a engendré la décision de sa réouverture afin de créer un accès aux toitures qui ne nécessite plus de passer par l'école. Une trappe métallique a donc dû être mise en place. Une autre trappe horizontale a également dû être réalisée dans la nouvelle dalle béton pour permettre l'accès aux cloches.

> Plus-values par rapport au marché initial :

+ 3 477,44 € pour Pose et fourniture d'une trappe horizontale et d'une trappe verticale métalliques galvanisées pour accès au beffroi du clocher et aux toitures de l'église, dimensions 85x85 y compris peinture (Création du poste 3.8 : plus-values trappes)

- L'accès aux parties hautes du clocher par l'échafaudage a permis aux maîtres d'oeuvre de réaliser des relevés des baies hautes du clocher, validant ceux de l'entreprise. Les baies sont de dimension supérieure à celles données par les relevés fournis. Les quantités à mettre en oeuvre pour les protections grillagées s'en retrouvent ainsi augmentées. Afin de réaliser des économies sur ce poste, il a été décidé en concertation avec le maître d'ouvrage de remplacer les grilles en cuivre par des grilles en galvanisé, moins coûteuses. Le poste «3.5 - Protections grillagées des baies du clocher» a donc fait l'objet de moins-values relatives à la suppression des grilles en cuivre, et de plus values pour la mise en place de grilles en galvanisé plus grandes, ainsi que pour la mise en place de grilles non prévues sur la découverte d'ouvertures anciennes qui avaient été bouchées et qui ont été rétablies.

> Moins-values par rapport au marché initial :

- 14759,10 € pour suppression des protections grillagées en cuivre

> Plus-values par rapport au marché initial :

+10 105,69 € pour fourniture et pose de grilles galvanisées sur les baies hautes prévues et sur les ouvertures découvertes.

Soit une moins-value de 4653,41 € sur le poste 3.5 - protections grillagées du clocher.

Cet avenant d'un montant total de 12 919,09 € HT représente une incidence financière de + 6,6 % du montant initial du marché.

Le nouveau montant du marché s'élève à 208 039,41 € H.T.

La durée du marché est prolongée de 15 jours.

Les autres clauses du marché demeurent inchangées.

## IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'autoriser Monsieur le maire à signer et exécuter l'avenant n°1 au marché 14/016 relatif à la restauration des façades de l'église Saint Erasme avec la SARL FIRROLONI pour un montant de 12 919,09 € HT.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de M. Antoine PAOLINI, conseiller municipal délégué  
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
Vu le Code des Marchés Publics décret 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 notamment l'article 20 ;  
Vu le Code du travail ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

### AUTORISE

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Monsieur le maire à signer et exécuter l'avenant n°1 au marché 14/016 relatif à la restauration de la façade de l'église Saint Erasme avec la SARL FIRROLONI pour un montant de 12 919,09 € HT

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



**Laurent MARCANGELI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160329-2016\_73-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation







EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/74

**Convention de mission de conseil en architecture**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La collectivité souhaite mener une réflexion sur l'extension du musée napoléonien à l'intérieur de l'Hôtel de Ville. Afin d'envisager sa mise en œuvre il est nécessaire de rédiger un pré-programme permettant d'examiner sa faisabilité architecturale, muséographique et technique.

Pour ce faire la participation d'un spécialiste, et notamment d'un architecte conseil muséographe est nécessaire.

Au regard de la spécificité du poste, il est proposé de fixer le taux journalier de la vacation à 620€ pour la durée de la mission.

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser Monsieur le Député-maire ou son représentant à signer une convention avec l'architecte conseil muséographe pour une mission de conseil dans le cadre de l'étude de faisabilité.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**Où l'exposé de son Président,**  
**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu, la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et plus particulièrement son article 88 ;

Vu le décret n°2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016 ;

**AUTORISE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Monsieur le Député-maire ou son représentant à signer une convention avec l'architecte conseil muséographe pour une mission de conseil dans le cadre de l'étude de faisabilité.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_74-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/75

**Travaux d'intérêt général (TIG) pour les majeurs.**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La Ville d'Ajaccio agréée par monsieur le juge de l'application des peines depuis le 15 mai 1993 pour accueillir des condamnés majeurs au sein de ses services, propose 4 postes de travail au sein de la DGA-Proximité et services à la population-propreté urbaine logistique :

- Aide manutentionnaire entretien du CTM
- Entretien du quai de transfert
- Agent de salubrité ramassage d'encombrants
- Nettoyage des graffitis...

Et 3 postes de travail au sein de la Direction générale des services techniques et de la Direction entretien du patrimoine :

- Ménage des bâtiments municipaux
- 

L'assujetti devra avoir préalablement subi un examen médical dont il fournira un justificatif.

Il bénéficiera du statut de «collaborateur occasionnel» et accomplira son quantum d'heures par fraction de 4 à 6 heures pendant un délai fixé par le tribunal dans la limite maximum de 18 mois. Il sera présenté aux jours et heures fixées au responsable du poste de travail par le délégué du service de probation et d'insertion pénitentiaire qui assurera le contrôle du travail. Tout manquement à l'engagement souscrit par l'assujetti au travail d'intérêt général, devra être immédiatement porté à la connaissance du service de probation et d'insertion pénitentiaire.

La mairie d'Ajaccio s'engage à fournir l'équipement ad hoc exigé pour certains travaux.

Avant leur intégration, les TIG doivent avoir pris connaissance :

- Du Règlement fixant le cadre juridique sanctionné par leur adhésion manuscrite.
- Du Règlement intérieur de la Collectivité

Il est prévu un élargissement des postes proposés pour les TIG en fonction des services municipaux qui seront en capacité de les accueillir.

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser la mise en place des postes de travail pour les condamnés majeurs aux TIG dans les DGA et services cités.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**Ouï l'exposé de son président,**  
**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016,

**AUTORISE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

La mise en place des postes de travail pour les condamnés majeurs aux TIG dans les DGA et services cités.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_75-DE

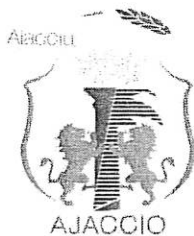
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/76

**Travaux d'intérêt général pour les mineurs**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53



**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La Ville d'Ajaccio agréée par monsieur le juge de L'application des peines depuis le 15 mai 1993 pour accueillir des condamnés mineurs au sein de ses services, présente par ailleurs une demande d'inscription de travaux d'intérêt général pour des condamnés mineurs à monsieur le juge des enfants ; pour 4 postes de travail au sein de la DGA-proximité et services à la population-propreté urbaine logistique :

- 2 postes pour l'entretien du quai de transfert et nettoyage des graffitis
- 2 postes pour les opérations « coup de poing » agent de salubrité ramassage d'encombrants

Et 3 postes de travail au sein de la Direction générale des services techniques et de la Direction entretien du patrimoine :

-Ménage des bâtiments municipaux

L'assujetti devra avoir préalablement subi un examen médical dont il fournira un justificatif. Il bénéficiera du statut de «collaborateur occasionnel» et accomplira son quantum d'heures par fraction de 4 à 6 heures pendant un délai fixé par le tribunal dans la limite maximum de 18 mois. Il sera présenté aux jours et heures fixées au responsable du poste de travail par L'Unité Educative en Milieu Ouvert d'Ajaccio (UEMO) qui assurera le contrôle du travail. Tout manquement à l'engagement souscrit par l'assujetti au travail d'intérêt général, devra être immédiatement porté à la connaissance de l'UEMO.

La Mairie d'Ajaccio s'engage à fournir l'équipement ad hoc exigé pour certains travaux.

Avant leur intégration, les TIG doivent avoir pris connaissance :

- Du Règlement fixant le cadre juridique sanctionné par leur adhésion manuscrite.
- Du Règlement intérieur de la Collectivité

Il est prévu un élargissement des postes proposés pour les TIG en fonction des Services Municipaux qui seront en capacité de les accueillir.

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser la mise en place des postes de travail pour les condamnés mineurs aux TIG dans les DGA et services cités.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**Ouï l'exposé de son président**  
**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 21 mars 2016,

**AUTORISE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

La mise en place des postes de travail pour les condamnés mineurs aux TIG dans les DGA et services cités.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_76-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/77

**Modalités de répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération. Passation d'une convention relative aux Modalités de répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération.**

## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Par délibération n° 2012-200 en date du 25 juin 2012 le Département de la Corse du Sud a approuvé la répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération de la Commune d'AJACCIO.

La police de la conservation relève du code de la voirie routière. C'est l'ensemble des actions qui permettent au propriétaire des voies de maîtriser les atteintes ou les empiètements sur le domaine public. Elle permet aussi de pallier les atteintes physiques (gros entretien), par exemple les effets des accidents. Il s'agit donc de sauvegarder le bien immeuble, de vérifier que toutes les composantes se conservent bien tout en ayant une gestion de « bon père de famille ».

Le pouvoir de police de la conservation est exercé par la personne publique disposant des prérogatives de propriétaire du domaine (public ou privé).

### **En et hors agglomération :**

- Route Départementale : **Président du Conseil Départemental**,
- Voies communales /chemins ruraux : **Maire**.
- Voies privées ouverte à la circulation publique : **Conseil Syndical ou propriétaire**.

#### **1) Travaux à la charge du Conseil Départemental de la Corse du Sud**

Entretien des emprises spécifiquement routières et des équipements de signalisation et de sécurité qui y sont rattachés comprenant :

Les chaussées, bandes de stationnement et cyclables (conservation),

- les bordures de trottoirs (conservation),
- les murs de soutènement de la route,
- les ouvrages créés par le Département, nécessaires à l'aménagement de la RD à l'exception, de l'éclairage public, des espaces verts et des feux de signalisation,
- Le fauchage, le débroussaillage le long des routes départementales,
- la viabilité hivernale sur l'emprise routière départementale par application du DOVH et par dérogation bien que cela ne soit pas une obligation légale du Conseil Général.

#### **2) Travaux d'entretien incombant à la commune d'Ajaccio**

- Entretien des trottoirs et des espaces de stationnement,
- Balayage, nettoyage des chaussées, et des fils d'eau bordures (gestion quotidienne),
- Renouvellement de la signalisation horizontale pour les communes de plus de 350 habitants,
- Entretien et curage des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales,
- les gardes corps ou parapet,
- les panneaux d'agglomération,
- la signalisation directionnelle des grands pôles,
- Fonctionnement et maintenance de l'éclairage public, des feux de signalisation, des panneaux de position, des panneaux de police et de la signalisation directionnelle locale,
- Entretien du mobilier urbain, des abris bus, des panneaux d'information et de tous les équipements qu'elle a réalisés,
- L'élagage le long des routes départementales,
- Entretien et maintenance des espaces verts y compris des giratoires.

Les travaux d'éclairage public, de mise en œuvre de feux de signalisation et de réalisation d'espaces verts réalisés par le Département dans le cadre d'aménagement de routes départementales en traverse de l'agglomération d'Ajaccio sont automatiquement rétrocédés à la commune qui prend à sa charge leurs coûts d'entretien, de fonctionnement et d'exploitation.

A ce titre, par courrier en date du 06 juillet 2012 le Président du Conseil Général de la Corse du Sud a transmis au Maire de la Ville d'AJACCIO, aux fins de signature, la dite convention.

### IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

D'approuver la répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération comme précisée ci-dessus.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention portant modalités de répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération.

### LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

#### LE CONSEIL MUNICIPAL Où l'exposé de son Président Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29,  
Vu la loi 83.663 du 22 juillet 1983 complète la loi 83.8 du 07 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la délibération du Conseil Général de la Corse du Sud n° 2012-200 en date du 25 juin 2012,  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016,

Considérant l'importance, et ce afin de mieux assurer la sûreté et la commodité de la circulation sur l'ensemble de la voirie de la Commune d'AJACCIO de répartir par convention les charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération.

#### APPROUVE

##### A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

la répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération comme précisée ci-dessus.

#### AUTORISE

Monsieur le Maire à signer la convention portant modalités de répartition des charges d'entretien entre le Département de la Corse du Sud et la Ville d'AJACCIO sur le réseau routier Départemental en traverse d'agglomération.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO les jour mois et an que dessus.**

(suivent les signatures)

02A-212000046-20160321-2016\_77-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016  
Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation

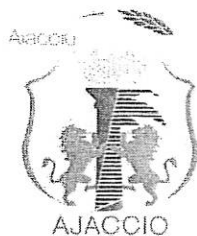


POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. BASTELICA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	38
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/78

**Mise en œuvre du débroussaillage réglementaire**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53



## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Les feux de forêt sont devenus une préoccupation omniprésente dans la région et la commune d'Ajaccio n'échappe pas à la règle. Il convient donc de se prémunir contre les incendies qui viendraient menacer les habitations ou de ceux induits par les habitants eux-mêmes.

Pour limiter les dommages qui pourraient mettre en danger notre patrimoine, les propriétaires ont l'obligation de débroussailler et de maintenir en état leur terrain avant fin juin. La réglementation, notamment le code Forestier (article L.322-3) ainsi qu'un arrêté préfectoral, encadre ces dispositions et oblige les propriétaires à débroussailler conformément aux prescriptions suivantes :

- aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur un rayon de 50 m (même si les travaux s'étendent sur les propriétés voisines) ainsi que sur 10 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès,
- la totalité du terrain si celui-ci se trouve dans la zone urbaine (U) du PLU en vigueur (plan local d'urbanisme)
- la totalité du terrain si celui-ci fait partie d'un lotissement
- la totalité du terrain s'il fait partie d'une AFU ou d'une ZAC (association foncière urbaine ou zone d'aménagement concerté articles L. 322-2 ou L.311-1 du code de l'urbanisme
- la totalité des terrains si ce sont des terrains de camping ou de stationnement de caravanes

Le débroussaillage permet :

- de diminuer la densité et la propagation du feu lorsqu'il arrive sur une zone entretenue et de le maîtriser plus simplement,
- aux services de secours d'intervenir plus rapidement avec un maximum de sécurité et d'efficacité,
- de mettre en sécurité les biens bâtis et protéger les personnes qui y trouvent refuge.

Afin de mettre en œuvre la procédure relative au débroussaillage réglementaire, la commune d'Ajaccio a la possibilité de faire appel à l'Office de l'Environnement de la Corse pour bénéficier d'un accompagnement administratif et technique pour sensibiliser et faire appliquer le débroussaillage obligatoire autour des constructions de toute nature sur le territoire.

L'Office de l'Environnement de la Corse s'engage à mettre à la disposition de la commune une cartographie réglementaire du débroussaillage, ainsi qu'une assistance de terrain par l'intermédiaire de ses animateurs du débroussaillage. Cette démarche consiste en une première visite d'information et de sensibilisation individuelle pour chaque propriétaire ou locataire de construction, en vue de lui indiquer où et comment réaliser le débroussaillage afin de protéger les biens bâtis. Un suivi de la réalisation des travaux de débroussaillage sera effectué et le bilan transmis au maire

## **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

**D'AUTORISER** le projet tel que défini ci-dessus et de permettre de solliciter l'Office de l'Environnement pour la mise en œuvre de cette procédure de sensibilisation au débroussaillage sur la commune.

LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER

LE CONSEIL MUNICIPAL

Ouï l'exposé de Madame Nathalie RUGGERI- ZANETTACCI, adjointe déléguée  
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016,

Considérant l'intérêt général et l'obligation réglementaire de ce dispositif.

EMET

A l'unanimité de ses membres présents ou représentés

Un avis favorable à la demande d'assistance à l'Office de l'Environnement.

AUTORISE

Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches utiles à la concrétisation de ce dispositif  
et à signer tous les actes et documents se rapportant à cette affaire.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la  
commune et d'un affichage en Mairie.

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.  
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_78-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016  
Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.  
Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	37
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/79

**Convention de servitudes au profit de la société Electricité de France sur la parcelle  
section BN n° 92, lieu dit BIANCARELLO, canalisations souterraines 90 000 volts**

## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La société Electricité de France (EDF), sollicite la Ville dans le cadre de travaux de pose de deux canalisations souterraines de 90 000 volts. La parcelle section BN n° 92, propriété de la Commune d'AJACCIO est impactée par le projet d'une surface de 37a 27ca. A cet effet, Electricité De France demande la passation d'une convention de servitudes.

Les droits de servitude sont les suivants :

- 1/** Établir à demeure dans une bande de 6 mètres de largeur, 2 lignes électriques souterraines haute tension 90 000 volts et 2 lignes électriques souterraines 20 000 volts, sur une longueur total d'environ 35 mètres, dont tout élément sera situé à au moins 1 mètre de la surfaces après travaux (dispositif avertisseur à 0,80 mètre).
- 2/** Établir à demeure néant chambre de jonction de néant mètre de longueur sur néant mètre de largeur pour chaque chambre
- 3/** Établir à demeure, dans la bande susvisée, 2 lignes de fibres optiques sur la même longueur et dans les mêmes conditions.
- 4/** Établir en limite des parcelles cadastrales des bornes de repérage,
- 5/** Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantation qui se trouvant à proximité de ces lignes électriques souterraines, gêne leur pose ou pourrait par sa croissance occasionner des avaries aux ouvrages.

Par voie de conséquence, EDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment mandatés par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions par écrit, sauf en cas d'urgence.

Par ailleurs, il est à noter, que sur l'emprise des lignes, la réalisation d'infrastructures routières est autorisée et ainsi que ces travaux peuvent concerner le décaissement du terrain impacté sur 50 cm maximum.

## **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser Monsieur le maire à signer la convention de servitudes correspondante.

## **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Mme Nicole OTTAVY, adjointe déléguée**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi n°83.663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu le courrier électronique d'EDF en date du 12 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016,

Considérant la requête de la société EDF justifiée par les dits travaux ;

**AUTORISE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Monsieur le maire à signer la convention de servitudes correspondante.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

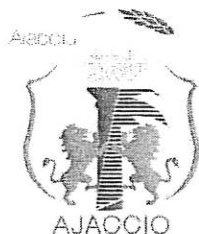
02A-212000046-20160321-2016\_79-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016  
Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	37
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/80

**Convention de servitudes au profit de la société Electricité de France Chemin de Saint Antoine,  
lieu dit LORETTO, canalisations souterraines 90 000 volts.**



## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La société Electricité de France (EDF), sollicite la Ville dans le cadre de travaux de pose de deux canalisations souterraines de 90 000 volts, Chemin de Saint Antoine lieu-dit LORETTO.

Conformément à la délibération n° 2016/46 du 22 février 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Député Maire à procéder à la cession à titre gracieux de 5618 m<sup>2</sup> du chemin rural de Saint Antoine au profit de la société ENGIE. La partie cédée est impactée par le projet.

Cependant, dans l'attente du transfert de propriété Electricité De France demande la passation d'une convention de servitudes.

Les droits de servitude sont les suivants :

1/ Établir à demeure dans une bande de 6 mètres de largeur, 2 lignes électriques souterraines haute tension 90 000 volts et 4 lignes électriques souterraines haute tension 20 000 volts sur une longueur totale d'environ 370 mètres, dont tout élément sera situé à au moins 1 mètre de la surface après travaux (dispositif avertisseur à 0,80 mètre).

2/ Établir à demeure néant chambre de jonction de néant mètre de longueur sur néant mètre de largeurs besoin des bornes de repérage.

3/ Établir à demeure, dans la bande susvisée, 2 lignes de fibres optiques et une conduite d'eau potable en PEHD 100 sur la même longueur et dans les mêmes conditions.

4/ Établir en limite des parcelles cadastrales des bornes de repérage.

5/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantation qui se trouvant à proximité de ces lignes électriques souterraines, gêne leur pose ou pourrait par sa croissance occasionner des avaries aux ouvrages.

**Par ailleurs, il est à noter, que sur l'emprise des lignes, la réalisation d'infrastructures routières est autorisée et que ces travaux peuvent concerner le décaissement du terrain impacté sur 50 cm maximum.**

Par voie de conséquence, EDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment mandatés par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions par écrit, sauf en cas d'urgence.

## **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser Monsieur le maire à signer la convention de servitudes correspondante.

## **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Mme Nicole OTTAVY, adjointe déléguée**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi n°83.663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

Vu le courrier électronique d'EDF en date du 09 février 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016,

Considérant la requête de la société EDF justifiée par les dits travaux ;

**AUTORISE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Monsieur le maire à signer la convention de servitudes correspondante.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_80-DE

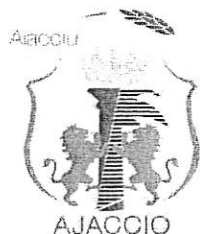
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.  
Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	37
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/81

**Classement de voies et réseaux dans le domaine public communal : Avenue des Crêtes**

### **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La voie dénommée Avenue des Crêtes est une voie privée ouverte à la circulation publique prenant son origine Boulevard Nicéphore STEPHANOPOLI DE COMNENE Route Départementale n° 111 et desservant l'ensemble immobilier Résidence Plein Soleil. Elle est régulièrement empruntée par un grand nombre d'usagers.

Cette voie d'une longueur de 300 mètres linéaires présente un intérêt communal particulièrement important sur le plan circulation car elle permet d'une part de desservir un ensemble de résidences (voie de desserte et de désenclavement) et d'autre part, située dans les quartiers ouest de la commune elle relie les résidences présentes sur les hauteurs à l'épine dorsale de la ville, établie le long de la mer (Route des Sanguinaires). De même, c'est une voie d'accès à un important établissement scolaire spécialisé (EREA), et à la partie haute nouvellement créée du Cimetière Marin du CANICCIO.

A ce titre, compte tenu du caractère d'utilité publique de cette voie pour la commune et l'augmentation du montant des subventions (DGF/DGE) liée à l'incorporation dans le domaine public communal d'un linéaire de réseau plus long, il est proposé de mettre en place une stratégie curative en terme d'amélioration de situations difficiles existantes sur le plan circulation et ce pour structurer l'espace public réticulaire, créer des aménités environnementales et optimiser la gestion des flux motorisés.

A cet effet, il est proposé de distraire, en ce qui concerne son régime juridique, cette artère, et de classer l'Avenue des Crêtes dans le domaine public communal afin qu'elle puisse être prise en charge par la Ville, suivant la procédure du transfert d'office.

Le transfert d'office de la propriété d'une voie privée vers le domaine public communal est possible dans les conditions prévues par les articles L.318-3, R.318-10 et R.318-11 du Code de l'Urbanisme. Les voies doivent être ouvertes à la circulation publique et situées dans des ensembles d'habitation. La procédure peut être mise en œuvre par simple délibération de la commune après enquête publique, elle ne nécessite pas un recours préalable à la procédure d'expropriation et ne donne pas lieu à indemnité au profit des anciens propriétaires.

### **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'approuver le principe de classement d'office dans le domaine public communal de la voie dénommée Avenue des Crêtes, du réseau d'eau pluviale et d'éclairage public.

D'autoriser Monsieur le maire :

- A lancer l'enquête publique correspondante dont les modalités seront précisées par voie de presse.
- A signer les actes notariés et tous documents correspondants relatifs au classement de cette voie.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de M. Christian BALZANO, adjoint délégué  
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
Vu la loi 83.663 du 22 juillet 1983 complète la loi 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;  
Vu le code de l'urbanisme ;  
Vu le code de la voirie routière ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016,

Considérant l'importance, sur le plan circulation, de la voie privée ouverte à la circulation publique dénommée « Avenue des Crêtes ».

**APPROUVE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Le principe de classement d'office dans le domaine public communal de la voie dénommée Avenue des Crêtes, du réseau d'eau pluviale et d'éclairage public.

**AUTORISE**

Monsieur le maire :

- A lancer l'enquête publique correspondante dont les modalités seront précisées par voie de presse.
- A signer les actes notariés et tous documents correspondants relatifs au classement de cette voie.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_81-DE

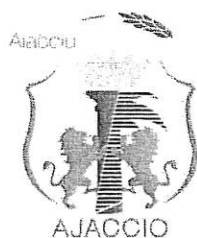
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	37
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/82

**Avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée de la CAPA à la ville d'Ajaccio pour la reconstruction du jardin des Sanguinaires**



## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Dans le cadre de la mise en conformité vis-à-vis de la Directive des Eaux Résiduaires Urbaines (DERU) ; la CAPA a reconstruit la Station d'épuration des Sanguinaires.

Les travaux prévus pour l'aménagement de la Station d'épuration des Sanguinaires ont engendré une suppression du jardin.

Le marché de travaux de réhabilitation de la STEP des sanguinaires prévoit la remise en état de la parcelle avec :

- Remblaiement de l'aire remaniée (zone excavées) jusqu'à la cote finie ;
- Mise en œuvre de tuf (30 cm) et de terre végétale (20cm) sur le périmètre concerné par l'opération.

Par délibération n°2015/90 en date 21 mai 2015, le conseil communautaire a autorisé la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'aménagement paysager de la station d'épuration des sanguinaires. Le conseil municipal de la ville d'Ajaccio en date du 27 juillet 2015 a validé la signature de cette convention.

Les travaux envisagés par la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consistent en un aménagement paysager de la surface endommagée par les travaux de réhabilitation de la station d'épuration. Le coût des travaux avait été estimé à 200 000 €HT.

Le projet d'aménagement validé et tenant compte de la nature du terrain après chantier porte le montant des travaux à 255 000 €HT.

Ainsi, il convient à présent d'autoriser la révision de la convention de la maîtrise d'ouvrage déléguée par la CAPA à la Ville d'Ajaccio en intégrant le montant des travaux modifié.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de la CAPA, exercice 2016.

## **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser M. le maire à signer l'avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage publique de la CAPA à la Ville d'Ajaccio pour l'aménagement paysager de la station d'épuration des sanguinaires portant le montant des travaux à 255 000 € HT ;

D'autoriser M. le maire à signer tous les actes et documents se rapportant à cette affaire ;

## **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Oùï l'exposé de Mme RUGGERI - ZANETTACCI, adjointe déléguée**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016 ;

Considérant la requête de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien ;

Considérant la compétence de la Ville d'Ajaccio dans le domaine de l'aménagement paysager ;

Considérant que le jardin existant sera reconstitué à l'identique ou traité par un volet paysager ;  
Considérant que les sommes nécessaires sont inscrites au budget de l'exercice 2016 ;

**AUTORISE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

M. le maire à signer l'avenant à la délégation de maîtrise d'ouvrage publique de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien à la ville d'Ajaccio pour un montant de travaux de 255 000 € HT ainsi que tous les actes et documents se rapportant à cette affaire ;

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



**Laurent MARCANGELI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_82-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/83

**Arrêt de la Révision accélérée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme**

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme communal a été approuvé par délibération le 21 mai 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L 123- 13 du Code de l'Urbanisme, la Ville d'Ajaccio souhaite lancer sa première révision accélérée du Plan Local d'Urbanisme

En effet, par délibération n°2013/356 en date du 18 décembre 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la passation d'un bail avec un jeune agriculteur pour permettre son installation sur des parcelles communales.

Cette de révision accélérée vise à prendre en compte de l'enjeu et le caractère fondamental de l'activité agricole mais aussi à autoriser la construction d'une bergerie/ fromagerie sur la parcelle cadastrée section D n°61. La construction d'une bergerie étant indispensable à cette activité, cette révision du PLU et des zones concernées devrait permettre la mise en place de prairies naturelles. Cette activité répond aux orientations des documents d'urbanisme et de la politique urbanistique de la ville ; l'objet de la révision devrait permettre d'encourager le maintien de l'activité agricole dans ce secteur.

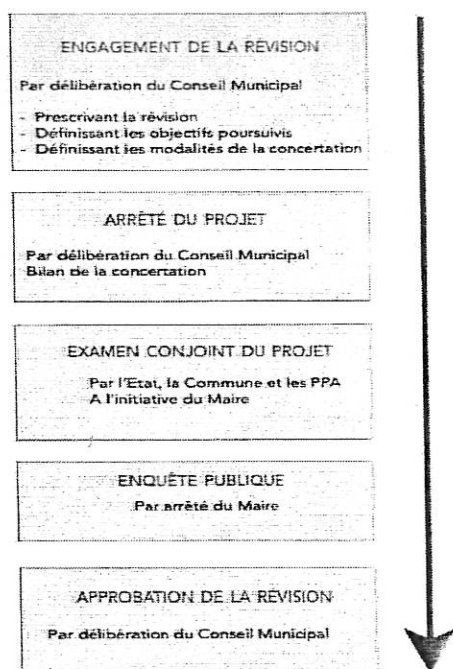
La révision porte ainsi sur une augmentation de la zone A de 6,73 ha (soit la surface des parcelles cadastrées section D n°61/62), tandis que la surface de la zone N sera légèrement diminuée.

Un déclassement du zonage est prévu dans cette modification, ladite parcelle classée NL et inscrite comme Espace Boisé Classé se verra requalifier en zone A.

**Sur la procédure de révision accélérée**

Selon l'alinéa 7 de l'article L.123-13 du code de l'urbanisme :

*« Lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L. 121-4. »*



Selon cette disposition du code de l'urbanisme, la présente procédure de révision est bien-fondée.

Son objet est compatible avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de la commune qui précise dans sa partie IV : « Préserver et valoriser les espaces naturels et agricoles » que « l'activité reste présente à Ajaccio, notamment à travers l'élevage mais aussi la viticulture, la culture oléicole et le maraîchage ».

Le maintien de cette activité répond à plusieurs objectifs : économiques, paysager et écologique.

### IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

**D'engager** une procédure de révision accélérée du PLU, conformément aux dispositions des articles L 123-13, R 123-20-1 et R 123-20-2 du Code de l'Urbanisme et précise qu'en ce qui concerne les modalités de la concertation :

- ⇒ un avis au public a été publié après la prescription de la procédure
- ⇒ les pièces constitutives du dossier relatif au projet de révision accélérée ainsi qu'un registre d'observations a été mis à la disposition du public, en mairie, au service de l'Urbanisme, à compter du 5 janvier 2016 jusqu'au 5 février 2016 soit trente jours, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. A l'expiration du délai de mise à disposition le registre a été clos et signé par le maire, ou son représentant.
- ⇒ A l'issue de la mise à disposition, il est présenté le bilan devant le conseil municipal qui en délibère et arrête le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public

- ⇒ Le dossier sera ensuite présenté pour examen conjoint des Personnes Publiques Associées et soumis à enquête publique
- ⇒ A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Municipal délibérera pour éventuellement approuver la révision accélérée

**Bilan de la mise à disposition au public :**

- la procédure de changement de zonage pour permettre la réalisation l'installation d'un jeune agriculteur, par le changement de zonage a été initiée le 27 octobre 2014. L'annulation du Plan Local d'urbanisme, par décision du Tribunal Administratif en date du 16 décembre 2014, n'avait pas permis de mener cette procédure à son terme. Le sursis à exécution accordé par la Cour d'Appel de Marseille, le 16 juillet 2015 a permis la remise en vigueur des dispositions du PLU avec toutefois, une date de jugement au fond prévue vers le 15 décembre 2015. Pour cette raison, la mise à disposition au public, prévue initialement du 2 au 23 novembre 2015 a été décalée. En l'absence de date quant à ce jugement, la mise à disposition, annoncée par voie de presse, s'est déroulée du 5 janvier au 5 février 2016
- Un registre ainsi qu'un dossier complet ont été déposés à la DGST- Direction de l'Urbanisme – 6 bd Lantivy – 20 000 Ajaccio pendant toute cette période.
- Aucune observation n'a été formulée.

Ainsi s'établit le bilan de la mise à disposition.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Mme Nicole OTTAVY, adjointe déléguée**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
 Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;  
 Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat ;  
 Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;  
 Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants ;  
 Vu la loi d'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) qui est venue modifier l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ;  
 Vu les délibérations n° 2013/356 et n° 2014 / 25 1 relatives à la passation d'un bail à ferme avec M. MATTEUCCI Eric ;  
 Vu le Plan Local d'Urbanisme ;  
 Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016 ;



**DECIDE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

D'arrêter la procédure de révision accélérée n°1 du PLU, conformément aux dispositions des articles L 123-13, R 123-20-1 et R 123-20-2 du Code de l'Urbanisme et précise qu'en ce qui concerne la procédure :

- ⇒ Le dossier sera ensuite présenté pour examen conjoint des Personnes Publiques Associées et soumis à enquête publique
- ⇒ A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Municipal délibérera pour éventuellement approuver la révision accélérée

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_83-DE

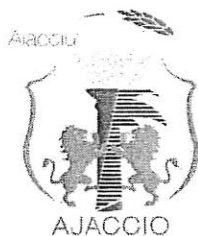
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICH, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/84

**Arrêt de la Révision accélérée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme**

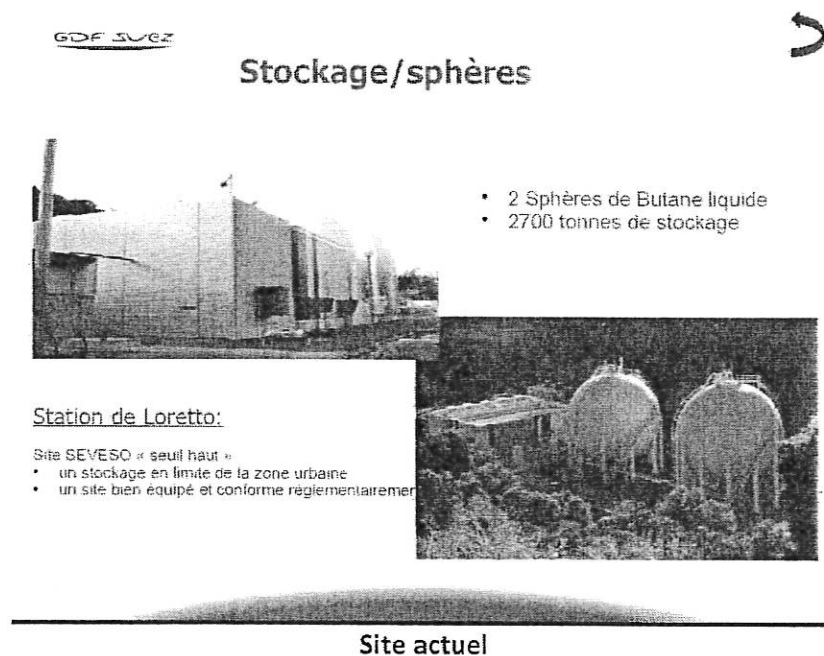
Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

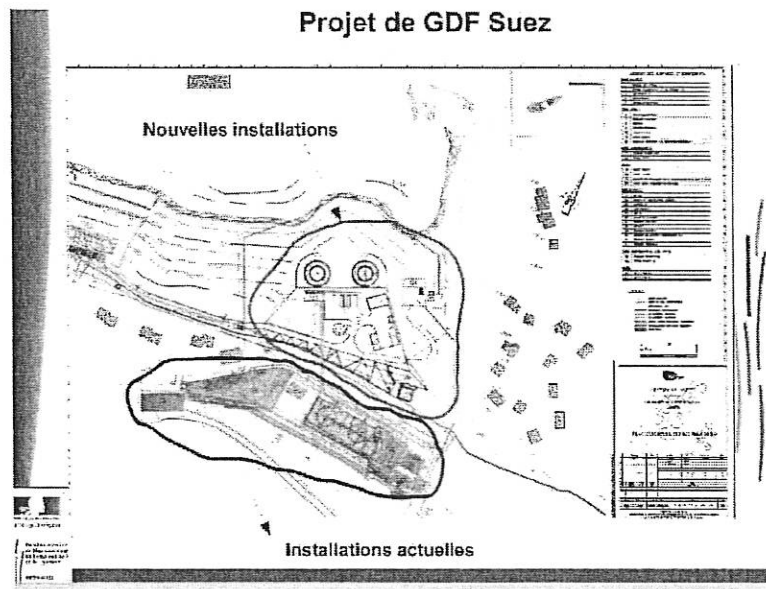
Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme communal a été approuvé par délibération du 21 mai 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L 123- 13 du Code de l'Urbanisme, la Ville d'Ajaccio a souhaité lancer sa deuxième révision accélérée du Plan Local d'Urbanisme par délibération n) 2015/ 377 du 26 octobre 2015

En effet, l'opérateur GDF souhaite réaliser un déplacement de son installation actuelle, sur un terrain situé en mitoyenneté immédiate de l'installation existante.



Ce projet de révision accélérée vise à prendre en compte de l'enjeu et le caractère fondamental de la restructuration du site GDF de Loretto en adaptant la situation réglementaire du Plan Local d'Urbanisme au projet industriel. Le déplacement de cette activité répond aux orientations des documents d'urbanisme et de la politique urbanistique de la ville ; l'objet de la révision devrait permettre la faisabilité réglementaire du projet.

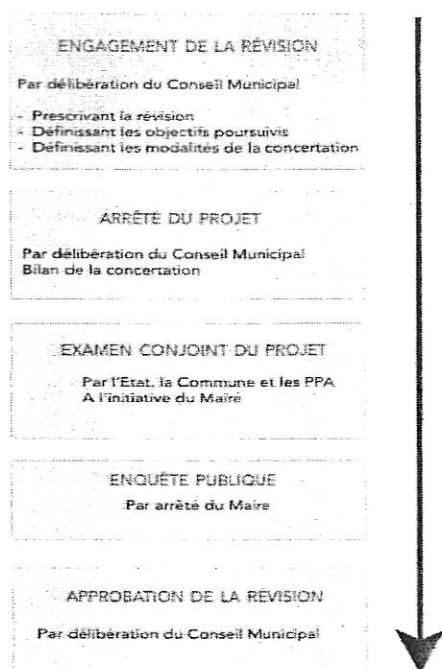


La révision porte ainsi sur la création d'un sous secteur UI spécifiquement dédié à l'activité de GDF SUEZ tandis que la surface de la zone NL sera légèrement diminuée.

#### Sur la procédure de révision accélérée

Selon l'alinéa 7 de l'article L.123-13 du code de l'urbanisme :

*« Lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une **zone naturelle** et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-6, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au premier alinéa du I et au III de l'article L. 121-4. »*



Selon cette disposition du code de l'urbanisme, la présente procédure de révision est bien-fondée.

Son objet est compatible avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de la commune qui précise dans sa partie II paragraphe C 3<sup>ème</sup> : la nécessité de renforcer l'attractivité de la ville et de rééquilibrer les quartiers, notamment dans les secteurs Vittulo, Loreto et Castelluccio. La réduction très significative des cercles de danger participera à un nouveau développement de ces trois secteurs et à une offre alternative à l'expansion urbaine vers l'est.

Il convient d'ajouter que cette opération s'inscrit dans une triple perspective :

- La réduction très significative du danger potentiel de l'installation et de son impact sur les personnes en cas de sinistre
- Le possible développement de la Ville sur le côté Ouest qui permettra un rééquilibrage de la centralité urbaine.
- La possibilité de réaliser une voie de liaison entre la rocade, le secteur de Loretto voire même permettra d'améliorer grandement les conditions de desserte des Sanguinaires, ce processus s'inscrivant en simultané avec la volonté de réaménager la route départementale de Saint Antoine par le Conseil Général.

Il s'agit donc bien d'une opération d'intérêt général.

## IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL

**D'engager** une procédure de révision accélérée du PLU, conformément aux dispositions des articles L 123-13, R 123-20-1 et R 123-20-2 du Code de l'Urbanisme et précise qu'en ce qui concerne les modalités de la concertation:

- ⇒ un avis au public a été publié après la prescription de la procédure
- ⇒ les pièces constitutives du dossier relatif au projet de révision accélérée ainsi qu'un registre d'observations a été mis à la disposition du public, en mairie, au service de l'Urbanisme, à compter du 5 janvier 2016 jusqu'au 5 février 2016 soit trente jours, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. A l'expiration du délai de mise à disposition le registre a été clos et signé par le maire, ou son représentant.
- ⇒ A l'issue de la mise à disposition, il est présenté le bilan devant le conseil municipal qui en délibère et arrête le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public
- ⇒ Le dossier sera ensuite présenté pour examen conjoint des Personnes Publiques Associées et soumis à enquête publique
- ⇒ A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Municipal délibérera pour éventuellement approuver la révision accélérée

### **Bilan de la mise à disposition au public :**

- la procédure de changement de zonage pour permettre la réalisation de la nouvelle unité de stockage des cuves de Loretto a été initiée le 27 octobre 2014. L'annulation du Plan Local d'urbanisme, par décision du Tribunal Administratif en date du 16 décembre 2014, n'avait pas permis de mener cette procédure à son terme. Le sursis à exécution accordé par la Cour d'Appel de Marseille, le 16 juillet 2015 a permis la remise en vigueur des dispositions du PLU avec toutefois, une date de jugement au fond prévue vers le 15 décembre 2015. Pour cette raison, la mise à disposition au public, prévue initialement du 2 au 23 novembre 2015 a été décalée. En l'absence de date quant à ce jugement, la mise à disposition, annoncée par voie de presse, s'est déroulée du 5 janvier au 5 février 2016
- Un registre ainsi qu'un dossier complet ont été déposés à la DGST- Direction de l'Urbanisme – 6 bd Lantivy – 20 000 Ajaccio pendant toute cette période.
- Aucune observation n'a été formulée.

Ainsi s'établit le bilan de la mise à disposition.



**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Mme Nicole OTTAVY, adjointe déléguée  
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;  
Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;  
Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat ;  
Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le code de l'urbanisme et le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme ;  
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants ;  
Vu la loi d'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) qui est venue modifier l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme ;  
Vu le Plan Local d'Urbanisme ;  
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016 ;

**DECIDE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

D'arrêter la procédure de révision accélérée n°2 du PLU, conformément aux dispositions des articles L 123-13, R 123-20-1 et R 123-20-2 du Code de l'Urbanisme et précise qu'en ce qui concerne la procédure :

- ⇒ Le dossier sera ensuite présenté pour examen conjoint des Personnes Publiques Associées et soumis à enquête publique
- ⇒ A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Municipal délibérera pour éventuellement approuver la révision accélérée

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_84-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



Laurent MARCANGELI



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/85

Prêt d'œuvres du Palais Fesch –musée des Beaux-Arts

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

Dans le cadre de la production d'un documentaire consacré au scénographe, peintre et musicien Mighele Raffaelli, le Palais Fesch – musée des Beaux-Arts d'Ajaccio a été sollicité pour autoriser l'utilisation des images d'Urfaust offertes par l'artiste au Musée Fesch lors de son exposition monographique en 2002/2003.

Ce film "Mighele Raffaelli, l'espace des rêves", a été écrit par Marie-Joséphine Arrighi-Landini et Charles Dubois qui en a assuré la réalisation. Il sera diffusé sur France 3 Corse ViaStella prochainement et sera projeté en avant première à l'Espace Diamant

Pour illustrer le film, de nombreux documents appartenant à l'artiste ainsi que des images d'archives de l'Institut National de l'Audiovisuel seront utilisés.

Une séquence sera également dédiée à la grande exposition que la Ville d'Ajaccio avait consacrée à Michel Raffaelli au Palais Fesch-musée des Beaux-Arts, avec le témoignage du Conservateur de l'époque Jean-Marc Olivesi. C'est pour illustrer cette séquence que seront utilisées des images d'Urfaust que l'artiste a donné au Palais Fesch.

Le partenariat entre la Ville d'Ajaccio, le Palais Fesch - Musée des Beaux-Arts et INTERVISTA PROD permettra l'utilisation de ces images dans le film. Ce partenariat inscrira la Ville d'Ajaccio et le Palais Fesch - Musée des Beaux-Arts au générique de fin de ce documentaire, avec le copyright obligatoire pour chacune des images « Palais Fesch-musée des Beaux-Arts © RMN-GP ».

### **IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'approuver l'utilisation des images d'Urfaust réalisées par l'artiste Mighele Raffaelli pour la production d'un film documentaire

D'autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs à cette utilisation.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER.**

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Mme Simone GUERRINI, adjointe déléguée,  
et après avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016,

### **APPROUVE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

L'utilisation des images d'Urfaust réalisées par l'artiste Mighele Raffaelli pour la production d'un film documentaire

**AUTORISE M. le Maire**

A signer tous actes administratifs et à passer tous contrats relatifs à cette utilisation ;

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



**Laurent MARCANGELI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_85-DE

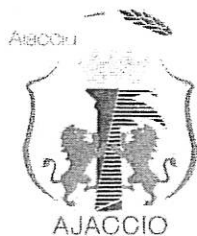
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/86

**Acquisition d'œuvres par le Palais Fesch –musée des Beaux-Arts**

## Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Dans le cadre de l'enrichissement des collections publiques recommandé par l'article 2 de la loi du 4 janvier 2002 relative à l'appellation Musées de France, le Palais Fesch-musée des Beaux-Arts souhaiterait acquérir les œuvres proposées à la vente :

- la Galerie La Nouvelle Athènes propose à la vente :

- **un dessin à la mine de plomb sur papier signé de Paul Flandrin**. Ce dessin revêt une importance particulière puisqu'il est représenté une étude pour un Napoléon législateur commandé par le Conseil d'Etat en 1846. L'importance de cette étude réside dans le fait qu'elle est le témoignage du tableau final qui a été détruit et dont on ne possède plus qu'une photographie en noir et blanc. Ce dessin est vendu 1600 €

- La galerie Rhinocéros et Cie propose à la vente plusieurs lots de photographies essentielles à l'enrichissement du fonds des arts graphiques du palais Fesch :

- **Le Prince Impérial** photographié le 4 avril 1879 à Natal au Zululand qui est le dernier portrait du prince réalisé avant sa tragique disparition.

- **un ensemble de 9 photographies de la famille impériale** réalisées par la Maison Ad. Braun et Cie ainsi qu'une photographie d'étude réalisée par un peintre français de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. La photographie se démocratise sous le second Empire et Napoléon III avait compris que cet art, qui le montrait avec sa famille dans des postures moins solennelles que dans la peinture, qui de plus pouvait être largement diffusé, engendrait en retour l'adhésion populaire, tout en étant pour nous aujourd'hui de précieux témoignages de l'histoire.

- **un ensemble de 6 épreuves albuminées** de Miguel Aléo, photographe originaire de La Havane, installé sur la côte d'Azur qui réalise en 1865 un reportage sur la Corse. Ces 6 épreuves nous montrent le palais Fesch, la chapelle impériale, la maison natale de Napoléon, Napoléon et ses frères telle qu'elle fut installée sur la place du Diamant, la place Foch, sa fontaine et Napoléon 1<sup>er</sup> consul, ainsi que la grotte du Casone. Est ajoutée à cet ensemble, une photographie sur papier citrate, de femmes Corses, prise par un voyageur inconnu qui témoigne de la vie dans les villages à la fin du XIXe siècle et donc à mettre en parallèle avec les peintures Corses du palais. La photographie du Prince Impérial et les deux ensembles de photographies sont à la vente respectivement pour 250€, 2550€ et 950€.

- La librairie Henri Bonnefoi propose à la vente :

- **un Album remarquable constitué d'une série de costumes** militaires dessinés et peints à la gouache en 1856-1858 par Charles Edouard Armand-Dumaresq daté et signé. 7 portraits « carte de visite » de la famille impériale sont joints en fin d'album. Cet ouvrage, offert au prince Eugène, est mentionné dans l'inventaire du palais des Tuileries dans les appartements de Napoléon III. La Librairie Bonnefoi a mis en vente cet album au prix de 6 500€ mais accepte une négociation à 3 600€ afin de permettre au musée d'acquérir cet album exceptionnel.

- Vente aux enchères de la collection Christopher Forbes

Acquisitions par préemption de l'Etat à la vente de la collection de Christopher Forbes les 5 et 6 mars chez Osenat à Fontainebleau.

L'ensemble de ces acquisitions est destiné à compléter les collections napoléoniennes de la Ville d'Ajaccio.



- Lot de 67 épreuves sur papier albuminé de la *Famille de l'empereur Napoléon III* par les photographes L. Cremière, J. Delton, Disderi, Fratelli D'Alessandri, Levitsky, Le jeune, Mayer et Pierson, Mulnier, L. Pierson, Victoire, au prix de 2600€
- Lot de 23 épreuves sur papier albuminé de la *Famille de l'impératrice* par les photographes Disderi, Levitsky, A. Alonso Martinez y Hermano, Maison Martinet, au prix de 1040€
- Lot de 23 épreuves sur papier albuminé de la *Cour de la famille impériale* par les photographes Disderi, Levitsky, Le Jeune, Mayer et Pierson, Pierre Petit, L. Pierson, Reutlinger au prix de 3250€
- Un photomontage anonyme, tirage argentique sur papier métallisé monté sur fond lithographié beige et sur papier Aches du début du XXe siècle au prix de 455€
- Lot de 32 épreuves sur papier albuminé, La princesse Mathilde Bonaparte, résidences et portraits de A. Pasta, Joseph Primoli (attribué à) au prix de 2210€
- un tableau de Claude-Marie Dubufe représentant *Napoléon Bonaparte en uniforme d'officier de volontaires, étudiant une carte*, signé et daté de 1844 au prix de 15600€
- un tableau de Denzil Ibbetson représentant *L'empereur Napoléon I<sup>er</sup> sur son lit de mort*, daté de 1821 au prix de 7800€
- un dessin à la mine de plomb et rehauts de craie sur papier bleu d'Isidore Pils représentant une *Étude pour le visage du portrait du prince Jérôme-Napoléon, dit Plon-Plon*, au prix de 975€
- Un tableau de l'école française du XIXe siècle, représentant *Louis-Napoléon Bonaparte en officier d'artillerie*, au prix de 9100€
- Un tableau D'Adolphe Yvon, *Le prince impérial offrant une collation aux enfants de troupe sur le champ de manœuvre du bois de Boulogne le 30 novembre 1860* au prix de 5460€
- un tableau de Johann Mongels Culverhouse *L'empereur Napoléon III, l'Impératrice et la cour, patinant lors d'une retraite au flambeau au bois de Boulogne*, daté de 1861 au prix de 13000€
- ensemble de photographies albuminées de Eugène Disdéri : *Vue du jardin du palais de Saint-Cloud après incendie ; Vues stéréoscopiques des ruines du palais de Saint-Cloud* au prix de 1716€

Toutes ces acquisitions bénéficieront d'un transport spécialisé en sus de leur coût entre Paris et le Palais Fesch-musée des Beaux-Arts en attendant leur présentation au public.

#### **IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL**

- D'approuver l'ensemble des acquisitions par le Palais Fesch listées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs aux différentes acquisitions ;
- D'autoriser Monsieur le maire à solliciter des subventions auprès de la Collectivité Territoriale de Corse ;
- De dire que les crédits nécessaires seront portés à l'inscription du BP 2016 en investissement, fonction 322 chapitre 21 article 2161, et en recettes au chapitre 74 article 74.12.

#### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

##### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Mme Simone GUERRINI, adjointe déléguée,  
et après avoir délibéré**

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
- Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016,

**APPROUVE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

L'ensemble des acquisitions par le Palais Fesch :

- la Galerie La Nouvelle Athènes propose à la vente :
  - **un dessin à la mine de plomb sur papier signé de Paul Flandrin**. Ce dessin revêt une importance particulière puisqu'il est représente une étude pour un Napoléon législateur commandé par le Conseil d'Etat en 1846. L'importance de cette étude réside dans le fait qu'elle est le témoignage du tableau final qui a été détruit et dont on ne possède plus qu'une photographie en noir et blanc. Ce dessin est vendu 1600 €
- La galerie Rhinocéros et Cie propose à la vente plusieurs lots de photographies essentielles à l'enrichissement du fonds des arts graphiques du palais Fesch :
  - **Le Prince Impérial** photographié le 4 avril 1879 à Natal au Zululand qui est le dernier portrait du prince réalisé avant sa tragique disparition.
  - **un ensemble de 9 photographies de la famille impériale** réalisées par la Maison Ad. Braun et Cie ainsi qu'une photographie d'étude réalisée par un peintre français de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. La photographie se démocratise sous le second Empire et Napoléon III avait compris que cet art, qui le montrait avec sa famille dans des postures moins solennelles que dans la peinture, qui de plus pouvait être largement diffusé, engendrait en retour l'adhésion populaire, tout en étant pour nous aujourd'hui de précieux témoignages de l'histoire.
  - **un ensemble de 6 épreuves albuminées** de Miguel Aléo, photographe originaire de La Havane, installé sur la côte d'Azur qui réalise en 1865 un reportage sur la Corse. Ces 6 épreuves nous montrent le palais Fesch, la chapelle impériale, la maison natale de Napoléon, Napoléon et ses frères telle qu'elle fut installée sur la place du Diamant, la place Foch, sa fontaine et Napoléon 1<sup>er</sup> consul, ainsi que la grotte du Casone. Est ajoutée à cet ensemble, une photographie sur papier citrate, de femmes Corses, prise par un voyageur inconnu qui témoigne de la vie dans les villages à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et donc à mettre en parallèle avec les peintures Corses du palais. La photographie du Prince Impérial et les deux ensembles de photographies sont à la vente respectivement pour 250€, 2550€ et 950€.

La librairie Henri Bonnefoi propose à la vente :

- un **Album remarquable constitué d'une série de costumes** militaires dessinés et peints à la gouache en 1856-1858 par Charles Edouard Armand-Dumaresq daté et signé. 7 portraits « carte de visite » de la famille impériale sont joints en fin d'album. Cet ouvrage, offert au prince Eugène, est mentionné dans l'inventaire du palais des Tuileries dans les appartements de Napoléon III. La Librairie Bonnefoi a mis en vente cet album au prix de 6 500€ mais accepte une négociation à 3 600€ afin de permettre au musée d'acquérir cet album exceptionnel.

-Vente aux enchères de la collection Christopher Forbes

Acquisitions par préemption de l'Etat à la vente de la collection de Christopher Forbes les 5 et 6 mars chez Osenat à Fontainebleau.

L'ensemble de ces acquisitions est destiné à compléter les collections napoléoniennes de la Ville d'Ajaccio.

- Lot de 67 épreuves sur papier albuminé de la *Famille de l'empereur Napoléon III* par les photographes L. Crémère, J. Delton, Disderi, Fratelli D'Alessandri, Levitsky, Le jeune, Mayer et Pierson, Mulnier, L. Pierson, Victoire , au prix de 2600€

- Lot de 23 épreuves sur papier albuminé de la *Famille de l'impératrice* par les photographes Disderi, Levitsky, A. Alonso Martinez y Hermano, Maison Martinet, au prix de 1040€
- Lot de 23 épreuves sur papier albuminé de la *Cour de la famille impériale* par les photographes Disderi, Levitsky, Le Jeune, Mayer et Pierson, Pierre Petit, L. Pierson, Reutlinger au prix de 3250€
- Un photomontage anonyme, tirage argentique sur papier métallisé monté sur fond lithographié beige et sur papier Aches du début du XXe siècle au prix de 455€
- Lot de 32 épreuves sur papier albuminé, La princesse Mathilde Bonaparte, résidences et portraits de A. Pasta, Joseph Primoli (attribué à) au prix de 2210€
- un tableau de Claude-Marie Dubufe représentant *Napoléon Bonaparte en uniforme d'officier de volontaires, étudiant une carte*, signé et daté de 1844 au prix de 15600€
- un tableau de Denzil Ibbetson représentant *L'empereur Napoléon I<sup>er</sup> sur son lit de mort*, daté de 1821 au prix de 7800€
- un dessin à la mine de plomb et rehauts de craie sur papier bleu d'Isidore Pils représentant une *Étude pour le visage du portrait du prince Jérôme-Napoléon, dit Plon-Plon*, au prix de 975€
- Un tableau de l'école française du XIXe siècle, représentant *Louis-Napoléon Bonaparte en officier d'artillerie*, au prix de 9100€
- Un tableau D'Adolphe Yvon, *Le prince impérial offrant une collation aux enfants de troupe sur le champ de manœuvre du bois de Boulogne le 30 novembre 1860* au prix de 5460€
- un tableau de Johann Mongels Culverhouse *L'empereur Napoléon III, l'Impératrice et la cour, patinant lors d'une retraite au flambeau au bois de Boulogne*, daté de 1861 au prix de 13000€
- ensemble de photographies albuminées de Eugène Disdéri : *Vue du jardin du palais de Saint-Cloud après incendie ; Vues stéréoscopiques des ruines du palais de Saint-Cloud* au prix de 1716€

#### AUTORISE Monsieur le maire

à signer tous les documents relatifs aux différentes acquisitions  
à solliciter des subventions auprès de la Collectivité Territoriale de Corse.

#### DIT

que les crédits nécessaires seront proposés à l'inscription du BP 2016 en investissement, fonction 322 chapitre 21 article 2161, et en recettes au chapitre 74 article 74.12.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_86-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

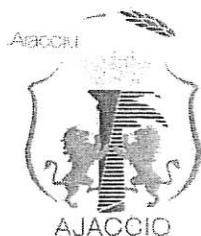
Publication : 22/03/2016

Pour l'autorité Compétente"  
par délégation



Laurent MARCANGELI

*Laurent Marcangeli*



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/87

**Prêt d'œuvres du Palais Fesch –musée des Beaux-arts**  
**Dons et dépôt d'œuvres en faveur du Palais Fesch –musée des Beaux-arts**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

## Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

### Demandes de prêts d'œuvres :

Dans le cadre des relations habituelles entre musées français et internationaux, le Palais Fesch-musée des Beaux-Arts d'Ajaccio a été sollicité pour le prêt de plusieurs œuvres.

- Une demande du musée d'Orsay nous est parvenue, à laquelle le Palais Fesch souhaite donner suite pour sa qualité et son intérêt. Cette exposition s'intitule *La fête perpétuelle. Le Second Empire, 1852-1870*, et se déroulera du 26 septembre 2016 au 16 janvier 2017.

L'œuvre demandée est exposée au Salon Napoléonien de l'hôtel de Ville ; il s'agit du buste en bronze représentant Napoléon III, réalisé par Alexandre-Victor LEQUIEN (INV.MFA/D 855.1.1).

Cette œuvre est un dépôt de l'Etat au Palais Fesch depuis 1855.

De fait, après avoir obtenu l'autorisation de prêt du Centre National des Arts Plastiques, la Ville d'Ajaccio se devra de contribuer à cet événement qui permet l'éducation et la formation, la recherche en histoire de l'art aussi bien que la présentation à un large public.

- Le musée de l'Armée Invalides souhaiterait emprunter la *Tête de la statue de Napoléon 1<sup>er</sup> démontée par les Républicains en septembre 1870*, de Charles Seurre dans le cadre d'une exposition intitulée *1870-1871. France-Allemagne(s), entre fascination et antagonisme* du 12 avril au 30 juillet 2017.

En effet cette tête, qui est dépôt de l'Etat, est capitale pour l'exposition et essentielle pour comprendre les implications politiques du conflit.

- Le musée de Lodève avait sollicité le prêt du tableau de Ciro Ferri, *Faune*, pour une exposition qui devait se dérouler de janvier à avril 2017 pour la réouverture partielle du musée après travaux. Ce prêt avait été accordé par le conseil municipal (délibération N° 2015/94). L'exposition étant reportée de juillet à octobre 2018 lors de la réouverture totale, le Palais Fesch souhaiterait maintenir l'accord de prêt pour ces nouvelles dates.

### Dons d'œuvres :

Le Palais Fesch souhaiterait pouvoir accepter deux dons manuels :

- d'une part, de M. Jean-Michel Pianelli, qui a déjà enrichi considérablement notre bibliothèque d'histoire de l'art et notre fonds du XIX<sup>e</sup> siècle. Il souhaite offrir, une étude peinte de la tête de *la Corsica*, pour L'allégorie de la Corse de Paul-Mathieu Novellini. Cette œuvre de petit format est d'une qualité remarquable, particulièrement dans les détails de la chevelure.

- d'autre part, de M. Robert Colonna d'Istria, souhaiterait faire don au palais Fesch, d'un moulage en plâtre, réalisé par François Carli à partir de l'original en marbre de Pierre Puget conservé au musée des Beaux-arts de Marseille. Ce plâtre s'intitule *La peste de Milan*, maladie épidémique qui a inspiré grand nombre de peintures baroques qui sont une des fiertés du palais Fesch.

### -Dépôt d'œuvre

Le Palais Fesch a effectué une demande de dépôt permanent au Tribunal de Grande Instance d'Ajaccio pour une œuvre sur bois représentant une *Crucifixion* datant probablement de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. En effet, cette œuvre est entreposée au Tribunal dans des conditions inadaptées depuis des décennies. Cette œuvre provient de saisie d'objets liés à un vol, jamais réclamés ni



répertoriés. Le Tribunal de Grande Instance d'Ajaccio est favorable au dépôt permanent et définitif de ce tableau au palais Fesch.

### **IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL**

**d'approuver** les prêts, acquisitions par dons manuels et dépôt ;

**d'autoriser Monsieur Le Maire** à signer tous les documents relatifs à ces prêts, acquisitions par dons manuels et dépôt ;

### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de Mme Simone GUERRINI, adjointe déléguée,  
et après avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016 ;

#### **APPROUVE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

#### **Les demandes de prêts d'œuvres :**

Dans le cadre des relations habituelles entre musées français et internationaux, le Palais Fesch-musée des Beaux-Arts d'Ajaccio a été sollicité pour le prêt de plusieurs œuvres.

- Demande du musée d'Orsay pour l'exposition intitulée *La fête perpétuelle. Le Second Empire, 1852-1870*, qui se déroulera du 26 septembre 2016 au 16 janvier 2017.

L'œuvre demandée est le buste en bronze représentant Napoléon III, réalisé par Alexandre-Victor LEQUIEN (INV.MFA/D 855.1.1).

- Demande du musée de l'Armée Invalides pour l'exposition intitulée *1870-1871. France-Allemagne(s), entre fascination et antagonisme* du 12 avril au 30 juillet 2017.

L'œuvre demandée est la *Tête de la statue de Napoléon 1<sup>er</sup> démontée par les Républicains en septembre 1870*, de Charles Seurre.

- Le musée de Lodève avait sollicité le prêt du tableau de Ciro Ferri, *Faune*, pour une exposition qui devait se dérouler de janvier à avril 2017 pour la réouverture partielle du musée après travaux. Ce prêt avait été accordé par le conseil municipal (délibération N° 2015/94). L'exposition étant reportée de juillet à octobre 2018 lors de la réouverture totale, le Palais Fesch souhaiterait maintenir l'accord de prêt pour ces nouvelles dates.

#### **Les dons d'œuvres :**

Le Palais Fesch souhaiterait pouvoir accepter deux dons manuels :

- d'une part, de M. Jean-Michel Pianelli, qui a déjà enrichi considérablement notre bibliothèque d'histoire de l'art et notre fonds du XIX<sup>e</sup> siècle. Il souhaite offrir, une étude peinte de la tête de *la Corsica*, pour L'allégorie de la Corse de Paul-Mathieu Novellini.

- d'autre part, de M. Robert Colonna d'Istria, souhaiterait faire don au palais Fesch, d'un moulage en plâtre, réalisé par François Carli à partir de l'original en marbre de Pierre Puget conservé au



musée des Beaux-arts de Marseille. Ce plâtre s'intitule *La peste de Milan*, maladie épidémique qui a inspiré grand nombre de peintures baroques qui sont une des fiertés du palais Fesch.

#### Le Dépôt d'œuvre

Le Palais Fesch a effectué une demande de dépôt permanent au Tribunal de Grande Instance d'Ajaccio pour une œuvre sur bois représentant une *Crucifixion* datant probablement de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Le Tribunal de Grande Instance d'Ajaccio est favorable au dépôt permanent et définitif de ce tableau au Palais Fesch.

#### APPROUVE

les prêts, acquisitions par dons manuels et dépôt ;

#### AUTORISE Monsieur Le Maire

à signer tous les documents relatifs à ces prêts, acquisitions par dons manuels et dépôt ;

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

---

FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.  
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_87-DE

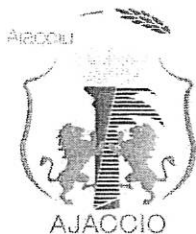
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/88

**Adhésion de la Ville d'Ajaccio à différents organismes.**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La ville adhère à différents organismes depuis de nombreuses années.

Les montants des cotisations sont les suivants :

Association Départementale des Maires et Présidents d'EPCI de la Corse du Sud	17 000,00
Association des Villes Mairaines	2 680,28
Fédération Européennes des Cités Napoléoniennes	2 646.00
Association Internationale des Musées d'Histoire	70,00
Observatoire national de l'action sociale décentralisée	1650,00
<b>TOTAL</b>	<b>24 046.28</b>

Ces adhésions viennent en complément des délibérations précédentes :

- Association des Villes pour la Propreté Urbaine (n°2016/48)
- Institut des Risques Majeurs (2016/47)
- CEPRI/PAPI (n°2015/379)
- Centre-ville en mouvement (n°2015/392)

**IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL**

De confirmer l'adhésion à ces organismes ainsi que le montant des cotisations pour l'année 2016.

Les crédits nécessaires sont prévus au compte 6281 du budget de l'exercice 2016.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER  
LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de M. Charles VOGLIMACCI, adjoint délégué  
Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment L.2121-29 ;

Vu le Code des collectivités territoriales et plus particulièrement son article L.2231-15 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016,

**DECIDE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

De confirmer l'adhésion à ces organismes ainsi que le montant des cotisations pour l'année 2016.

Association Départementale des Maires et Présidents d'EPCI de la Corse du Sud	17 000,00
Association des Villes Mairaines	2 680,28
Fédération Européennes des Cités Napoléoniennes	2 646.00
Association Internationale des Musées d'Histoire	70,00
Observatoire national de l'action sociale décentralisée	1650,00
<b>TOTAL</b>	<b>24 046.28</b>

DIT

que les crédits nécessaires sont prévus au compte 6281 du budget de l'exercice 2016.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

POUR EXTRAIT CONFORME

LE DEPUTE-MAIRE



Laurent MARCANGELI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_88-DE

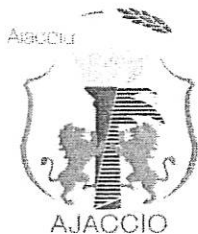
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/89

**Mise en place d'un partenariat entre la ville d'Ajaccio et la Société Protectrice  
des Animaux (SPA).**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La SPA propose un partenariat pour l'année 2016 à la commune d'Ajaccio en vue de lutter contre la prolifération féline errante sur le territoire communal.

Le Code Rural et de la Pêche Maritime précise dans son article L211-27 que le maire peut, par arrêté, à son initiative ou à la demande d'une association de protection des animaux, faire procéder à la capture de chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, à leur stérilisation et à leur identification conformément à l'article L. 212-10, avant de les relâcher dans ces même lieux. Cette identification doit être réalisée au nom de la commune ou de ladite association.

Au regard de ces pouvoirs de police tels que prévus dans le code rural en matière de divagation et de prolifération animale, et considérant l'intérêt public local en matière d'hygiène et de sécurité, la ville d'Ajaccio souhaite soutenir une action déterminée pour capturer, stériliser et identifier les chats errants sur son territoire.

En conséquence la Ville d'Ajaccio propose d'apporter une aide d'un montant de 5 000€ en 2016, en faveur de la SPA, pour permettre à cette association de mettre en œuvre le projet décrit ci-dessus qui concernera 100 chats errants.

Considérant l'intérêt pour la Ville de maîtriser la divagation et la prolifération des chats errants,

**IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser M. le maire à signer la convention de partenariat entre la ville d'Ajaccio et la SPA.

Étant précisé que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette convention sont prévus dans les documents budgétaires de la Ville au chapitre 65.

**LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï l'exposé de M. Charles VOGLIMACCI, adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le du Code Rural et de la Pêche Maritime, article L211-27 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016,

Considérant l'intérêt pour la Ville l'intérêt pour la Ville de maîtriser la divagation et la prolifération des chats errants.



**AUTORISE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

A Signer la convention de partenariat entre la ville d'Ajaccio et la SPA.

Étant précisé que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette convention sont prévus dans les documents budgétaires de la Ville au chapitre 65.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



**Laurent MARCANGELI**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_89-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016  
Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/90

**Renouvellement des Projets 2016-2019 des Centres Sociaux des Cannes et des Salines.**

## **Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

L'animation de la vie sociale s'incarne en grande partie dans les structures de proximité que constituent les Centres Sociaux et les Maisons de quartier.

La mise en œuvre d'un pilotage coordonné des centres sociaux et des maisons de quartier implantés dans les quartiers populaires est un objectif de la municipalité d'Ajaccio inscrit dans la stratégie globale du contrat de ville 2015-2020. Cette volonté entre en résonnance avec les missions des Centres Sociaux telles que définies dans la circulaire de la caisse nationale des allocations familiales (CNAF) du 20 juin 2012 relative à l'animation de la vie sociale.

**Dans ce cadre, les établissements des Canes et des Salines doivent renouveler leurs projets sociaux respectifs pour la période 2016-2019.** La préparation du renouvellement a été menée en concertation avec la CAF au sein d'une instance locale de réflexion et de coordination.

Le projet social est la clé de voûte des structures de l'animation de la vie sociale. Il doit répondre aux besoins des familles et à leurs difficultés de la vie quotidienne, mais aussi aux problématiques sociales collectives du quartier où elles sont implantées.

Le projet social explicite les axes d'interventions prioritaires d'un centre social qui doit être :

- un lieu de proximité à vocation familiale et intergénérationnelle qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- un lieu d'animation permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets
- en capacité d'assurer une fonction d'accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des associations
- en capacité d'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés,
- en capacité de développer des actions d'intervention sociales adaptées au besoin de la population et du quartier, de favoriser l'émergence d'une prise de responsabilité par les usagers et les bénévoles, et d'organiser la coordination avec les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire.

La qualité des documents produits par les services municipaux et la prise en compte des priorités exposées ci-dessus vont conditionner l'attribution de l'agrément par la CAF aux Centres Sociaux municipaux des Canes et des Salines pour les années 2016 à 2019. Le Conseil d'administration de la CAF va prochainement se réunir pour examiner nos travaux. Il est proposé d'autoriser le maire à signer l'ensemble des documents afférents au renouvellement de l'agrément des Centres Sociaux municipaux.

### **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser le Député-maire à signer l'ensemble des documents relatifs au renouvellement des projets sociaux 2016-2019.

### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de M. Charles VOGLIMACCI, adjoint délégué**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016,

**AUTORISER le Député-maire  
A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

A signer l'ensemble des documents relatifs au renouvellement des Projets Sociaux 2016-2019.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_90-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.  
Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/91

**Avenant à la convention « Contrat prestation de service accueil jeune enfant » entre la Ville et la mutualité sociale agricole (MSA).**

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

1 – La ville et la MSA ont signé en 2009 (délibération 2009/261), une convention relative au versement d'une prestation de service concernant l'accueil de jeunes enfants en crèche, les familles relevant de ce régime n'étant pas pris en charge par la convention qui lie la ville avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Pour rappel : cette convention a pour objet :

- De prendre en compte les besoins des usagers,
- De déterminer l'offre de service et les conditions de mise en œuvre,
- De fixer les engagements réciproques entre les co-signataires.

Ainsi la municipalité se doit :

- de proposer ses services d'accueil de jeunes enfants à tout public,
- de respecter les conditions légales et réglementaires en matière d'accueil,
- d'adresser à la MSA, dans les délais impartis, les documents relatifs à son activité et déterminés dans cette convention.

En contre partie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la MSA s'engage à verser une Prestation de service trimestrielle.

2 – La création d'un nouvel établissement à Mezzavia nécessite donc de réactualiser la convention par avenant, les autres clauses de la convention restant inchangées. Cet avenant prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

3 – Un exemplaire de la convention initiale sera annexé à cette délibération.

Considérant que la signature de cet avenant permet à la ville d'offrir ses services à tout public et de bénéficier du versement de la prestation de service.

#### **IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'autoriser M. le Maire à signer, l'avenant au contrat de prestation de service avec la mutualité sociale agricole.

#### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Mme Annie COSTA-NIVAGGIOLI, adjointe déléguée**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016,

Considérant que la signature de cet avenant avec la MSA permet à la ville d'offrir ses services à tout public et de bénéficier de la prestation de service accueil jeune enfants pour les familles relevant de ce régime.



**AUTORISE M. LE MAIRE**  
**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

A signer, l'avenant à la convention relative au « contrat de prestation de service accueil jeune enfant » avec la Mutualité Sociale Agricole.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_91-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016  
Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjointes au Maire.  
Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avaient donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/92

**Approbation de l'agenda d'accessibilité programmée**

Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La Loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « Loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées.

Cette Loi vise désormais sans distinction, tous les types de handicaps, qu'ils soient moteurs, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques. Elle rend essentielle la notion de chaîne de déplacement et de participation.

Le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 a fixé un délai de 10 ans pour la mise en conformité des Etablissements Recevant du Public (ERP). Cette mise en conformité devrait donc être effective avant le 1er janvier 2015.

Pour répondre au retard pris par de nombreux Maîtres d'Ouvrages ou exploitants dans la réalisation des travaux, le gouvernement a mis en place par voie d'Ordonnance N° 2014-1090 datée du 26 septembre 2014 l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Ce dispositif obligatoire s'impose à tout Maître d'Ouvrage et/ou exploitant dont le patrimoine d'ERP ne répond pas au 31 décembre 2014 aux exigences d'accessibilité définies à l'article L.111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La Ville d'Ajaccio est concernée pour 73 bâtiments dont les diagnostics ont montré qu'ils n'étaient pas conformes aux règles d'accessibilité à la date du 31/12/2014.

Le montant total des travaux, sur 9 ans, est estimé à 4 346 490 €.

Conformément aux textes en vigueur la Ville présente un agenda d'accessibilité programmée sur 9 ans assorti d'un échéancier de travaux détaillé dans les documents présentés.

Le dossier sera transmis au Préfet de la Corse du Sud au plus tard le 31/03/2016.

#### **IL EST DEMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'approuver l'agenda d'accessibilité programmée présenté à l'assemblée et d'autoriser Monsieur le Député Maire à le transmettre pour validation au Préfet de la Corse du sud.

#### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Où l'exposé de Mme Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée**

**Et après en avoir délibéré**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le dossier d'agenda d'accessibilité programmée présenté en séance ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du jeudi 17 mars 2016 ;

**APPROUVE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

L'agenda d'accessibilité programmée.

**AUTORISE**

Monsieur le Député-maire à le transmettre en Préfecture pour validation.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**

(Suivent les signatures)

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**

**Laurent MARCANGELI**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_92-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

L'an deux mille seize, le 21 mars 2016 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 15 mars 2016 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

**Etaient présents :**

M. SBRAGGIA, Mme RUGGERI-ZANETTACCI, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA, M. BALZANO, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, Adjoints au Maire.

Mme FLAMENCOURT, M. PAOLINI, Mme JEANNE, M. FILONI, M. CASTELLANA, Mme SICHI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, M. FERRARA, Mme SANTONI-BRUNELLI, M. BACCI, Mme FELICIAGGI, M. HABANI, M. MONDOLONI, Mme VILLANOVA, M. DELIPERI, M. LUCIANI, M. CIABRINI, Mme ZUCCARELLI, Conseillers municipaux.

**Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :**

M. BILLARD	à	Mme COSTA
Mme FALCHI	à	Mme SICCHI
Mme MASSEI	à	Mme FLAMENCOURT
M. CAU	à	Mme FELICIAGGI

**Etaient absents :**

Mme BERNARD, M. CHAREYRE, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, Mme SIMONPIETRI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, Conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	35
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, Mme FELICIAGGI est désignée en qualité de secrétaire de séance.

Séance du lundi 21 mars 2016

Délibération N°2016/93

**La Fête de la Langue Corse.**

**Monsieur le Maire expose à l'assemblée :**

La Ville d'Ajaccio a inscrit dans ses priorités la mise en œuvre d'une politique destinée à promouvoir la langue et la culture corses. C'est dans ce cadre qu'elle déploie, depuis des années, des actions qui contribuent à une meilleure connaissance de notre culture à travers la découverte de la richesse de notre patrimoine matériel et immatériel.

Ainsi, toutes les initiatives portées par la Ville d'Ajaccio sur son territoire s'inscrivent dans une démarche qui contribue à la sauvegarde de la langue corse, expression de notre identité culturelle. Elle s'est par ailleurs engagée, depuis 2010, dans un processus collectif initié par la Collectivité Territoriale de Corse à travers son implication dans la Charte de la Langue Corse.

Le Service municipal Langue et Culture Corses maintient la dynamique et accompagne les initiatives des acteurs du territoire.

Par ailleurs, et même si l'élan doit se poursuivre et se renforcer, la volonté de communiquer en langue corse est visible sur la signalétique patrimoniale, sur les enseignes des espaces publics, sur les supports de communication édités par la commune et à travers la participation et l'implication de la Ville dans des événements tels que la « Semaine de la Langue Corse » initiée en 2012 par la Collectivité territoriale de Corse.

**Pour la cinquième année, la Ville d'Ajaccio a décidé de participer à la Fête de la Langue Corse 2016.**

Cette manifestation vise à faire connaître l'ensemble des initiatives et actions favorisant le développement de la langue, sa promotion, sa connaissance et son usage.

La Ville d'Ajaccio souhaite proposer un programme original d'actions ayant pour thématique centrale l'expression en langue corse.

Il a été envisagé de construire un partenariat avec l'Education Nationale afin de valoriser le travail des enfants et des enseignants mais aussi pour favoriser l'apprentissage de la langue corse *hors les murs* de l'école.

Par ailleurs, d'autres activités seront proposées grâce à l'implication transversale de plusieurs Directions (Culture et du Patrimoine, Jeunesse, Petite Enfance, Sport...) et des partenaires extérieurs (Jeunes agriculteurs du 2A).



A Cità d'Aiacciu hà fattu di a prumuzioni di a lingua è di a cultura corsa un scopu di primura mittendu in opara una pulitica dedicata. Hè in 'ssu quadru ch'ella sparghjì, dipo' parechji anni, azzioni da cunnoschia megliu a cultura nustrali pà via di a scuparta di a ricchezza di u nostru patrimoniu ch'ellu sia cuncretu o immatiriali.

Cusì, tutti l'iniziativi purtati da a Cità d'Aiacciu à nantu à u so territoriu si scrivani in una dimarchja da cuntribui à salvà a lingua corsa, sprissioni di l'idintità culturali nustrali. D'altrondi, s'hè impignatu, dipo' u 2010 in un sviluppu cullettivu iniziatu da a cullettività territoriali di Corsica firmendu a cartula di a lingua corsa.

U Sirviziù municipale di a Lingua è Cultura Corsa teni a dinamica è accompagna l'iniziativi di l'attori di u territoriu.

D'altrondi è ancu puru s'è u slanciu devissi parsuvitassi è rinfurzassi, a voglia di cummicà in lingua corsa si veda à nantu à l'insemi di a signaletica patrimoniali, à nantu à i segni di i spazii publichi, à nantu à tutti l'edizioni di cummicazioni di a cumuna è pà u traversu di a partecipazioni è l'implicazioni di a Cità in fatti com'è a Sittimana di a lingua corsa lanciata in u 2012 da a Cullittività Territoriali di Corsica.

Cusì pà u quintu annu, a Cità d'Aiacciu hà dicesu di participà à a Festa di a lingua corsa. 'Ssa manifestazioni hè da fà cunnoschia l'insemi di l'iniziativi è l'azzioni favurizendu u sviluppu di a lingua, a so prumuzioni, a so cunniscenza è u so usu.

A Cità d'Aiacciu voli prupona in 'ssu quadru, un prugrama uriginali d'azzioni avendu comu tematica cintrali a sprissioni di a lingua corsa.

Di manera naturali avemu vultutu travaglià incù l'Educazioni Naziunali di manera à valurizà, quant'ellu si pò, u travagliu di i zitelli è di l'insignenti, ma dinò, di manera à favurizà un' amparera di a lingua corsa *fora di scola*.

D'altrondi, altri attività sarani pruposti grazia à l'impegnu di parechji Dirizzioni (Cultura è di u Patrimoniu, Ghjuventù, A Zitellina, Sportu...) è d'altri partinari (Jeunes agriculteurs du 2A).

Le samedi 11 juin 2016, la manifestation se terminera par un concert offert par la Ville d'Ajaccio.

Ce programme n'est pas définitif et est susceptible de connaître quelques modifications.

JOURS	HORAIRES	ACTIONS	LIEUX
Mois de juin		Parcours sportif découverte avec les scolaires	A parata
Mois de juin		Dessins animés en langue corse	Médiathèques Cannes et Saint Jean
Mois de juin		Jeux éducatifs linguistiques	ALSH
Mois de juin		Sortie pédagogiques bilingues des ALSH	Agriculteurs des environs
Juin	Journée	Certification en langue corse	Mairie Ajaccio
30 mai	20h30	Concert scola di cantu	Espace diamant
31 mai	Après midi	Théâtre scolaire	Espace diamant
1 Juin	Matin et Après midi	Projection dessin animé en langue corse	Médiathèque des Cannes
1 Juin	20h30	Conférence	Espace diamant
2 juin	Après midi	Théâtre scolaire	Espace diamant
2 juin	20h30	Théâtre	Espace diamant
8 juin	Matin et Après midi	Projection dessin animé en langue corse	Médiathèque Saint Jean
9 juin	20h30	Théâtre	Espace diamant
11 juin	21h00	Concert	Place du diamant

U sabatu 11 di ghjugnu si cumpiarà cù un cuncertu arrigalatu da a Cità d'Aiacciu.

Stu prugrama ùn hè difinitivu è puderà cunnosca calchi mudificazioni sicondu à i bisogni.

GHJORNU	ORA	AZZIONI	LOCU
Mesi di ghjugnu		Parcursu spurtivu è scupertu cù i sculari	A parata
Mesi di ghjugnu		Filmetti par i zitelli in lingua corsa	Midiatechi di i canni è di San Ghjuvà
Mesi di ghjugnu		Ghjochi educativi linguistichi	ALSH
Mesi di ghjugnu		Surtiti pedagogichi bislingui di l'ALSH	Agricultori di i cuntorni
Ghjugnu	Tutta a ghjurnata	Cirtificazioni in lingua corsa	Casa cumuna
30 di maghju	8 ori è mezu	Cuncertu scola di cantu	Spaziu Diamanti
31 di maghju		Teatru sculari	Spaziu Diamanti
1 di ghjugnu	Mani è dopu meziornu	Prughjizzioni di una fiuramossa in lingua corsa	Midiateca di i Cani
1 di ghjugnu	8 ori è mezu	Cunfarenza	Spaziu Diamanti
2 di ghjugnu	Dopu meziornu	Teatru sculari	Spaziu Diamanti
2 di ghjugnu	8 ori è mezu	Teatru	Spaziu Diamanti
8 di ghjugnu	Mani è dopu meziornu	Prughjizzioni di una fiuramossa in lingua corsa	Midiateca di San Ghjuvà
9 di ghjugnu	8 ori è mezu	Teatru	Spaziu Diamanti
11 di ghjugnu	9 ori	Cuncertu	Piazza di u Diamanti

Considérant l'intérêt pour la Ville de poursuivre et renforcer les actions de promotion de la langue et de la culture corses.

### **IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL**

D'approuver le programme proposé dans le cadre de « A festa di a lingua » du 30 mai au 11 juin 2016.

D'autoriser le Député-maire à signer tous les documents destinés à la mise en œuvre de cette programmation et à solliciter tous les partenariats financiers, étant précisé que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces différentes actions seront proposés à l'inscription dans les documents budgétaires de la Ville, exercice 2016, section de fonctionnement, fonction 524, chapitre 011, article 611.

### **LES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL VOUDRONT BIEN EN DELIBERER**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Où l'exposé de M. Christophe MONDOLONI, conseiller municipal délégué  
Et après en avoir délibéré

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 17 mars 2016 ;

Considérant l'intérêt pour la Ville de renforcer les actions de promotion de la langue et de la culture corses ;

#### **APPROUVE**

**A l'unanimité de ses membres présents ou représentés**

Le programme proposé dans le cadre de « a festa di a lingua » du 30 mai au 11 juin 2016,

#### **AUTORISE M. LE MAIRE**

A signer tous documents destinés à la mise en œuvre de cette programmation et à solliciter tous partenariats financiers, étant précisé que les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces différentes actions seront proposés à l'inscription dans les documents budgétaires de la Ville, exercice 2016, section de Fonctionnement, Fonction 524 chapitre 011, article 611.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage en Mairie.

**FAIT ET DELIBERE A AJACCIO, les jour, mois et an que dessus.**  
**(Suivent les signatures)**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE DEPUTE-MAIRE**



Laurent MARCANGELI

**CUNSIDARENDU** l'intaressu pà a Cità di parsuvità è rinfurzà l'azzioni di prumuzioni di a lingua è di a cultura corsa,

**HÈ DUMANDATA À U CUNSIGLIU MUNICIPALI**

d'accunsenta u prugrama prupostu in u quadru di a « festa di a lingua » da u 30 di maghju sin'à l'11 di ghjugnu di u 2016,

d'auturizà u **Diputatu -Merri** à signà tutti i documenti pà a missa in opara di 'ssa prugramazioni è à chera tutti i partinariati finanziari, sendu pricisatu ch'è i crediti nicissarii à a missa in opara di 'ssi sfrarenti azzioni sarani pruposti à a scrizzioni in i documenti bugettarii di a Cità, eserciziu 2016, sezioni di Funziunamentu, Funzioni 524, capitulu 011, articulu 611.

**TUCCARÀ À I CUMPUNENTI DI U CUNSIGLIU MUNICIPALI DI DILIBARÀ  
U CUNSIGLIU MUNICIPALI**

**Intesu u spostu di u Sgiò Christophe MONDOLONI, Cunsiglieri Municipali,  
E dopu d'avenni deliberatu,**

Vistu u Codici Ghjinirali di i Cullettività Territoriali è su articulu L.2121-29 ;  
Vistu l'avisu favorevole di a Cummissioni Municipali III di u 17 marzu 2016

**CUNSIDARENDU :**

l'intaressu pà a Cità di svighjà una pulitica publica putenti è di avvalurà azzioni di prumuzioni di a lingua corsa,

**ACCUNSENTA**

**A l'unanimità di i so cumpunenti prisenti o riprisintati**

u prugrama prupostu in u quadru di a « festa di a lingua » da u 30 di maghju sin'à l'11 di ghjugnu di u 2016,

**ACCUNSENTA U SGIÒ DIPUTATU-MERRI**

à signà tutti i documenti pà a missa in opara di 'ssa prugramazioni è à chera tutti i partinariati finanziari, sendu pricizatu ch'è i crediti nicissarii à a missa in opara di 'ssi sfrarenti azzioni sarani pruposti à a scrizzioni in i documenti bugettarii di a Cità, eserciziu 2016, sezioni di Funziunamentu, Funzioni 524 capitulu 011, articulu 611.

A prisenti dilibrazioni sarà publicata in a raccolta di l'atti amministrativi di a Cumuna è affissata in Casa Cumuna.

**Fatta in Aiacciu, ghjorni, mesi è annu quì sopra**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160321-2016\_93-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



**U SGIÒ DIPUTATU MERRI**

**Laurent MARCANGELI**





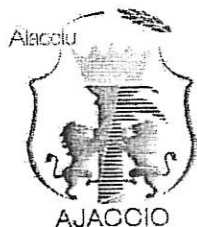
**MARS**

---

# Décisions Municipales

---





**DECISION N° 2016/016**

**Prise en fonction des dispositions  
De l'article L.2122.22 du Code Général  
Des collectivités Territoriales.**

**Fixation de la quantité et du prix de vente d'objets et d'ouvrages pour la boutique du Palais Fesch Musée des Beaux-Arts et du nombre d'ouvrages pour les échanges inter Musées.**

**NOUS, Laurent MARCANGELI, Député Maire de la ville d'Ajaccio**

- VU,** L'article L.2122.22 du code général des Collectivités Territoriales, stipulant que le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou en partie et pour la durée de son mandat du règlement de certaines questions limitativement énumérées par cet article,
- VU,** plus particulièrement l'alinéa 2, relatif aux pouvoirs susceptibles d'être délégués au Maire en ce qui concerne la fixation de tarifs, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal,
- VU,** la délibération N°2015/07 du Conseil Municipal du 8 février 2015, par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire le bénéfice des dispositions de l'article L.2122.22 sus-mentionné,

**CONSIDERANT** que les produits dérivés, générateurs de recettes, sont un support promotionnel représentatif de la politique culturelle et muséographique engagée par la ville d'Ajaccio.

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer le nombre et le prix des ouvrages qui seront mis en vente à la boutique du Musée et qui seront envoyés dans les différents Musées à titre d'échange.

## DECIDONS

### ARTICLE 1 :

Le nombre et le prix des objets et ouvrages sont fixés ainsi que suit :

- 200 cahiers « Logo Fesch » pour la vente en boutique à 5,00 €.**
- 100 cahiers « Napoléon 1er » pour la vente en boutique 5,00 €.**
- 125 puzzles 20 pièces « La tentation de la chouette », pour la vente en boutique à 8,00 €.**
- 125 puzzles 54 pièces « L'enfance », pour la vente en boutique à 10,00 €.**
- 116 étiquettes bagage « Logo Fesch / Napoléon 1er», pour la vente en boutique à 5,50 €.**
- 500 crayons gommes « Logo Fesch coloré » pour la vente en boutique à 2,50 €.**
- 200 packs crayons mikado « Logo Fesch » pour la vente en boutique à 8,50 €.**
- 1000 crayons graphites « Logo Fesch » pour la vente en boutique à 3,00 €.**
- 500 tailles crayons 5 trous « Logo Fesch » pour la vente en boutique à 4,00 €.**
- 5 boîtes de jeu « L'art en boîte », pour la vente en boutique à 19,90 €.**
- 5 boîtes de jeu « Mémo Art », pour la vente en boutique à 19,90 €.**
- 5 livres « L'art contemporain » pour la vente en boutique à 28,50 €.**
- 5 livres « Photographie contemporaine » pour la vente en boutique à 28,50 €.**
- 5 livres « Land Art» pour la vente en boutique à 28,50 €.**
- 5 livres « L'art de l'ailleurs » pour la vente en boutique à 24,00 €.**
- 5 livres « Le monde des musées » pour la vente en boutique à 28,50 €.**
- 5 livres « La maison des Arts» pour la vente en boutique à 24,50 €.**
- 5 livres « Un tableau peut en cacher un autre » pour la vente en boutique à 23.50 €.**
- 5 livres « Mais ou est donc encore ornic'art » pour la vente en boutique à 17,50 €.**

## ARTICLE 2

Les recettes provenant de cette vente seront portées au budget de la Ville chapitre 70, article 7062, fonction 322.

## ARTICLE 3

Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal et affiché à l'Hôtel de Ville.

Fait à Ajaccio le 03/03/16



LE DEPUTE MAIRE  
DE LA VILLE D'AJACCIO

Laurent Marcangeli

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160303-2016\_016-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/03/2016

Publication : 21/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





VILLE D'AJACCIO

**Décision N° 2016/17**

**REGIE PARKING DIAMANT**

**APPROVISIONNEMENT DES AUTOMATES**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23, L.2121-29, L 2122-19, R2122-10, L2221-14 et R2221-63, R2221-74 ;

**Vu** la délibérations n°2015/397 portant création de la régie autonome des parkings ;

**Considérant** la nécessité d'approvisionner les automates du parking du Diamant dans le cadre de la mise en place de la régie au 12/03/2016 ;

**-DECIDE-**

**Article 1<sup>er</sup>**

Autorise le décaissement des fonds nécessaires à l'approvisionnement des automates du Parking du Diamant par prélèvement sur le compte du dépôt au Trésor n°10071 20000 00002000225 18.

**Article 2**

D'autoriser le transporteur de fonds, la société Loomis, dans le cadre du contrat de transport de fonds n°20 100 12 du 07 août 2012, à transporter les fonds qui seront récupérés par le transporteur auprès de la DRFIP, 2 avenue de la grande armée, le vendredi 11 mars 2016, et livrés auprès de la régie sur le site du parking du Diamant.

**Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

**Article 4**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à AJACCIO, le : 04/03/16

✓ Le Député Maire

Laurent MARCANGELI

Le Directeur Général des Services

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160304-2016 017-AJ

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2016

Publication : 08/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



VILLE D'AJACCIO - CITÀ D'AJACCIU  
Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

Pierre-Paul ROSSINI





## Décision municipale N°2016/18

Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Objet :

Autorisation donnée au maire de signer une convention de partenariat, dans le cadre de la participation au livre Corsica Yacht Services 2016.

**Le maire de la ville d'Ajaccio,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23 ;  
Vu la délibération N°2015/07 en date du 8 février 2015 portant délégation au maire des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;  
Vu que la Ville d'Ajaccio souhaite participer au financement du livre « Corsica Yacht Services 2016 » ;  
Vu que ce mécénat permettra à la Ville de promouvoir son image à travers des salons internationaux « grande plaisance » (Cannes, Monaco, Gênes, Antigua, Fort Lauderdale...) ;

### DECIDE

#### Article 1<sup>er</sup> :

La Ville d'Ajaccio participera au financement du livre de photos « Traits d'union » (publié par Corsica Yacht Services 2016 et édité à 1 000 exemplaires, à destination de la grande plaisance) à hauteur de 2 000,00 € HT payable à la livraison de l'ouvrage.

#### Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du maire.

#### Article 3 :

Le directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160308-2016\_18-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/06/2016

Publication : 16/06/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



Fait à Ajaccio, le 8 mars 2016

Le maire

Laurent MARCANGELI



## **DÉCISION MUNICIPALE**

**N° 2016/19**

Prise en vertu d'une délégation donnée au maire par le conseil municipal  
dans le cadre de l'article L 2122-22 du CGCT  
portant autorisation d'occupation du domaine public pour les besoins d'un tournage d'une  
émission hebdomadaire de NTV japonaise intitulée « Futtou Word 10 » qui va réaliser un  
reportage touristique en Corse

-ooOoo-

Le Député-Maire de la Ville d'AJACCIO

VU, l'article L 2122-22 du CGCT, disposant que le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé en tout ou partie et pour la durée de son mandat, du règlement de certaines questions limitativement énumérées par ledit article et qui relevaient précédemment de la compétence exclusive du Conseil Municipal.

VU, le 5<sup>ème</sup> de l'article précité, aux termes duquel le Maire peut décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

VU, la délibération n° 2015/07 du 8 Février 2015 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire le bénéfice des dispositions de l'article L 2122-22 du C.G.C.T.

VU, la demande de Monsieur Kazuko MATSUSCHIMA, en date du 3 Mars 2016 relative à l'autorisation d'occupation du domaine public pour effectuer un tournage sur la commune d'Ajaccio d'une émission hebdomadaire de la NTV japonaise, intitulé « Futtou Word 10 » qui va réaliser un reportage touristique en Corse.

**CONSIDERANT** qu'il convient de donner une réponse favorable à cette demande.

### **- DECIDE -**

**Article 1 :** Le Maire de la Ville d'Ajaccio autorise la NTV japonaise à effectuer le tournage d'une émission hebdomadaire de variété d'informations intitulé « Futtou Word 10 ». Le tournage aura lieu dans la ville d'Ajaccio, le jeudi 24 mars 2016, de 8 h à 18 h et concernera les lieux suivants : les marchés, le site de la Parata, les sites publics d'Ajaccio.

### **Article 2 : description des lieux – occupation des lieux**

La NTV japonaise s'engage à se déplacer uniquement dans les lieux cités dans le programme de tournage à savoir : les marchés, le site de la Parata, les sites publics d'Ajaccio .

L'occupation du domaine public pour effectuer les prises de vue du tournage est autorisée pour le jeudi 24 mars 2016 de 8 h à 18 h.



### Article 3 : communication

La NTV japonaise s'engage à faire connaître le dispositif ainsi que l'appui dont elle bénéficie de la part de la Commune d'Ajaccio.

La NTV japonaise doit assurer la promotion de l'image de la Ville d'Ajaccio lors de toute action d'information auprès de la presse ou des médias en général.

### Article 4 : Assurances :

La NTV japonaise certifie qu'elle est titulaire de polices d'assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que les dommages matériels.

La NTV japonaise doit garantir également les éventuels dommages occasionnés aux personnes à l'occasion du tournage du film.

### Article 5 : Incessibilité des droits

La NTV japonaise ne pourra, en aucune façon céder les droits de la présente décision.

### Article 6 : Résiliation

En cas de non respect de l'une des dispositions précitées, la présente décision pourra être retirée par la commune d'Ajaccio.

Par ailleurs, la présente sera retirée de plein droit et à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au maintien de l'ordre public.

### Article 7 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente décision relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Bastia.

### Article 8 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile :

- A l'Hôtel de Ville, pour la Commune
- NTV (Nippon Télévision, Société de production (en France) :  
Actarus sarl, 28, rue Gallieni – 78220 Viroflay, contact : Monsieur Kazuko Matuschima

**Article 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal et dont un extrait sera affiché à la porte de la Mairie.

Fait à AJACCIO, le 9 Mars 2016

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160309-2016\_019-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/03/2016  
Publication : 10/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



Le DÉPUTÉ-MAIRE

LAURENT MARCANGELI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



VILLE D AJACCIO

Décision N° 2016/22

**REGIE PARKING DIAMANT**

**SIGNATURE CONVENTION BANQUE POSTALE POUR DEPOT DES FONDS ET APPROVISIONNEMENT EN FONDS.**

**SIGNATURE CONVENTION LOOMIS POUR TRANSPORT DES FONDS ENTRE LE PARKING ET LA BANQUE POSTALE.**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23, L.2121-29, L 2122-19, R2122-10, L2221-14 et R2221-63, R2221-74 ;

**Vu** la délibérations n°2015/397 portant création de la régie autonome des parkings ;

**Considérant** la nécessité de décaisser et de transporter les fonds encaissés par la régie et d'approvisionner également cette régie en monnaie,

**-DECIDE-**

**Article 1<sup>er</sup>**

Autorise la signature avec la société Loomis de la convention pour le transport des fonds entre le parking du diamant et la banque postale (décaissement des fonds et approvisionnement en fonds).

**Article 2**

Autorise la signature avec la banque postale permettant le dépôt des fonds pour décompte et versement sur le compte de la régie au Trésor n°10071 20000 00002000225, et autorisant un approvisionnement en espèce par écriture bancaire de retrait du compte de la régie au Trésor.

**Article 3**

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

**Article 4**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160310-2016\_022-AJ

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/03/2016.

Publication : 11/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



VILLE D'AJACCIO - CITÀ D'AJACCIU

Hôtel de Ville B.P. 412

20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.55

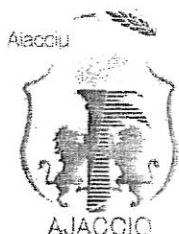
Fait à AJACCIO, le : 10 MAR. 2016

Le Député Maire

Laurent MARCANGELI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



**DECISION MUNICIPALE**

**N° 2016/23**

**Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire  
par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de  
L'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

**Portant prise bail au profit de la SARL « Beau Rivage » pour l'occupation d'un terrain communal  
composé de deux parcelles cadastrées section CL n°18 et section CL n°19, sur lequel se trouve  
une construction à usage de restaurant, situé route des Sanguinaires lieu dit Sept Chapelles**

**NOUS, Laurent MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que le Maire peut être chargé en tout ou partie et pour la durée de son mandat du règlement de certaines questions limitativement énumérées par le dit article et qui relevaient précédemment de la compétence exclusive du Conseil Municipal ;

VU, le paragraphe 5 dudit article, plus particulièrement relatif aux pouvoirs éventuels du Maire quand il s'agit de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

VU, la délibération n°2015/ 07 du 8 février 2015 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire et à son premier adjoint, le bénéfice des dispositions de l'article L.2122.22 sus mentionné et a, le cas échéant, précisé les conditions de cet octroi

**CONSIDERANT que : Monsieur RACCAH gérant de la SARL « Beau Rivage » souhaite prendre à bail  
Ledit terrain  
qu'il peut être réservé une suite favorable à la demande de Monsieur RACCAH**

**-DECIDE-**

**ARTICLE 1er :**

La Ville autorise Monsieur RACCAH gérant de la SARL « Beau Rivage » à occuper un terrain communal cadastré section CL n°18 et n°19 situé route des Sanguinaires lieu dit Sept Chapelles, pour l'exploitation d'un restaurant et l'organisation d'évènements..

**ARTICLE 2 :** Toutes les clauses et conditions de la présente prise à bail sont stipulées dans le bail joint en annexe.

**ARTICLE 3**

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

**ARTICLE 4**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.\*



Fait à AJACCIO, le : 19.03.2016

Le Député Maire

Laurent MARCANGELI

*\* Nota*

*Précisez s'il y a notification à un intéressé dans les 15 jours.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160319-2016\_023-AU

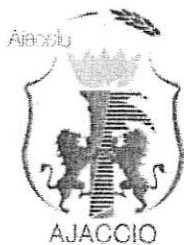
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/04/2016

Publication : 14/04/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





Décision N° 2016/24

**Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal  
dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des  
Collectivités Territoriales.**

**Objet :**

**Décision de classement sans suite d'une procédure de marché public pour des motifs  
d'intérêt général  
Maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du bouclage routier chemin d'Erbajolo - chemin  
d'Alzo di Leva**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, 2122-23 ;  
**Vu** le Code des Code des marchés publics, décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006,  
**Vu** la délibération n° 2015/07 en date du 08 février 2015 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire le bénéfice des dispositions de l'article L. 2122-22 susmentionné et le cas échéant, précisé les conditions de cet octroi;  
**Vu** l'arrêté municipal n° 2015/1760 en date du 08 octobre 2015, portant constitution d'un jury de commission d'appel d'offres en vue de la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du bouclage routier chemin d'Erbajolo – chemin d'Alzo di Leva,

**Considérant** l'avis d'appel public à la concurrence du 26 octobre 2015 relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du bouclage routier chemin d'Erbajolo – chemin d'Alzo di Leva,

**Considérant** le changement à la définition du besoin, lié notamment à la prolongation de la section du chemin d'Erbajolo et à l'intégration de certaines missions complémentaires ;

**-DECIDE-**

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est décidé pour des motifs d'intérêt général, de classer sans suite la procédure de marché public relative au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du bouclage routier chemin d'Erbajolo – chemin d'Alzo di Leva,

**Article 2**

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du Maire.

**Article 3**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Fait à AJACCIO, le 14 mars 2016

Le Maire

Laurent MARCANGELI



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

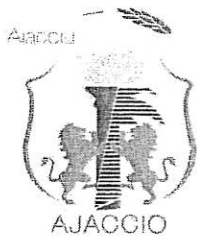
02A-212000046-20160317-2016\_24-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/03/2016

Publication : 08/10/2015

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



## **DECISION MUNICIPALE**

**N° 2016 /25**

**Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le conseil municipal  
dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du C.G.C.T.**

**Portant souscription d'un prêt de 5 000 000 €  
auprès de la Caisse d'Epargne**

Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'Ajaccio,  
Député de la Corse du Sud

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-22 alinéa 3 ;
- Vu** la délégation du conseil municipal accordée au maire par délibération n° 2015-07 du 08 février 2015;
- Vu** l'arrêté n° 2015-166 du 11 février 2015 portant délégation de signature à Monsieur Stéphane Sbraggia 1<sup>er</sup> adjoint;
- Vu** la demande de prêt formulée par la commune pour le financement des investissements prévus au budget primitif 2016
- Vu** l'offre de prêt favorable de la Caisse d'Epargne ;

### **DECIDE**

#### **Article 1er**

Pour assurer le financement d'une partie des opérations d'investissements au budget 2016, il est opportun que la Ville d'Ajaccio contracte un emprunt de 5 000 000 euros auprès de la Caisse d'Epargne.

#### **Article 2**

Les caractéristiques et conditions de cet emprunt sont les suivantes :

- la périodicité choisie est annuelle
- le nombre d'échéance est de 15
- les frais de dossier sont de 10 000 €
- le taux d'intérêt est de EURIBOR 12 mois + marge de 1.83 %
- pénalités en cas de remboursement anticipé : 3 % du capital restant dû
- le type d'amortissement du capital : amortissement linéaire du capital



### Article 3

Les recettes afférentes feront l'objet des inscriptions budgétaires nécessaires au budget primitif 2016 (Chapitre 16 Emprunts et dettes).

### Article 4

De signer cette offre qui deviendra de ce fait contrat ainsi que tout avenant à venir y afférent.

### Article 5

Le directeur général des services, le trésorier percepteur municipal, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au registre des délibérations du conseil municipal et dont un extrait sera affiché en mairie.

Fait à Ajaccio, le 16 mars 2016

Pour le Député Maire  
Par délégation



~~P/Le Maire  
Le Maire-Adjoint  
AM 2015-166  
Stéphane SBRAGGIA~~

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160316-2016\_025-AU

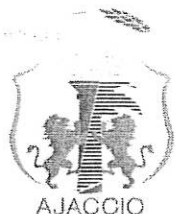
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/03/2016

Publication : 22/03/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





## Décision municipale N°2016/26

Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Objet :

Autorisation donnée au maire de signer une convention de partenariat, dans le cadre d'un sponsoring avec le SQUASH CLUB DE MEZZAVIA saison 2016.

Le maire de la ville d'Ajaccio,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23 ;  
Vu la délibération N°2015/07 en date du 8 février 2015 portant délégation au maire des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;

Vu que la Ville d'Ajaccio souhaite sponsoriser LE SQUASH CLUB de Mezzavia pour la saison 2016 ;

Vu que ce sponsoring permettra à la Ville de promouvoir son image à travers les déplacements du club et les divers tournois organisés sur place ;

### DECIDE

#### Article 1<sup>er</sup> :

La Ville d'Ajaccio participera à hauteur de 1 500 euros TTC à ce sponsoring.

Mr MARTINETTI, président du SQUASH CLUB DE MEZZAVIA s'engage à promouvoir l'image de la Ville de la façon suivante :

- flochage avec le logo de la ville des tee-shirts, raquettes et tous supports médiatiques appartenant au club
- Communication sur tous supports médias du partenariat avec le logo de la ville.
- Mise en place de bannières (fournies par la ville) ou figurera le logo de la Ville, à proximité du club de squash pendant la durée des manifestations.

#### Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors d'une prochaine réunion du conseil municipal et figurera au registre des décisions du maire.

#### Article 3 :

Le directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au registre des délibérations, dont un extrait sera affiché en mairie et transmise en la forme légale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160322-2016\_026-AU

Fait à Ajaccio, le 22 mars 2016

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/04/2016

Publication : 05/04/2016

Pour l'autorité Compétente"  
par délégation



Le maire

Maire MARCANGE



**DECISION N° 2016/027**

**Prise en fonction des dispositions  
De l'article L.2122.22 du Code Général  
Des collectivités Territoriales.**

**Fixation de la quantité et du prix de vente d'ouvrages pour la boutique du Palais Fesch  
Musée des Beaux-Arts et du nombre d'ouvrages pour les échanges inter Musées.**

**NOUS,** Laurent MARCANGELI, Député Maire de la ville d'Ajaccio

**VU,** L'article L.2122.22 du code général des Collectivités Territoriales, stipulant que le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou en partie et pour la durée de son mandat du règlement de certaines questions limitativement énumérées par cet article,

**VU,** plus particulièrement l'alinéa 2, relatif aux pouvoirs susceptibles d'être délégués au Maire en ce qui concerne la fixation de tarifs, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal,

**VU,** la délibération N°2008/37 du Conseil Municipal du 28 Mars 2008, par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire le bénéfice des dispositions de l'article L.2122.22 sus-mentionné,

**CONSIDERANT** que les produits dérivés, générateurs de recettes, sont un support promotionnel représentatif de la politique culturelle et muséographique engagée par la ville d'Ajaccio.

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer le nombre et le prix des ouvrages qui seront mis en vente à la boutique du Musée et qui seront envoyés dans les différents Musées à titre d'échange.

## DECIDONS

### ARTICLE 1 :

Le nombre et le prix des objets et ouvrages sont fixés ainsi que suit :

190 livres « Napoléon III et Francheschini-Pietri, reflets d'Empire », dont 180 pour la vente en boutique à 18,00 € et 10 pour les échanges inter-musées.

184 livres « Mon musée par ABC », dont 174 pour la vente en boutique à 15,00 € et 10 pour les échanges inter-musées.

240 livres « Les chefs d'œuvre des collections Napoléoniennes », dont 220 pour la vente en boutique à 15,00€ et 20 pour les échanges inter-musée.

5 livres « La dernière visite, l'Impératrice Eugénie à Fontainebleau », pour la vente en boutique à 14,00€.

300 livres « Bacchanales Modernes, le nu, l'ivresse et la danse dans l'art français du XIXe siècle », dont 200 pour la vente en boutique à 29,00€ et 100 pour les échanges inter-musée.

### ARTICLE 2

Les recettes provenant de cette vente seront portées au budget de la Ville chapitre 70, article 7062, fonction 322.

### ARTICLE 3

Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au registre des délibérations du Conseil Municipal et affiché à l'Hôtel de Ville.

Fait à Ajaccio le 23/03/2016



LE DEPUTE MAIRE  
DE LA VILLE D'AJACCIO

Laurent Marcangeli

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160323-2016\_027-AU

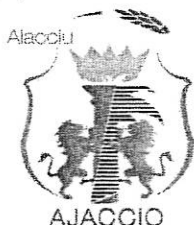
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/04/2016

Publication : 14/04/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





**DECISION MUNICIPALE**  
**N° 2016/28**

**Prise en vertu d'une délégation donnée au Maire par le Conseil Municipal dans le cadre des dispositions de l'article L 2122-22 du CGCT.**

**Contrat entre la Ville d'Ajaccio et la Caisse d'Epargne**

Vu la délibération du N° 2015/07 du conseil municipal du 08 février 2015 portant délégation de pouvoirs au Député Maire,

Vu l'arrêté municipal n° 2015-166 du 11 février 2015 donnant délégations au premier adjoint Mr Stéphane SBRAGGIA

Après avoir pris connaissance des projets de contrat suivants :

- conditions générales d'adhésion au SERVICE SP PLUS V2,
- des conditions particulières Service SP PLUS V2 qui forment avec les conditions générales d'adhésion au SERVICE SP PLUS V2 une entité juridique indissociable et qui permettent en outre d'adhérer aux services suivants :

**Services Annexes SP Plus V2**

- ☐ Cartes american express
  - ☐ Fichier Reporting
  - ☐ Cartes Cetelem, cartes cofinoga
  - ☐ web services
  - ☐ Paiement VPC
  - ☐ Paiement par identifiant /Abonnement
  - ☐ Pilotage risques niveau 1 et 2
  - ☐ Profil administrateur
  - ☐ Push mail
  - ☐ Service saisonnier
- Début : Mois Fin : Mois

Ces projets de contrat ayant été établis par la Caisse D'Epargne Provence – Alpes – Corse.

## DECIDE :

La ville d'Ajaccio décide de souscrire auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse :

Au contrat comprenant « les conditions générales d'adhésion au SERVICE SP PLUS V2 » et les conditions particulières Service SP PLUS V2 (ci-après « le Contrat SP PLUS V2 ») , l'objet de ce contrat étant la fourniture par la Caisse d'épargne à la ville d'Ajaccio d'un Service dénommé SP PLUS comprenant d'une manière indissociable :

- La concession de l'usage d'un logiciel spécifique dénommé SP+ API développé par la Caisse d'épargne et permettant à la ville d'Ajaccio de diriger un citoyen (le « consommateur ») de son site web vers un serveur (dénommé « SP PLUS V2 ») de la Caisse d'épargne, afin d'assurer le paiement sécurisé des achats effectués par ledit consommateur
- L'accès à un service d'assistance technique
- La maintenance du logiciel sus-visé et le suivi de son évolution
- La sécurisation des informations transmises lors du paiement d'une vente électronique réalisée à distance à partir notamment de réseau de communication public ou privé tel que l'Internet ou le GSM.
- La mise à disposition d'un service de consultation et de gestion à distance des transactions réalisées dit « ADMINISTRATION SP PLUS V2 ».

Le contrat SP PLUS est conclu :

- Pour une durée déterminée d'un an à compter de la date de signature des conditions particulières, cette durée étant renouvelable deux fois par reconduction expresse, selon les modalités indiquées aux conditions générales d'adhésion au SERVICE SP PLUS V2,

Le contrat SP PLUS V2 est conclu aux conditions financières suivantes :

- Frais de mise en service.....150 euros HT.
- Abonnement.....15 Euros HT / mois.
- coût par paiement effectué :.....0,13 Euros HT de 1 à 2 000 transactions par mois, 0,10 Euros HT de 2 001 à 5000 transactions par mois, 0,09 euros HT de 5 001 à 10 000 transactions par mois, 0,08 euros HT de 10 001 à 20 000 transactions par mois , 0,06 euros au-delà de 20 001 transactions par mois .

-Le fichier reporting : Abonnement:5 Euros / mois

Le(s) service(s) annexe(s) indiqué(s) ci-dessus, souscrits en sus du Contrat SP PLUS V2, viendra(ont) obligatoirement à terme lors de l'extinction des conditions générales d'adhésion au SERVICE SP PLUS V2, lesquelles forment une unité avec les conditions particulières.



Les dates de reconduction de (des) service(s) annexe(s), de même que les dates de dénonciation possible par la caisse d'épargne dudit (desdits) service(s), coïncideront obligatoirement avec celles des conditions générales d'adhésion au SERVICE SP PLUS V2.

La ville d'AJACCIO décide, dans le cadre du SERVICE SP PLUS V2 :

- de prendre en charge les risques de rejets de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire,
- de limiter le montant des transactions conformément à l'article 1341 du Code Civil (limite actuellement fixée à 1 500 €),
- de conserver dans une base de données hautement sécurisée, les références de chaque transaction pendant une durée minimum de 12 mois.

A AJACCIO, le 24/03/2016



P/Le Maire  
Le Maire Adjoint  
AM 2015-166  
Stéphane SBRAGGIA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20160324-2016\_028-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/04/2016

Publication : 01/04/2016

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation





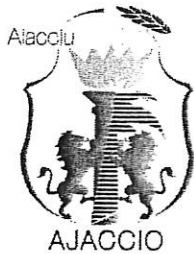
**MARS**

---

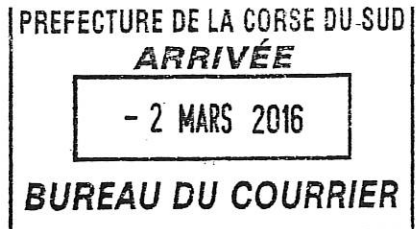
# Arrêtés Municipaux

---





Arrêté N° 2016-498



Portant fermeture provisoire et évacuation de l'appartement 1<sup>er</sup> étage gauche  
sis 9 rue Notre Dame, 20000 Ajaccio (propriété de Madame Catherine BOZZI  
épouse MARQUIS) cadastré section BY n° 210 à Ajaccio

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,**

**Vu** la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;  
**Vu** la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
**Vu** la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2122-17 à L.2122-20 et suivants ;  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L. 2212 et suivants ;  
**Vu** le Code de la construction et de l'habitation notamment les articles L 511-1 et suivants ;  
**Vu** les délibérations n°2015-04 et n°2015-06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

**Vu** Le rapport d'intervention des Services Techniques de la Ville d'Ajaccio, en date du 26 février 2016 ;  
**Vu** Le caractère urgent de la situation ;

**Considérant** que l'état des locaux compromet gravement la sécurité des occupants et fait obligation de prononcer l'interdiction d'habitation et de prononcer l'évacuation des personnes,

**Considérant** l'urgence ;

**-ARRETE-**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est prononcée la fermeture provisoire de : l'appartement du 1<sup>er</sup> étage gauche sis 9 rue Notre Dame, cadastré section BY n°210 à Ajaccio, propriété de Madame Catherine BOZZI, épouse MARQUIS

A compter de : 26 février 2016.

**Article 2**

L'accès et l'occupation dudit immeuble sont subordonnés à la réalisation des travaux de mise en conformité et après avis des experts qui seront missionnés.

**Article 3**

Le présent arrêté sera notifié en la forme administrative à :

- Madame Catherine BOZZI, épouse MARQUIS (1 rue Campi -B.P.204- 20179 Ajaccio cedex 1
- Monsieur Ulysse GREGOIRE, locataire (9 rue Notre Dame 20000 Ajaccio)

**Article 4**

Le présent arrêté sera affiché en mairie d'Ajaccio et sur la façade de l'immeuble.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de Corse du Sud.

#### Article 6

Le présent arrêté est transmis au Préfet au titre du contrôle de légalité. Il est transmis à la CAF, à la MSA, au gestionnaire du FSL, au procureur de la république et à la chambre départementale des notaires.

#### Article 7

Les intéressés disposent, en cas de contestation, d'un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, pour déposer un recours devant le tribunal Administratif de Bastia.

Dans ce même délai, ils peuvent également effectuer un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire.

#### Article 8

M.M. le Secrétaire Général de la Ville d'Ajaccio, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le :

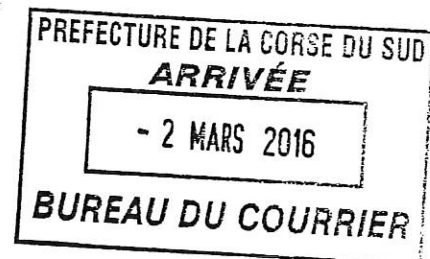
01 MARS 2016

4  
Le Maire

Laurent MARCANGELI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



MAIRIE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL n° 16-499  
Portant stationnement interdit temporaire,

A compter du lundi 07 mars, 7h00 et ce jusqu'au mardi 08 mars 2016, 18h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

RUE MISS CAMPBELL,  
Au droit du Palais Cymos.

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vinaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03

NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de l'entreprise T.S.C en date du 17 février 2016;

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre de travaux de mise en sécurité de la façade du Palais Cymos.

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du lundi 07 mars, 7h00 et ce jusqu'au mardi 08 mars 2016, 18h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

RUE MISS CAMPBELL,  
Au droit du Palais Cymos, sur trois emplacements.

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.

CIRCULATION PIETONNE

La circulation piétonne sera interdite dans la zone des travaux, une déviation piétonne sera installée afin d'inviter les usagers à emprunter le trottoir opposé.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à TSC.

Fait à Ajaccio le 04 Mars 2016



Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Le Directeur Général des Services

Jacques BILLARD.

Pierre-Paul ROSSINI



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N° 16-500**

Portant Stationnement interdit,  
Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,

Le 07 Mars 2016 et ce de 07h30 à 12h30 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**AVENUE BEVERINI VICO**  
A hauteur de l'enseigne commerciale SPAR.

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande AJACCIO FROID en date du 19 Février 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de travaux de réaménagement du magasin SPAR, il est nécessaire d'instituer une interdiction de stationner ainsi qu'une restriction de la circulation;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent;

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** Le 07 Mars 2016 et ce de 07h30 à 12h30 inclus, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit, et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

**AVENUE BEVERINI VICO**  
A hauteur de l'enseigne commerciale SPAR.  
Côté droit sens descendant, sur 20m linéaires.

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.  
Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1

**RESTRICTION DE LA CIRCULATION**

La circulation sera réglementée, restriction de circulation, pouvant occasionner la fermeture ponctuelle de la circulation dans l'artère ci-après :

**AVENUE BEVERINI VICO**  
A hauteur de l'enseigne commerciale SPAR.

**PERIMETRE DE SECURITE**

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux :

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : BARRIERAGE, RUBALISE.

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à AJACCIO FROID.

Fait à Ajaccio le 07 Mars 2016.



Le Directeur Général des Services  
Le Maire, L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.  
**Pierre-Paul ROSSINI**



## Arrêté municipal N° 2016/505

**Portant délégation de signature**

à

**M. Jean-Claude OTTAVIANI,**  
**Directeur de la régie des parkings de la Ville d'Ajaccio.**

**Le maire de la Ville d'Ajaccio ;**  
**Laurent MARCANGELI,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-19, R.2122-8, R.2122-10, L.2221-14 et R.2221-63 ; R.2221-74 ;

Vu les délibérations N°2015/397 (création de la régie autonome des parkings), 2016/04 (nomination des membres du conseil d'exploitation de la régie) et 2016/41 du 22 février 2016 portant nomination du directeur de la régie des parkings;

Vu les articles 11 et 12 des statuts de la régie des parkings de la Ville d'Ajaccio ;

### ARRETE

**Article premier :** Délégation de signature accordée à M. Jean-Claude Ottaviani, Directeur de la régie des parkings de la Ville d'Ajaccio pour:

- Signer tout contrat ou tout autre document (actes de ventes et d'achats) de gestion du parking qui soit opposable au tiers, à l'exception des actes de nomination et de révocation des agents et employés de la régie, sous réserve des dispositions des statuts.

**Article 2 :** Le Directeur Général des Services est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'AJACCIO.

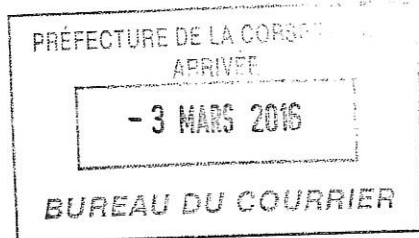
**Article 3 :** Une copie du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Préfet de la région Corse, Préfet de la Corse du Sud.  
Monsieur Pierre-Paul ROSSINI, Directeur Général des Services.  
Monsieur Philippe ARMAND Directeur Général Adjoint Moyens Ressources  
Monsieur Jean-Claude OTTAVIANI.

Fait à Ajaccio, le 1<sup>er</sup> mars 2016

**Le Député-maire**

**Laurent MARCANGELI**



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-0506**

Portant stationnement interdit,  
Portant circulation interdite,  
Portant déviation temporaire de circulation,

Le jeudi 03 mars 2016, de 7h00 à 18h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI,**  
Portion comprise entre le boulevard Danièle Casanova et la rue des bûcherons ;

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/02.

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de SARL KALLISTE NUMERIQUE en date du 15 février 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion du remplacement d'une antenne SFR, il est nécessaire d'interdire le stationnement ainsi que d'interdire et dévier la circulation;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

**-ARRETONS-**

ARTICLE 1 : Le jeudi 03 mars 2016, de 7h00 à 18h00 inclus, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI,**  
Portion comprise entre le boulevard Danièle Casanova et la rue des bûcherons ;

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h avant les travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

**CIRCULATION INTERDITE**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI,**

**DEVIATION DE LA CIRCULATION**

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI,**

**DEROGATIONS**

Les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, SARL KALLISTE NUMERIQUE.

Fait à Ajaccio le 16 Mars 2016.

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

  
Jacques BILLARD.  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-Paul ROSSINI

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-507**  
Portant stationnement interdit temporaire,

A compter du vendredi 11 mars 20h00 et ce jusqu'au samedi 12 mars 21h00 inclus,  
Dans la zone ci-après :

**PARKING DES TORPILLEURS.**

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande du service de la propreté urbaine et de la logistique en date du 25 février 2016;

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre d'une intervention opérationnelle d'une remise en état du site.

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** A compter du vendredi 11 mars 20h00 et ce jusqu'au samedi 12 mars 21h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans la zone ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans la zone ci-après :

**PARKING QUAI DES TORPILLEURS,**

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques de la ville.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à Ajaccio le 01 Mars 2016



Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**

**ARRETE MUNICIPAL n° 16- 508**  
Portant stationnement interdit temporaire.

Le jeudi 03 mars, 08h00 à 18h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**BOULEVARD DANIELLE CASANOVA,**  
Portion comprise entre le n°16 et le n° 12, côté gauche sens circulation.

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de la SARL KALLISTE NUMERIQUE en date du 29 février 2016;

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre de travaux de mise en sécurité de la façade du Palais Cymos.

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** Le jeudi 03 mars, 08h00 à 18h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 41 7-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

**BOULEVARD DANIELLE CASANOVA,**  
Portion comprise entre le n°16 et le n° 12, côté gauche sens circulation.

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.

**CIRCULATION PIETONNE**

La circulation piétonne sera interdite dans la zone des travaux, une déviation piétonne sera installée afin d'inviter les usagers à emprunter le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à SARL KALLISTE NUMERIQUE.

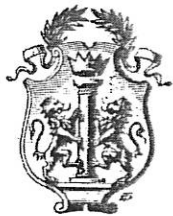
Fait à Ajaccio le 01 Mars 2016

Pour M. Le Député Maire.  
L' Adjoint Délégué,  
**Le Directeur Général des Services**  
  
Jacques BILLARD.  
**Pierre-Paul ROSSINI**

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**

**ARRETE MUNICIPAL n° 16-0 518**

Portant stationnement interdit temporaire,  
Portant circulation interdite temporaire,  
Portant déviation temporaire,

Le mardi 03 mars 2016, de 21h00 à 23h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**RUE LORENZO VERO,**

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et le Cours Napoléon ;

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de VO2 SAS en date du 25 février 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion travaux sur climatiseur hôtel des postes, il est nécessaire d'interdire le stationnement et la circulation;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1** Le mardi 03 mars 2016, de 21h00 à 23h00 inclus, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

**RUE LORENZO VERO,**

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et le Cours Napoléon ;

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h avant les travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

**CIRCULATION INTERDITE**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**RUE LORENZO VERO,**

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et le Cours Napoléon ;

**DEVIATION DE LA CIRCULATION**

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

**RUE LORENZO VERO,**

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et le Cours Napoléon ;

**DEROGATIONS**

Les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

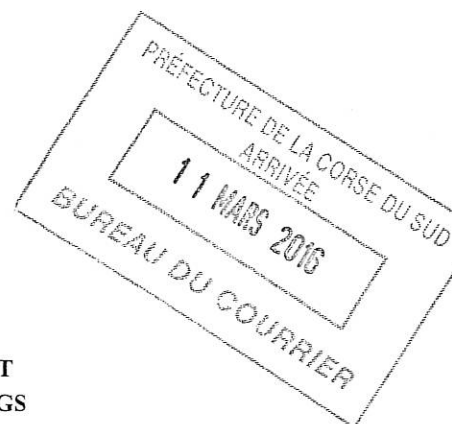
**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, VO2 SAS  
Fait à Ajaccio le 02 mars 2016.

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,  
  
Le Directeur Général des Services  
  
Pierre-Paul ROSSINI  
  
Jacques BILLARD.





**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N°2016 - 519**



**PORTANT ABROGATION DE L'ARRETE 2016-061 ET  
CREATION DE LA REGIE DE RECETTES DES PARKINGS**

**LE MAIRE,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu la délibération n°2015/07 du conseil municipal réuni le 8 février 2015 de Délégation au maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté municipal 2016-061 du 7 janvier 2016 portant création de la régie de recettes des parkings ;

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du .....02.03.2016.....

**ARRETE**

**ARTICLE 1** – L'arrêté municipal 2016-061 du 7 janvier 2016 portant création de la régie de recettes des parkings est abrogé le 11 mars 2016.

**ARTICLE 2** – Il est institué une régie de recettes pour les parkings auprès de la régie autonome des parkings de la Ville d'Ajaccio à partir du 11 mars 2016 à 14 heures.

**ARTICLE 3** – Cette régie est installée au parking diamant, 2, Avenue Eugène Macchini, 20 000 AJACCIO.

**ARTICLE 4** - La régie de recettes encaisse les places de stationnement de tous les véhicules au parking des « quais – campinchi » et au parking sous-terrain du « diamant ».

**ARTICLE 5** – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées en numéraire, par chèque, par carte bancaire, par prélèvement bancaire. A cet effet, toutes les opérations de gestion sur le compte de dépôt de fonds au Trésor (n° 0000200225 – 18) sont autorisées. Ainsi, les recettes peuvent également être encaissées par virement.

**ARTICLE 6** – Un fonds de caisse d'un montant de 3 500 euros est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7** – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est de 40 000 euros.

**ARTICLE 8** – Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois et au 31 décembre ainsi que la totalité des justificatifs des opérations de recettes.

**ARTICLE 9** – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10** – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11** – Le Directeur général des services de la commune d'Ajaccio et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera porté au recueil des actes administratifs de la commune.

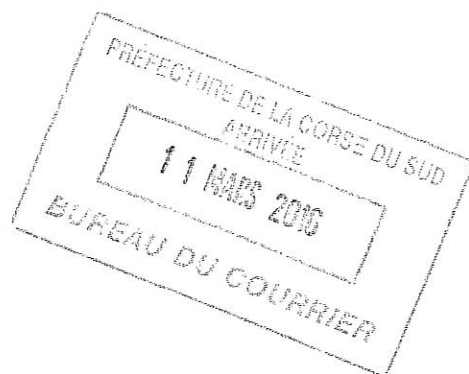
Fait à Ajaccio, en double exemplaire, le 03 MAR. 2016  
02.03.2016

Pour avis conforme,  
Le Trésorier du Grand Ajaccio,

Jacques COTI



Pour le Maire,  
Le Maire adjoint au maire,  
AM 2016/166  
Stéphane SBRAGGIA  
Stéphane SBRAGGIA.





COMMUNE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL N°2016 – 520



**PORTANT ABROGATION DE L'ARRETE MUNICIPAL 2016-062 ET  
NOMINATION D'UN REGISSEUR TITULAIRE ET DE MANDATAIRES  
POUR LA REGIE DE RECETTES DES PARKINGS**

**LE MAIRE,**

Vu l'arrêté municipal 2016 – 062 du 7 janvier 2016 portant nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires suppléants auprès de la régie de recettes des parkings ;

Vu l'arrêté municipal n°2016 - 549 portant abrogation de l'arrêté 2016-061 et création de la régie de recettes des parkings ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du .....02.03.2016.....

**ARRETE**

**ARTICLE 1** – L'arrêté municipal 2016 – 062 du 7 janvier 2016 portant nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires suppléants auprès de la régie de recettes des parkings est abrogé le 11 mars 2016.

**ARTICLE 2** - REMILLIEUX Jean-Yves est nommé régisseur titulaire de la régie de recettes des parkings avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci à partir du 11 mars 2016 à 14 heures.

**ARTICLE 3** – En cas d'absence, de congé ou d'empêchement, le régisseur titulaire sera remplacé par les mandataires suivants :

- GUIDI Jérôme, nommé mandataire suppléant,
- BATTAGLINI Louis,
- CARDI Richard.

**ARTICLE 4** – Le régisseur titulaire doit constituer un cautionnement de 6900 euros.

**ARTICLE 5** – Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 690 euros.

**ARTICLE 6** – Le régisseur titulaire et les mandataires sont, conformément au règlement en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent, du maniement des fonds, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

**ARTICLE 7** – Le régisseur titulaire et les mandataires ne devront pas encaisser des recettes relatives à des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif sous peine d'être institués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et pénales.

**ARTICLE 8** – Le régisseur titulaire et les mandataires sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôles qualifiés.

**ARTICLE 9** – Le Directeur général des services et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et notifié aux intéressés.

Fait à Ajaccio en double exemplaire, le 03 MAR. 2016

02.03.2016  
Pour avis conforme,  
Le Trésorier du Grand Ajaccio,

Jacques COTI.



Pour le Maire,  
Le Premier adjoint au maire,  
Le Maire-Adjoint,  
AM 2015-108  
Stéphane SBRAGGIA  
Stéphane SBRAGGIA.

Le régisseur titulaire,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

Jean-Yves REMILLIEUX.

*Vu pour acceptation*

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

*Vu pour acceptation*

Louis BATTAGLINI.

*[Signature]*

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

Jérôme GUIDI.

*Vu pour acceptation*  
*[Signature]*

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

*Vu pour acceptation*

Richard CARDI.

*[Signature]*





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 521**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
pour la vente de fleurs sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 22 janvier 2016, de Madame POISSON Virginie, fleuriste, afin de procéder à la vente de fleurs et plantes sur le domaine public, à l'occasion de la fête des grands mères.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame POISSON Virginie, ci après appelé(e) gérante de la société « fleur de vanille », le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Rond point GIFI avenue maréchal LYAUTEY AJACCIO**

**Date(s) : Le 6 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20 heures**

**Objet : vente fleurs et plantes à l'occasion de la fête des grands mères.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

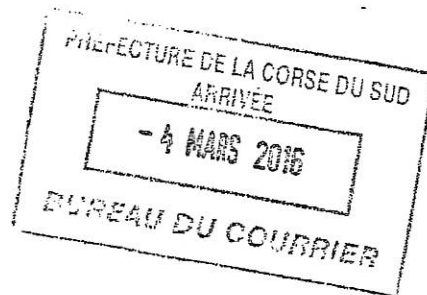
Christian BALZANO







Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 524** **Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscités ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande de Madame Dany PAPI MONDOLONI, Présidente de l'Association Corsica Sida « Terre Méditerranéennes », en date du 26 février 2016, afin d'y installer un stand de prévention dans le cadre d'une promotion du dépistage « VIH VHC ».

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

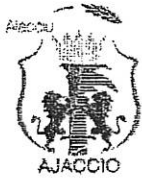
Madame Dany PAPI MONDOLONI, Présidente de l'Association Corsica Sida « Terre Méditerranéennes » ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Objet : campagne de prévention pour la lutte contre le SIDA**  
**Modalités d'occupation :**

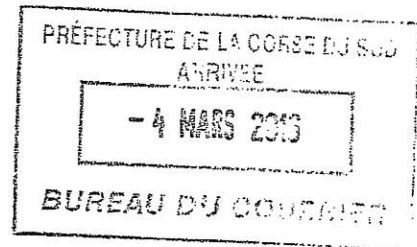
ETABLISSEMENT / LIEU	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
Lycée Fesch/Av Ramaroni	08/03/16 de 09h30 à 11h00 22/03/16 de 09h30 à 11h00	05/04/16 de 09h30 à 11h00 19/04/16 de 09h30 à 11h00	10/05/16 de 09h30 à 11h00 24/05/16 de 09h30 à 11h00	07/06/16 de 09h30 à 11h00 14/06/16 de 09h30 à 11h00
Lycée Laetitia/Av Beverini Vico	10/03/16 de 09h30 à 11h00 24/03/16 de 09h30 à 11h00	07/04/16 de 09h30 à 11h00 21/04/16 de 09h30 à 11h00	12/05/16 de 09h30 à 11h00 26/05/16 de 09h30 à 11h00	09/06/16 de 09h30 à 11h00 16/06/16 de 09h30 à 11h00
Lycée Jules Antonini /Av Noel Franchini	08/03/16 de 09h30 à 11h00 22/03/16 de 09h30 à 11h00	05/04/16 de 09h30 à 11h00 19/04/16 de 09h30 à 11h00	10/05/16 de 09h30 à 11h00 24/05/16 de 09h30 à 11h00	07/06/16 de 09h30 à 11h00 14/06/16 de 09h30 à 11h00
Lycée Finosello /Av Marechal Lyautey	10/03/16 de 09h30 à 11h00 24/03/16 de 09h30 à 11h00	07/04/16 de 09h30 à 11h00 21/04/16 de 09h30 à 11h00	12/05/16 de 09h30 à 11h00 26/05/16 de 09h30 à 11h00	09/06/16 de 09h30 à 11h00 16/06/16 de 09h30 à 11h00
Kiosque à musique / Pi De Gaulle	09/03/16 de 15h00 à 17h00 23/03/16 de 15h00 à 17h00	06/04/16 de 15h00 à 17h00 20/04/16 de 15h00 à 17h00		
Place Foch			11/05/16 de 15h00 à 17h00 25/05/16 de 15h00 à 17h00	
Place Miot				08/06/16 de 15h00 à 17h00 15/06/16 de 15h00 à 17h00

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :**

La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2009-142 susvisée.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation .Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur les trottoirs, les kiosques et les places. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.

**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 04 MARS 2016

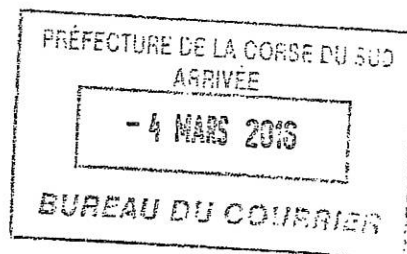


Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16 - 525**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**Du 09 Juin au 11 juin 2016**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ou toute délibération la remplaçant ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande de Madame Catherine NEUMANN, Directrice de l'Agence « Terre Basques », en date du 20 janvier 2016, afin d'organiser le congrès national de la Fédération Française du Bâtiment.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Catherine NEUMANN, Directrice de l'Agence « Terre Basques », ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Place d'Austerlitz**

**Date : Le 09/03/16 (montage) Horaires : De 8h00 à 17h00**

**Le 10/03/16 (soirée) Horaires : De 19h00 à 23h30**

**Le 09/03/16 (démontage) Horaires : De 8h00 à 17h00**

**Objet : Congrès national de la Fédération Française du Bâtiment**

**Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

**Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal.

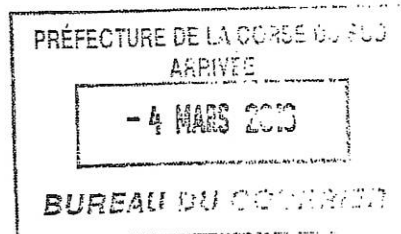
Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés. Le régisseur des halles et marchés ou son suppléant est chargé du recouvrement de ladite redevance.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation .Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.

**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 04 MARS 2016

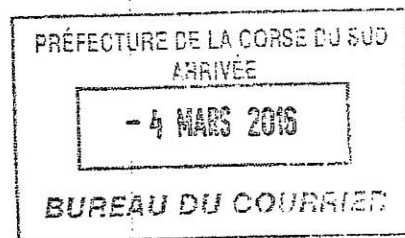
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 526**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**Du 29 février au 05 mars et du 07 mars au 11 mars 2016**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande de Monsieur Jean-Jacques FERRARA, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien, en date du 19 février 2016, afin d'organiser une campagne de sensibilisation relative aux nouvelles modalités de collecte des déchets.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Jean-Jacques FERRARA, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Place de l'église San Rucchellu**

**Date(s) : Du 29/02/16 au 05/03/16 Horaires : De 14h30 à 19h00**

**Du 07/03/16 au 11/03/16 Horaires : De 14h30 à 19h00**

.....  
**Objet : Campagne de sensibilisation relative aux nouvelles modalités de collecte des déchets.**

**Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

**Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :**

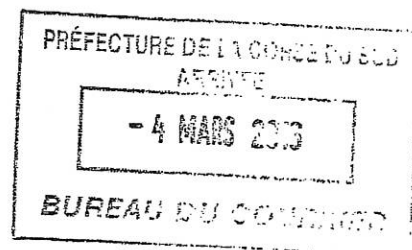
La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2009-142 susvisée.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.

**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 04 MARS 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

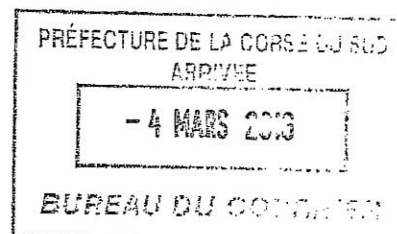
Christian BALZANO







Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16 - 527**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**Le samedi 19 mars 2016**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande de Madame Patricia BOSQUET-DAGOSTINOZ, Déléguée d'Action contre la Faim de la Corse du Sud, en date du 25 février 2016, afin d'organiser la journée mondiale de l'eau.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Patricia BOSQUET-DAGOSTINOZ, Déléguée d'Action contre la Faim de la Corse du Sud, ci après appelée le permissionnaire, est autorisée à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation :** Portion du Trottoir (côté palais FESCH) face au 33 Rue Cardinal Fesch

**Date :** 19/03/2016 Horaires : 09h30 à 12h30

**Objet :** Journée Mondial de l'Eau

**Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privés autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

**Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :**

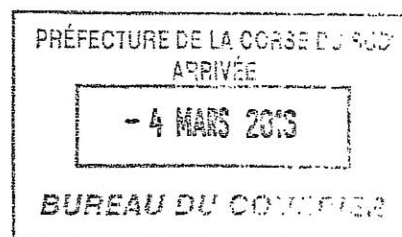
La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2009-142 susvisée.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur le trottoir. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.

**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 04 MARS 2016

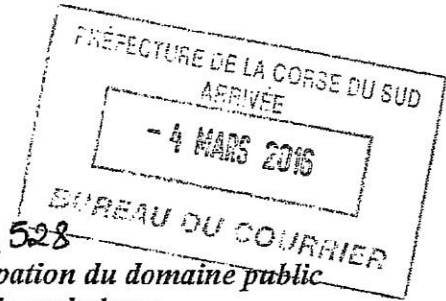
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N° 16- 528**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
pour l'exercice d'une activité commerciale ambulante.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 1/8/2016, de M. GIAMBRONE David, gérante de CHEZ DAV, immatriculé N°481964104, afin de procéder à la vente de vente d'articles divers et alimentaires, snacking (ambulant), sur le domaine public.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

M. GIAMBRONE David, gérante de CHEZ DAV, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : Avenue Maréchal Juin 20000 Ajaccio**  
**Objet : vente de pizzas et sandwiches**  
**Police d'assurance en responsabilité civile N° 41265325**

**Article 2 :**

Les horaires d'ouvertures et de fermeture sont fixés comme suit :

- 1<sup>er</sup> juin - 31 août : de 10 h 00 à 3 h 30 ;
- 1<sup>er</sup> septembre - 31 mai : de 10 h 00 à 00 h 00

En dehors de ces dates et horaires, le permissionnaire doit obligatoirement libérer les lieux.

Le non respect de ces obligations fait l'objet de sanction, et le permissionnaire peut se voir retirer son autorisation d'occupation du domaine public.

**Article 3 :**

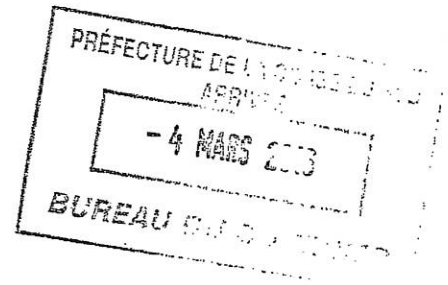
Tout aménagement supplémentaire (tables, chaises, bancs, estrades, etc,...) est formellement interdit.

**Article 4 :**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 5 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 6 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 7 :**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**Article 8 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

**Article 9 :**

Le permissionnaire ne devra laisser son emplacement inoccupé pendant plus d'un mois, exception faite toutefois des cas de maladie dûment constatée ou des congés annuels qui ne devront pas se prolonger au-delà d'une durée de trois mois consécutifs. En ce qui concerne les femmes, des aménagements particuliers pourront être envisagés en leur faveur.

En cas de maladie dûment constatée par un certificat médical, l'administration pourra autoriser un remplaçant pour une durée ne dépassant pas trois mois renouvelable. Une autorisation spéciale devra être demandée par écrit, en indiquant le nom, prénom et adresse du remplaçant.

**Article 10 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 11.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 12.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 13.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 14.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

04 MAR, 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





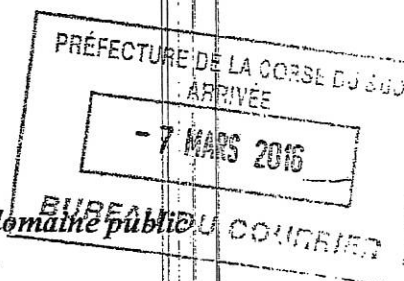
Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

N° 0362001

45,90

## **ARRETE MUNICIPAL N°16-529**

**Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.**



**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 23 février 2016, de Monsieur SANTARELLI Jean-Antoine, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur SANTARELLI Jean - Antoine, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : A l'entrée de l'ancien carrefour rue François PIETRI AJACCIO**

**Date(s) : du 17 mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

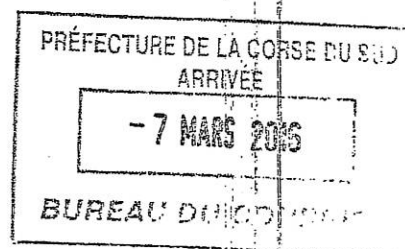
Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 9 :**

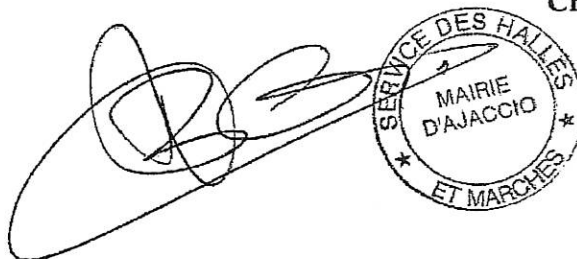
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

04 MARS 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

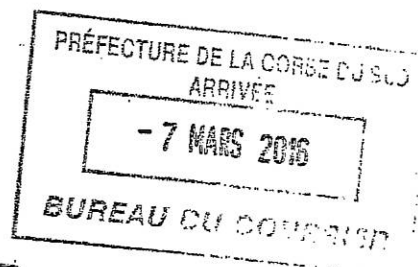
Christian BALZANO







Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 530**

**Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.**

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 23 février 2016, de Madame Angèle LAURENTI, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Angèle LAURENTI, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Rond point de GIFI la rocade AJACCIO**

**Date(s) : du 16 mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquant à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

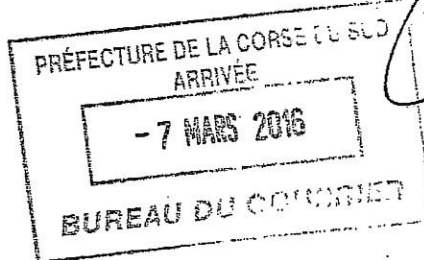
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 04 MARS 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Arrêté N° 2016- 5 34

**Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes Handicapées.**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,**

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00415A0118 reçue le 07/12/2015, signée du 03/12/2015, par Mme Catherine PAGNAT, représentant la SASU GRANDVAL'HAIR INSTITUT, demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 07/12/2015, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux à sommeil ;
- Vu** Le procès-verbal de la séance du 25/01/2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis DEFAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°16-161 en date du 02/02/2016, portant REFUS de l'agenda d'accessibilité programmée ;

**CONSIDERANT** qu'au vu du refus d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée par le Préfet de la Corse du Sud ;

**-ARRETE-**

**Article 1**

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées d'un salon de coiffure sis 3 Cours général Leclerc, dans le cadre de l'APAD, sont refusés.

**Article 2**

Le présent arrêté sera notifié à la SASU Grandval'hair institut, représentée par Mme Catherine PAGNAT, représentant les Consorts TOSI, demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant cette dernière est chargée de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.\*

**Article 6**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 7**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.\*

Fait à AJACCIO, le : 04/03/16

Pour le Maire,  
Et par délégation  
La conseillère municipale déléguée à  
l'accessibilité et au handicap,  
Conseillère départementale de la Corse  
du Sud,

Isabelle FELICIAGGI

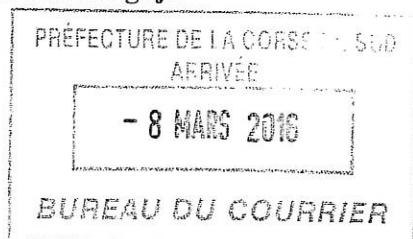




Arrêté municipal N° 2016/ 532

**Rapportant les mesures provisoires et d'urgence dans l'intérêt de la salubrité et santé publique relatives à l'interdiction de baignade et de pêche :**

**De la plage du Trottet jusqu'à celle de Barbicaghja**



**Le Maire de la Ville d'AJACCIO  
Député de la Corse-du-Sud**

**Vu** la Directive européenne 2006/7/CE ;  
**Vu** le Code de la Santé Publique ;  
**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-17 à L. 2122-20, L. 2212-1 à L. 2212-5, et L. 2213-23 ;  
**Vu** le Code pénal et notamment l'article R 610-5 ;  
**Vu** le Règlement Sanitaire Départemental ;  
**Vu** les délibérations n°2015/04 et n°2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

**Considérant** qu'au vu des résultats favorables des analyses effectuées, dans l'intérêt de la salubrité publique et de l'hygiène, il a été remédié aux inconvénients provenant de l'interdiction de baignade et de pêche de la plage du Trottet à celle de Barbicaghja ;

**Vu** l'urgence ;

**-ARRETE-**

**Article 1er**

1°- L'arrêté municipal n° 2016/ 187 est rapporté dans son intégralité.  
2°- Toutes activités de baignade et de pêche sont dorénavant autorisées de la plage du Trottet à celle de Barbicaghja, ainsi que dans la bande des 300m au droit de cette zone.

**Article 2**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et poursuivies conformément aux lois.

**Article 3**

Copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, préfet de la Corse du Sud.


**Article 4**

Les services techniques de la ville sont chargés de la signalisation et de la publicité de la décision sur site.

**Article 5**

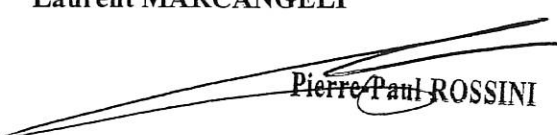
Le Directeur général des services de la ville d'Ajaccio, le Directeur général des services techniques de la ville, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Chef de la police municipale, le Responsable du service communal d'hygiène et de santé, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO, le 4 Mars 2016

 **Le Maire d'Ajaccio**



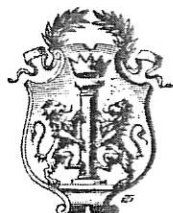
**Le Directeur Général des Services  
Laurent MARCANGELI**

  
**Pierre Paul ROSSINI**

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N° 16- 560**

Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,  
Institution d'une circulation par alternat,

A compter du 29 mars 2016 et ce jusqu'au 01 avril 2016 inclus,  
Ci-après :

**BOULEVARD STEPHANOPOLI DE COMNENE,**  
A hauteur du Chemin des Crêtes,  
A hauteur de l'entrée principale du cimetière Marins.

DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Viaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD ;

VU, la demande d'ENGIE en date du 25 février 2016 ;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion de tirage fibre optique, il est nécessaire d'instituer, une restriction de la circulation avec alternat, à hauteur de la zone d'intervention;

**CONSIDERANT** que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 : A compter du 29 mars 2016 et ce jusqu'au 01 avril 2016 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :**

**RESTRICTION DE LA CIRCULATION**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**BOULEVARD STEPHANOPOLI DE COMNENE,**  
A hauteur du Chemin des Crêtes,  
A hauteur de l'entrée principale du cimetière Marins,  
Voie sens sortant.

**INSTITUTION D'UN ALTERNAT**

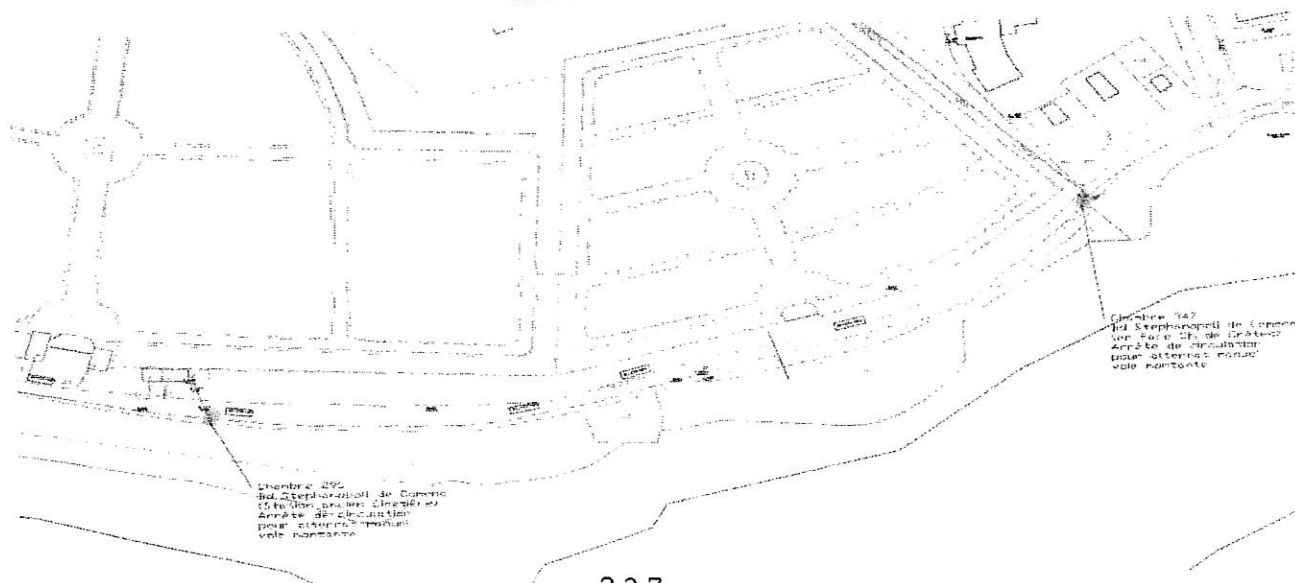
Un alternat manuel sera mis en place, afin de permettre la circulation sur la zone des travaux.

**BOULEVARD STEPHANOPOLI DE COMNENE,**  
A hauteur de la zone des travaux.

**INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H**

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère suivante :

**BOULEVARD STEPHANOPOLI DE COMNENE,**  
A hauteur de la zone des travaux.





### PERIMETRE DE SECURITE

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à ENGIE.

Fait à Ajaccio le 07 Mars 2016

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,



Jacques BILLARD.

Le Directeur Général des Services

*Pierre-Paul ROSSINI*

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N° 16- 561**

Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,  
Institution d'une circulation par alternat,

A compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus,  
Ci-après :

**BOULEVARD HENRI MAILLOT,**  
**A hauteur des résidences « Jardin de l'Empereur ».**

DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Viaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD ;

VU, la demande d'ENGIE en date du 25 février 2016 ;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion de tirage fibre optique, il est nécessaire d'instituer, une restriction de la circulation avec alternat, à hauteur de la zone d'intervention;

**CONSIDERANT** que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 : A compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :**

**RESTRICTION DE LA CIRCULATION**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**BOULEVARD HENRI MAILLOT,**  
**A hauteur des résidences « Jardin de l'Empereur »,**  
**Coté droit sens descendant.**

**INSTITUTION D'UN ALTERNAT**

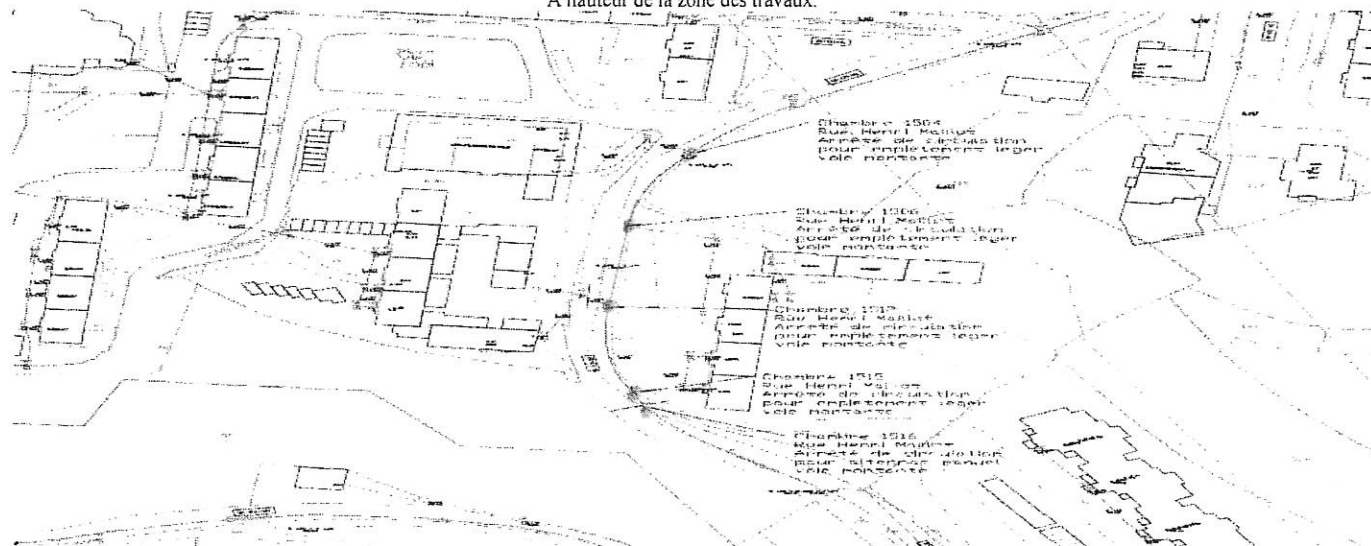
Un alternat manuel sera mis en place, afin de permettre la circulation sur la zone des travaux.

**BOULEVARD HENRI MAILLOT,**  
**A hauteur de la zone des travaux.**

**INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H**

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère suivante :

**BOULEVARD HENRI MAILLOT,**  
**A hauteur de la zone des travaux.**



### PERIMETRE DE SECURITE

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

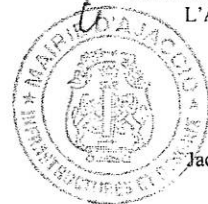
**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à ENGIE.

Fait à Ajaccio le 07 Mars 2016

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,



Jacques BILLARD.

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**

**ARRETE MUNICIPAL n° 16- 562**

Portant stationnement interdit temporaire,

Le Dimanche 03 avril 2016 de 06h00 à 18h00 inclus,  
Dans la zone ci-après :

**PARKING PASCAL ROSSINI,**

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande du service des festivités en date du 29 février 2016;

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre de la 27<sup>e</sup> édition du Marathon, semi Marathon et 10km d'Ajaccio.

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** Le Dimanche 03 avril 2016 de 06h00 à 18h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans la zone ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans la zone ci-après :

**PARKING PASCAL ROSSINI,**

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques de la ville.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

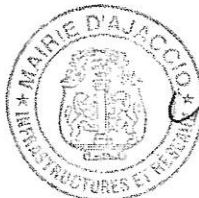
**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à Ajaccio le 07 Mars 2016



Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

**Le Directeur Général des Services**

Jacques BILLARD.

**Pierre-Paul ROSSINI**

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n°16- 563**

**Portant stationnement interdit temporaire,  
Portant circulation interdite temporaire,  
Portant circulation stoppée,  
Portant déviation temporaire,  
Portant emplacement réservé.**  
**A compter du 16 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 206 inclus.**

**PROCESSION DE LA MISERICORDE,**

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/02

**NOUS, Laurent MARCANGELI, DEPUTE MAIRE de la VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU, la loi du 19 août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 à L.2216;

VU, le code du travail,

VU, le Code de la Route,

VU, l'arrêté Municipal n°66-169 du 9 novembre 1966, approuvé par l'Autorité préfectorale le 27 janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD.

VU, la demande des services des Halles et Marchés en date du 02 février 2016;

Considérant que dans le cadre de la cérémonie de la MISERICORDE, il appartient à l'autorité Municipale de prendre toutes les mesures en vue d'assurer le bon déroulement de cette manifestation et ce afin d'éviter tout risque d'accident, il est nécessaire d'instituer une interdiction de stationner, interdiction temporaire de circulation avec déviation;

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures de police adaptées aux circonstances,

Considérant qu'à l'occasion des cérémonies de la MISERICORDE, le marché central sera supprimé place Foch le vendredi 18 Mars 2016.

**ARRETONS**

**STATIONNEMENT INTERDIT**

**ARTICLE 1 : Le mercredi 16 mars 2016 à partir de 6h00 jusqu'à la fin des préparatifs de la cérémonie,** le stationnement sera formellement interdit et soumis à enlèvement fourrière 417-10 Code de la Route, dans l'artère suivante ci-après :

**AVENUE ANTOINE SERAFINI,**

Portion comprise entre la rue Bonaparte et la rue des Glacis

Côté droit sens circulation,

Portion comprise entre la rue Bonaparte et le kiosque à journaux

Côté gauche sens circulation.

**ARTICLE 2 : Le jeudi 17 mars 2016 à partir de 18h00 et ce jusqu'à la fin de la procession,** le stationnement sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route, dans les artères ci-après:

**RUE NOTRE DAME**

**RUE ZEVACO MAIRE**

**RUE BONAPARTE**

Portion comprise entre la rue Zevaco Maire et l'avenue Antoine Sérafini,

**RUE FORCIOLI CONTI**

Portion comprise entre la rue Notre Dame et la rue Eugène Macchini,

**AVENUE ANTOINE SERAFINI**

Portion comprise entre la rue Bonaparte et l'avenue 1<sup>er</sup> Consul,

**AVENUE EUGENE MACCHINI**

Portion comprise entre le boulevard Lantivy et la rue Forcioli Conti.

**ARTICLE 3 : Le vendredi 18 mars 2016 à partir de 06h00 et ce jusqu'au passage de la procession** le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans les artères ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI**

Portion comprise entre la rue Notre Dame et l'avenue Eugène Macchini, de part et d'autre de la voie,

**AVENUE ANTOINE SERAFINI**

Portion comprise entre le Quai Napoléon et la boulevard Roi Jérôme, de part et d'autre de la voie,

**RUE NOTRE DAME**

**AVENUE EUGENE MACCHINI**

Portion comprise entre le boulevard Lantivy et la rue Forcioli Conti.

**ARTICLE 4 : Le vendredi 18 mars 2016 à partir de 14h00 et ce jusqu'au passage de la procession,** le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans les artères ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI**

**RUE SŒUR ALFONSE**

**BOULEVARD DANIELE CASANOVA**

Portion comprise entre la rue Forcioli Conti et la rue Bonaparte, de part et d'autre de la voie,

**RUE BONAPARTE**

De part et d'autre de la voie,

**AVENUE ANTOINE SERAFINI**

Portion comprise entre la rue Cardinal Fesch et la rue Bonaparte,  
**RUE CARDINAL FESCH**  
**RUE NOTRE DAME**  
**AVENUE EUGENE MACCHINI**  
Portion comprise entre le boulevard Lantivy et la rue Forcioli Conti.

### **CIRCULATION STOPPÉE**

**ARTICLE 5 : Le jeudi 17 mars 2016 à partir de 20h30** et ce jusqu'au passage de la procession, la circulation sera stoppée, dans les artères ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI**  
Portion comprise entre la rue Notre Dame et l'avenue Eugène Macchini, de part et d'autre de la voie,  
**RUE SŒUR ALFONSE**  
**RUE ROI DE ROME**  
**RUE BONAPARTE.**

**ARTICLE 6 : Le vendredi 18 mars 2016 à partir de 11h00** et ce jusqu'au passage de la procession, la circulation sera stoppée, dans les artères ci-après :

**AVENUE EUGENE MACCHINI**  
**QUAI DE LA REPUBLIQUE**  
**AVENUE 1<sup>er</sup> CONSUL**  
**AVENUE ANTOINE SERAFINI.**

**ARTICLE 7 : Le vendredi 18 mars 2016 à partir de 17h00** et ce jusqu'au passage de la procession, la circulation sera stoppée, dans les artères ci-après :

**RUE ZEVACO MAIRE**  
**RUE ETIENNE MACCHINI**  
**AVENUE 1<sup>er</sup> CONSUL**  
**AVENUE ANTOINE SERAFINI.**

### **CIRCULATION INTERDITE**

**ARTICLE 8 : Le jeudi 17 mars 2016 à partir de 20h00**, la circulation sera interdite, une déviation de la circulation sera mise en place, afin d'inviter les usagers à ne pas utiliser les artères suivantes concernées par le passage de la procession ;

**AVENUE ANTOINE SERAFINI**  
Portion comprise entre l'avenue 1<sup>er</sup> Consul et la Quai Napoléon,  
Portion comprise entre le Quai Napoléon et le boulevard Roi Jérôme.  
**AVENUE 1<sup>er</sup> CONSUL**  
Voie descendante.

**ARTICLE 9 : Le vendredi 18 mars 2016 de 14h00 à 19h00 inclus**, la circulation sera interdite, une déviation de la circulation sera mise en place, afin d'inviter les usagers à ne pas utiliser l'artère suivante concernée par le passage de la procession ;

**RUE FORCIOLI CONTI**

**ARTICLE 10 : Le vendredi 18 mars 2016 à partir de 17 h00** et ce jusqu'au passage de la procession, la circulation sera interdite, une déviation de la circulation sera mise en place, afin d'inviter les usagers à ne pas utiliser l'artère suivante :

**RUE SŒUR ALPHONSE**  
**BOULEVARD DANIELE CASANOVA**  
Portion comprise entre la rue Forcioli Conti et la rue Bonaparte.  
**RUE BONAPARTE**  
**AVENUE ANTOINE SERAFINI**  
Portion comprise entre la rue Bonaparte et la rue Cardinal Fesch.  
**RUE CARDINAL FESCH**  
Portion comprise entre l'avenue Antoine Sérafini et la rue Etienne Conti.  
**COURS NAPOLEON**  
Portion comprise entre « la Piazzetta » et l'avenue Eugène Macchini.

### **DEVIATION DE LA CIRCULATION**

**ARTICLE 11 : Une déviation de la circulation sera mise en place, afin d'inviter les usagers à ne pas utiliser les artères ci-dessus concernées par le passage de la procession ;**

### **DEROGATION**

Seuls les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à circuler ainsi qu'à stationner ;

Le car de la Musique Municipale sera autorisé à stationner : Rue Eugène Macchini, portion comprise entre le giratoire boulevard Lantivy et la rue Forcioli Conti

**ARTICLE 12 : La police municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les festivités.**

**ARTICLE 13 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques de la ville.**

**ARTICLE 14 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.**

**ARTICLE 15 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.**

**ARTICLE 16 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.**

**ARTICLE 17 : M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.**

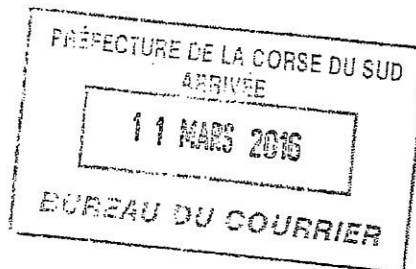
Fait à Ajaccio le 07 mars 2016

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,  
**Le Directeur Général des Services**  
Jacques BELLARD.  
**Pierre-Jean ROSSINI**





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 564**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
pour la vente de fleurs sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 19 février 2016, de Madame MORI Sylvie, commerçante ambulante, immatriculée N°7900112627, afin de procéder à la vente «fleurs», sur le domaine public, à l'occasion de la fête de la miséricorde.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame MORI Sylvie, commerçante ambulante, « fleuriste », a ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Place Foch Ajaccio**

**Date(s) : Le 18 mars 2016 Horaires : 9 heures à 00 heures**

**Objet : vente de fleurs à l'occasion de la fête de la miséricorde.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

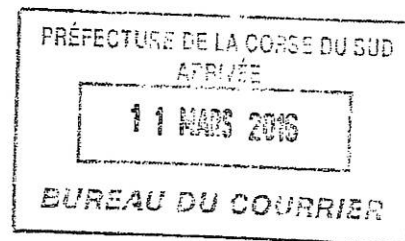
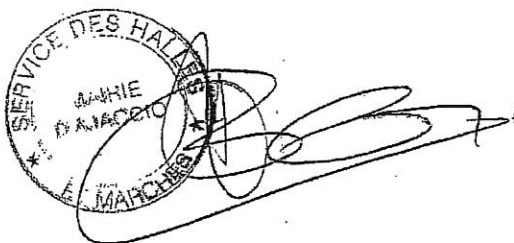
**Article 9 :**

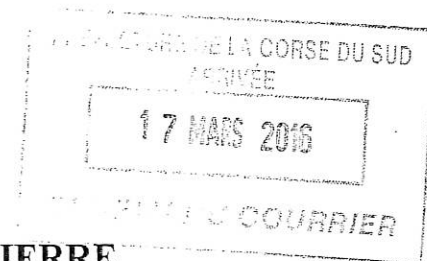
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 10 Mars 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





**ARRETE n° 2016-565**  
**Attribution de la Subvention d'AIDE A LA PIERRE**  
**IMMEUBLE 77 cours Napoléon**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO**

**VU** les délibérations n° 2003/213 du 15/12/03 et n° 2004/89 du 29/05/04 concernant les modalités d'attribution des aides municipales pour le ravalement des façades et la réfection des toitures

**VU** la demande de subvention présentée par le syndic C2I pour le compte de la copropriété sise 77 cours Napoléon.

**VU** l'avis favorable de la Commission aide à la pierre du 02/11/2011.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Une subvention de **30 000 € (trente mille euros)** est attribuée à la copropriété sise 77 cours Napoléon pour les travaux de **ravalement de façades et de reprise de la toiture** de son immeuble, telle qu'acceptée par la Commission d'aide à la pierre et sera versée au syndic C2I – 1 rue Général Campi 20000 AJACCIO.

**ARTICLE 2 :** Cette subvention est imputable sur les crédits inscrits à la Fonction 70 Chapitre 204 – Article 20422 – Enveloppe 7850 de l'exercice 2016 du budget de la Ville.

**ARTICLE 3 :** Le versement des fonds sera affecté dans la limite des crédits de paiement inscrits au chapitre et compte susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera notifié, par lettre recommandée avec avis de réception, au syndic C2I qui sera chargé de sa diffusion auprès des copropriétaires.

**ARTICLE 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Préfet de Corse du Sud, Monsieur le Directeur des Services Financiers, Monsieur le Receveur Municipal, qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Ajaccio, le 15. 03. 2016 .

Nicole OTTAVY  
Adjointe au Député-Maire, déléguée à l'urbanisme et au logement,  
Planification et aménagement urbain



VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



VILLE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL N°: 16-566

Portant institution d'emplacements réservés pour conteneurs de collecte des déchets ménagers,  
Dans l'artère ci après :

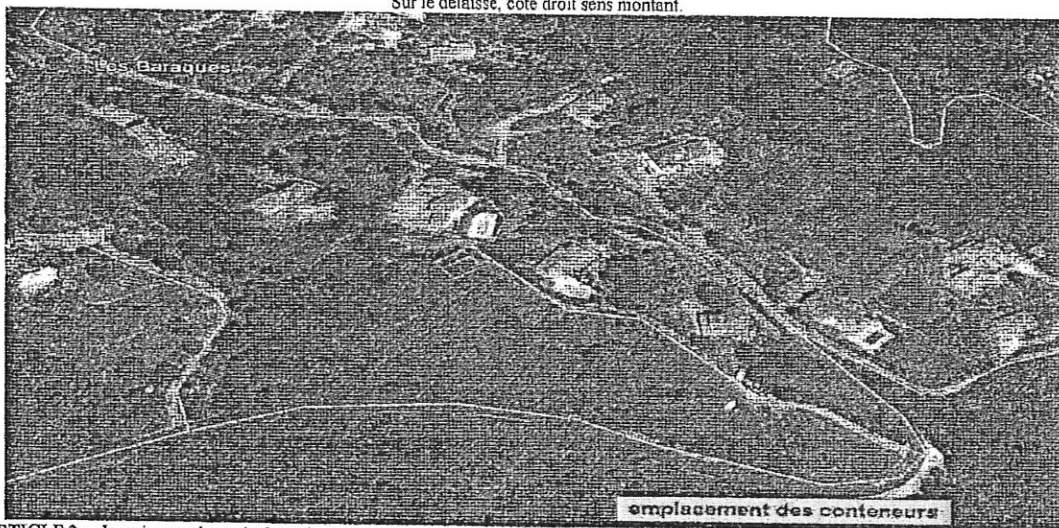
CHEMIN DES BARAQUES,

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03  
NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,  
VU, la Loi n°04-809 du 13 août 2004 portant Acte II de la Décentralisation;  
VU, les Lois portant Acte I de la Décentralisation;  
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;  
VU, l'arrêté municipal n°03-2303 portant réglementation de l'occupation du Domaine public communal;  
VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1965, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;  
VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;  
VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;  
VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;  
VU, la demande de la CAPA en date du 04 mars 2016;  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'instituer des emplacements réservés pour les conteneurs dédiés à la collecte des déchets ménagers;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 10 mars 2016, La Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien est autorisée à installer socles avec griffes dédiées au maintien des bacs de réception des ordures ménagères sur une partie du délaissé de l'artère ci-après :

CHEMIN DES BARAQUES,  
Sur le délaissé, côté droit sens montant.



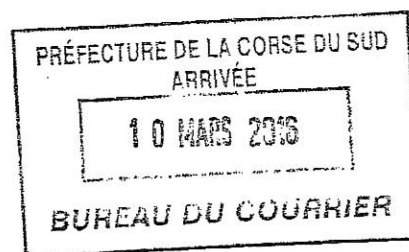
ARTICLE 2 : La mise en place ainsi que la signalisation verticale sera faite par les soins des Services Techniques de la CAPA.  
ARTICLE 3 : Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.  
ARTICLE 4 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.  
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.  
ARTICLE 6 : M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.  
ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M.M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale la CAPA.  
Fait à AJACCIO le : 09 Mars 2016

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 567**

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public  
Du Samedi 02 au dimanche 03 avril 2016***

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscités ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande de Monsieur Ange Félix ANTONIETTI, Président de l'ASPTT Ajaccio Athlétisme, en date du 07 mars 2016, afin d'organiser la 27<sup>ème</sup> édition du marathon d'Ajaccio.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Ange Félix ANTONIETTI, Président de l'ASPTT Ajaccio Athlétisme, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Place Miot**

**Date(s) : 02/04/2016 Horaires : 14h00 à 19h00**

**Date(s) : 03/04/2016 Horaires : 06h00 à 18h00**

**Objet : 27<sup>ème</sup> édition du marathon d'Ajaccio**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 4 :**

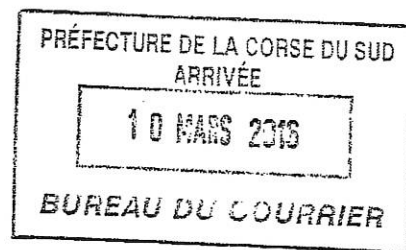
La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2009-142 susvisée.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.

**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 03 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX

MAIRIE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL N° 16- 568

Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,

A compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016, de 8h00 à 17h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

AVENUE NAPOLEON III,  
A hauteur de la résidence « LE BEAUCE »,  
Côté droit, sens descendant.



DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Vaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03  
NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de la CAPA en date du 29 février 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion d'identification des réseaux d'adduction d'eau potable, il est nécessaire d'instituer, une restriction de la circulation, à hauteur de la zone d'intervention;

CONSIDERANT que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :

RESTRICTION DE LA CIRCULATION

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

AVENUE NAPOLEON III,  
A hauteur de la résidence « LE BEAUCE »,  
Côté droit, sens descendant.

INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère suivante :

AVENUE NAPOLEON III,  
A hauteur de la zone des travaux.

PERIMETRE DE SECURITE

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

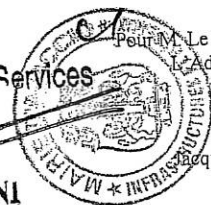
ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à la CAPA.

Fait à Ajaccio le 09 Mars 2016

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSI



Pour M. Le Député Maire,  
Le Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX

MAIRIE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL N° 16- 569

PROROGATION ARRETE MUNICIPAL n°16-175 en date du 28 janvier 2016



Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,  
Institution d'une circulation par alternat,

A compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO,**  
A hauteur de l'intersection rue Conventionnel François Salicetti.

DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Vaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, l'Arrêté Municipal n°16-175 en date du 28 janvier 2016;

VU, la demande de la SARL TPA en date du 03 mars 2016;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion de rehaussement de trois regards Télécom, il est nécessaire d'instituer, une restriction de la circulation avec alternat, à hauteur de la zone d'intervention;

**CONSIDERANT** que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 : A compter du 14 mars 2016 et ce jusqu'au 18 mars 2016 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :**

**RESTRICTION DE LA CIRCULATION**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO,**  
A hauteur de l'intersection rue Conventionnel François Salicetti,  
Au droit du centre Postal.

**INSTITUTION D'UN ALTERNAT**

Un alternat par feux tricolores sera mis en place, afin de permettre la circulation sur la zone des travaux.

**AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO,**  
A hauteur de la zone des travaux.

**INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H**

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère suivante :

**AVENUE COLONEL COLONNA D'ORNANO,**  
A hauteur de la zone des travaux.

**PERIMETRE DE SECURITE**

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à SARL TPA.

Fait à Ajaccio le 09 Mars 2016

Le Directeur Général des Services

Pierre-Louis ROSSI

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-0** S 70

Portant stationnement interdit,  
Portant circulation interdite,  
Portant déviation temporaire de circulation,

Le lundi 14 mars 2016, de 7h00 à 18h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI,**  
Portion comprise entre le boulevard Danièle Casanova et la rue des bûcherons ;

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.  
NOUS, **Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO**,  
VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;  
VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;  
VU, le Code de la Route ;  
VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;  
VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;  
VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;  
VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;  
VU, la demande de SARL KALLISTE NUMERIQUE en date du 03 mars 2016;  
**CONSIDERANT** qu'à l'occasion du remplacement d'une antenne SFR, il est nécessaire d'interdire le stationnement ainsi que d'interdire et dévier la circulation;  
**CONSIDERANT** que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** Le lundi 14 mars 2016, de 7h00 à 18h00 inclus, , le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

**RUE FORCIOLI CONTI,**  
Portion comprise entre le boulevard Danièle Casanova et la rue des bûcherons ;

**Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h avant les travaux.**  
Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

**CIRCULATION INTERDITE**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI,**

**DEVIATION DE LA CIRCULATION**

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

**RUE FORCIOLI CONTI,**

**DEROGATIONS**

Les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

**L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.**

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, SARL KALLISTE NUMERIQUE.

Fait à Ajaccio le 09 mars 2016.

Le Directeur Général des Services  Pour M. le Député Maire,  
Adjoint Délégué,

**Pierre-Paul KOSSONI**

Jacques BILLARD.

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16- 571**  
Portant stationnement interdit temporaire,

Le jeudi 17 mars 2016, de 09h00 à 11h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**BOULEVARD DOCTEUR BARTHELEMY RAMARONI,**  
Portion comprise entre le passage protégé et l'entrée des garages,  
côté droit sens montant.

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03  
**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;  
VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;  
VU, le Code de la Route;  
VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,  
VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;  
VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;  
VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;  
VU, la demande de AXIANS MOBILE MEDITERRANEE en date du 04 mars 2016;  
**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre de travaux de dépose d'armoires électriques.

**-ARRETONS-**

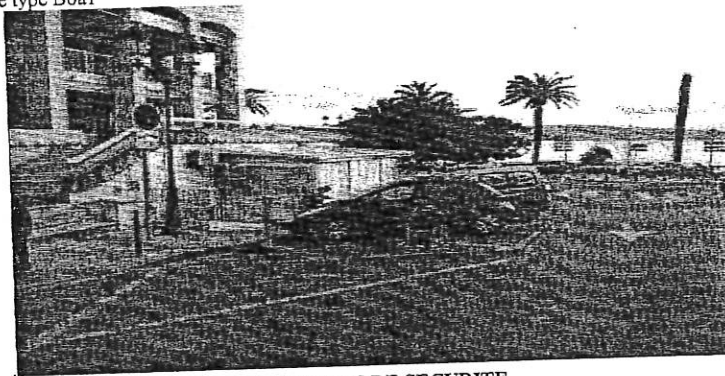
**ARTICLE 1 :** Le jeudi 17 mars, 09h00 à 11h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

**BOULEVARD DOCTEUR BARTHELEMY RAMARONI,**  
Portion comprise entre le passage protégé et l'entrée des garages,  
côté droit sens montant.

L'entreprise chargée des travaux devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la signalisation suivante : panneaux de type B6a1



**PERIMETRE DE SECURITE**

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ; Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. **L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.**

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à AXIANS MOBILE MEDITERRANEE.

Fait à Ajaccio le 09 Mars 2016

Le Directeur Général



Pierre-Paul ROSSI

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-0** 572

Portant stationnement interdit,  
Portant circulation interdite,  
Portant déviation temporaire de circulation,

Le jeudi 17 mars 2016, de 09h00 à 16h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**RUE MICHEL BOZZI,**  
Portion comprise entre la rue Docteur et Préfet Cauro et la rue Sainte Lucie,

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande d' AXIANS MOBILE MEDITERRANEE en date du 03 mars 2016;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion de dépose d'une baie sur toiture, il est nécessaire d'interdire le stationnement ainsi que d'interdire et dévier la circulation;

**CONSIDERANT** que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 : Le jeudi 17 mars 2016, de 09h00 à 16h00 inclus,** le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

**RUE MICHEL BOZZI,**  
Portion comprise entre la rue Docteur et Préfet Cauro et la rue Sainte Lucie,  
Côté droit sens circulation, au droit de l'immeuble sis n°75 Cours Napoléon, sur 20m linéaires.

**Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.**

Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6al.

**CIRCULATION INTERDITE**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**RUE MICHEL BOZZI,**  
Portion comprise entre la rue Docteur et Préfet Cauro et la rue Sainte Lucie,

**DEVIATION DE LA CIRCULATION**

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

**RUE MICHEL BOZZI,**  
Portion comprise entre la rue Docteur et Préfet Cauro et la rue Sainte Lucie,

**DEROGATIONS**

Seuls les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

**PERIMETRE DE SECURITE**

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, AXIANS MOBILE MEDITERRANEE

Fait à Ajaccio le 19 mars 2016.

Le Directeur Général des Services

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,  
Jacques BILLARD.

  
**Pierre-Paul ROSSINI**



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX

MAIRIE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL N° 16- 573



Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,

A compter du 15 mars 2016 et ce jusqu'au 17 mars 2016, de 7h30 à 17h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**RUE SERGENT CASALONGA,**  
A hauteur de l'établissement bancaire « Société Générale »  
Côté droit, sens montant.

DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Vaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de DE PETRICONI en date du 07 mars 2016;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion d'un déménagement, il est nécessaire d'instituer, une restriction de la circulation, à hauteur de la zone d'intervention;

**CONSIDERANT** que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** A compter du 15 mars 2016 et ce jusqu'au 17 mars 2016, de 7h30 à 17h00 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :

**RESTRICTION DE LA CIRCULATION**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**RUE SERGENT CASALONGA,**  
A hauteur de l'établissement bancaire « Société Générale »  
Côté droit, sens montant.

**INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H**

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère suivante :

**RUE SERGENT CASALONGA,**  
A hauteur de l'établissement bancaire « Société Générale »

**PERIMETRE DE SECURITE**

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à DE PETRICONI.

Fait à Ajaccio le 09 Mars 2016

Le Directeur Général des Services



Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

Pierre-Paul ROSSINI



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-574**  
Portant stationnement interdit temporaire,

A compter du 09 mars 2016 et ce jusqu'au 09 avril 2016 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**AVENUE BEVERINI VICO,**  
Portion comprise entre l'impasse Michel Bozzi et le cours Napoléon,  
Côté droit sens descendant.

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03

NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande des services techniques de la Ville en date du 09 mars 2016;

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre d'effondrement de la chaussée.

**-ARRETONS-**

ARTICLE 1 : A compter du 09 mars 2016 et ce jusqu'au 09 avril 2016 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans la zone ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

**AVENUE BEVERINI VICO,**  
Portion comprise entre l'impasse Michel Bozzi et le cours Napoléon,  
Côté droit sens descendant.

Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques de la ville.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à Ajaccio le 09 Mars 2016

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.



Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

**VILLE D'AJACCIO**

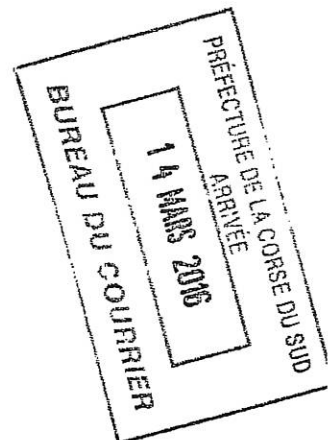
B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**ARRETE MUNICIPAL N° 16 - 579 -**

**PORTANT AUTORISATION D'UNE ENSEIGNE  
« COLANTONIO MARINE SERVICES »**



**NOUS, Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'Ajaccio, Député de la  
Corse du Sud ;**

VU le Code de l'Environnement notamment ses articles L. 581-8 et L. 581-18 ;  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2213-23 ;  
VU la Loi du 4 Aout 2008 portant Modernisation de l'Economie ;  
VU le décret N° 2012-18 du 30 Janvier 2012 relatif à la Publicité extérieure, aux enseignes et  
préenseignes ;  
VU l'arrêté N° 11-1528 portant Règlement pour la publicité, les enseignes et les préenseignes ;  
VU la délibération N° 08-221 en date du 27 Octobre 2008 portant Rapport sur la Publicité  
Commerciale ;  
VU la délibération n° 15-04 du 8 Février 2015 portant élection du Maire et des adjoints ;  
VU la demande d'autorisation préalable N° 02A - 004 -16 - 003 déposée par la SARL  
COLANTONIO MARINE SERVICES en date du 09/03/16 ;

**- ARRETONS -**

**ARTICLE 1. –** L'autorisation d'installer une enseigne de 8.73 M² située Route de Mezzavia à Ajaccio pour  
la SARL COLANTONIO MARINE SERVICES (Zone technique du Port Ch. Ornano) est accordée.

**ARTICLE 2. –** Le Maire soussigné certifie le caractère exécutoire du présent arrêté qui peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa  
notification et de sa transmission au représentant de l'Etat.

**ARTICLE 3. –** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des  
Services Techniques, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Corse du Sud, le Chef de la  
Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

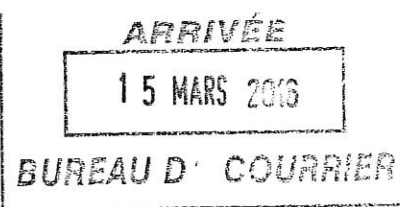


Fait à AJACCIO le 9 Mars 2016

LE DEPUTE MAIRE

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



**Portant péril imminent sur la parcelle cadastrée BI n° 86 sise Chemin d'Alzo di Leva à Ajaccio.**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,**

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.511- 1 à L.511- 6, les articles L.521- 1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;

Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2131-1,

Vu la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové ; notamment les articles 75 à 95 ;

Vu les délibérations n° 2015-4, 2015-6 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire, des Adjoints et du Conseil Municipal ;

Vu le rapport dressé par M. MARQUIS, expert, désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Bastia en date du 7 mars 2016 sur notre demande, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;

Vu l'avertissement envoyé aux propriétaires :

- Madame JARDON Noëlle, Marie, Henriette, Kermina, demeurant "0000 route de Luffang 56950 Crach" ;
- Madame TYREL de POIX Claude, demeurant "21 côte de la Jonchère 92500 Rueil Malmaison" ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'immeuble susvisé en raison :

- du risque d'effondrement du talus sur lequel une partie du bâtiment est édifié,
- du risque imminent d'effondrement total de la maçonnerie constituant le mur de soutènement,
- du risque créé du fait de l'état d'abandon et de délabrement de la bâtisse, de son annexe et du fait du risque généré par les nombreux immondices jonchant la parcelle qui est librement accessible,
- du risque pour la sécurité des personnes et de du risque de blocage de la voie de circulation.

**-ARRETE-**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les propriétaires susvisés ou leurs ayants droit devront dans un délai de 10 jours à compter de la notification du présent arrêté prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité publique. Ainsi, ces derniers devront :

- Fermer l'accès à la parcelle cadastrée BI n°86,
- Matérialiser la zone d'effondrement du mur par des bandes signalétiques fixées sur piquets d'acier d'une hauteur d'un mètre. L'entretien de ces bandes devra être constant.
- Procéder à l'enlèvement du mur de soutènement sur toute sa longueur, opération à réaliser immédiatement.

**Article 2**

Faute pour les propriétaires mentionnés à l'article 1, ou leurs ayants droit d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais des propriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

**Article 3**

Si les propriétaires mentionnés à l'article 1, ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pour 2 5 8 rononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune.

Les propriétaires, ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

#### Article 4

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus.  
Il sera affiché en mairie d'Ajaccio ainsi que sur la façade de l'immeuble.

#### Article 5

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département de Corse du Sud au titre du contrôle de légalité.

#### Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

#### Article 7

Le Directeur Général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le 10 mars 2016

P/Le Maire  
Le Maire-Adjoint  
AM 2015-155  
Stéphane SBRAGGIA

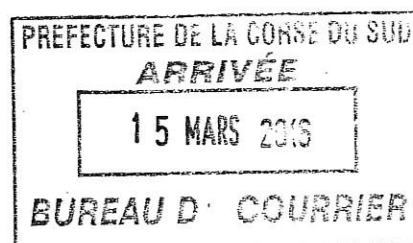
Le Maire

Laurent MARCANGELI



#### ANNEXES :

Rapport de l'expert désigné par le T.A,  
Articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du CCH,  
Articles L. 511-6 et L. 521-4 du CCH,  
Article L. 111-6-1 du CCH.



## VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX

## MAIRIE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 16-0 584

Portant PROROGATION de L'Arrêté Municipal n°15-2416 en date 28 octobre 2016



Portant autorisation temporaire de stationnement,  
Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,

A compter du 10 mars 2016 et ce jusqu'au 15 juin 2016 inclus,  
A l'exception du 15 mars 2016 et ce jusqu'au 17 mars 2016, de 7h30 à 17h00 inclus,  
Ci-après :

RUE SERGENT CASALONGA,  
à hauteur de l'entrée du public de la Préfecture de la Corse du Sud.

DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Vaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de la SARL Sud Construction en date du 08 mars 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de restructuration et mise en accessibilité de l'accueil du public pour le compte de la Préfecture de la Corse du Sud, il est nécessaire d'instituer une restriction de la circulation, avec alternat à hauteur de la zone d'intervention;

CONSIDERANT que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 10 mars 2016 et ce jusqu'au 15 juin 2016 inclus, à l'exception du 15 mars 2016 et ce jusqu'au 17 mars 2016, de 7h30 à 17h00 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :

AUTORISATION DE STATINEMENT

Les entreprises suivantes seront autorisées à stationner sur la chaussée, voie descendante sur 15m linéaires et ce alternativement.

ENTREPRISES	VEHICULES	IMMATRICULATIONS
CORSE CLOISONS ISOLATIONS	TRAFIC	AJ 247 SR
SARL I MAESTRI	CAMION BENNE	CR 417 LG
	KANGOO	CP 626 DP
SARL SNEC	EXPERT	CX 270 SD
	PARTNER	AJ 764 EL
	PARTNER	BD 528 SY
SUD CONSTRUCTION	NISSAN NAVARA	CF 338 JZ
	AUDI Q3	DQ 804 PX
	CITROEN BERLINGO	CC 514 RA
	CITROEN BERLINGO	AE 661 NX
	RENAULT KANGOO	2231 GF 2A
	RENAULT KANGOO	7057 GC 2A
	IVECO DAILY	9257 GT 2A
	IVECO	5974 GP 2A
	IVECO BENNE	véhicule de location
SUD METALLERIE	TOYOTA AYGO	6811 GT 2A
	RENAULT	DM 971 CF
S.M.C MENUISERIE DE LA CIRNACA	RENAULT MASTER	BF 936 ZF
	RENAULT PARTNER	DT 805 SG
	PEUGEOT BIPPER	AX 995 JE



### RESTRICTION DE LA CIRCULATION

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

#### **RUE SERGENT CASALONGA,**

Entre l'accès au public et la grille de la Préfecture de la Corse du Sud, voie descendante, sur 15m linéaires.

### INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère suivante :

#### **RUE SERGENT CASALONGA,**

Entre l'accès au public et la grille de la Préfecture de la Corse du Sud, voie descendante, sur 15m linéaires

L'entreprise prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et des piétons.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale des Services Techniques de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à l'entreprise SARL Sud Construction.

Fait à Ajaccio le 10 mars 2016

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué.



Jacques BILLARD

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 582**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public**  
**pour la vente de fleurs sur le domaine public.**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 01 mars 2016, de Madame GENTILI Karine, fleuriste, afin de procéder à la vente de fleurs et plantes sur le domaine public, à l'occasion de la fête des grands-mères.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame GENTILI Karine, ci après appelé(e) gérante de la société « EDEN FLEURS », le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Arrêt de bus du Parc BERTHAULT AJACCIO**

**Localisation : Sur le parking devant le salon de thé MEZZAVIA**

**Date(s) : Le 6 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20 heures**

**Objet : vente fleurs et plantes à l'occasion de la fête des grands mères.**

**Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 9 :**

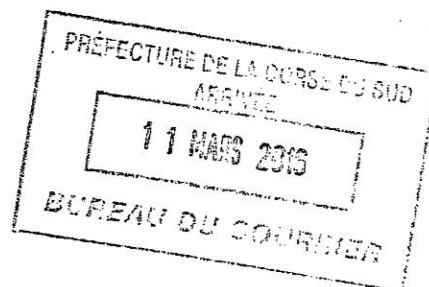
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 10 Mars 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie



Christian BALZANO



VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



MAIRIE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL n° 16-583  
Portant stationnement interdit temporaire,

A compter du vendredi 11 mars 2016, et ce jusqu'au 13 mars 2016 inclus  
Dans la zone ci-après :

**PARKING PLACE MIOT.**  
Portion comprise à l'arrière du centre administratif « Grossetti »,  
Soit 60 emplacements.

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03  
NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,  
VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune.  
VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;  
VU, le Code de la Route ;  
VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie). du 26 juillet 1974 modifiée,  
VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;  
VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;  
VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD ;  
VU, la demande du service festivités en date du 08 mars 2016 ;  
CONSIDERANT qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre du 12<sup>e</sup> Salon de la Maison.

-ARRETONS-

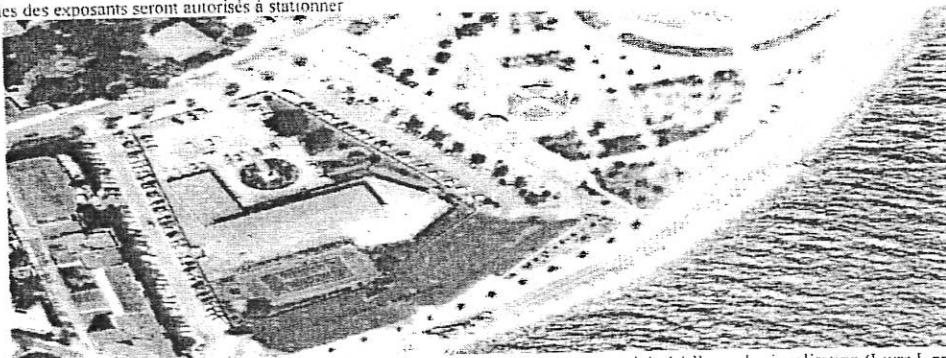
ARTICLE 1 : A compter du vendredi 11 mars 2016, et ce jusqu'au 13 mars 2016 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans la zone ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans la zone ci-après :

**PARKING PLACE MIOT,**  
Portion comprise à l'arrière du centre administratif « Grossetti »,  
Soit 60 emplacements

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.  
Seuls les véhicules des exposants seront autorisés à stationner



ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques de la ville.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.  
Fait à Ajaccio le 10 Mars 2016

Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,  
Le Directeur Général des Services  
Jacques BILLARD

Pierre-Paul ROSSINI

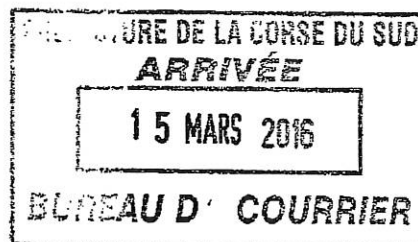
**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**-ARRETE MUNICIPAL N° 16 - 585 -**



**NOUS, Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'Ajaccio,  
Député de la Corse du Sud ;**

VU la Loi n° 04 - 809 du 13 Août 2004 portant Acte II de la Décentralisation ;  
VU la Loi 82 - 213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;  
VU la Loi 83- 663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83.8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements les Régions et l'Etat ;  
VU la Loi du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux Collectivités locales ;  
VU la Loi n° 95- 66 du 20 Janvier 1995 relative à l'accès à l'activité du conducteur et à la profession d'exploitant de Taxi ;  
VU Loi N° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
VU le Décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;  
VU l'arrêté municipal N° 09-376 en date du 26 Mars 2009 autorisant Monsieur CARZEDDA Leonardo à exploiter la licence n° 6 au lieu et place de Mme Castellani ;  
VU les contrats de locations taxi entre les parties ;  
VU la lettre de Mme Castellani en date du 1° Novembre 2014 fixant une durée indéterminée au contrat entre les deux parties ;  
VU l'attestation de Mme Castellani en date du 10 Mars 2016 affirmant louer depuis le 01/04/2010 pour un durée indéterminée ;  
VU la délibération N° 2015- 04 en date du 8 Février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

**- ARRETONS -**

**ARTICLE 1.-** L'article 2 de l'arrêté municipal N° 09 -376 en date du 26 Mars 2009 est modifié ainsi qu'il suit :

« Monsieur CARZEDDA Leonardo né le 3/9/69 à Ajaccio domicilié Res. Binda Bat C3 Rue N. Péraldi à Ajaccio est autorisé à exercer la profession de chauffeur de taxi pour une période indéterminée au lieu et place de Mme Castellani Béatrice, Licence N° 6 depuis le 1° Avril 2010 ». ( le reste sans changement)

**ARTICLE 2. –** Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO, le 11 Mars 2016



LE PEPUTE MAIRE

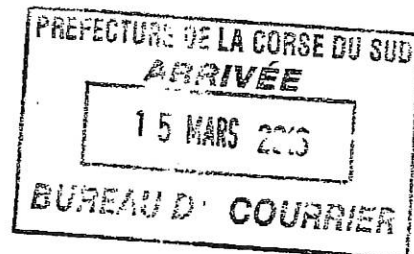
Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



ARRETE MUNICIPAL N° 16 - 588 -

**NOUS, Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'Ajaccio, Député de la Corse du Sud ;**

VU le Code de l'Environnement notamment ses articles L. 581-8 et L. 581-18 ;  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2213-23 ;  
VU la Loi du 4 Aout 2008 portant Modernisation de l'Economie ;  
VU le décret N° 2012-18 du 30 Janvier 2012 relatif à la Publicité extérieure, aux enseignes et préenseignes ;  
VU l'arrêté N° 11-1528 portant Règlement pour la publicité, les enseignes et les préenseignes ;  
VU la délibération N° 08-221 en date du 27 Octobre 2008 portant Rapport sur la Publicité Commerciale ;  
VU la délibération n° 15-04 du 8 Février 2015 portant élection du Maire et des adjoints ;  
VU l'accord de la propriétaire du terrain Mme ALBERTINI Paule en date du 27 Août 2015 ;  
VU la déclaration préalable N° 02A - 004 -16 - 001 déposée par la SARL CORSE PUBLITOUR PUBLICITE en date du 08/03/16 ;

**- ARRETONS -**

**ARTICLE 1. –** La déclaration de remplacement d'un panneau publicitaire de 12 M<sup>2</sup> double face par un panneau publicitaire déroulant de 8 M<sup>2</sup> situé Route de Mezzavia (sur la propriété Albertini) à Ajaccio pour la SARL CORSE PUBLITOUR PUBLICITE (12 bis Cours Grandval à Ajaccio) est validée.

**ARTICLE 2. –** Le Maire soussigné certifie le caractère exécutoire du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au représentant de l'Etat.

**ARTICLE 3. –** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Corse du Sud, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO le 11 Mars 2016

4 LE DEPUTE MAIRE

Le Directeur Général des Services



Pierre-Paul ROSSINI



**ARRETE n° 2016-589**  
**Attribution de la prime ascenseur**  
**IMMEUBLE 10 rue Général FIORELLA**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO**

VU la délibération n° 2003/216 du 15/12/03 concernant les modalités d'attribution de la prime municipale à l'installation d'un ascenseur,  
VU la demande de subvention présentée par la société de gestion immobilière SANTONI pour le compte de la copropriété sise 10 rue Général Fiorella à Ajaccio,  
VU l'avis favorable de la Commission d'Urbanisme du 28 mai 2015,  
VU le rapport de conformité du bureau d'étude MARQUIS du 23 février 2016,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Une prime d'un montant de **7 623 € (sept mille six cent vingt trois euros)** est attribuée au titre de l'installation d'un ascenseur au sein de la copropriété sise 10 rue Général Fiorella, telle qu'acceptée par la commission d'aide à la pierre et sera versée au Syndic de gestion immobilière Santoni.

**ARTICLE 2 :** Cette subvention est imputable sur les crédits inscrits à la Fonction 70 Chapitre 204 – Article 20422 – Enveloppe 7850 de l'exercice 2016 du budget de la Ville.

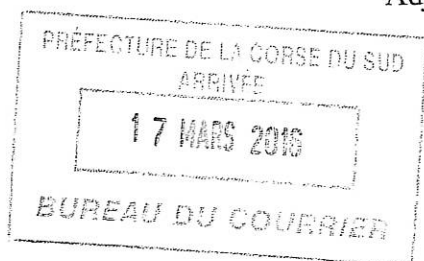
**ARTICLE 3 :** Le versement des fonds sera affecté dans la limite des crédits de paiement inscrits au chapitre et compte susvisé.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera notifié, par lettre recommandée avec avis de réception, au syndic SGI Santoni, domicilié 6 rue Général Fiorella- 20 000 AJACCIO, qui sera chargé d'en assurer la diffusion auprès des copropriétaires.

**ARTICLE 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Préfet de Corse du Sud, Monsieur le Directeur des Services Financiers, Monsieur le Receveur Municipal, qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Ajaccio, le 15.03.2016

Nicole OTTAVY  
Adjointe au Député-Maire, déléguée à l'urbanisme et au logement,  
Planification et aménagement urbain







Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 590**

**Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 09 mars 2016, de Madame ANDARELLI PEREZ Noëlle, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame ANDARELLI PEREZ Noëlle, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Devant l'église ST Roch cours NAPOLEON AJACCIO**

**Date(s) : du 16 mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20 heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

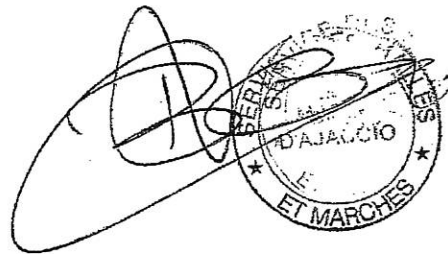
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 11 Mars 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO



VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



MAIRIE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 16-534

PORTANT PROROGATION DE L'ARRETE MUNICIPAL 16-280 en date du 17 février 2016

Portant stationnement interdit,

Portant circulation interdite,

Portant déviation temporaire de circulation,

A compter du 10 mars 2016 et ce jusqu'au 01 mai 2016 inclus,

Les samedis de 6h00 à 13h30 inclus,

Les dimanches de 6h00 à 13h30 inclus,

Dans l'artère ci-après :

RUE JEAN BESSIERE,

Portion comprise entre l'entrée du parking Square César Campinchi et le Quai de la République ;

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de du service des Halles et Marchés en date du 17 février 2016;

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer le stationnement et la circulation dans le cadre de l'installation des forains ;

CONSIDERANT que la sécurité l'exige, cette installation nécessite d'interdire la circulation et le stationnement dans la portion de rue indiquée ;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic du trafic exigent la mise en place d'une déviation ;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 10 mars 2016 et ce jusqu'au 01 mai 2016 inclus, les samedis et les dimanches de 6h00 à 13h30, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

RUE JEAN BESSIERE,

Portion comprise entre l'entrée du parking Square César Campinchi et le Quai de la République

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant l'installation des forains.  
Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

CIRCULATION INTERDITE

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

RUE JEAN BESSIERE,

Portion comprise entre l'entrée du parking Square César Campinchi et le Quai de la République

DEVIATION, RUE BARREE

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

RUE JEAN BESSIERE,

Portion comprise entre l'entrée du parking Square César Campinchi et le Quai de la République

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à Ajaccio le 11 mars 2016.

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,



Le Directeur Général des Services Jacques BILLARD.

Pierre-Paul ROSSINI

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N° 16 - 592**

Portant circulation interdite et inversion du sens de la circulation,  
Portant circulation stoppée,  
Le lundi 14 mars 2016 à 22h00.

**COURS PRINCE IMPERIAL**  
portion comprise entre l'avenue Maréchal Juin et le cours docteur Noel Franchini  
**BOULEVARD GEORGES POMPIDOU**  
Portion comprise entre le cours docteur Noel Franchini et l'avenue Mont Thabor.

**COURS PRINCE IMPERIAL**  
A hauteur des carrefours Maréchal Juin et cours docteur Noel Franchini  
**BOULEVARD GEORGES POMPIDOU**  
à hauteur du carrefour Mont Thabor,

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.  
NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,  
VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;  
VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;  
VU, le Code de la Route ;  
VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;  
VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;  
VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;  
VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;  
VU, la demande de SANTARELLI MARINE en date du 08 mars 2016;  
CONSIDERANT qu'il convient de réglementer la circulation du convoi exceptionnel effectué par la société SANTARELLI Marine;  
CONSIDERANT que le transport exceptionnel nécessite une circulation interdite, une inversion du sens de la circulation, ainsi qu'une circulation stoppée;  
CONSIDERANT que la sécurité l'exige ;  
CONSIDERANT que la commodité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent ;

**-ARRETONS-**

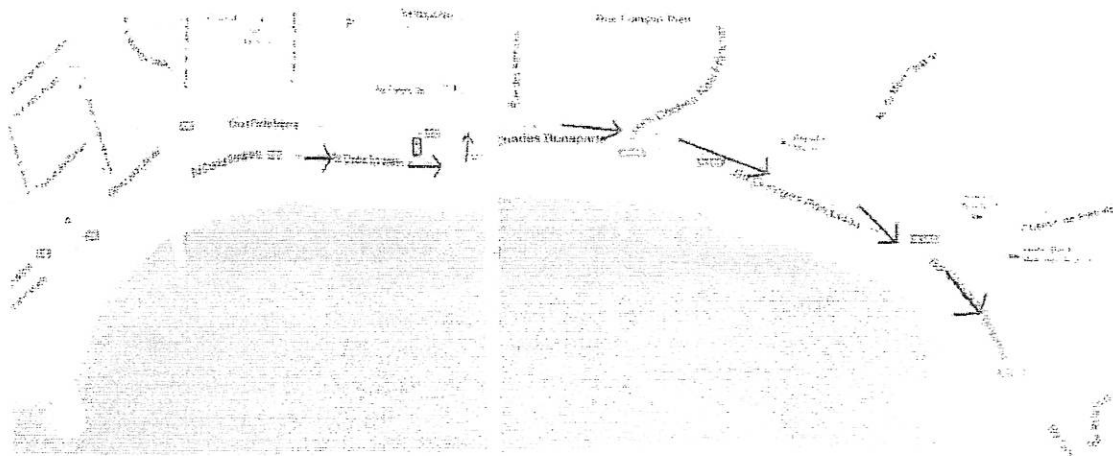
ARTICLE 1 : Le lundi 14 mars 2016 à 22h00 selon le parcours du convoi exceptionnel, la circulation sera réglementée comme suit dans les artères ci-après :

**PORTANT CIRCULATION INTERDITE ET INVERSION DU SENS DE LA CIRCULATION.**

**COURS PRINCE IMPERIAL**  
portion comprise entre l'avenue Maréchal Juin et le cours docteur Noel Franchini  
**BOULEVARD GEORGES POMPIDOU**  
Portion comprise entre le cours docteur Noel Franchini et l'avenue Mont Thabor.

**PORTANT CIRCULATION STOPPEE.**  
**COURS PRINCE IMPERIAL**  
A hauteur des carrefours Maréchal Juin et cours docteur Noel Franchini  
**BOULEVARD GEORGES POMPIDOU**  
à hauteur du carrefour Mont Thabor,

Le pétitionnaire devra s'assurer impérativement d'une escorte des services de la Police Nationale.



ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée du convoi.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M.M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à l'entreprise SANTARELLI MARINE chargée du convoi.

Fait à Ajaccio le 11 mars 2016



Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

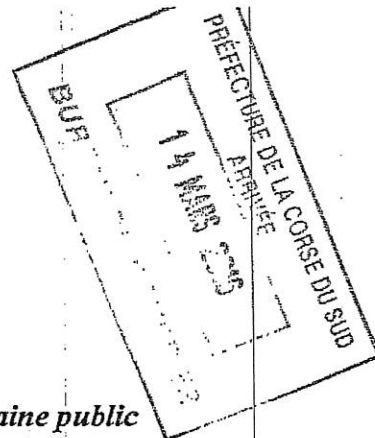
Jacques BILLARD.

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 593**

***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public  
dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale***

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1 à L.2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 11/26/2015, de **Mme COUSIN Maria**, gérant de **SARL LE POINT U** immatriculé N°350420261 pour l'exercice des activités de restauration, afin de procéder à l'installation d'une Terrasse bâchée sur le domaine public.

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Mme COUSIN Maria, gérant, de SARL LE POINT U, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 59 rue Fesch 20000 Ajaccio**

**Type d'installation autorisée : Terrasse bâchée**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 12m²**

L'installation est autorisée **uniquement** au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-mênu, parasols, etc,...) **doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.**

**Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale** et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

#### **ARTICLE 2:**

**L'installation ne doit pas empêcher l'accès** des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

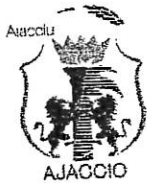
En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, **un passage d'un minimum de 1,50 mètres** permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

**La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.**

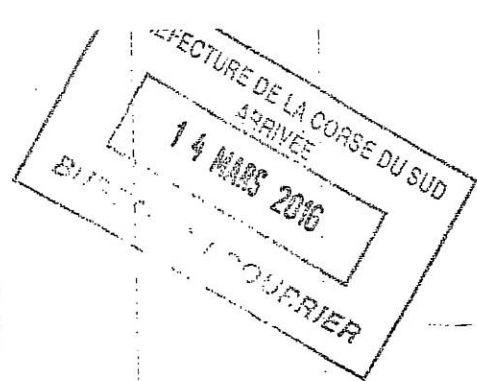
#### **ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10:**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11:**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12:**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 13:**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le :

14 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16-600**

**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public  
dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale**

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015, portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 10/02/2016, de Mme CHIODI Michèle, gérante de l'établissement *LE LONDON CAFE* immatriculé N°751483157 pour l'exercice des activités de Crêperie, salon de thé, afin de procéder à l'installation d'une terrasse bâchée sur le domaine public.

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Mme CHIODI Michèle, gérante, de l'établissement *LE LONDON CAFE*, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 8 cours Grandval 20000 Ajaccio**

**Type d'installation autorisée : Terrasse bâchée**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 20 m²**

L'installation est autorisée **uniquement** au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) **doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.**

**Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale** et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

#### **ARTICLE 2:**

**L'installation ne doit pas empêcher l'accès** des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, **un passage d'un minimum de 1.50 mètres** permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

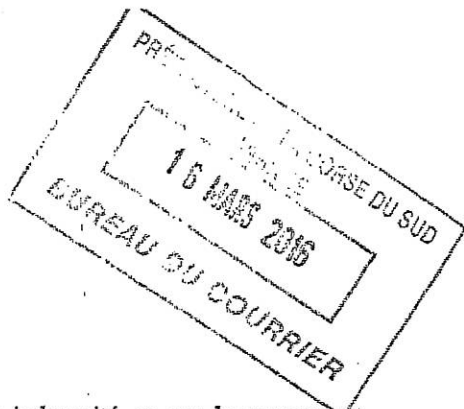
**La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.**

#### **ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10:**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11:**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12:**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 13:**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 15 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N°2016 - 601**



**PORTANT CREATION D'UNE SOUS REGIE A LA REGIE DE RECETTES DES PARKINGS N°2016-520,**  
**DENOMMEE « FONCTIONNEMENT COURANT PARKING DIAMANT »**

**LE MAIRE,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu la délibération n°2015/07 du conseil municipal réuni le 8 février 2015 de Délégation au maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du ..... 10.03.2016 .....

**ARRETE**

**ARTICLE 1** – Il est institué une sous régie de recettes « fonctionnement courant » pour le parking sous-terrain du « diamant » auprès de la régie de recettes des parkings créée par arrêté n°2016/520.

**ARTICLE 2** – Cette sous régie est installée au parking diamant, 2, Avenue Eugène Macchini, 20 000 AJACCIO.

**ARTICLE 3** – La sous-régie fonctionne à partir du 12 mars 2016.

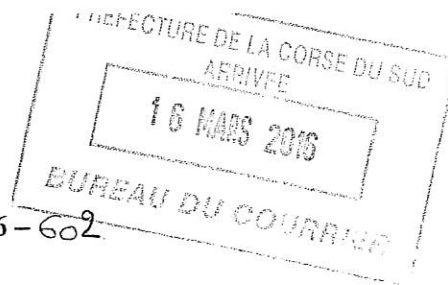
**ARTICLE 4** – La sous régie autorise le régisseur et ses suppléants:

-A encaisser une recette, de façon exceptionnelle, par chèque ou en liquide, au titre de l'incapacité de l'utilisateur à régler directement aux automates de paiement;

- Rendre éventuellement la monnaie à l'utilisateur lors de cette transaction.



COMMUNE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL N°2016 - 602



PORTANT NOMINATION DES MANDATAIRES SUPPLEANTS AU TITRE DE LA SOUS  
REGIE « FONCTIONNEMENT COURANT PARKING DIAMANT »

**LE MAIRE,**

Vu l'arrêté municipal n°2016-601 portant création d'une sous régie à la régie de recettes des parkings n°2016-520, dénommée « fonctionnement courant parking diamant » ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu l'avis conforme du comptable assignataire en date du ..... 15 Mars 2016 .....

**ARRETE**

**ARTICLE 1** – M. Jean Yves Rémillieux est nommé régisseur titulaire de la sous régie à la régie de recettes des parkings n°2016-520, dénommée « fonctionnement courant parking diamant » avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**ARTICLE 2** – Dans le cadre de la création de la sous régie n° 2016/ « fonctionnement courant parking diamant » et en cas d'absence, le régisseur titulaire sera remplacé par les mandataires suppléants suivants :

- MONS Didier
- CARDI Joseph,
- LUCCHINI Jean-Antoine,
- NEZZAR Ange,
- COMITI Pierre.

**ARTICLE 3** – Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont, conformément au règlement en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qui leur sont avancés, du maniement des fonds, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

**ARTICLE 4**– Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôles qualifiés.

**ARTICLE 5** – Le Directeur général des services et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et notifié aux intéressés.

Fait à Ajaccio en double exemplaire, le 15 MAR. 2016

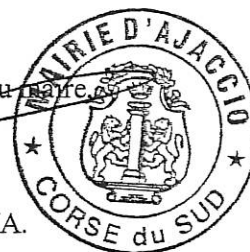
VILLE D'AJACCIO – CITÀ D'AJACCIO  
Hôtel de Ville B.P. 412  
20 304 AJACCIO CEDEX ☎ 04.95.51.52.53

Pour avis conforme,  
Le Trésorier du Grand Ajaccio,

Jacques COTI.

Pour le Maire,  
Le Premier adjoint au Maire,

Stéphane SBRAGGIA.



Le régisseur titulaire,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

Jean Yves REMILLIEUX

*Vu pour acceptation*

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

*Vu pour acceptation*

LUCCHINI Jean-Antoine.

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

CARDI Joseph.

*Vu Pour acceptation*

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

NEZZAR Ange.

*Vu pour acceptation*

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

*Vu pour acceptation*  
*Vu et approuvé*

COMITI Pierre.

Le mandataire suppléant,  
(Précédé de la mention « vu pour acceptation »)

MONS Didier

*"Vu Pour ACCEPTATION"*

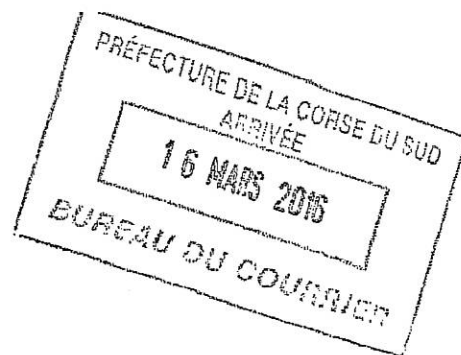






Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

réglé chq 30660  
le 27/04/16  
(P0363065)



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 603**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
pour la vente de fleurs sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 11 mars 2016, de Madame POISSON Virginie, fleuriste, afin de procéder à la vente de fleurs et plantes sur le domaine public, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 2016.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame POISSON Virginie, ci après appelé(e) gérante de la société « fleur de vanille », le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Rond point GIFI avenue maréchal LYAUTEY Ajaccio**

**Face à l'ancien magasin Bouton d'or avenue Noël FRACHINI Ajaccio**

**Date(s) : Du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai 2016 Horaires : 08 heures à 20 heures**

**Objet : vente fleurs et plantes à l'occasion de la fête du 1<sup>er</sup> mai.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 9 :**

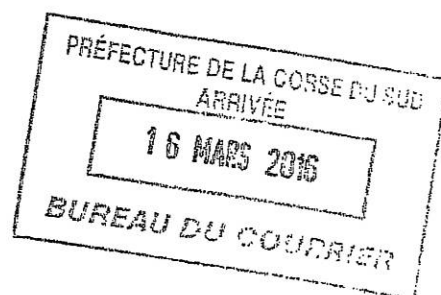
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 16 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

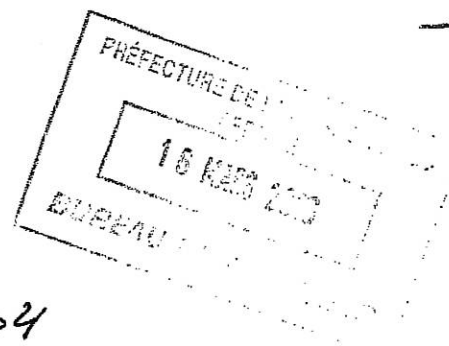


Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 604**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
pour la vente de bonbons sur le domaine public.***

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 24 février 2016, de Monsieur GAURIN Siegfried , exploitante individuel, immatriculé N° 151100-001979-354464, afin de procéder à la vente bonbons sur le domaine public, à l'occasion de la fête de la miséricorde.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur GAURIN Siegfried exploitante individuel a ci-après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Bas de la Place Foch du Quai NAPOLEON Ajaccio**

**Date(s) : 17 mars 2016 au 18 mars 2016 Horaires : 16 heures à 23 heures**

**Objet : vente Crêpes à l'occasion de la fête de la miséricorde.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 9 :**

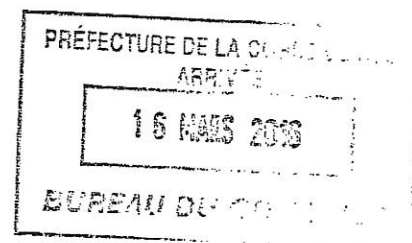
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 16 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

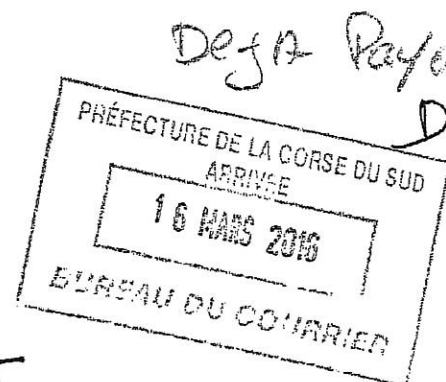


Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 605**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public**  
**Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 10 mars 2016, de Madame FRANCESCHETTI Patricia, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame FRANCESCHETTI Patricia, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : à coter de la station PAOLETTI la rocade AJACCIO**

**Date(s) : du 17 mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20 heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des Rameaux.**

**Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

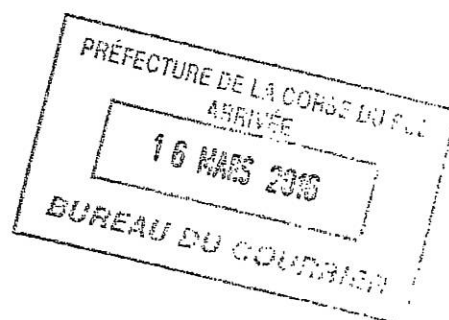
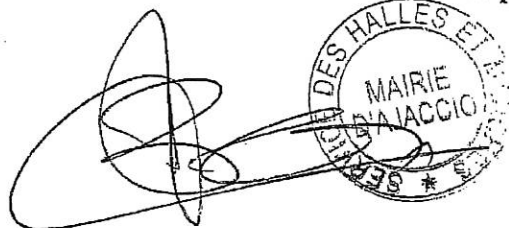
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 16 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO







Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARRETE MUNICIPAL N°16- 606**  
***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public***  
***Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 11 mars 2016, de Monsieur ANDARELLI Luc, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur ANDREANI Luc, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Devant la pharmacie du palais cours NAPOLEON Ajaccio**

**Marché Abbattucci Ajaccio**

**Date(s) : du 16 mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

**Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 9 :**

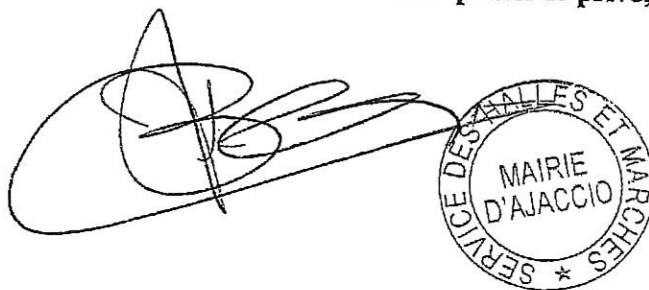
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

16 MAR. 2016

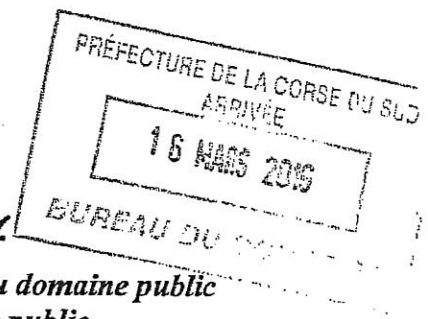
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 607**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
pour la vente de Pralines et Nougats sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 03 mars 2016, de Monsieur ESTEBAN Régis, exploitante individuel, immatriculé N° 334 918 463 R.C.S, afin de procéder à la vente pralines et nougats sur le domaine public, à l'occasion de la fête de la miséricorde.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur ESTEBAN Régis, exploitante individuel a ci-après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Bas de la Place Foch du Quai NAPOLEON Ajaccio**

**Date(s) : 17 mars 2016 au 18 mars 2016 Horaires : 16 heures à 23 heures**

**Objet : vente Crêpes à l'occasion de la fête de la miséricorde.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 9 :**

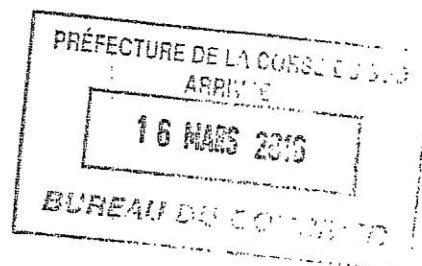
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

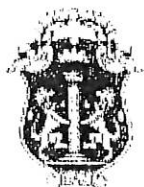
Fait à AJACCIO, le :

16 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





## ARRÊTE MUNICIPAL N°2016/608

Pris en application des pouvoirs de Police du Maire dans le cadre des dispositions des articles L 2212-1 et L 2212-2 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE DE DEBIT TEMPORAIRE DE BOISSONS

*Nous, Député-maire de la ville d'Ajaccio*

*Vu, la Loi 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée portant Droits et Liberté des Commune*

*Vu, la Loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la Loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat*

*Vu, la Loi du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales*

*Vu, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2*

*Vu, les articles L 3321-1 et L3331 à L3336 du Code de la Santé Publique*

*Vu, l'Arrêté Préfectoral de la Corse du Sud n°97 du 30 décembre 1997 -1820 relatif à la lutte contre le bruit*

*Vu, la délibération 2001/31 du Conseil Municipal en date du 5 avril 2001 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire, ainsi qu'au Maire Adjoint le bénéfice des dispositions de l'article 2212-2 sus mentionné*

*Vu, l'Arrêté préfectoral de la Corse du Sud n°05-1776 du 2 décembre 2005 relatif à la Police des Débits de Boissons*

*Vu, l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales*

*Considérant la demande formulée par : l'Association Companero*

*Visant à obtenir l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire : le 02/04/2016*

*A l'occasion de la manifestation : Rencontre sportive GFCA /SAINT ETIENNE*

Article 1: l'Association *Companero* est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire sur les lieux : Entrée Stade Ange CASANOVA, le 02/04/2016

Article 2 : Conformément à la Loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tels que définis par l'article 1 du Code des débits de boissons

Article 3 : Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées aux dispositions réglementaires relatives aux heures d'ouverture et de fermeture.

Article 4 : Monsieur le Directeur des Services de la Ville d'Ajaccio, Monsieur le Directeur de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, le Commissaire Central de Police, le Brigadier Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO le : 14/03/2016

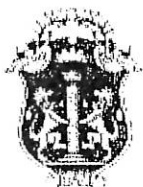
Le Député-maire



Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI





## **ARRÊTE MUNICIPAL N°2016/609**

Pris en application des pouvoirs de Police du Maire dans le cadre des dispositions des articles L 2212-1 et L 2212-2 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE DE DEBIT TEMPORAIRE DE BOISSONS

*Nous, Député-maire de la ville d'Ajaccio*

*Vu, la Loi 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée portant Droits et Liberté des Commune*

*Vu, la Loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la Loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat*

*Vu, la Loi du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales*

*Vu, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2*

*Vu, les articles L 3321-1 et L3331 à L3336 du Code de la Santé Publique*

*Vu, l'Arrêté Préfectoral de la Corse du Sud n°97 du 30 décembre 1997 -1820 relatif à la lutte contre le bruit*

*Vu, la délibération 2001/31 du Conseil Municipal en date du 5 avril 2001 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire, ainsi qu'au Maire Adjoint le bénéfice des dispositions de l'article 2212-2 sus mentionné*

*Vu, l'Arrêté préfectoral de la Corse du Sud n°05-1776 du 2 décembre 2005 relatif à la Police des Débits de Boissons*

*Vu, l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales*

*Considérant la demande formulée par : l'Association Companero*

*Visant à obtenir l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire : le*

*16/04/2016*

*A l'occasion de la manifestation : Rencontre sportive GFCA /LOSC*

Article 1: l'Association *Companero* est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire sur les lieux : Entrée Stade Ange CASANOVA, le 16/04/2016

Article 2 : Conformément à la Loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tels que définis par l'article 1 du Code des débits de boissons

Article 3 : Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées aux dispositions réglementaires relatives aux heures d'ouverture et de fermeture.

Article 4 : Monsieur le Directeur des Services de la Ville d'Ajaccio, Monsieur le Directeur de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, le Commissaire Central de Police, le Brigadier Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

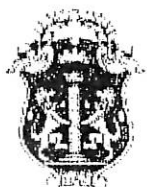
Fait à AJACCIO le : 14/03/2016

Le Député-maire



Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



## ARRÊTE MUNICIPAL N°2016/6 AO

Pris en application des pouvoirs de Police du Maire dans le cadre des dispositions des articles L 2212-1 et L 2212-2 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE DE DEBIT TEMPORAIRE DE BOISSONS

*Nous, Député-maire de la ville d'Ajaccio*

*Vu, la Loi 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée portant Droits et Liberté des Commune*

*Vu, la Loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la Loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat*

*Vu, la Loi du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales*

*Vu, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2*

*Vu, les articles L 3321-1 et L3331 à L3336 du Code de la Santé Publique*

*Vu, l'Arrêté Préfectoral de la Corse du Sud n°97 du 30 décembre 1997 -1820 relatif à la lutte contre le bruit*

*Vu, la délibération 2001/31 du Conseil Municipal en date du 5 avril 2001 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire, ainsi qu'au Maire Adjoint le bénéfice des dispositions de l'article 2212-2 sus mentionné*

*Vu, l'Arrêté préfectoral de la Corse du Sud n°05-1776 du 2 décembre 2005 relatif à la Police des Débits de Boissons*

*Vu, l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales*

*Considérant la demande formulée par : l'Association Companero*

*Visant à obtenir l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire : le 24/04/2016*

*A l'occasion de la manifestation : Rencontre sportive GFCA /SCB*

Article 1: l'Association *Companero* est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire sur les lieux : Entrée Stade Ange CASANOVA, le 24/04/2016

Article 2 : Conformément à la Loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tels que définis par l'article 1 du Code des débits de boissons

Article 3 : Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées aux dispositions réglementaires relatives aux heures d'ouverture et de fermeture.

Article 4 : Monsieur le Directeur des Services de la Ville d'Ajaccio, Monsieur le Directeur de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, le Commissaire Central de Police, le Brigadier Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO le : 14/03/2016

Le Député-maire



Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



MAIRIE D'AJACCIO  
ARRETE MUNICIPAL n° 16-06/14

Portant stationnement interdit,  
Portant circulation interdite,  
Portant déviation temporaire de circulation,

Le jeudi 31 mars 2016, de 09h00 à 11h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

RUE MAJOR LAMBROSCHINI,  
Portion comprise entre la Lorenzo Vero et la rue Michel Ottavi.

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande d' AXIANS MOBILE MEDITERRANEE en date du 04 mars 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de dépose d'une baie sur toiture, il est nécessaire d'interdire le stationnement ainsi que d'interdire et dévier la circulation;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : Le jeudi 31 mars 2016, de 09h00 à 11h00 inclus, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

RUE MAJOR LAMBROSCHINI,  
Portion comprise entre la Lorenzo Vero et la rue Michel Ottavi.

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.  
Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

CIRCULATION INTERDITE

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

RUE MAJOR LAMBROSCHINI,  
Portion comprise entre la Lorenzo Vero et la rue Michel Ottavi.

DEVIATION DE LA CIRCULATION

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

RUE MAJOR LAMBROSCHINI,  
Portion comprise entre la Lorenzo Vero et la rue Michel Ottavi.

DEROGATIONS

Seuls les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

PERIMETRE DE SECURITE

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : BARRIERAGE, RUBALISE.

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, AXIANS MOBILE MEDITERRANEE

Fait à Ajaccio le 16 mars 2016.



Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,  
Jacques BILLARD.

VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



MAIRIE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N° 16-615

PROROGATION ARRETE MUNICIPAL n° 16-41 en date du 05 janvier 2016,

Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,  
Institution d'une circulation par alternat,  
A compter du 18 mars 2016 et ce jusqu'au 18 avril 2016 inclus,  
Ci-après :

BOULEVARD ABBE RECCO,  
A hauteur du projet immobilier « Jardin des Palmiers ».

AVENUE ACHILLE PERETTI,  
A hauteur des jardins communaux.

DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Vaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD ;

VU, la demande de la CAPA en date du 07 mars 2016 pour proroger l'Arrêté Municipal n°16-41 en date du 05 janvier 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de l'extension du réseau AEP et EU pour le projet immobilier seniors « Jardin des Palmiers », il est nécessaire d'instituer, une restriction de la circulation avec alternat à hauteur de la zone d'intervention;

CONSIDERANT que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

CONSIDERANT que les travaux de traversées de voies se feront par ½ chaussée, et de nuit de 20h30 à 6h00 inclus ;

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : A compter du 18 mars 2016 et ce jusqu'au 18 avril 2016 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :

RESTRICTION DE LA CIRCULATION

La circulation sera réglementée, comme suit, dans les artères ci-après :

BOULEVARD ABBE RECCO,  
A hauteur du projet immobilier « Jardin des Palmiers ».  
AVENUE ACHILLE PERETTI,  
A hauteur des jardins communaux.

INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur les artères suivantes :

BOULEVARD ABBE RECCO,  
A hauteur de la zone des travaux.  
AVENUE ACHILLE PERETTI,  
A hauteur de la zone des travaux.

INSTITUTION D'UN ALTERNAT

Un alternat par feux manuels ou tricolores sera mis en place, afin de permettre la circulation sur les zones :

BOULEVARD ABBE RECCO,  
A hauteur de la zone des travaux.  
AVENUE ACHILLE PERETTI,  
A hauteur de la zone des travaux.





### PERIMETRE DE SECURITE

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone d'intervention;  
L'entreprise prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et des piétons.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

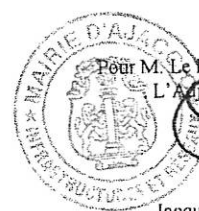
**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à la CAPA.

Fait à Ajaccio le 16 mars 2016.



Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-616**  
Portant stationnement interdit temporaire,

Le dimanche 20 mars 2016, à partir de 13h00 et ce jusqu'à 18h00 inclus,  
Dans la zone ci-après :

**PARKING PASCAL ROSSINI,**

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande du service DES Halles et Marchés en date du 07 mars 2016;

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre du traçage des emplacements pour marché aux puces.

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** Le dimanche 20 mars 2016, à partir de 13h00 et ce jusqu'à 18h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans la zone ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans la zone ci-après :

**PARKING PASCAL ROSSINI,**

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques de la ville.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

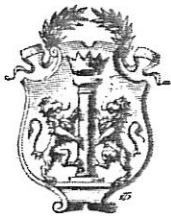
Fait à Ajaccio le 16 Mars 2016

Pour M. Le Député Maire,  
Le Adjoint Délégué,  
Jacques BILLARD.

VILLE D'AJACCIO

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



MAIRIE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 16-0617

Portant stationnement interdit,  
Portant circulation interdite,  
Portant déviation temporaire de circulation,

Le mercredi 30 mars 2016, de 09h00 à 12h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

RUE LORENZO VERO,

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et la cours Napoléon.

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande d' AXIANS MOBILE MEDITERRANNEE en date du 04 mars 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de dépose d'une baie sur toiture, il est nécessaire d'interdire le stationnement ainsi que d'interdire et dévier la circulation;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

-ARRETONS-

ARTICLE 1 : Le mercredi 30 mars 2016, de 09h00 à 12h00 inclus, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

RUE LORENZO VERO,

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et la cours Napoléon.

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

CIRCULATION INTERDITE

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

RUE LORENZO VERO,

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et la cours Napoléon.

DEVIATION DE LA CIRCULATION

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

RUE LORENZO VERO,

Portion comprise entre la rue Major Lambroschini et la cours Napoléon.

DEROGATIONS

Seuls les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

PERIMETRE DE SECURITE

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ;

Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : BARRIERAGE, RUBALISE.

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre 1, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, AXIANS MOBILE MEDITERRANNEE

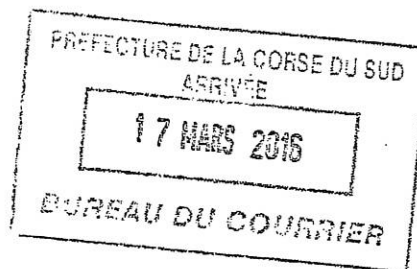
Fait à Ajaccio le 16 mars 2016.



Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,  
Jacques BILLARD.



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 618**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 14 mars 2016, de Madame Lucie SOLA, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Lucie SOLA, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Rond point de LOGIREM la rocade AJACCIO**

**Date(s) : du 17mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

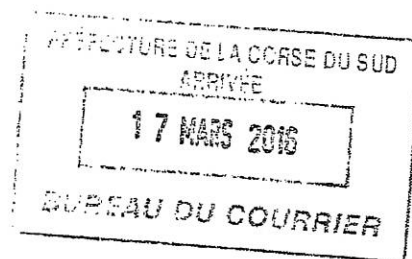
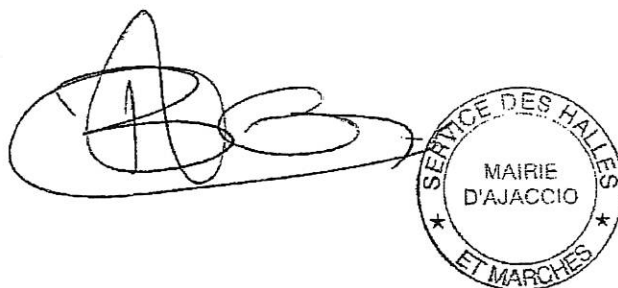
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 17 MAR. 2016

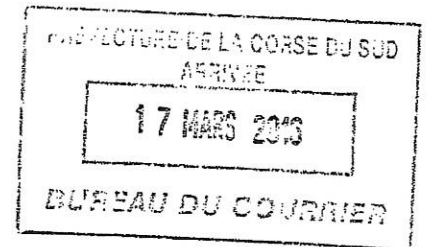
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 619**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public**  
**Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 14 mars 2016, de Madame Madeleine SCARPELLINI, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Madeleine SCARPELLINI, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Devant le monoprix cours NAPOLEON AJACCIO**

**Date(s) : du 17 mars au 20 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

**Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

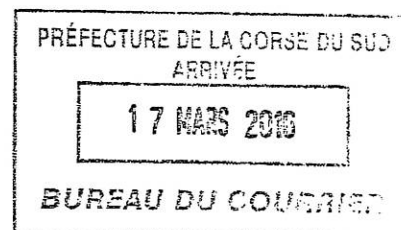
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 17 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 620**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.***

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R. 644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 14 mars 2016, de Madame Elodie TORRE, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Elodie TORRE, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Rond point d'Alzo di Leva la rocade AJACCIO**

**Date(s) : du 16 mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

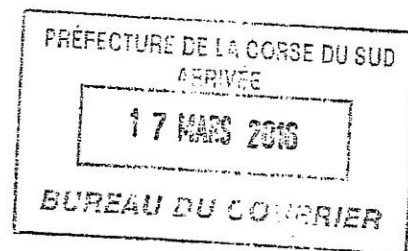
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 17 MAR. 2016

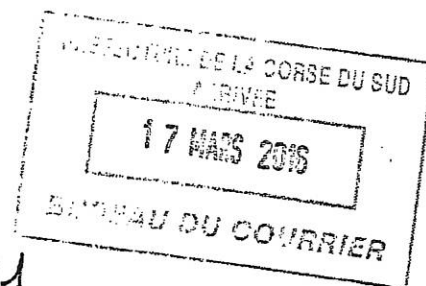
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 621**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.***

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 14 mars 2016, de Madame Toussainte SCARPELLINI, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Toussainte SCARPELLINI, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Place Foch AJACCIO**

**Date(s) : du 18mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

#### **Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquant à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

#### **Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

#### **Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

#### **Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

#### **Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

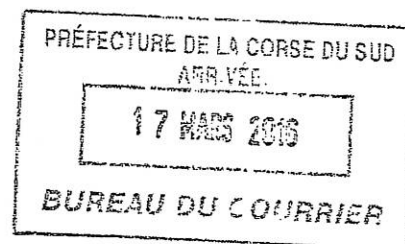
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 17 MAR. 2016

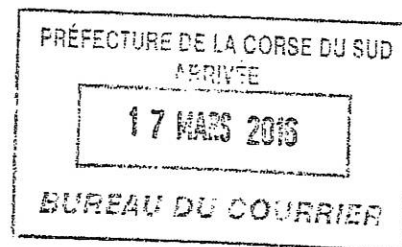
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 622**  
***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public***  
***Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 14 mars 2016, de Monsieur MATTEUCCI Jean- Louis, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur MATTEUCCI Jean - Louis, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Rond point de LECLERC la Rocade AJACCIO**

**Date(s) : du 17 mars au 19 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

**Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

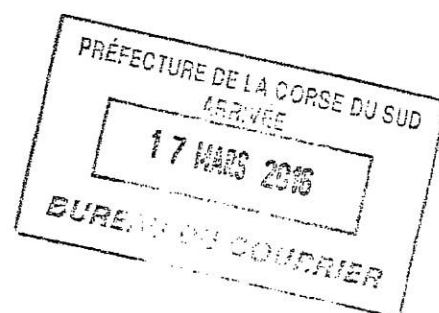
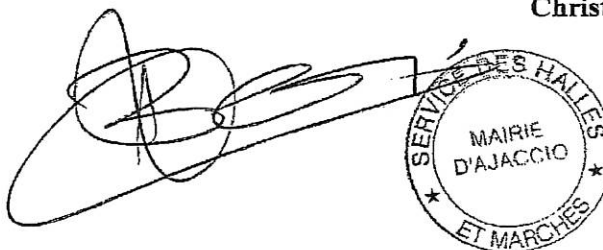
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 17 MAR. 2016

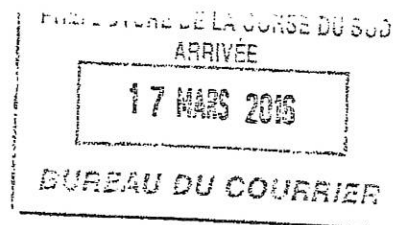
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 623**  
***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public***  
***Pour la vente de Rameaux sur le domaine public.***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n°87-1276 portant règlement général de la vente occasionnelle du Muguet, des fleurs, des chrysanthèmes, des pins sauvages, du gui et du houx sur la voie publique ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

**CONSIDERANT** la demande, en date du 14 mars 2016, de Monsieur SCARPELLINI Sauveur, afin de procéder à la vente de rameaux sur le domaine public, à l'occasion de la fête des rameaux.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur SCARPELLINI Sauveur, ci après appelé(e), le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Sur le trottoir face à l'église ST PIERRE-ST PAUL cours Prince Impérial  
AJACCIO**

**Date(s) : du 19 mars au 20 mars 2016 Horaires : 08 heures à 20heures**

**Objet : vente rameaux à l'occasion de la Fête des rameaux.**

**Article 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 3 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 4 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué à la délivrance de la présente autorisation auprès de la régie des halles et marchés.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 7 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 8 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

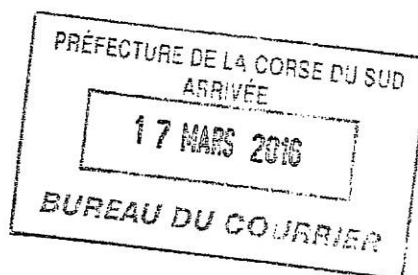
**Article 9 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 17 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

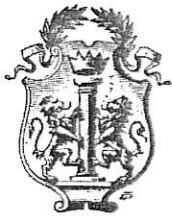
Christian BALZANO



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N° 16-0628**

**Portant restriction temporaire de circulation,  
Limitation de vitesse dans la zone des travaux à 30km/h,**

**A compter du 04 avril 2016 et ce jusqu'au 30 avril 2016 inclus,  
Dans l'artère ci-après :**

**CHEMIN DU BOIS DES ANGLAIS,  
à hauteur de la parcelle cadastrée section CE n° 396.**

DGA Proximité et Service à la Population/Direction patrimoine Viaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande d'EDF accueil raccordement en date du 23 février 2016;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion d'un branchement au réseau EDF, il est nécessaire d'instituer une restriction de la circulation, avec alternat à hauteur de la zone d'intervention;

**CONSIDERANT** que la sécurité, la fluidité du trafic et la commodité l'exigent;

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 : A compter du 04 avril 2016 et ce jusqu'au 30 avril 2016 inclus, la circulation sera réglementée comme suit :**

**RESTRICTION DE LA CIRCULATION**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**CHEMIN DU BOIS DES ANGLAIS,  
à hauteur de la parcelle cadastrée section CE n° 396.**

**INSTITUTION D'UNE LIMITATION DE VITESSE DE 30 KM/H**

Il sera institué une limitation de vitesse à 30 KM/H, sur l'artère suivante :

**CHEMIN DU BOIS DES ANGLAIS,  
à hauteur de la parcelle cadastrée section CE n° 396.**

**INSTITUTION D'UN ALTERNAT**

Un alternat manuel ou par panneau sera mis en place, afin de permettre la circulation sur la zone des travaux.

**CHEMIN DU BOIS DES ANGLAIS,  
A hauteur de la zone des travaux.**

**L'entreprise prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et des piétons.**

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie).

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale des Services Techniques de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à SOLECO.

Fait à Ajaccio le 17 mars 2016

Pour M. Le Député Maire  
L'Adjoint Délégué,  
  
Jacques BILLARD.

A compter du mardi 29 mars et ce jusqu'au 30 mars 2016 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

RUE PAUL COLONNA D'ISTRIA,

Portion comprise sur 20m linéaires de part et d'autre de l'accès à l'Hôtel « Castel Vecchio »,  
côté gauche sens montant.



DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03

NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de l'Hôtel Castel Vecchio en date du 15 mars 2016;

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre de travaux d'élargissement.

**-ARRETONS-**

ARTICLE 1 : A compter du mardi 29 mars et ce jusqu'au 30 mars 2016 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après :

RUE PAUL COLONNA D'ISTRIA,

Portion comprise sur 20m linéaires de part et d'autre de l'accès à l'Hôtel « Castel Vecchio »,  
côté gauche sens montant.

L'entreprise chargée des travaux devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la signalisation suivante : panneaux de type B6a1

**PERIMETRE DE SECURITE**

Un périmètre de sécurité sera institué dans la zone des travaux ; Dans ce périmètre de sécurité, le passage des piétons sera formellement interdit durant les travaux et comportera les dispositions suivantes : **BARRIERAGE, RUBALISE.**

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers et les inviter à utiliser le trottoir opposé.

ARTICLE 2 : La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux. L'affichage de l'arrêté au droit du stationnement est obligatoire.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

ARTICLE 5 : Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

ARTICLE 6 : M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, à l'Hôtel Castel Vecchio.

Fait à Ajaccio le 17 Mars 2016

MAIRIE D'AJACCIO  
Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,  
Jacques BILLARD.

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-630**

Portant interdiction de circulation,  
Portant déviation,  
Le lundi 21 mars 2016, de 08h00 à 10h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**RUE DES TROIS MARIE,**  
Portion comprise entre le cours Napoléon et la rue Cardinal Fesch.

DGA proximité et service à la population/Direction patrimoine viaire/Pôle circulation et réglementation/JAM/CAT/03.

**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I – Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'arrêté Municipal n° 2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à Monsieur Jacques BILLARD;

VU, la demande de LECA BTP en date du 14 mars 2016;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'**instaurer une interdiction et déviation temporaire de la circulation;**

**CONSIDERANT** que la sécurité, la commodité, ainsi que la fluidité du trafic l'exigent ;

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** Le lundi 21 mars 2016, de 08h00 à 10h00 inclus, la circulation sera réglementée comme suit dans l'artère ci-après :

**CIRCULATION INTERDITE**

**RUE DES TROIS MARIE,**

Portion comprise entre le cours Napoléon et la rue Cardinal Fesch.

**DEVIATION TEMPORAIRE**

Une déviation sera mise en place pour inviter et prévenir les usagers à ne pas emprunter la dite artère ci-après :

**RUE DES TROIS MARIE,**

Portion comprise entre le cours Napoléon et la rue Cardinal Fesch.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

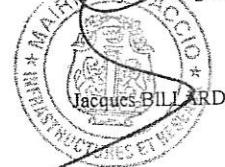
**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe Proximité à la population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

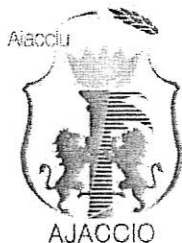
**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, LECA BTP.

Fait à Ajaccio le 17 mars 2016.

Pour M. Le Député Maire,  
Adjoint délégué,







Arrêté N° 2016- 631

**Portant autorisation de travaux exemptés de permis de construire,  
au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes  
Handicapées.**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,**

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00415A0123 reçue le 11/12/2015, signée le 26/11/2015, par Mme Sophie TOCQUEVILLE, représentant LA MATMUT, demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 11/12/2015, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux à sommeil;
- Vu** Le procès-verbal de la séance du 15/02/2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis FAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n°16-149 en date du 02/02/2016 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n°16-150 en date du 02/02/2016 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;
- Vu** L'arrêté préfectoral n°16-184 en date du 02/02/2016 portant accord de la demande de dérogation au titre de l'article R 111-19-10° du code de la construction et de l'habitation ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des conclusions favorables de la sous commission départementale d'Accessibilité des Personnes Handicapées, il convient d'accorder la réalisation des travaux étudiés par la dite Commission en vertu des articles L.111-8, R.111-19-13 et 14 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

**-ARRETE-**

**Article 1**

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées d'une Agence MATMUT, Boulevard Sebastianu Costa, Rond Point Finosello, 20090 AJACCIO , sont autorisés sous réserve du respect des dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

**Article 2**

La présente autorisation est conditionnée au respect :

- des prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la séance du 15/02/2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité annexé au présent acte ;
- des dispositions de l'article GN 13 de l'arrêté Ministériel du 25 juin 1980 qui stipulent que :  
« L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ».

**Article 3**

En aucun cas, la présente autorisation ne dispense le pétitionnaire de l'obtention des diverses autres autorisations administratives dont les travaux pourraient faire l'objet.

**Article 4**

Le présent arrêté sera notifié à Mme Sophie TOCQUEVILLE représentant l'Agence MATMUT, demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant ce dernier est chargé de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 6**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 7**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 17/03/2016



Pour le Maire, et par délégation  
La conseillère municipale déléguée à  
l'accessibilité et au handicap,  
Conseillère départementale de la Corse du  
Sud,

Isabelle FELICIAGGI



**Arrêté N° 2016- 632**

**Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes Handicapées.**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,**

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00416A0002 reçue le 28/01/2016, signée du 22/01/2016, par Mme GLISONI Marie Paule et VALKRE Sylvie, représentants SAS S et MP Créateurs, demandeurs du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 28/01/2016, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux à sommeil ;
- Vu** Le procès-verbal de la séance du 15/02/2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis DEFAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°16-329 en date du 25/02/2016, portant REFUS de l'agenda d'accessibilité programmée ;

**CONSIDERANT** qu'au vu du refus d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée par le Préfet de la Corse du Sud ;

**-ARRETE-**

**Article 1**

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées d'un salon de coiffure sis 12 Cours Général Leclerc, dans le cadre de l'ADAP, sont refusés.

**Article 2**

Le présent arrêté sera notifié à Mmes GLISONI Marie Paule et VALKRE Sylvie, représentant le salon de coiffure SAS S et MP Créateurs, demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant cette dernière est chargée de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 6**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 7**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 17/03/2016



Pour le Maire,  
Et par délégation  
La conseillère municipale déléguée à  
l'accessibilité et au handicap,  
Conseillère départementale de la Corse  
du Sud,

Isabelle FELICIAGGI



Arrêté N° 2016- 633

**Portant refus d'autorisation de travaux exemptés de permis de construire, au titre de la Sécurité-Incendie et de l'Accessibilité des Personnes Handicapées.**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO au nom de l'Etat,**

- Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- Vu** La Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Vu** L'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées;
- Vu** Le Décret n° 73.1007 du 31 octobre 1973, modifié par le Décret n° 78.1296 du 21 décembre 1978, codifié sous les articles n°s R.123-1 à R.123-55, R.152-4 et R.152-5 du Code de la Construction et de l'Habitation relatifs à la Sécurité dans les Etablissements Recevant du Public ;
- Vu** Le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Vu** Le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'Urbanisme ;
- Vu** Le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant d public e des installations ouvertes au public;
- Vu** L'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public ;
- VU** L'arrêté municipal n°2015-184 du 11/02/2015, portant délégation de signature à Madame Isabelle FELICIAGGI, conseillère municipale déléguée à l'accessibilité et au handicap, pour tous les actes et décisions visés dans l'arrêté ;
- Vu** La demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un E.R.P, N°02A00415A0133 reçue le 31/12/2015, signée du 31/12/2015, par M. PAOLETTI, représentant la SARL SOLEIL DIAMANT, demandeur du projet présenté, déclarant avoir la qualité pour demander l'Autorisation de Travaux, y compris au titre de l'article R-111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Vu** Le récépissé de dépôt de la Ville d'Ajaccio du 31/12/2015, accusant réception de la demande d'autorisation susvisée, et précisant, que sa qualité de demandeur et auteur du projet présenté, suppose l'accord du propriétaire des murs ou de la parcelle en application des dispositions de l'article R111-19-16 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Vu** Le courrier du Préfet de Corse en date du 24/04/2012; précisant que la sous-commission communale de sécurité n'est pas consultée pour les ERP de la 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux à sommeil ;
- Vu** Le procès-verbal de la séance du 15/02/2016 de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité portant **Avis DEFAVORABLE** à la réalisation du projet susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°16-322 en date du 25/02/2016, portant REFUS de l'agenda d'accessibilité programmée ;

**CONSIDERANT** qu'au vu du refus d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée par le Préfet de la Corse du Sud ;

**-ARRETE-**

**Article 1**

Les travaux concernant la mise en accessibilité aux personnes handicapées d'un restaurant « Côté Port » sis Amirauté, Port de Plaisance « Charles Ornano », 20 090 Ajaccio dans le cadre de l'ADAP, sont refusés.

**Article 2**

Le présent arrêté sera notifié à M. PAOLETTI, représentant de la SARL SOLEIL DIAMANT ( Restaurant « côté Port » ), demandeur du projet de travaux présenté. Le cas échéant cette dernière est chargée de l'adresser à l'exploitant et au propriétaire de l'établissement visé à l'article premier.

**Article 5**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud

**Article 6**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 7**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

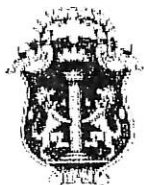
Fait à AJACCIO, le :



Pour le Maire,  
Et par délégation  
La conseillère municipale déléguée à  
l'accessibilité et au handicap,  
Conseillère départementale de la Corse  
du Sud,

Isabelle FELICIAGGI 17/03/2016





## ARRÊTE MUNICIPAL N°2016/634

Pris en application des pouvoirs de Police du Maire dans le cadre des dispositions des articles L 2212-1 et L 2212-2 PORTANT AUTORISATION D'OUVERTURE DE DEBIT TEMPORAIRE DE BOISSONS

*Nous, Député-maire de la ville d'Ajaccio*

*Vu, la Loi 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée portant Droits et Liberté des Commune  
Vu, la Loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la Loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat  
Vu, la Loi du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales  
Vu, les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2*

*Vu, les articles L 3321-1 et L3331 à L3336 du Code de la Santé Publique*

*Vu, l'Arrêté Préfectoral de la Corse du Sud n°97 du 30 décembre 1997 -1820 relatif à la lutte contre le bruit*

*Vu, la délibération 2001/31 du Conseil Municipal en date du 5 avril 2001 par laquelle le Conseil Municipal a entendu accorder au Maire, ainsi qu'au Maire Adjoint le bénéfice des dispositions de l'article 2212-2 sus mentionné*

*Vu, l'Arrêté préfectoral de la Corse du Sud n°05-1776 du 2 décembre 2005 relatif à la Police des Débits de Boissons*

*Vu, l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales*

*Considérant la demande formulée par : l'Association LINE UP – Event Provider  
Visant à obtenir l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire : le  
13/08/2016*

*A l'occasion de la manifestation : ON THE BEACH*

*Article 1 : l'Association LINE UP – Event Provider est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire sur les lieux : Plage du Ricanto le 13/082016*

*Article 2 : Conformément à la Loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes tels que définis par l'article 1 du Code des débits de boissons*

*Article 3 : Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées aux dispositions réglementaires relatives aux heures d'ouverture et de fermeture.*

*Article 4 : Monsieur le Directeur des Services de la Ville d'Ajaccio, Monsieur le Directeur de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, le Commissaire Central de Police, le Brigadier Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.*

*Fait à AJACCIO le : 21/03/2016*

Le Député-maire



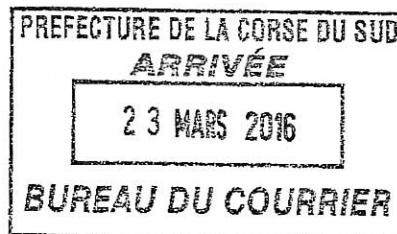
Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**-ARRETE MUNICIPAL N°16-0635-**

Portant ouverture au public de « KIABI »  
sis Route du Stiletto, 20090 AJACCIO.

\*\*\*

**NOUS, Laurent MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**  
Député de la Corse du Sud,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions;  
VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU, le Code de la construction et de l'habitation notamment les articles R.123.1 à R.123.55 R. 152.6, R.152.7 relatifs à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public;  
VU, le Décret N°95-260 du 8 Mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU, l'arrêté ministériel du 25 Juin 1980 (modifié) portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;  
VU, l'arrêté municipal N°10-081 en date du 12 Mai 2010 portant ouverture au public de l'établissement dénommé « KIABI » sis Route du Stiletto à AJACCIO ;  
VU, le Permis de Construire N°02A 004 14A 0076 ;  
VU, l'arrêté municipal en date du 30 Janvier 2015 portant Permis de Construire délivré au nom de la commune de l'établissement dénommé « KIABI » sis Route du Stiletto à AJACCIO ;  
VU, le Procès-verbal en date du 4 Janvier 2016, relatif à la visite de réception du 15 Décembre 2015 de la Commission Communale de sécurité de la Ville d'AJACCIO, émettant un avis défavorable à son ouverture au public ;  
VU, le Procès-verbal de la réunion en salle du 17 Mars 2016 de la Commission Communale de sécurité de la Ville d'AJACCIO émettant un avis favorable à l'ouverture au public de l'établissement dénommé « KIABI » sis Route du Stiletto à AJACCIO ;  
VU, la délibération N°2015-04 du 8 Février 2015, portant élection du Maire et des Adjoints ;  
VU, l'arrêté Municipal N°2015-192 en date du 11 Février 2015, portant délégation d'une partie des fonctions de M. le Maire à Monsieur Antoine PAOLINI, Conseiller Municipal ;

**- ARRETONS -**

**ARTICLE 1.** -L'arrêté municipal N°10-081 en date du 12 Mai 2010 portant ouverture au public de l'établissement dénommé « KIABI » sis Route du Stiletto à AJACCIO, est abrogé.

**ARTICLE 2.** -Est prononcée l'ouverture au public de « KIABI » (ERP de Type M, de 3<sup>ème</sup> Catégorie) sis Route du Stiletto à AJACCIO à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3.** - Le présent arrêté sera notifié en la forme Administrative à Monsieur le Directeur de « KIABI ».

**ARTICLE 4.** - Délais et voies de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**ARTICLE 5.** - Le Directeur Général des services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, la Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



3 2 4

Fait à AJACCIO, le 21 Mars 2016,  
Le Député Maire,

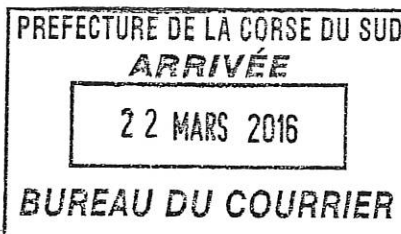
Pour le Député Maire  
et par Délégation  
Le Conseiller Municipal

Antoine PAOLINI



## COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N°2016 - 636



**PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE MUNICIPAL 2000-1501 PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES ET D'UN REGISSEUR SUPPLEANT POUR LA PERCEPTION DES DROITS AFFERENTS A L'UTILISATION ET AU FONCTIONNEMENT DU CENTRE MUNICIPAL DE DANSE**

### LE MAIRE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu la délibération n°2015/07 du conseil municipal du 8 février 2015 portant sur Délégation au maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté municipal n°95-2402 du 6 novembre 1995 portant institution d'une régie de recettes pour la perception des droit afférents à l'utilisation et au fonctionnement du centre municipal de danse ;

Vu l'arrêté municipal n°2000-1501 du 24 aout 2000 portant annulation de l'arrêté municipal n°95-2404 du 6 novembre 1995 et portant nomination d'un régisseur de recettes et d'un régisseur suppléant pour la perception des droits afférents à l'utilisation et au fonctionnement du centre municipal de danse ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du .... *17.10.2016* ;

Considérant la nécessité d'ajuster le montant de l'indemnité de responsabilité annuelle et le montant du cautionnement au montant moyen des recettes encaissées mensuellement ;

### ARRETE

**ARTICLE 1** – L'article 3 de l'arrêté municipal n°2000-1501 du 24 aout 2000 portant annulation de l'arrêté municipal n°95-2404 du 6 novembre 1995 et portant nomination d'un régisseur de recettes et d'un régisseur suppléant pour la perception des droits afférents à l'utilisation et au fonctionnement du centre municipal de danse est modifié et remplacé par :

« Le régisseur titulaire doit constituer un cautionnement de 300 euros ».

**ARTICLE 2** - L'article 4 de l'arrêté municipal n°2000-1501 du 24 aout 2000 portant annulation de l'arrêté municipal n°95-2404 du 6 novembre 1995 et portant nomination d'un régisseur de recettes et d'un régisseur suppléant pour la perception des droits afférents à l'utilisation et au fonctionnement du centre municipal de danse est modifié et remplacé par :

« Le régisseur titulaire perçoit une indemnité de responsabilité annuelle de 110 euros ».

**ARTICLE 3** - L'article 5 de l'arrêté municipal n°2000-1501 du 24 aout 2000 portant annulation de l'arrêté municipal n°95-2404 du 6 novembre 1995 et portant nomination d'un régisseur de recettes et d'un régisseur suppléant pour la perception des droits afférents à l'utilisation et au fonctionnement du centre municipal de danse est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur général des services et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et notifié aux intéressés.

Fait en double exemplaire à Ajaccio, le 21 MAR. 2016

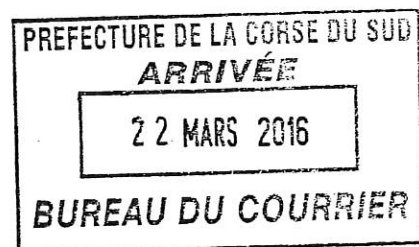
17 Mars 2016

Pour avis conforme,  
Le comptable public,

Jacques COTI.

Pour le Maire et par délégation,  
Le Premier adjoint au maire,

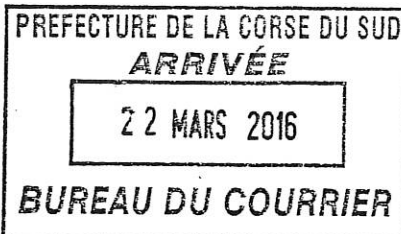
Stéphane SBRAGGIA.





## COMMUNE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL N°2016 - 637



**PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE MUNICIPAL N°2011/2273 PORTANT NOMINATION D'UN  
REGISSEUR DE RECETTES ET DE SES REGISSEURS SUPPLEANTS  
POUR LA REGIE DE L'ESPACE DIAMANT CONCERNANT LA BILLETTERIE SPECTACLES,  
ABONNEMENTS SPECTACLES ET CARTE AJACCIO CULTURE**

**LE MAIRE,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles R.1617-1 à R.1617-18 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n°2001/244 du conseil municipal du 29 octobre 2001 de Fixation des taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes de la Commune ;

Vu la délibération n°2015/07 du conseil municipal du 8 février 2015 portant sur Délégation au maire d'une partie des attributions du conseil municipal dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté municipal n°2010-1726 portant création d'une régie de recettes relative à la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte Ajaccio culture à l'espace diamant modifié par arrêté municipal n°2010-1851 du 5 octobre 2010 ;

Vu l'arrêté municipal n°2011/2273 du 23 septembre 2011 portant modification de l'arrête 2010/1727 portant nomination d'un régisseur de recettes et de ses régisseurs suppléants pour la régie de l'espace diamant concernant la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du ...17 Mars 2016 ;

Considérant la nécessité d'ajuster le montant de l'indemnité de responsabilité annuelle et le montant du cautionnement au montant moyen des recettes encaissées mensuellement ;



## ARRETE

**ARTICLE 1** – L'article 3 de l'arrêté municipal n°2011/2273 du 23 septembre 2011 portant modification de l'arrête 2010/1727 portant nomination d'un régisseur de recettes et de ses régisseurs suppléants pour la régie de l'espace diamant concernant la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture est remplacé par :

« Le régisseur titulaire doit constituer un cautionnement d'un montant de 1220 euros ».

**ARTICLE 2** - L'article 4 de l'arrêté municipal n°2011/2273 du 23 septembre 2011 portant modification de l'arrête 2010/1727 portant nomination d'un régisseur de recettes et de ses régisseurs suppléants pour la régie de l'espace diamant concernant la billetterie spectacles, abonnements spectacles et carte ajaccio culture est remplacé par :

« Le régisseur titulaire perçoit une indemnité de responsabilité annuelle de 160 euros et une nouvelle bonification indiciaire ».

**ARTICLE 3** - Le Directeur général des services et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune et notifié aux intéressés.

Fait en double exemplaire à Ajaccio, le 21 MAR. 2016

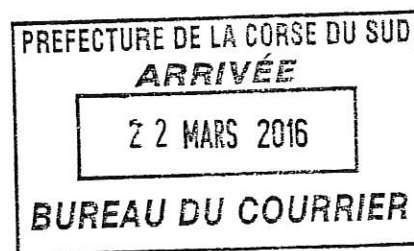


Pour avis conforme,  
Le comptable public,

  
Jacques COTI.

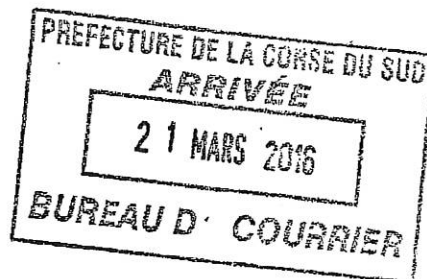
Pour le Maire et par délégation,  
Le Premier adjoint au maire,

  
Stéphane SBRAGLIA.





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16-639 bis**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 18/11/2015, de M. FALLONE Tony, gérant de MOE'S immatriculé N°530490085 pour l'exercice des activités de restauration rapide, afin de procéder à l'installation d'une Terrasse sur le domaine public.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

M. FALLONE Tony, gérant, de MOE'S, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 26 rue Fesch 20000 Ajaccio**

**Type d'installation autorisée : Terrasse**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 13 m<sup>2</sup>**

L'installation est autorisée **uniquement** au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) **doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.**

**Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale** et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

**ARTICLE 2:**

**L'installation ne doit pas empêcher l'accès** des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, **un passage d'un minimum de 1.50 mètres** permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

**La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.**

**ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.

**ARTICLE 4:**



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

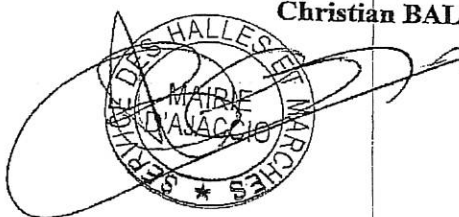
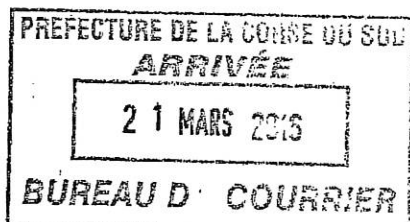
**ARTICLE 13 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 21 MAR, 2016

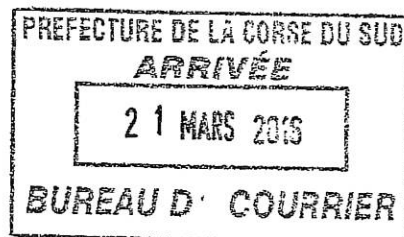
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16-640 bis**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 2/10/2016, de **Mme CHIODI Michèle**, gérante de **LE LONDON CAFE** immatriculé N°751483157 pour l'exercice des activités de Crêperie, salon de thé, afin de procéder à l'installation d'une terrasse sur le domaine public.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Mme CHIODI Michèle, gérante, de LE LONDON CAFE, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 8 cours Grandval 20000 Ajaccio**

**Type d'installation autorisée : Terrasse air libre**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 7m²**

L'installation est autorisée uniquement au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.

En aucun cas le matériel ne devra limiter, ni gêner l'accès à l'abribus situé devant le commerce.

Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

**ARTICLE 2 :**

L'installation ne doit pas empêcher l'accès des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, un passage d'un minimum de 1.50 mètres permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.

**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

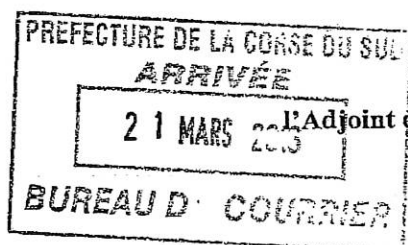
**ARTICLE 12 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 13 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 21 MAR. 2016



Pour le Maire, et par délégation,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie  
MAIRIE  
D'AJACCIO  
Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 640 TER**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 18/11/2015, de Mme FALLONE Françoise, gérante de *TUTTO GELATO / CAPOGIRO* immatriculé N°511043234 pour l'exercice des activités de restauration rapide, fabrication et vente de glaces artisanales, afin de procéder à l'installation d'une Terrasse sur le domaine public.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Mme FALLONE Françoise, gérante, de *TUTTO GELATO / CAPOGIRO*, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 26 rue Fesch 20000 Ajaccio**

**Type d'installation autorisée : Terrasse**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 9m²**

L'installation est autorisée uniquement au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.

Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

**ARTICLE 2:**

L'installation ne doit pas empêcher l'accès des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, un passage d'un minimum de 1,50 mètres permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.

**ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

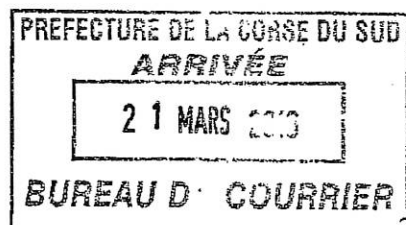
**ARTICLE 13 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

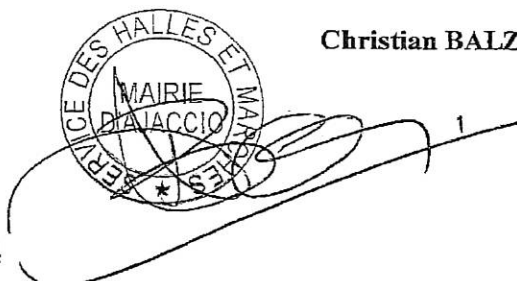
Fait à AJACCIO, le : 21 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO



3 3 4





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 641**  
***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public***  
***le mercredi 23 mars 2016***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R. 644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscit ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande de Monsieur Philippe DESIRE, Directeur du Centre de Formation d'Apprentis de la Corse du Sud, en date du 15 mars 2016, afin d'organiser une action d'information et de communication sur les métiers de l'automobile.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Philippe DESIRE, Directeur du Centre de Formation d'Apprentis de la Corse du Sud, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Place De Gaulle**

**Date : 23/03/2016 Horaires : 08h00 à 18h00**

.....  
**Objet : Semaine de l'Automobile**

**Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

**Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :**

La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2009-142 susvisée.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.

**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le :

22 MAR. 2016

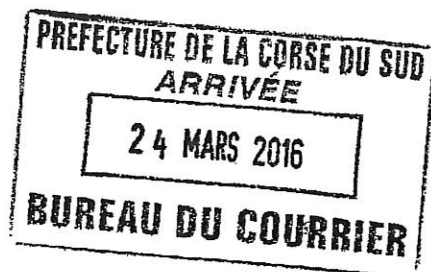
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 645**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et ...  
suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du « 25 octobre 2015 » de « *Madame RUDAS Nathalie* », « *SARL LE R6 LE SKIPPER* » immatriculé N° 792 939 1003 pour l'exercice des activités de « bar, débit de boissons » afin de procéder à l'installation d'une terrasse bâchée sur le domaine public.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

« *Madame RUDAS Nathalie* », « gérante » de « *SARL LE R6 LE SKIPPER* », ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 11, Crs Jean Nicoli 20090 AJACCIO**

**Type d'installation autorisée : terrasse bâchée (Zone 3)**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 23 m²**

L'installation est autorisée uniquement au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.

Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

**ARTICLE 2:**

L'installation ne doit pas empêcher l'accès des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, un passage d'un minimum de 1,50 mètres permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.

**ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 13 :**

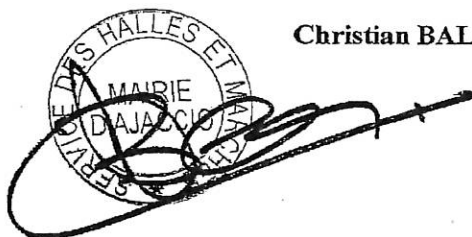
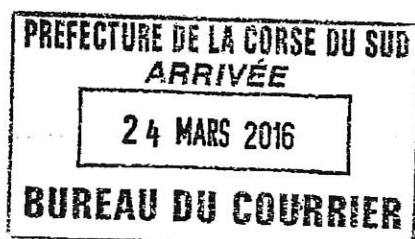
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

23 MAR. 2016

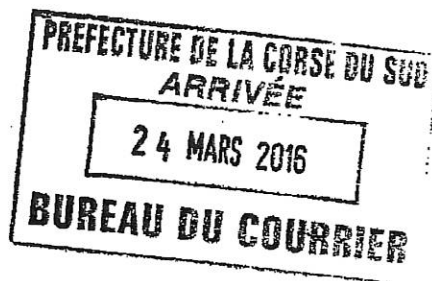
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 646**  
***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public***  
***Le samedi 02 avril 2016***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande de Madame Sylvie MARCAGGI, Présidente de l'Association AIUTU CORSU, en date du 16 mars 2016, afin d'organiser une manifestation de lutte contre le SIDA.

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Sylvie MARCAGGI, Présidente de l'Association AIUTU CORSU ci après appelée le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Kiosque place De Gaulle**

**Date(s) : 02/04/2016 Horaires : De 15h00 à 19h00**

.....  
**Objet : Manifestation de lutte contre le SIDA**

**-Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

**Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :**

La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2009-142 susvisée.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toute les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

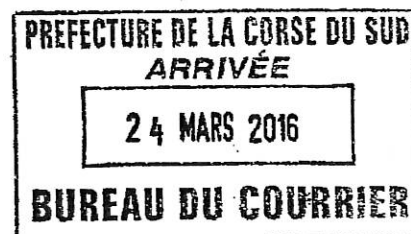
**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 23 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**

**ARRETE MUNICIPAL n° 16-0647**

**ABROGATION DE L'ARRETE MUNICIPAL 16-643 en date du 23 mars 2016**

**Portant stationnement interdit,**

**Portant circulation interdite,**

Le 25 mars 2016.

**CHEMIN DE CROIX (Fêtes de Pâques).**

DGA-Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Vaisir/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/TE/03.

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de La Ville d'Ajaccio en date du 21 mars 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de la Procession du Chemin de Croix prévue le 25 mars 2016, il appartient à l'autorité Municipale de prendre toutes les mesures en vue d'assurer le bon déroulement de cette manifestation et ce afin d'éviter tout risque d'accident, il est nécessaire d'instituer une interdiction temporaire de circulation, ainsi qu'une interdiction de stationnements;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre les mesures de police adaptées aux circonstances.

**ARRETONS.**

**ARTICLE 1 :** A l'occasion du Chemin de Croix (Fête de Pâques) le vendredi 25 mars 2016, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit des artères ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après à partir de 18h00.

**Rue Forcioli Conti, Boulevard Daniel Casanova, Rue Bonaparte, Avenue Antoine Sérafini (de la Rue Cardinal Fesch à la rue Bonaparte), rue du Cardinal Fesch (dans sa partie ouverte à la circulation), Cours Napoléon (sur 20 mètres devant l'église Saint Roch de part et d'autre).**

**CIRCULATION INTERDITE**

La circulation des véhicules sera stoppée au passage de la procession dans les artères suivantes, à partir de 21h00:

**Rue Forcioli Conti, Boulevard Daniel Casanova, Rue Bonaparte, Avenue Antoine Sérafini (de la Rue Cardinal Fesch à la rue Bonaparte), rue du Cardinal Fesch (dans sa partie ouverte à la circulation), Cours Napoléon (sur 20 mètres devant l'église Saint Roch de part et d'autre).**

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à Ajaccio le 23 mars 2016.

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

Le Directeur Général des Services



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**-ARRETE MUNICIPAL N°16-0649-**

Portant ouverture au public de « Maison de Quartier des Cannes à Energie Positive »  
sis Quartier des Padules, 20090 AJACCIO.

\*\*\*

**NOUS, Laurent MARCANGELI, MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**  
Député de la Corse du Sud,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions;  
VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;  
VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU, le Code de la construction et de l'habitation notamment les articles R.123.1 à R.123.55 R. 152.6, R.152.7 relatifs à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public;  
VU, le Décret N°95-260 du 8 Mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU, l'arrêté ministériel du 25 Juin 1980 (modifié) portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;  
VU, le Permis de Construire N°02A 004 10A 0090 ;  
VU, l'arrêté municipal en date du 14 Octobre 2010 portant Permis de Construire délivré au nom de la commune de l'établissement dénommé « Maison de Quartier » sis Quartier des Padules à AJACCIO ;  
VU, l'arrêté municipal en date du 7 Octobre 2013 portant Permis de Construire délivré au nom de la commune (Prorogation) de l'établissement dénommé « Maison de Quartier » sis Quartier des Padules à AJACCIO ;  
VU, l'arrêté municipal en date du 9 Décembre 2015 portant Permis de Construire Modificatif délivré au nom de la commune de l'établissement dénommé « Maison de Quartier » sis Quartier des Padules à AJACCIO ;  
VU, l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées établi par Monsieur C. OLIVIERI de la Société QUALICONSULT en date du 9 Mars 2016 ;  
VU, le Procès-verbal en date du 23 Mars 2016, relatif à la visite de réception du 17 Mars 2016 de la Commission Communale de sécurité de la Ville d'AJACCIO, émettant un avis favorable à son ouverture au public ;  
VU, la délibération N°2015-04 du 8 Février 2015, portant élection du Maire et des Adjoints ;  
VU, l'arrêté Municipal N°2015-192 en date du 11 Février 2015, portant délégation d'une partie des fonctions de M. le Maire à Monsieur Antoine PAOLINI, Conseiller Municipal ;

**- ARRETONS -**

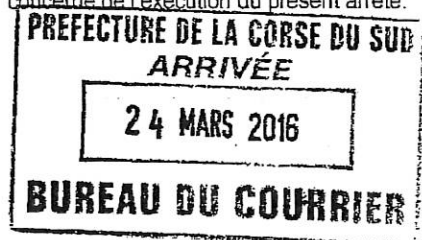
**ARTICLE 1.** -Est prononcée l'ouverture au public de la « MAISON DE QUARTIER DES CANNES A ENERGIE POSITIVE » (ERP de Type L, de 3<sup>ème</sup> Catégorie) sis Quartier des Padules à AJACCIO à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2.** - Le présent arrêté sera notifié en la forme Administrative à Madame la Directrice de la « Maison de Quartier des Cannes à Energie Positive ».

**ARTICLE 3.** – Délais et voies de recours.

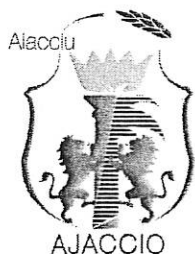
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**ARTICLE 4.** – Le Directeur Général des services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, la Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



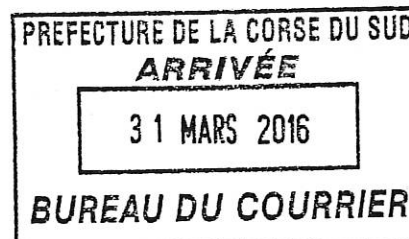
Fait à AJACCIO, le 23 Mars 2016,  
Le Député Maire,  
Pour le Député Maire  
et par Délégation  
Le Conseiller Municipal

**Antoine PAOLINI**



Arrêté N° 2016 – 650

Portant péril imminent sur la parcelle cadastrée BI n° 207 sise Chemin d'Alzo di Leva à Ajaccio.



**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,**

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.511-1 à L.511-6, les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;

Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2131-1,

Vu la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové ; notamment les articles 75 à 95 ;

Vu les délibérations n° 2015-4, 2015-6 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire, des Adjoints et du Conseil Municipal ;

Vu le rapport du 23 mars 2016 dressé par M. MARQUIS, expert, désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Bastia en date du 17 mars 2016 sur notre demande, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;

Vu l'avertissement envoyé aux propriétaires :

- Madame JARDON Noëlle, Marie, Henriette, demeurant "Kermina, 1 route de Luffang 56950 Crac'h" ;
- Monsieur TYREL de POIX Claude, demeurant "Kermina, 1 route de Luffang 56950 Crac'h" ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'immeuble susvisé en raison :

- du risque d'effondrement du talus sur lequel une partie du bâtiment est édifié,
- du risque imminent d'effondrement total de la maçonnerie constituant le mur de soutènement,
- du risque créé du fait de l'état d'abandon et de délabrement de la bâtisse, de son annexe et du fait du risque généré par les nombreux immondices jonchant la parcelle qui est librement accessible,
- du risque pour la sécurité des personnes et du risque de blocage de la voie de circulation.

**-ARRETE-**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les propriétaires susvisés ou leurs ayants droit devront dans un délai maximal de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité publique. Ainsi, ces derniers devront :

- Fermer l'accès à la parcelle cadastrée BI n°207,
- Matérialiser la zone d'effondrement du mur par des bandes signalétiques fixées sur piquets d'acier d'une hauteur d'un mètre. L'entretien de ces bandes devra être constant.
- Procéder à l'enlèvement du mur de soutènement sur toute sa longueur, opération à réaliser immédiatement.

**Article 2**

Faute pour les propriétaires mentionnés à l'article 1, ou leurs ayants droit d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais des propriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

**Article 3**

Les propriétaires, ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

#### Article 4

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus.  
Il sera affiché en mairie d'Ajaccio ainsi que sur la façade de l'immeuble.

#### Article 5

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département de Corse du Sud au titre du contrôle de légalité.

#### Article 6

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

#### Article 7

Le Directeur Général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le 24 mars 2016

✓ Le Maire

Laurent MARCANGELI

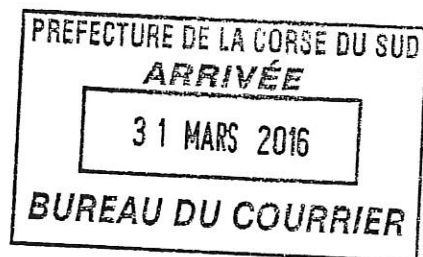
Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



#### ANNEXES :

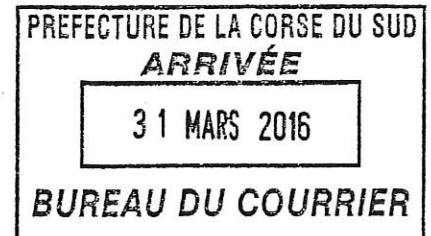
Rapport de l'expert désigné par le T.A,  
Articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du CCH,  
Articles L. 511-6 et L. 521-4 du CCH,  
Article L. 111-6-1 du CCH.





Arrêté N° 2016 – 653

Portant péril imminent sur la parcelle cadastrée BZ n° 49 sise 5, rue du Maréchal Ornano à Ajaccio.



**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,**

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.511- 1 à L.511- 6, les articles L.521- 1 à L.521-4 et les articles R.511-1 à R.511-12 ;

Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2131-1,

Vu la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové ; notamment les articles 75 à 95 ;

Vu les délibérations n° 2015-4, 2015-6 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire, des Adjointes et du Conseil Municipal ;

Vu le rapport du 23 mars 2016 dressé par M. MARQUIS, expert désigné par ordonnance de M. le Président du Tribunal Administratif de Bastia en date du 14 mars 2016 sur notre demande, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;

Vu l'avertissement en date du 11 mars 2016 envoyé aux copropriétaires tels que mentionnés aux fichiers cadastraux.

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'immeuble susvisé en raison :

- de la chute d'éléments de béton issus des balcons de l'immeuble susvisé,
- de l'existence visible de fissurations et de fracturations du béton des balcons,
- de la carbonatation des aciers des balcons,
- du caractère très passant de l'artère centrale que constitue la rue Maréchal Ornano.

**-ARRETE-**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les propriétaires susvisés ou leurs ayants droit devront dans un délai maximal de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité publique. Ainsi, ces derniers devront :

- Mandater une entreprise qui sera chargée du curage de chaque balcon afin de déposer les parties de béton non adhérentes en sous-face et en bordure de l'ouvrage. Il sera procédé au préalable à un sondage de l'adhésion des enduits à l'aide d'un scléromètre sur toutes les parties horizontales et verticales des balcons, afin de repérer l'enduit qui sonne creux.

**Article 2**

Faute pour les propriétaires mentionnés à l'article 1, ou leurs ayants droit d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais des propriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

**Article 3**

Si les propriétaires mentionnés à l'article 1, ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune.

Les propriétaires, ou leurs ayants droit, tiennent à dis 3 4 5 des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.



Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus.  
Il sera affiché en mairie d'Ajaccio ainsi que sur la façade de l'immeuble.

#### **Article 5**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département de Corse du Sud au titre du contrôle de légalité.

#### **Article 6**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

#### **Article 7**

Le Directeur Général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le 24 mars 2016

✓ Le Maire

Laurent MARCANGELI

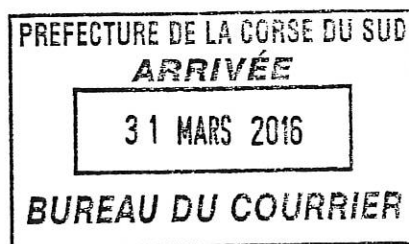
Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



#### **ANNEXES :**

Rapport de l'expert désigné par le T.A,  
Articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du CCH,  
Articles L. 511-6 et L. 521-4 du CCH,  
Article L. 111-6-1 du CCH.



#### **Article L.521-1 :**

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation ou des locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**ARRETE MUNICIPAL N° 16 - 654 -**

**PORTANT AUTORISATION D'UNE ENSEIGNE  
« LACOSTE »**

**NOUS, Laurent MARCANGELI, Maire de la Ville d'Ajaccio, Député de la  
Corse du Sud ;**

VU le Code de l'Environnement notamment ses articles L. 581-8 et L. 581-18 ;  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2213-23 ;  
VU la Loi du 4 Aout 2008 portant Modernisation de l'Economie ;  
VU le décret N° 2012-18 du 30 Janvier 2012 relatif à la Publicité extérieure, aux enseignes et  
préenseignes ;  
VU l'arrêté N° 11-1528 portant Règlement pour la publicité, les enseignes et les préenseignes ;  
VU la délibération N° 08-221 en date du 27 Octobre 2008 portant Rapport sur la Publicité  
Commerciale ;  
VU la délibération n° 15-04 du 8 Février 2015 portant élection du Maire et des adjoints ;  
VU la demande d'autorisation préalable N° 02A – 004 -16- 004 déposée par la SARL NICOLAÏ  
et fils en date du 09/03/16;

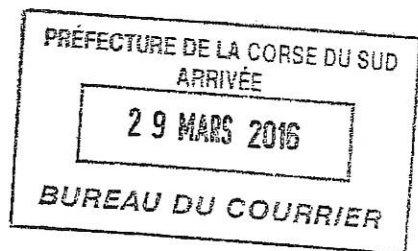
**- ARRETONS -**

**ARTICLE 1. –** L'autorisation d'installer une enseigne « LACOSTE » pour la SARL NICOLAÏ et fils située 4  
Cours Napoléon à Ajaccio est accordée.

**ARTICLE 2. –** Le Maire soussigné certifie le caractère exécutoire du présent arrêté qui peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa  
notification et de sa transmission au représentant de l'Etat.

**ARTICLE 3. –** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, le Directeur Général des  
Services Techniques, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Corse du Sud, le Chef de la  
Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AJACCIO le 24 Mars 2016



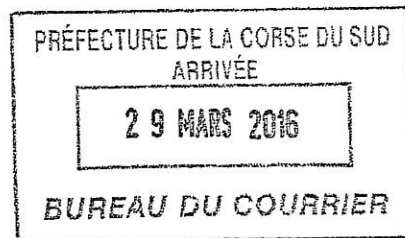
LE DEPUTE MAIRE

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N°16- 655**

**Modifiant l'Arrêté Municipal N° 15-2437 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre d'une activité commerciale**

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

Vu l'arrêté municipal N° 15-2437 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale ;

CONSIDERANT qu'il convient de rectifier une erreur de rédaction,

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L' article 1<sup>er</sup> de l'Arrêté Municipal N° 15-2437 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Monsieur **LUIGGI Antoine**, gérant de **SARL TELU GELATERIA** ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : Avenue du 1<sup>er</sup> Consul 20000 AJACCIO  
Type d'installation autorisée : terrasse simple (Zone 1)  
Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 33 m<sup>2</sup>

L'installation est autorisée **uniquement** au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) **doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.**

**Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale** et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

#### **ARTICLE 2:**

Le reste de l'arrêté municipal N° 15-2437 sans changement.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARTICLE 3 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 5 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

4 Christian BALZANO

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI

PRÉFECTURE DE LA CORSE DU SUD  
ARRIVÉE

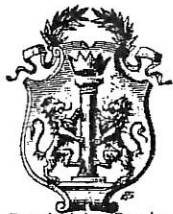
29 MARS 2016

BUREAU DU COURRIER

**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



**MAIRIE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16-0 656**

Portant stationnement interdit,  
Portant circulation interdite,  
Portant déviation temporaire de circulation,

Le mercredi 06 avril 2016, de 09h00 à 13h00 inclus,  
Dans l'artère ci-après :

**RUE CAPITAINE LIVRELLI,**  
Portion comprise entre la rue Sergent Casalonga et l'impasse,  
Sur 15m linéaires au droit du n°02

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

**NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande de La BANQUE DE FRANCE en date du 15 mars 2016;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion de la livraison de matériels encombrants, il est nécessaire d'interdire le stationnement ainsi que d'interdire et dévier la circulation;

**CONSIDERANT** que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

**-ARRETONS-**

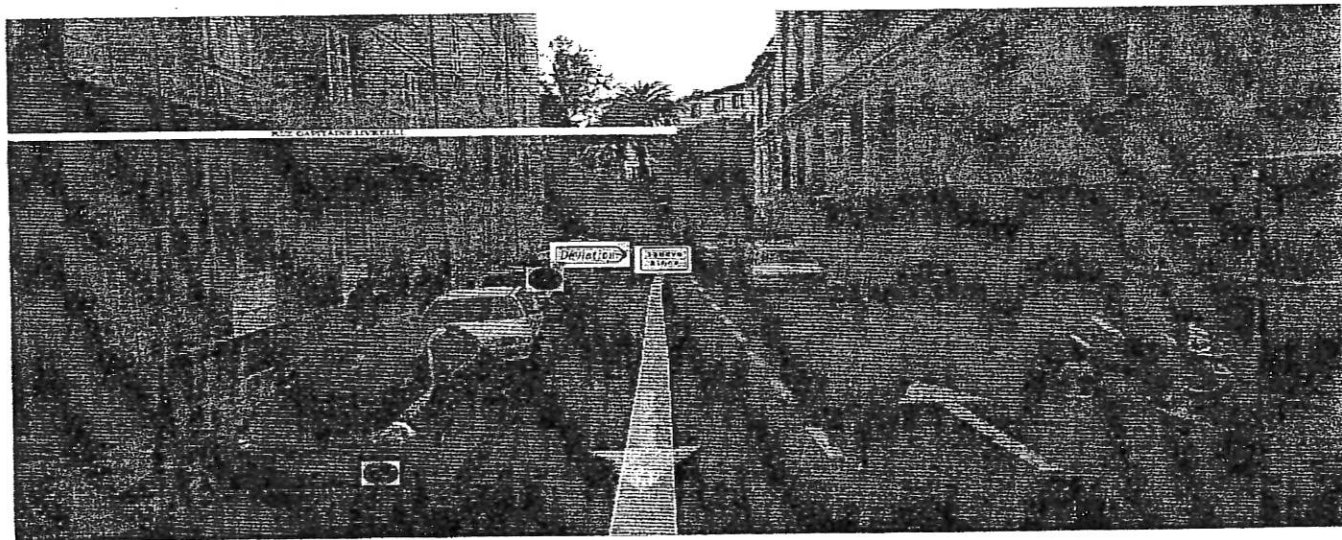
**ARTICLE 1 :** Le mercredi 06 avril 2016, de 09h00 à 13h00 inclus, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans l'artère ci-après:

**RUE CAPITAINE LIVRELLI,**  
Sur 20m linéaires, face à l'accès de la Banque de France,  
Côté droit sens rentrant, sur 15m linéaires au droit du n°02.

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.  
Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.



**CIRCULATION INTERDITE**

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**RUE CAPITAINE LIVRELLI,**  
Portion comprise entre la rue Sergent Casalonga et l'impasse.

**DEVIATION DE LA CIRCULATION**

Une déviation de la circulation sera mise en place afin de ne pas utiliser l'artère ci-après :

**RUE CAPITAINE LIVRELLI,**

### DEROGATION

Seuls les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à circuler et stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.  
**L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.**

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

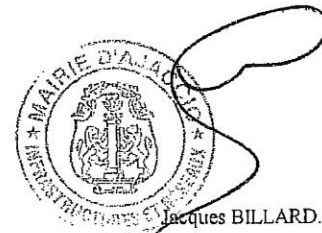
**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, SARL La Banque de France.

Fait à Ajaccio le 25 mars 2016.

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,



Jacques BILLARD.



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX



MAIRIE D'AJACCIO

ARRETE MUNICIPAL n° 16-0 657

PORTANT PROROGATION DE L'ARRETE MUNICIPAL n° 15-2783 en date du 28 décembre 2015.

Portant stationnement interdit,

Portant circulation interdite,

Portant déviation temporaire,

A compter du 16 mars 2016 et ce jusqu'au 06 avril 2016, de 07h30 à 15h30 inclus,  
Dans les artères ci-après :

**RUE SAINTE CLAIRE,**

Dans sa totalité.

**RUE FORCIOLI CONTI,**

Portion comprise entre la rue Sainte Claire et le boulevard Danièle Casanova.

**RUE ROI DE ROME,**

Portion comprise entre la rue Sainte Claire et le boulevard Danièle Casanova.

DGA Proximité et Service à la Population/ Direction du Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03.

NOUS, Laurent MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6;

VU, le Code de la Route;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, l'Arrêté Municipal n°15-2783 en date du 28 décembre 2015;

VU, la demande de CORSOVIA en date du 15 mars 2016;

CONSIDERANT qu'à l'occasion de la réfection du revêtement des voies, il est nécessaire d'interdire le stationnement ainsi que d'interdire et dévier la circulation;

CONSIDERANT que la commodité, la sécurité des usagers ainsi que la fluidité du trafic l'exigent,

-ARRETONS-

**ARTICLE 1 : A compter du 16 mars 2016 et ce jusqu'au 06 avril 2016, de 07h30 à 15h30 inclus, le stationnement et la circulation seront réglementés comme suit dans l'artère ci-après :**

STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit de part et d'autre de la chaussée et qualifié de gênant et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans les artères ci-après:

**RUE SAINTE CLAIRE,**

Dans sa totalité.

**RUE FORCIOLI CONTI,**

Portion comprise entre la rue Sainte Claire et le boulevard Danièle Casanova.

**RUE ROI DE ROME,**

Portion comprise entre la rue Sainte Claire et le boulevard Danièle Casanova.

Le pétitionnaire devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement 48h00 avant les travaux.

Le dispositif comportera la disposition suivante : un panneau B6a1.

CIRCULATION INTERDITE

La circulation sera réglementée, comme suit, dans l'artère ci-après :

**RUE SAINTE CLAIRE,**

Dans sa totalité.

DEVIATION DE LA CIRCULATION

L'entreprise chargée des travaux prendra toutes les mesures afin d'assurer la sécurité des usagers.

Une information en amont de la zone des travaux : Déviation, rue barrée sera mise en place pour inviter et prévenir les usagers à ne pas emprunter la dite artère ci-après :

**RUE SAINTE CLAIRE,**

Dans sa totalité.

DEROGATION

Seuls les véhicules d'intérêt prioritaire seront autorisés à circuler et stationner ainsi que les véhicules de l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

L'entreprise devra afficher l'arrêté au droit des travaux.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

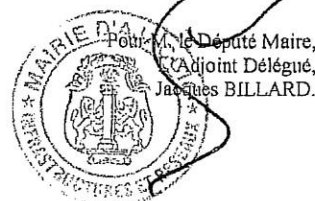
**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** MM. le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe du Service Proximité et Population de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M. M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale, CORSOVIA

Fait à Ajaccio le 25 mars 2016.



**VILLE D'AJACCIO**

B.P. 412

20304 AJACCIO CEDEX

**VILLE D'AJACCIO**  
**ARRETE MUNICIPAL N° : 16- 658**

**PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE MUNICIPAL n°09-01428 en date du 21 octobre 2009.**



Portant déplacement d'un stationnement autorisé de véhicules à deux roues,  
Portant déplacement d'une aire de livraison arrêt minutes,  
dans l'artère ci-après ;

**COURS NAPOLEON,**  
Côté impair, à hauteur des numéros 15 et 17.

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Vaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/03  
**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213 6 ;

VU, le Code de la Route ;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal n°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD ;

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO ;

VU, les arrêtés subséquents portant modification ou complément du règlement général suscité ;

VU, la demande des services techniques de la Ville en date du 16 mars 2016, pour déplacement du stationnement réservé aux 2 roues ainsi que déplacement de l'aire de livraison ;

CONSIDERANT en conséquence que la commodité, ainsi que la fluidité du trafic l'exigent, il est nécessaire d'instituer et de réglementer le stationnement dans la dite artère ;

CONSIDERANT que l'intérêt de la sécurité l'exige ;

**ARRETONS**

**ARTICLE 1 :** L'Arrêté Municipal n° 09-01428 en date du 21 octobre 2009 est MODIFIE.

**ARTICLE 2 :** L'Article 7 : institution de places de stationnement pour les deux roues, de l'arrêté Municipal n°09-01428 en date du 21 octobre 2009, est modifié et complété comme suit :

**ARTICLE 7 : INSTITUTION STATIONNEMENT DEUX ROUES**

**COURS NAPOLEON,**  
Côté impair, à hauteur des numéros 15 et 17,  
Sur 12 emplacements.

**ARTICLE 3 :** L'Article 9 : institution d'emplacements réservés livraison, de l'arrêté Municipal n°09-01428 en date du 21 octobre 2009, est modifié et complété comme suit :

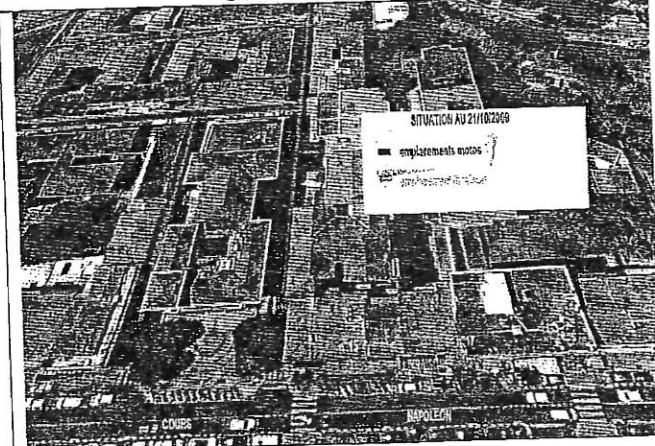
**ARTICLE 9 : INSTITUTION EMPLACEMENT RESERVES LIVRAISONS**

Côté impair, à hauteur des numéros 15 et 17,  
Sur 11 mètres linéaires.

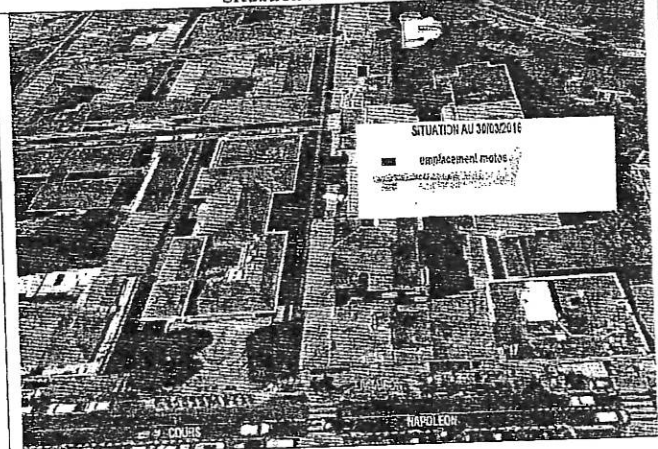
Les livraisons seront autorisée de 6h00 à 12h00, du lundi au samedi inclus, sauf les dimanches et jours fériés ;

En dehors des heures de livraisons le stationnement sera gratuit (arrêt minute) en lieu et place des aires de livraisons et limité à 20 minutes, aux heures et jours ci-après : de 12h00 à 18h00 du lundi au samedi inclus, sauf les dimanches et jours fériés.

Situation au 21/10/2009



Situation au 30/03/2016



**ARTICLE 4 :** La mise en place de la signalisation verticale sera faite par les soins des Services Techniques de la Ville d'Ajaccio.

**ARTICLE 5 :** Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 8 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : M.M. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à AJACCIO le 25 mars 2016.

Pour M. le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,



Jacques BILLARD.

On Végil le 30 Mars 2016

**Mairie d'Ajaccio**  
**ARRETE MUNICIPAL n° 16- 659**  
Portant stationnement interdit temporaire;

Le Dimanche 03 avril 2016 de 06h00 à 15h00 inclus,  
Dans la zone ci-après :  
**BOULEVARD PASCAL ROSSINI,**  
Des deux cotés,  
Entre la Statue Marcaggi et le Boulevard Madame Mère,

DGA Proximité et Services à la Population/Direction Patrimoine Viaire/Pôle Circulation et Réglementation/JAM/CAT/TE/03

**NOUS, LAURENT MARCANGELI DEPUTE MAIRE DE LA VILLE D'AJACCIO,**

VU, la loi 82-213 du 2 Mars 1982 portant droits et libertés de la Commune;

VU, la loi 83-663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi 83-8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU, la loi du 19 Août 1986 portant dispositions relatives aux Collectivités locales ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2216 ;

VU, le Code de la Route;

VU, l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, (Livre I - Première à huitième partie), du 26 juillet 1974 modifiée,

VU, l'Arrêté Municipal N° 66-169 du 9 Novembre 1966, approuvé par l'Autorité Préfectorale le 27 Janvier 1967, portant règlement général de la circulation et du stationnement des véhicules dans l'agglomération urbaine d'AJACCIO;

VU, la délibération n°2015/04, en date du 08 février 2015 portant élection du Maire ;

VU, la délibération 2015/06, en date du 08 février 2015 portant élection des adjoints ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2015-175 en date du 11 février 2015 portant délégation à M. Jacques BILLARD;

VU, la demande du service des festivités en date du 29 février 2016;

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer le stationnement dans le cadre de la 27<sup>e</sup> édition du Marathon, semi Marathon et 10km d'Ajaccio.

**-ARRETONS-**

**ARTICLE 1 :** Le Dimanche 03 avril 2016 de 06h00 à 15h00 inclus, le stationnement sera réglementé comme suit dans la zone ci-après :

**STATIONNEMENT INTERDIT**

Le stationnement des véhicules sera formellement interdit et qualifié de gênant, et soumis à enlèvement fourrière article 417-10 du Code de la Route dans la zone ci-après :

**BOULEVARD PASCAL ROSSINI,**  
Des deux cotés,  
Entre la statue Marcaggi et le Boulevard Madame Mere

La police Municipale devra effectuer le papillonnage des véhicules en stationnement au moins 48h00 avant. Le dispositif comportera la disposition suivante : panneaux de type B6a1.

**ARTICLE 2 :** La signalisation appropriée, sera conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation (Livre I, première à huitième partie). Elle sera mise en place par les services techniques de la ville.

**ARTICLE 3 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 5 :** Les administrés disposent, en cas de contestation, d'un délai de DEUX MOIS à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia.

**ARTICLE 6 :** M. Le Directeur Général des Services de la Ville d'AJACCIO, la Directrice Générale Adjointe de la proximité et Service à la Population de la Ville, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Ampliation : Le présent arrêté sera adressé à : MM. Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Chef de la Police Municipale.

Fait à Ajaccio le 30 Mars 2016

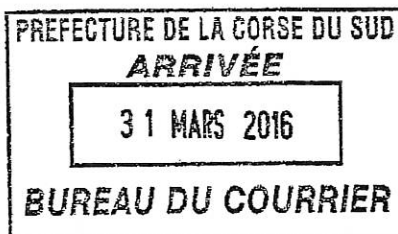
Pour M. Le Député Maire,  
L'Adjoint Délégué,

Jacques BILLARD.

Le Directeur Général des Services



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N° 16 - 660**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**Le mercredi 10 aout 2016**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjointes ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie ;  
VU les arrêtés municipaux subséquents portant modification ou complément du règlement général suscités ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande de Monsieur Florent SOL, Président de l'association SOL, en date du 21 mars 2016, afin d'organiser le concert du groupe de musical « The G »

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Florent SOL, Président de l'association SOL, ci après appelé le permissionnaire, est autorisé à occuper le domaine public communal selon les modalités suivantes :

**Localisation : Place De Gaulle**

**Date : 10/08/2016 Horaires : 17h00 à 00h00**

.....  
**Objet : Concert « The G »**

**Article 2 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible. Toutefois, la sous-occupation de tout ou partie de ce domaine, par une ou plusieurs personnes publiques ou privées autres que le permissionnaire, est autorisée uniquement si chaque sous-occupant est lié au permissionnaire et contribue à la réalisation de l'objet visé à l'article 1er. La sous-occupation du domaine public se fait sous l'entière responsabilité du seul permissionnaire.

**Article 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :**

La présente autorisation n'est pas soumise au paiement d'une redevance en application de l'article 5 de la délibération n°2009-142 susvisée.

**Article 5 :**

Le permissionnaire est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'organisation de la manifestation. Il est également tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 6 :**

La circulation et le stationnement des véhicules sont strictement interdits sur la place. Toute dégradation constatée sera à la charge du permissionnaire.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**Article 7.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 8.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 9.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

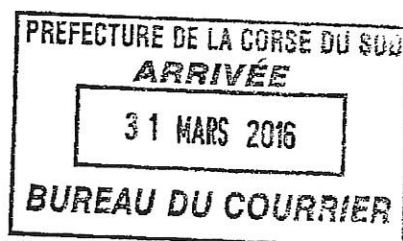
**Article 10.**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie.

Fait à AJACCIO, le : 30 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

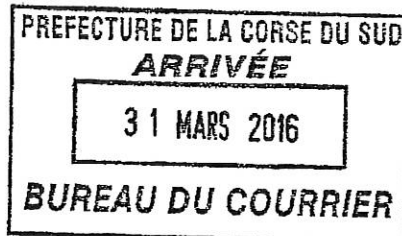
Christian BALZANO







Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16-662**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 21/03/2016, de M. CECCALDI Olivier, gérant de **IPANEMA CAFE / SAS LINDSAY ROSE** immatriculé N°810169227 pour l'exercice des activités de restauration rapide, afin de procéder à l'installation d'une terrasse bâchée sur le domaine public.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

M. CECCALDI Olivier, gérant, de IPANEMA CAFE / SAS LINDSAY ROSE, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : 1 Bd Lantivy, Résidence Diamant 20000 Ajaccio

Type d'installation autorisée : Terrasse bâchée, zone 1

Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 32 m<sup>2</sup>

L'installation est autorisée **uniquement** au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) **doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.**

**Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale** et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

**ARTICLE 2:**

**L'installation ne doit pas empêcher l'accès** des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, **un passage d'un minimum de 1,50 mètres** permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

**La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.**

**ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée **pour une durée d'un an**. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite **3 mois avant l'échéance** de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

**Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.**

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

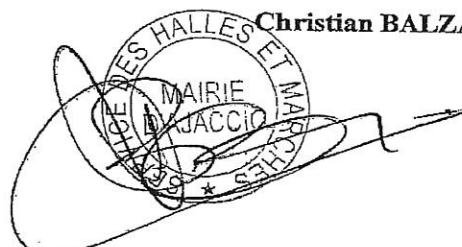
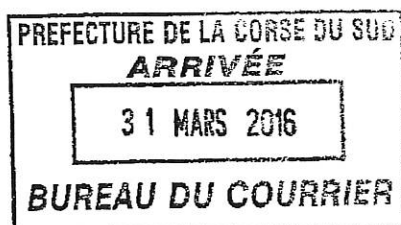
**ARTICLE 13 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 30 MAR 2016

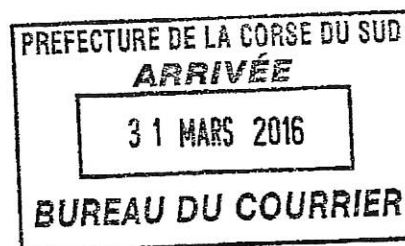
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 663**  
**Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public**  
**dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale**

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R. 644-3 ;  
VU le code de commerce ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 - 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 3/21/2016, de M. PERDU Patrick, gérant de CASA VINCI immatriculé N°801682360 pour l'exercice des activités de sandwicherie, restauration rapide, pizzeria, traiteur, vente de boissons non alcoolisées, afin de procéder à l'installation d'une Terrasse sur le domaine public.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

M. PERDU Patrick, gérant, de CASA VINCI, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 2 cours Grandval 20000 Ajaccio**

**Type d'installation autorisée : Terrasse, zone 2**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 7 m<sup>2</sup>**

L'installation est autorisée **uniquement** au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) **doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.**

**Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale** et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

**ARTICLE 2:**

**L'installation ne doit pas empêcher l'accès** des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, **un passage d'un minimum de 1.50 mètres** permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

**La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.**

**ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.



Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10:**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11:**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12:**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 13:**

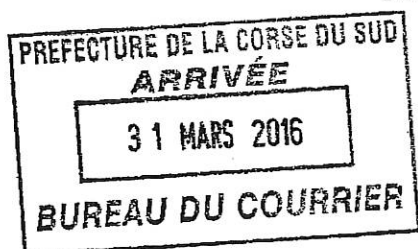
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le :

30 MAR. 2016

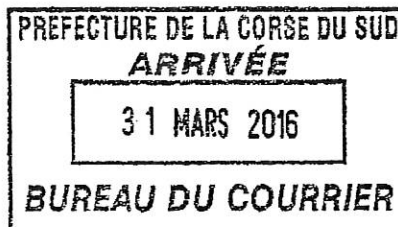
Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



**ARRETE MUNICIPAL N°16- 664**  
***Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public***  
***dans le cadre de l'exercice d'une activité commerciale***

**Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;

VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;

VU le code de commerce ;

VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;

VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;

VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;

VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;

VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;

VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;

VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;

VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 22/03/2016, de M. TRUCCO Laurent, gérant de **BAR TABAC LE GLACIER** immatriculé N°477995104 pour l'exercice des activités de débit de boissons, débit de tabac, exploitation des jeux de la française des jeux, confiseries, briquets et accessoires annexes, petite restauration à consommer sur place ou à emporter, afin de procéder à l'installation d'une Terrasse sur le domaine public.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

M. TRUCCO Laurent, gérant, de BAR TABAC LE GLACIER, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

**Localisation : 83 Cours Napoleon 20000 Ajaccio**

**Type d'installation autorisée : Terrasse, zone 2**

**Surface maximale autorisée / Nombre d'élément(s) autorisé(s) : 21 m²**

L'installation est autorisée **uniquement** au droit du commerce.

Le mobilier commercial (porte-menu, parasols, etc,...) **doit être installé uniquement à l'intérieur du périmètre défini par la surface mentionnée au présent article.**

**Toute surface occupée supérieure à celle mentionnée au présent article est illégale** et le permissionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 9.

**ARTICLE 2:**

**L'installation ne doit pas empêcher l'accès** des bouches d'égouts, des regards de VRD, des bouches et des poteaux d'incendie, des passages pour piétons, des accès aux établissements recevant du public et des accès aux entrées particulières. Pour les étalages, les plaques des rues, et les numéros des immeubles devront rester visibles.

En toute saison, l'occupant veille à laisser libre, de tout obstacle, **un passage d'un minimum de 1,50 mètres** permettant la circulation des piétons, des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres. La largeur du passage se calcule à partir du premier obstacle : jardinières, mobilier urbain, arbres, etc....

**La circulation des services de secours et de lutte contre les incendies doit être assurée en toutes circonstances.**





Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**ARTICLE 3:**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.

**ARTICLE 4:**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 5:**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**ARTICLE 6:**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**ARTICLE 7:**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

Toute surface supérieure à celle mentionnée à l'article premier, occupée de manière illégale, est soumise de manière automatique au paiement d'une redevance.

**ARTICLE 8:**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**ARTICLE 9:**

En cas de non respect des dispositions de la présente autorisation ou des dispositions règlement en vigueur, le permissionnaire s'expose à des sanctions administratives et pénales.

**ARTICLE 10 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**ARTICLE 11 :**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**ARTICLE 12 :**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

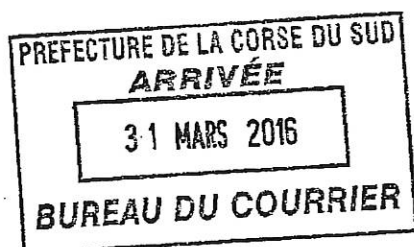
**ARTICLE 13 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 30 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

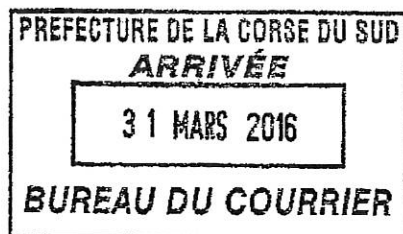
Christian BALZANO







Direction Générale Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés



## **ARRETE MUNICIPAL N° 16- 665**

***Portant autorisation d'occupation temporaire d'occupation du domaine public  
pour l'exercice d'une activité commerciale ambulante.***

### **Le Maire de la Ville d'Ajaccio,**

VU le code général des collectivités locales, notamment ses articles, L.1311-1 ; L.2122-21 ; L.2213-6 ;  
VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2125-1 ; et L.2132-1 ; L.2132-2 et suivants ;  
VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L. 113-2 et L.116-1 à L.116-8 ;  
VU le code pénal, notamment les articles, R.632-1 ; R.644-2 ; R.644-3 ;  
VU le code de commerce, notamment les articles L.123-29 et suivants, et R.123-208-1 et suivants ;  
VU la délibération n°2009/142 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal en date du 29 juillet 2009 ;  
VU la délibération n° 2015/04 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire ;  
VU la délibération n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection des Adjoints ;  
VU l'arrêté municipal n° 61 – 169 portant règlement général de la Voirie et les arrêtés municipaux subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n°89-989 du 15 juin 1989 portant réglementation du commerce ambulant et les arrêtés subséquents en portant modification ou complément ;  
VU l'arrêté municipal n° 03-2303 portant réglementation de l'occupation du domaine public communal ;  
VU l'arrêté municipal n°09-04 portant règlement général des emplacements publics, halles et marchés ;  
VU l'arrêté municipal n° 2015/179 en date du 11 février 2015 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire à M. Christian BALZANO, onzième adjoint au Maire dans les domaines des halles et marchés, du commerce et de l'artisanat, du domaine public et privé, des travaux et de la voirie ;

CONSIDERANT la demande, en date du 15/12/2015, de M. ZILLER Stéphane, gérant de PIZZA CHEZ STE, immatriculé N°350488904, afin de procéder à la vente de fabrication, vente de pizzas, sur le domaine public.

### **ARRETE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

M. ZILLER Stéphane, gérant de PIZZA CHEZ STE, ci après appelé(e) le permissionnaire, est autorisé(e) à occuper le domaine public selon les modalités suivantes :

Localisation : Parking Place Miot 20000 Ajaccio

Objet : fabrication, vente de pizzas

Police d'assurance en responsabilité civile N° 969100155

#### **Article 2 :**

Les horaires d'ouvertures et de fermeture sont fixés comme suit :

- 1<sup>er</sup> juin - 31 août : de 10 h 00 à 3 h 30 ;
- 1<sup>er</sup> septembre – 31 mai : de 10 h 00 à 00 h 00

En dehors de ces dates et horaires, le permissionnaire doit obligatoirement libérer les lieux.

Le non respect de ces obligations fait l'objet de sanction, et le permissionnaire peut se voir retirer son autorisation d'occupation du domaine public.

#### **Article 3 :**

Tout aménagement supplémentaire (tables, chaises, bancs, estrades, etc,...) est formellement interdit.

#### **Article 4 :**

Le permissionnaire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables à l'exercice de son activité.



Direction Général Adjointe des Services  
Ressources et Moyens  
Service des Halles et Marchés

**Article 5 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non respect par le permissionnaire des conditions fixées par la présente autorisation, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 6 :**

La présente autorisation est personnelle, incessible et intransmissible.

**Article 7 :**

La présente autorisation est octroyée pour une durée d'un an. Tout renouvellement doit faire l'objet d'une demande écrite 3 mois avant l'échéance de la présente autorisation. Le permissionnaire ne peut se prévaloir d'aucun droit tiré de l'existence d'une autorisation antérieure.

**Article 8 :**

La présente autorisation donne lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les conditions définies par délibération du conseil municipal. Le paiement est effectué dès réception du titre de recette émis par l'ordonnateur.

**Article 9 :**

Le permissionnaire ne devra laisser son emplacement inoccupé pendant plus d'un mois, exception faite toutefois des cas de maladie dûment constatée ou des congés annuels qui ne devront pas se prolonger au-delà d'une durée de trois mois consécutifs. En ce qui concerne les femmes, des aménagements particuliers pourront être envisagés en leur faveur.

En cas de maladie dûment constatée par un certificat médical, l'administration pourra autoriser un remplaçant pour une durée ne dépassant pas trois mois renouvelable. Une autorisation spéciale devra être demandée par écrit, en indiquant le nom, prénom et adresse du remplaçant.

**Article 10 :**

Le permissionnaire est tenu de conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation et à sa restitution. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 11.**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 12.**

Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire.

**Article 13.**

Toute personne qui désire contester cet arrêté peut saisir Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de son exécution. Elle peut également effectuer un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux.

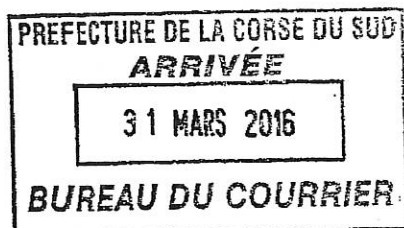
**Article 14.**

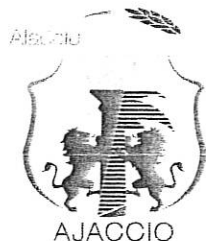
Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio, le Chef de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio et affiché en mairie

Fait à AJACCIO, le : 30 MAR. 2016

Pour le Maire, et par délégation,  
l'Adjoint délégué aux halles & marchés, au commerce & à l'artisanat,  
au domaine public & privé, aux travaux & voirie

Christian BALZANO



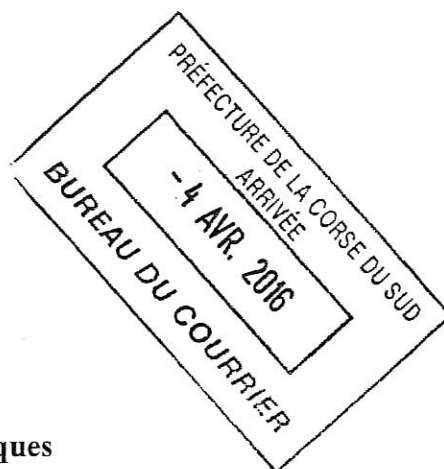


**Arrêté municipal N°2016/669**

**Portant délégation de signature**

**à**

**Monsieur Jean-Joseph Folacci  
Directeur général des services techniques**



**Le maire de la Ville d'Ajaccio,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122.19, R.2122.8 et R.2122.10 ;

Vu les délibérations N°2015/04 et 2015/06 du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

Vu l'arrêté municipal N°2016/598 du 14 mars 2016, plaçant Monsieur Jean-Joseph Folacci, ingénieur en chef classe normale, en détachement sur l'emploi fonctionnel de directeur général des services techniques, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016 ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté N°2016/1164 du 27 janvier 2016 portant délégation de signature à M. Jérôme Terrier, Directeur général des services techniques, est annulé.

**Article 2 :**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Joseph Folacci, Directeur général des services techniques, pour ce qui concerne :

- la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés,
- les correspondances courantes ne faisant pas grief,
- les demandes de renseignements, communications et transmissions aux services et aux particuliers,
- les convocations aux réunions,
- les notes et bordereaux de transmission,
- la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites à l'appui des demandes de paiement.

**Article 3 :**

En outre, délégation lui est également donnée pour signer l'engagement des dépenses ressortant du domaine de compétences de la Direction Générale des Services Techniques, jusqu'à la somme de mille cinq cents € (1 500 €) dans le strict respect des crédits inscrits au budget.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

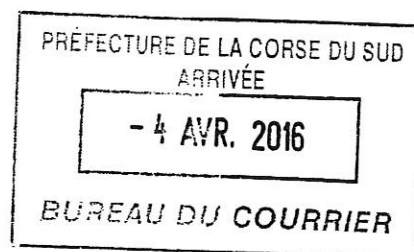
**Article 5 :**

Le Directeur général des services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 31 mars 2016

**Le Député-maire**

**Laurent MARCANGELI**





**Arrêté municipal N° 2016/670**

**Portant délégation de signature**

**à**

**Monsieur Jean-Joseph Folacci  
Directeur général des services techniques**



**Le maire de la Ville d'Ajaccio,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122.19, R.2122.8 et R.2122.10 ;

Vu les délibérations N°2015/04 et 2015/06 du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

Vu l'arrêté municipal N°2016/598 du 14 mars 2016, plaçant Monsieur Jean-Joseph Folacci, ingénieur en chef classe normale, en détachement sur l'emploi fonctionnel de directeur général des services techniques, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016 ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'arrêté N°2015/165 du 27 janvier 2016 portant délégation de signature à M. Jérôme Terrier, Directeur général des services techniques, est annulé.

**Article 2 :**

Délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Joseph Folacci, Directeur général des services techniques, pour ce qui concerne :

La notification du délai d'instruction et la demande de pièces complémentaires auprès des pétitionnaires des permis de construire.

La délivrance du récépissé de demande de permis de construire,

**Article 3 :**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Corse, Préfet de la Corse du Sud.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville d'Ajaccio est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Ville d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 31 mars 2016

Le Député-maire  
**Laurent MARCANGELI**



Arrêté municipal N° 2016/ 671

**PORTANT FERMETURE PROVISOIRE ET EVACUATION  
d'un appartement situé au 4ème étage d'un immeuble sis 14 rue Roi de Rome à Ajaccio  
Occupé par son propriétaire Monsieur Agostini**

**Le Maire de la Ville d'AJACCIO,  
Député de la Corse du Sud**

VU, le Code de la Santé Publique ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-17 à L.2122-20, L. 2212 à L.2212-5, et L.2213-23 ;

VU, les délibérations n°2015/04 et n° 2015/06 en date du 8 février 2015 portant élection du Maire et des Adjoints ;

**Considérant** que l'état des locaux compromet la santé et la sécurité des occupants et du voisinage, en raison de la présence importante de déchets, de la vétusté de l'installation électrique ;

**Considérant** l'importance du risque sanitaire et d'incendie.

**- ARRETE -**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : - Est prononcée la fermeture provisoire et l'évacuation par tout moyen de l'appartement du 4ème étage occupé par Monsieur Agostini sis 14 rue Roi de Rome, à compter du 31 Mars 2016 à 19h.

**ARTICLE 2** : - L'accès et l'occupation dudit appartement sont subordonnés au nettoyage et à la désinfection des lieux, et à l'expertise par une société agréée du réseau électrique.

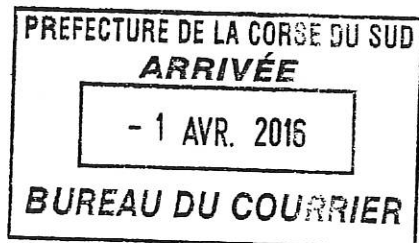
**ARTICLE 3** : - Le présent arrêté sera notifié en la forme administrative à :

Monsieur Agostini (Propriétaire occupant)

Et affiché en Mairie, ainsi que dans le hall de l'immeuble.

**ARTICLE** : - M.M le Secrétaire Général de la ville d'Ajaccio, le Directeur général des Services Techniques de la Ville, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à AJACCIO, le : 31 Mars 2016**



Le Maire,

Laurent MARCANGELI

Le Directeur Général des Services

Pierre-Paul ROSSINI